THE LIBRARY
OF
THE UNIVERSITY
OF CALIFORNIA
LOS ANGELES

UNIVERSITY of CALIFORNIA
AT
LOS ANGELES
LIBRARY

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/memoiresduna00malm

MÉMOIRES

D'UN

ANCIEN MINISTRE

(1807-1869)

PAR

LORD MALMESBURY

TRADUITS DE L'ANGLAIS AVEC L'AUTORISATION DE L'AUTEUR

PAR **M. A. B.**

TROISIÈME ÉDITION

PARIS

PAUL OLLENDORFF, ÉDITEUR

28 *bis*, RUE DE RICHELIEU, 28 *bis*

1885

Tous droits réservés.

MÉMOIRES

D'UN ANCIEN MINISTRE

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CHATILLON-SUR-SEINE, — A. PICHAT

MÉMOIRES

D'UN

ANCIEN MINISTRE

(1807-1869)

PAR

LORD MALMESBURY

TRADUITS DE L'ANGLAIS AVEC L'AUTORISATION DE L'AUTEUR

PAR **M. A. B.**

PARIS

PAUL OLLENDORFF, ÉDITEUR

28 *bis*, RUE DE RICHELIEU, 28 *bis*

1885

Tous droits réservés.

106878

UNIV. OF CALIFORNIA
LOS ANGELES LIBRARY

M2A2F

MÉMOIRES

D'UN ANCIEN MINISTRE

Chuquet 1928

INTRODUCTION

Je prie le lecteur de ces mémoires de ne point s'attendre à y trouver une narration suivie. Ils ne sont autre chose qu'un mélange de notes et de lettres relatives aux événements de toute nature auxquels j'ai été mêlé pendant une vie active de soixante dix-sept années. Le récit des faits qui ont été l'objet de ma correspondance politique privée a paru, il y a plus d'un quart de siècle dans les Livres Bleus et les journaux de l'époque, sous une forme plus officielle; je le donne ici dans leur teneur familière. Mon but principal a été d'esquisser les trois administrations du feu comte de Derby dont j'ai été collègue, ainsi que de rassembler mes souvenirs sur l'un des hommes les plus remarquables du siècle : je veux parler de l'empereur Napoléon III qui, lors des ministères de lord Derby, joua un rôle si important dans la politique et dans les grandes affaires de l'Europe. J'ajouterai que tout ce qui concerne les hommes et les choses est rapporté sous l'aspect où les uns et les autres se sont présentés à moi, en leur temps, et que je n'ai en rien modifié le sens dans lequel je les avais notés alors.

Je suis né le 25 mars 1807 à Spring-Gardens. Ma mère, lady Fitzharris, se trouvait à la merci de Lucine et mon père, seul dans la pièce voisine, attendait avec anxiété qu'on vînt lui présenter le don de la déesse, lorsqu'on frappa à la porte. A sa grande surprise, il vit entrer, au lieu du médecin, un messager du roi porteur d'une lettre de M. Canning lui annonçant sa nomination au poste de sous-secrétaire d'état aux affaires étrangères. Quelques minutes après fut proclamée mon arrivée en ce monde.

J'ai souvent pensé que, si l'on avait alors tiré mon horoscope, on eût conclu de ce mystérieux concours de circonstances que l'étoile du Foreign-Office planait sur notre maison, vouant le fils aux mêmes destinées que le père. Aussi, quelque jugement qu'on porte sur mon administration des affaires étrangères, c'est assurément aux astres qu'il convient d'en faire remonter la responsabilité.

Mon père ne conserva pas longtemps son poste. Ses sentiments de moralité et d'honneur s'arrangeaient mal de la duplicité de notre politique à cette époque. Il m'a dit souvent que le motif déterminant de sa retraite avait été le procédé dont l'Angleterre usa avec le Danemarck en 1807, quand elle crut devoir s'emparer de la flotte danoise pour empêcher Napoléon de le faire. Lorsque cette mesure sage, mais rigoureuse, fut résolue, il eut à entretenir l'envoyé danois à Londres dans l'ignorance de nos projets. Mais le pauvre homme, qui les soupçonnait, était dans l'état nerveux le plus violent et venait quotidiennement au Foreign-Office ; M. Canning refusait obstinément de le recevoir et le renvoyait à mon père dont le rôle était de dissimuler, voire même de nier nos desseins. Ces mensonges lui coûtaient beaucoup.

A cette époque, la grande lutte contre Napoléon faisait rage par terre et par mer. Il est difficile aujourd'hui, pour ceux dont les souvenirs ne remontent pas jusque-là, de se faire une idée de la surexcitation à laquelle l'Angleterre était alors en proie. Jusqu'en 1815, Bonaparte a été le croque-mitaine que les mères et les bonnes anglaises évoquaient pour gouverner les enfants indociles. Son nom était pro-

noncé par tous avec exécration. Le pays retentissait des armements des volontaires et des milices. A chacune de nos victoires navales et à tous nos succès en Espagne, l'étendard national était hissé sur les tours de nos églises et les journaux, alors peu nombreux, étaient lus sur les places à la foule enthousiaste. Il n'est pas étonnant que de telles scènes aient fait une impression profonde sur l'esprit même de très jeunes enfants comme nous étions alors mon frère et moi. Enfin, en 1814 alors que nous étions âgés respectivement de sept et six ans, les alliés entrèrent à Paris et Napoléon fut exilé à l'île d'Elbe. Le 23 juin de cette année eut lieu à Spithead, pour célébrer la paix, une grande revue navale à laquelle mon père dut assister, en sa qualité de gouverneur de l'île de Wight. Il s'y rendit sur son yacht officiel et, si jeune que je fusse alors, je n'ai pas oublié ce spectacle.

La rade était littéralement couverte de vaisseaux de toutes sortes, beaucoup de navires de guerre, rappelés lors de la paix, n'ayant pas encore été désarmés. Les souverains alliés se tenaient sur la dunette de l'*Imprenable* où mon père fut les saluer, nous menant avec lui. L'empereur Alexandre, avec sa haute taille raide, ses culottes de peau collantes et ses bottes fortes nous frappa de terreur, et nous fûmes heureux de retourner sur notre yacht *le Medina*. Beaucoup d'officiers de marine vinrent à notre bord et je me rappelle avoir été frappé de l'arrogance de langage et de manières de la plupart d'entre eux. Cela s'expliquait sans doute par leurs services, leur habitude de la victoire et l'influence de l'atmosphère despotique du gaillard d'arrière. Cependant, les plus infatués étaient généralement les plus jeunes. L'uniforme de la marine à cette époque était très seyant : bleu avec des revers blancs, des épaulettes, des pantalons collants blancs et des bottes à la Souvaroff, à glands d'or.

Le langage de chacun variait avec son état. Les civils et les contribuables se réjouissaient d'une paix depuis longtemps désirée ; les soldats et les marins gémissaient hautement de ce qu'ils croyaient être la fin de leur carrière.

Mais toutes les prévisions devaient être déjouées, car, six mois plus tard, le lion était déchaîné et l'année suivante, cinq jours avant l'anniversaire de cette pompeuse représentation, les deux grands capitaines du siècle engageaient la dernière et la plus meurtrière de leurs luttes dans la plaine de Waterloo. Je me rappelle, un matin de 1815, à Richmond-House où nous demeurions, avoir été appelé à la fenêtre pour voir les gardes du corps et les gardes bleus partant pour l'armée; ils descendaient Parliament-Street avec des lauriers sur leurs casques et à la tête de leurs chevaux, tandis que leurs femmes et leurs maîtresses montaient sur leur étrier pour leur donner le baiser d'adieu. C'était un spectacle grand et émouvant ; il l'eût été plus encore si l'on eût prévu que la moitié de ceux qui partaient ne devaient pas revenir.

La plus grande partie de mon enfance se passa à Heron-Court, un vieux manoir près de Christchurch, légué en 1765 à mon grand-père par M. Edward Hooper, dernier rejeton d'une très ancienne famille du comté de Dorset. Il avait épousé lady Dorothée Ashley, dont la sœur était la femme de M. Harris, mon bisaïeul[1]. La maison, construite dans le style de l'époque d'Elisabeth, était autrefois la résidence des prieurs de Christchurch. Le premier lord Malmesbury [2] la répara et l'agrandit. Elle a tout le caractère de son ancienne origine et est située au milieu de très vieux ormes, à un mille de trois rivières : l'Avon, la Stour et la Herne dont les eaux se réunissaient dans la baie de Christchurch. Tout ce district appartenait autrefois à Tosti, frère du roi Harold, et fut concédé par Guillaume le Conquérant à Hugo de Porth, un de ses barons normands. Pendant la longue guerre avec la France, cette contrée sauvage fut un foyer important de contrebande et voici à

1. James Harris, 1709-1780, membre de la Chambre des Communes, a cultivé les lettres grecques et latines, les arts et la philosophie. Il a publié sous le nom d'Hermès une grammaire philosophique d'une métaphysique subtile.

(*Note du trad.*)

2. John Harris, comte de Malmesbury, 1740-1820, qui a été ambassadeur auprès de Fréderic II, en Russie, en Hollande et auprès du Directoire.

(*Note du trad.*)

ce sujet une assez piquante anecdocte qui m'a été racontée par lord Shaftesbury, père du généreux philanthrope actuel.

Vers 1780, il se trouvait un jour à table dans la salle basse de Heron-Court chez son parent, M. Hooper, alors directeur des douanes. Soudain retentit un grand fracas de voitures et de chevaux et six ou sept chariots, pesamment chargés de barils, passèrent au grand galop devant la façade de la maison. Lord Shaftesbury se précipita à la fenêtre; mais le vieux *squire* ne bougea pas et continua à manger tranquillement. Un moment après, arriva un détachement de cavalerie dont les chevaux étaient à moitié fourbus, demandant quel chemin avaient pris les contrebandiers. Personne ne voulut les renseigner, pas même le directeur des douanes et il est probable que ceux-ci purent gagner la forêt sains et saufs.

Le centre des opérations des contrebandiers était la chaîne de falaises basses qui s'étend du cap de Christchurch à Poole, district où l'on ne voyait à cette époque que des bruyères parsemées de bouquets de sapins sur un espace de dix milles. Le gibier y était fort abondant. Sur cette lande sauvage s'élève maintenant la ville de Bournemouth, une de nos plus élégantes stations balnéaires, avec son personnel obligé de *clergymen*, de médecins, d'hommes de loi et l'inévitable député à tendances radicales. Elle possède déjà huit églises dont chacune s'apitoie dogmatiquement sur les erreurs théologiques des autres.

Aucune partie de l'Angleterre n'offre autant de ressources pour les études d'histoire naturelle que ce canton du Hampshire. Les saumons de l'Avon et de la Stour sont renommés; ces rivières sont, en outre, peuplées de brochets, de perches, de truites, de tanches, d'ombre-chevaliers et d'écrevisses. Le petit musée d'Heron-Court possède toutes les variétés d'oiseaux anglais, tués dans un rayon de cinq milles autour de ma maison. Les oiseaux chanteurs abondent dans nos bois et toutes les espèces de gibier d'eau fréquentent nos trois rivières et les étangs des landes. Je me rappelle y avoir vu tirer plusieurs aigles, et une petite outarde y a été tuée par lord Palmerston. Les marécages

fourmillent d'insectes rares; c'était le terrain de chasse favori du célèbre entomologiste Curtis.

Les landes renferment de nombreux *tumuli*. J'en ai fait ouvrir trois. Dans le premier les couches de gazon superposées étaient en parfait état de conservation et, au fond, les traces du corps se distinguaient nettement. Dans le second nous trouvâmes un vase de poterie contenant des cendres et dans le troisième un beau bracelet d'or tressé.

C'est dans ce pays, si sauvage à cette époque, que s'est écoulée notre enfance et nous nous y sommes pénétrés d'une affection éternelle pour lui et ses traditions. Mon père habitait Heron-Court dix mois sur douze, inconsolable de la perte de notre mère, morte en 1815, à l'âge de trente-deux ans. Pendant les vingt-six années qu'il lui survécut il ne cessa de la pleurer et jusqu'à sa propre mort, ni une plante du jardin de ma mère, ni un meuble de son boudoir ne furent changés de place. Il chassait à peu près tous les jours et tint, pendant quarante années, un journal de chasse avec mention de chaque pièce tuée ou manquée. Son fanatisme pour le *sport* ne nuisait pas à son goût pour la littérature ancienne et moderne et, comme il avait vécu dans les premières années du siècle au milieu des hommes les plus remarquables de cette époque si intéressante, sa conversation était fort amusante et fort instructive. Quoique tory des plus purs et inflexible dans ses idées politiques, il était dans la vie extrêmement généreux et libéral. Ayant vu son pays, aux heures les plus sombres, sauvé des plus grands périls par l'orgueilleuse aristocratie qui était alors au pouvoir et qui, seule dans toute l'Europe, ne s'était jamais laissée décourager par les succès de Napoléon, il redoutait avec bien d'autres de voir l'antique constitution anglaise modifiée au profit d'une démocratie dont la nature plus mobile offrirait moins de résistance dans les calamités publiques. Aussi, lorsque quinze ans après la guerre, passa le grand bill de réforme de 1832, il résista jusqu'à la fin par son vote. Quand j'entendais autour de moi des gémissements et des prédictions fâcheuses à ce sujet, je ne me dou-

tais guère que, trente ans plus tard, je prendrais comme ministre l'initiative d'une réforme bien autrement démocratique dont lord Derby avouait, en la proposant, qu'elle était « un saut dans les ténèbres. »

Longtemps avant ces événements, mon frère âgé de sept ans et moi de huit, fûmes envoyés en pension à Winsborne, chez le révérend docteur Bowle, un des trois desservants de la vieille cathédrale. Il avait chez lui seize élèves, tous natifs des cantons de Hants et de Dorset. Aucun d'eux ne savait un mot de français, cette langue ayant été proscrite pendant les guerres et la parler étant presque tenu par les gentilshommes campagnards de l'époque pour un crime de haute trahison. Comme c'était la première langue qui nous eût été enseignée, nous avions un accent français prononcé, ce qui nous attira toutes sortes de persécutions de la part de nos camarades. Le bruit s'étant en outre répandu que notre père tuait les renards sur ses terres, ce fut un grief de plus contre nous et nous fûmes qualifiés de *vulpecides*, expression dont le sens nous était alors inconnu, mais nous fut bientôt enseigné par les horions que nous administrèrent les fils de chasseurs de renards. Nous protestâmes en vain de l'impossibilité de chasses à courre dans notre pays à cause de ses nombreux cours d'eau. A la fin, nous décidâmes qu'à la première agression de l'un de nos tyrans, nous tomberions sur lui tous les deux à la fois, suppléant à la force par nombre. Ce qui fut dit fut fait et, dès lors, nous eûmes un parti et des amis. Tel est l'esprit de l'éducation anglaise : elle peut avoir des défauts ; mais du moins elle accoutume chacun à se défendre soi-même.

Nous restâmes trois ans à Winsborne, n'apprenant pas autre chose que les grammaires grecque et latine et allant chez nous deux fois par an. Ma mère était morte et mon père ne venait jamais nous voir de peur de troubler nos études. Quelles études !... Lord Malmesbury, notre grand-père, venait quelquefois et sa visite faisait grande sensation dans la maison car, il y a soixante-dix ans, un comte de la vieille roche n'aurait jamais songé à se montrer dans

une ville importante sans quatre chevaux à sa voiture et sa plaque sur son habit. Je me souviens qu'une de ses visites me sauva un jour d'une exécution imminente. Il faut dire que le vieux ministre et sa femme, tout bons qu'ils étaient, appliquaient les châtiments corporels, ce qui, en matière d'instruction, ne me semble pas faire porter les arguments au bon endroit. M. Bowle était un homme excentrique, strict observateur des jours fériés et des anniversaires. Son culte pour la mémoire des grands hommes nous valait plus de congés que de raison ; sa paresse y trouvait son compte et il mettait sa conscience en paix en prétendant que c'était un moyen de nous enseigner l'histoire. Lorsque je devins ministre en 1852, je fis don d'un vitrail à la vieille cathédrale en reconnaissance de la part que le Révérend M. Bowle pouvait avoir eue à mon succès.

Nous demeurâmes à Heron-Court avec un précepteur jusqu'en 1823. M. Cooke était un jeune homme, gradué de première classe d'Oxford, à qui je suis redevable de beaucoup de connaissances générales. Il possédait un grand savoir classique; mais son plus grand mérite était de s'intéresser à tout et d'inspirer ce sentiment à ses élèves. La peinture, l'architecture, l'histoire naturelle et la géologie étaient ses sujets d'étude favoris. Nos falaises renfermant d'excellents échantillons de fossiles, nous avions, grâce à lui, conçu une véritable passion pour ce genre de collection. Depuis lors les falaises se sont éboulées et le *stratum* d'argile est trop profondément enfoui pour se prêter encore aux recherches géologiques.

Jusqu'au bill de réforme de 1832 Christchurch était un bourg fermé, mais les quatorze électeurs qui nommaient les deux députés étaient achetés par sir George Rose, lord de la trésorerie du ministère Pitt, qui en fut représentant avec son fils jusqu'à ce que le bill de réforme les en chassât. Christchurch a vu naître deux hommes éminents : le *field-marshal* lord Strathnairn et l'amiral lord Lyons. Cette ville n'a jamais été industrieuse comme celles qui sont dotées d'un chemin de fer communiquant direc-

tement avec Londres. Son vénérable château et sa vieille et majestueuse église semblent la défendre contre l'invasion des choses modernes et de ce qu'on appelle le progrès, monopolisé par Bournemouth, éloigné de quatre milles, qui laisse sa pacifique voisine jouir du *dolce far niente*.

Mon frère Edward et moi allâmes à Eton en 1821. Il y avait alors au collège six cents élèves. M. Cooke nous accompagnait et nous étions les seuls, avec le duc de Buccleugh, lord John Scott et les fils du duc de Wellington, qui eussions un précepteur. C'était un mauvais système, car ces messieurs aident toujours leurs élèves qui, en conséquence, ne donnent pas la juste mesure de leur valeur. J'étais le *fag* de Trench, un très bon garçon, dont le frère fut plus tard archevêque de Dublin. Nous étions en pension chez une certaine miss Middleton. Je pris goût au canotage plutôt qu'au *cricket* et je me sauvais souvent de très bon matin pour tirer des poules d'eau sur la rivière, empruntant un vieux fusil à pierre à un commissionnaire. Un jour, en escaladant le mur du jardin pour sortir, je glissai et je restai empalé par le bras sur les chevaux de frise jusqu'à ce que mes cris eussent amené du secours. Les souffrances que j'éprouvai pendant longtemps furent jugées une punition suffisante.

De mon temps il y eut plusieurs grands combats singuliers dans l'un desquels fut tué le jeune Ashley, fils de lord Shaftesbury. Un autre combat acharné eut lieu entre un grand garçon de seize ans nommé Kemp et Yeo, beaucoup plus jeune et moins fort, qui fut victorieux à force d'intrépidité, qualité qu'il déploya longtemps après dans la guerre de Crimée. Il y commandait le 7e fusiliers et fut tué à l'assaut du Redan. Il était d'une des plus vieilles familles du Somerset et, je crois, le dernier de sa race. Les diligences de Windsor à Slough s'arrêtaient souvent sous le mur pour voir ces duels. Mon professeur était Ben Drury, homme distingué et fort érudit, mais dont les mœurs déréglées faisaient le désespoir de l'immortel Dr Keate. Nous avions souvent congé le lundi matin, le

mal de tête qu'il avait contracté la veille à Londres le retenant au lit. Il faisait de beaux vers latins et conduisait à quatre mieux qu'aucun cocher entre Windsor et Londres. C'était l'époque du procès de la reine Caroline et nous prenions tous parti pour George IV, je n'ai jamais pu savoir pourquoi. La ville ayant pris les intérêts de la reine, c'étaient des rixes et des batailles continuelles entre les deux camps. Mon grand-père lord Malmesbury mourut en 1821 à l'âge de soixante-quinze ans et, l'année suivante, je fus séparé de mon frère qui entra à l'école navale de Portsmouth et prit la mer ensuite. En 1852, je le nommai consul à Copenhague, puis, chargé d'affaires au Chili. Pendant nos congés d'hiver, mon père nous envoyait à Wilton. Il était tuteur des enfants de lord Pembroke et, n'ayant pas de sœurs, nous avions grand plaisir à nous trouver avec les filles de la maison qui étaient charmantes. C'est là que j'ai connu M. Stanley, depuis lord Derby et premier ministre, encore tout jeune, mais déjà considéré par les whigs comme plein d'avenir. Lord Lansdowne, un des *leaders* les plus remarquables des whigs, était le type du *gentleman* accompli. Nous y rencontrions aussi Tom Moore, le poète, qui disait ses vers avec beaucoup de goût et de sentiment. C'était l'homme le plus petit que j'aie jamais vu. Je me rappelle que lord Lansdowne et M. Stanley portaient le vieil uniforme du parti du temps de Fox; l'habit bleu à boutons de cuivre et le gilet chamois.

Je quittai Eton avec beaucoup de regret en 1823 pour revenir à Heron-Court avec M. Cooke. J'y restai jusqu'au moment où j'allai à Oxford en 1825. Coplestone, depuis évêque de Llandaff, était prévôt de mon collège, Tyler doyen, Darnford, qui avait servi dans la péninsule pendant la guerre, et Newman étaient professeurs. Personne à cette époque ne prévoyait la carrière future de cet éminent écrivain, aujourd'hui cardinal. Il se laissait tourmenter par sa classe avec la plus grande résignation. J'ai honte de dire que nous lui jouions les plus méchants tours, tels que de couper le cordon de sa sonnette ou bien de pousser peu à peu sa table jusqu'à ce qu'il fût acculé dans un coin. Il

demeurait impassible et tolérait tout. Je l'ai vu presque chassé de la table de Coplestone, un jour que le prévôt, qui était un gourmet, lui reprochait d'avoir « mutilé » un beau cuissot de venaison. — « M. Newman », criait-il, « vous n'avez pas conscience du mal que vous avez fait. » Les sous-gradués de mon collège qui étaient mes contemporains et qui se sont plus ou moins distingués dans leur carrière étaient : Samuel Wilberforce, devenu évêque de Winchester; Sir Edmond Head, gouverneur du Canada; Welby, H. Wise, Holford, Parker, membres du parlement. C'était d'ailleurs un collège tranquille.

Je pris mon diplôme en 1827, puis je fis quelques visites à la campagne, notamment à Newby-Park, chez lord Grantham et à Chillingham, chez lord Tankerville en Northumberland. Ce dernier château est un des plus anciens d'Angleterre. Le parc qui est de 1500 acres a été clos de murs sous le roi Jean et renferme encore une race sauvage de bêtes à cornes. Lady Tankerville était mademoiselle de Gramont; elle avait été envoyée en Angleterre pendant la Terreur et avait été élevée par la duchesse de Devonshire. C'était une belle personne qui, avec lady Jersey et lady Palmerston, a été à la tête du monde élégant pendant bien des années; ces femmes remarquables ont toutes trois dépassé l'âge de quatre-vingts ans. Le comte d'Orsay — dont la sœur avait épousé le duc de Gramont, frère de lady Tankerville — a été le dernier de ces *dandys* qui servaient de modèle aux jeunes gens. Il n'était pas seulement remarquable par son physique, mais aussi par son esprit et sa conversation à laquelle son accent étranger donnait un sel particulier et par un certain talent pour la peinture et le modelage. Il a fait deux excellents portraits du duc de Wellington et de lord Lyndhurst. Il vivait chez lady Blessington dont la maison était fort agréable pour les hommes, bien que les femmes n'y allassent point. J'y ai souvent rencontré les Bulwer, Disraeli, Dickens et enfin le prince Louis-Napoléon pendant son exil, après sa fuite de Ham où il avait été emprisonné pour son infructueuse tentative de Boulogne.

Le 1er juin 1828, Montague Parker, mon camarade d'Eton et d'Oxford, et moi quittâmes l'Angleterre par le paquebot de Rotterdam, accompagnés d'un soi-disant courrier, vieux domestique suisse de mon oncle le révérend A. Harris. Les rôles furent bientôt renversés en ce que nous eûmes à nous occuper de lui pendant tout le voyage. Nous arrivâmes à Amsterdam et de là à la Haye où Sir Charles et lady Bagot représentaient notre roi George IV.

Nous parcourûmes toute la Hollande, pays qui ne ressemble à aucun autre et dont la *belle laideur* mérite d'être connue. Puis nous partîmes en poste pour le Rhin, la tête farcie de Byron dont à cette époque les poésies affolaient l'Europe entière et que l'on représentait comme une incarnation de Satan par sa beauté et par ses vices. Nous remontâmes le Rhin en bateau et nous nous rendîmes à Genève dont l'aspect, en 1828, était tout différent de ce qu'il est aujourd'hui. Il n'était pas question des somptueux hôtels actuels. Nous descendîmes dans le meilleur, celui des *Balances*, qui était tout à fait vieux style. A la table d'hôte se trouvaient plusieurs anciens officiers de Napoléon, pérorant avec leur jactance habituelle. Notre brave colonel Brotherton s'y trouvait aussi. Il s'était fait connaître pendant la guerre de la Péninsule comme un sabreur et il parlait français comme un Français lui-même. Un jour, à dîner, l'éternel sujet de Waterloo fut discuté par plusieurs officiers et, comme d'habitude, avec une grande chaleur de la part des Français. Brotherton ne prenait pas part à la conversation. Un Français, qui n'était pas militaire, lui demande brusquement pourquoi il ne donnait pas son avis puisqu'il avait assisté à la bataille. Brotherton réplique froidement : — « Je suis venu ici, monsieur, pour dîner et non pour discuter. » L'étranger continue à railler Brotherton qui garde le silence jusqu'au moment où le Français le traite de lâche. Alors le colonel bondit et, brisant sa chaise comme une baguette, lui en jette un des pieds au visage. Je n'oublierai jamais la rapide retraite de l'agresseur. Toute la table applaudit Brotherton, particulièrement le vieux général Rouget, bien connu dans les guerres d'Es-

pagne, qui pesait 250 livres et malgré la surface qu'il présentait, n'avait jamais été touché. On sut plus tard que le perturbateur de notre dîner était un croupier d'Aix.

Le général sir William Gallwey avait une villa près de Genève, à Châtelaine, et sa femme, lady Henriette née Quin, ainsi que ses deux jolies et aimables filles contribuèrent pendant trois mois à l'agrément de notre séjour. La cadette de ces jeunes filles a épousé le comte de Bonneval. L'autre est morte fille à un âge avancé et, à la fin de sa vie, sa petite maison de Belgravia était fréquentée par beaucoup d'hommes politiques. Elle était une des femmes les plus cultivées et les plus sensées que j'aie jamais rencontrées, très artiste et aimant fort la bonne compagnie.

Mes plaisirs furent interrompus par un accident qui faillit m'être fatal. Un jour, en faisant des armes avec le capitaine Moseley, le fleuret de celui-ci se brisa, me toucha au défaut du plastron et me traversa le poumon. Le docteur Jenks, ancien chirurgien du 10e hussards, déclara mon cas mortel; mais un certain docteur Major, ancien praticien des armées de Napoléon, ayant été appelé, me saigna à blanc et quelques jours après, j'étais hors de danger. Moseley me soigna jour et nuit avec le plus grand dévouement. Si vous aviez demandé à Londres des renseignements sur lui, on vous l'eût dépeint comme le plus froid et le plus égoïste des dandys; et pourtant, lorsqu'il me vit abandonné et en danger de mort, il me soigna comme eût pu le faire la mère la plus tendre. Deux ans après le pauvre garçon s'est suicidé dans un accès de fièvre cérébrale, faute d'avoir été veillé comme je l'avais été par lui.

En octobre, nous partîmes tous trois pour l'Italie par la route alors nouvelle du Simplon et arrivâmes à Milan, puis de là à Venise qui était aux mains de l'Autriche et qui, comme tout le Nord de l'Italie, nourrissait une haine violente pour les Tudesques et pour le pouvoir temporel. Les *carbonari* étaient très remuants; au nombre des plus actifs se trouvaient les frères Bonaparte, fils du roi Louis, Pepoli, le général Pepe, le prince et la princesse Belgiojoso. Ils formaient l'entourage de la reine Hortense qui avait à

Rome une maison agréable. On conspirait universellement et les gouvernements étaient sévères en conséquence. L'Angleterre était à ce moment gouvernée par le parti tory aux mains de Wellington; aussi les Anglais étaient-ils en grande faveur auprès des despotes italiens. La question catholique n'était pas encore résolue et il n'était pas encore question du bill de réforme. Depuis près de vingt ans les whigs étaient écartés des affaires et, à cette époque, il paraissait impossible que l'Italie se libérât jamais du joug étranger. Ceux qui en parlaient étaient regardés comme des utopistes. Deux ans après, la révolution française de 1830 changeait bien des choses et montrait que tout était faisable, bien que ce ne fût que le commencement de la débâcle.

A Florence nous trouvâmes comme ministre d'Angleterre lord Burghersh, très aimable et très hospitalier. Il était fanatique de musique et avait composé plusieurs opéras. Lord Normanby s'y trouvait aussi et tous deux étant grands amateurs de théâtre, lord Burghersh en avait installé un où nous avons joué et où venait tout le beau monde. Rien ne pouvait être plus gai que Florence à cette époque : tous les soirs des bals et des fêtes, beaucoup de jeunes Anglaises voyageant avec leurs parents et, par suite, beaucoup de *flirtation*. Lady Burghersh donnait de très agréables soupers. Naturellement je passais mes journées dans les grands musées des Offices et du palais Pitti. Le tableau que j'ai le plus admiré dans tout Florence est le portrait du cardinal Bentivoglio par Van Dyck et celui qui m'a plu le moins est celui de la Fornarina; je ne puis croire que ce tableau soit l'œuvre de Raphaël ni qu'il représente sa maîtresse. Parker et moi allâmes à Rome qui, à première vue, nous désappointa. J'y trouvai les Cadogan, les Kenmare, lord Wriothesley Russel, Henry Fitzroy, madame Villiers et sa fille, personne fort distinguée, qui a épousé depuis M. Lister et, en secondes noces, Sir George Cornewal Lewis. Elle était sœur de lord Clarendon, notre éminent ministre des affaires étrangères. On donnait beaucoup de dîners et quelques bals. Nouvellement arrivé d'Angleterre où George IV avait rendu de rigueur à la cour les cravates de satin noir que l'on ap-

pelait des *cascades*, je me présentai ainsi cravaté à une soirée de M. de Châteaubriand, l'ambassadeur français. On me pria de remplacer ma cravate noire par une blanche. D'autres Anglais, qui avaient fait comme moi, furent fort en colère et refusèrent de changer; notre roi, qu'ils jugeaient infaillible en matière de toilette, ayant déclaré qu'un homme cravaté de blanc ne pouvait être qu'un dentiste. On jouait beaucoup à Rome dans le monde des Anglais et des autres étrangers, principalement à l'écarté, ce qui permettait de tricher beaucoup. Un joueur constamment heureux était un Français qui s'intitulait le colonel Vautier « de l'armée libératrice grecque. » C'était l'homme le plus laid que j'aie jamais vu, absolument défiguré par la petite vérole et pourtant de physionomie si intelligente et spirituelle qu'il avait plus de bonnes fortunes que quiconque. Son expression n'était pas trompeuse, car sa conversation était remarquablement agréable et variée. Il était très patronné par la reine Hortense et son fils Louis. Il gagna beaucoup d'argent anglais et Fitzroy fut un des plus maltraités. La plus belle Italienne de Rome était une madame Dodwell, si célèbre pour ses charmes, qu'un étranger donnait cette raison de son voyage à Rome : « — Je suis venu pour voir trois belles choses; Saint-Pierre, le Vatican et madame Dodwell. » Dans la suite, elle aida Pie IX à s'échapper de Rome en le déguisant en domestique.

Un soir, à un bal chez l'ambassadeur d'Autriche, je fus très frappé par la vue d'une dame qui ne ressemblait en rien aux autres Italiennes présentes. Elle avait une abondante chevelure châtain, qu'elle portait en boucles. Son visage était beau avec un teint éclatant et des yeux bleus pleins d'animation. Elle montrait des dents superbes lorsqu'elle riait, ce qu'elle faisait de tout son cœur au moment où je la remarquai. Quand elle se leva, je vis qu'elle était de petite taille, bien que ses épaules fussent parfaites et son buste fait pour une femme beaucoup plus grande. C'est un défaut commun chez les Italiennes d'avoir les jambes trop courtes pour leurs formes robustes, la grâce étant ainsi sacrifiée à la force. On me dit que c'était la comtesse Guic-

cioli de *byronienne* mémoire, qu'elle aimait beaucoup les Anglais et les recherchait. Je me fis donc présenter à elle et j'en fus accueilli avec beaucoup de bonté. Byron n'était mort que depuis cinq ans et elle avait alors vingt-six ans. Nous devînmes très bons amis; je la trouvai de relations charmantes avec un esprit cultivé, toute la bonhomie de sa race et aimant beaucoup à s'amuser. Elle était tout à fait consolée du chagrin d'abord très violent, m'a-t-on dit, qu'elle avait ressenti de la perte de son poète. Elle parlait volontiers de lui et de ses excentricités et n'était pas peu fière de sa conquête.

J'allai de Rome à Naples en février 1829 et, au bout de quelques jours, ayant appris que deux brigantins faisaient voile pour Palerme, je pris passage sur le meilleur des deux. J'envoyai d'avance à bord mon courrier Picconi avec mes bagages; au moment où j'y montais moi-même, un bateau de police nous aborda et arrêta le capitaine au nom du roi. Comme il était à supposer, d'après les usages du roi Bomba, qu'il resterait prisonnier pendant des mois et des années, j'ordonnai à Picconi de transborder mes bagages sur l'autre bateau où je le suivis. Peu après le prisonnier fut relâché et revint à son bord d'où s'ensuivit un tapage tel que les italiens seuls savent en faire. Je refusai pourtant de retourner avec lui et les deux navires firent voile de conserve cette nuit-là. Après avoir essuyé un ouragan formidable, nous arrivâmes sains et saufs à Palerme ayant perdu notre grand mât. On n'a jamais entendu parler de l'autre. C'est ainsi que Bomba m'a sauvé la vie. Bien des années plus tard je lui ai causé passablement de soucis politiques. Tels sont les jeux de la destinée.

Beaucoup de navires se perdirent dans cette tempête qui régna sur toute la Méditerranée. Le vaisseau de Sa Majesté *la Revanche*, de soixante-quatorze canons, qui stationnait à Naples dut prendre le large. Dans notre brigantin se trouvaient des gens de toutes les nationalités, Juifs, Arméniens, Français, Allemands, Turcs, et je n'oublierai jamais le tumulte qui se produisit lorsque le grand mât tomba avec un fracas qui domina celui du vent. Le capitaine génois se

conduisit très bien et ne quitta pas le gouvernail auquel il s'était fait amarrer. L'effet de la frayeur était différent selon les nationalités. Les uns étaient comme paralysés, d'autres priaient soit en silence, soit à haute voix; mais ce furent les Turcs qui montrèrent le courage le plus tranquille. Je m'amusai beaucoup, une fois le danger passé, de mon courrier Picconi, ancien maître d'armes dans la garde impériale de Napoléon, qui disait des injures à une pauvre vieille femme de quatre-vingts ans tout affolée et lui présentait mon sort comme beaucoup plus dur que le sien, puisque je serais noyé à vingt-deux ans tandis qu'elle avait vécu assez longtemps. Je me rappellerai toujours la sensation de plaisir et de reconnaissance que j'éprouvai lorsqu'on nous ouvrit les écoutilles et que nous pûmes nous précipiter sur le pont pour voir la radieuse baie de Palerme à babord et, dans le ciel rasséréné, les nuages chassés par le soleil levant. Nous installâmes un mât de fortune et nous arrivâmes au port.

Lorsque je revins à Naples, notre ministre était M. Hill, un bon vivant fort hospitalier. Je dînais chez lui presque tous les jours et je passai tout l'été à Naples dans un hôtel de Santa-Lucia. Je n'y ai jamais trouvé la chaleur excessive. Exactement à dix heures du soir, la brise de mer entrait dans ma chambre et les nuits étaient délicieuses. Nous faisions des soupers au clair de lune dans les *trattorie* pour y manger les *frutti di mare*, ce qui comprend tous les coquillages. La duchesse d'Eboli, les comtesses Guiccioli et Trecasi étaient souvent des nôtres ainsi que deux jeunes gens, les comtes Gamba et Spinola. La police de Naples était encore plus tracassière que celles de Milan et de Rome. Un jour Gamba, madame Guiccioli et moi faisions à pied l'ascension du Vésuve, laissant en bas la voiture dans laquelle j'avais une canne à épée. Pendant notre absence elle fut découverte par un des guides de la montagne qui en informa le brigadier de gendarmerie. Lorsque nous descendîmes nous fûmes tous arrêtés. Je demandai à voir le brigadier, mais on nous répondit qu'il était couché et que nous resterions sous clé toute la nuit. A force de

tempêter, je finis par convaincre les gendarmes que j'étais Anglais et je fus admis auprès du brigadier. Je trouvai ce brave officier complètement ivre et vêtu d'une chemise fort sale. Il me conta une longue histoire de conspiration et finalement, après que je lui eus mis dans la main un napoléon, il nous laissa partir. Les fonctionnaires du roi Bomba étaient de même trempe à tous les degrés de la hiérarchie.

Toujours avec les mêmes agréables compagnons, je savourai les souvenirs classiques de Pouzzoles, de Pompéi, de Pœstum, de la baie de Baies et je remerciai les dieux d'avoir été envoyé à Eton et d'y avoir acquis la connaissance de ces légendes. J'essayai un jour de traverser à la nage la baie de Baies, mais je ne pus faire plus d'un quart de mille à cause de l'appétit impérieux de mes compagnons qui m'attendaient pour dîner à la *trattoria* de Pouzzoles et envoyèrent un bateau me chercher. L'exploit est facile pour un bon nageur, mais il lui faut mettre une jaquette de toile s'il ne veut pas avoir le dos grillé par le soleil. En août je retournai à Rome où je n'ai jamais entendu parler de fièvre à cette époque (1829) ; aujourd'hui il serait dangereux pour un étranger d'y habiter dans cette saison. Avant de quitter Naples, j'avais été présenté à la cour par M. Hill. Les visiteurs formaient un cercle dans lequel tournait la famille royale parlant successivement à chacun ; ce ne fut pas long car y il avait peu de monde. Le vieux roi n'avait guère la mine d'un tyran et ressemblait plutôt à un fermier anglais. La reine et la jeune et belle princesse Christine, depuis reine d'Espagne, s'y trouvaient. On disait que plus d'une trop inflammable victime des charmes de la princesse languissait en prison pour les avoir trop ouvertement admirés. La royale coquette préludait dès lors à la vie qu'elle a menée après son mariage avec le vieux Ferdinand. Lorsqu'elle entra dans le cercle, marchant derrière sa mère, elle s'arrêta devant moi et saisit un des boutons de mon uniforme, afin de voir, dit-elle, ce qui était écrit dessus. La reine la rappela avec indignation. D'après ce que j'ai entendu dire alors, le roi et sa famille n'étaient pas personnellement

impopulaires et il y avait certainement plus de mécontents dans les Etats pontificaux que dans le royaume de Naples. Mais les révolutionnaires travaillaient toute l'Italie pour la soulever et la haine des Autrichiens, sur lesquels Bomba et les autres princes italiens avaient l'imprudence de s'appuyer, leur a été plus fatale que les rigueurs de leurs gouvernements. Lorsque Palmerston fut ministre des affaires étrangères dans le cabinet de lord Grey, il soutint ouvertement les révolutionnaires d'Espagne, de Portugal et des duchés italiens, ce qui donna une sorte de prestige à des hommes considérés jusque-là comme des rebelles. Ils furent encore encouragés par ses succès en Portugal et en Belgique où il créa un nouveau royaume, étant devenu le champion de toutes les nationalités, excepté de celle de la Pologne. L'empereur Nicolas était un trop redoutable adversaire, même pour lui qui ne se laissait guère intimider dans sa politique hardie et heureuse. Beaucoup plus que l'Arétin, il était « *il flagello dei principi* » et inconsciemment il frayait le chemin au républicanisme.

Je trouvai madame Guiccioli dans une grande détresse. Elle avait reçu de la police l'ordre de ne pas quitter Rome — elle était sujette romaine — elle et sa famille étant considérées comme des conspirateurs. Elle désirait retourner chez son père, le comte Gamba, à Ravenne, alors terre pontificale. Comme je n'avais pas vu cette intéressante vieille ville, je lui offris de l'y mener dans ma voiture. Mais comment sortir de Rome sans risquer d'être arrêtés à la porte du Peuple ? Pour en venir à bout je partis la nuit ; elle était sortie à pied de la ville dans la journée et je la pris à un mille dans la campagne. A cette époque peu d'Anglais avaient visité les Romagnes. Maintenant qu'elles sont sillonnées par les chemins de fer elles sont beaucoup moins intéressantes qu'au temps où on les parcourait en voiture à travers de splendides forêts de chênes et de vieilles villes curieuses telles que Lorette, Forli, Faenza et Cesena, ainsi que je le fis alors. Quels qu'aient pu être les vices du gouvernement pontifical, du moins n'y avait-il rien à dire contre le service de la poste, le meilleur

que j'aie trouvé n'importe où. La maison du comte Gamba à Ravenne était à côté du *Pinetum*, une très ancienne forêt de pins dont les drainages faits pour les travaux de chemin de fer sont à la veille de faire disparaître les derniers vestiges. Les Gamba, vrais types de gentilshommes campagnards, étaient tous des *sportsmen* à leur façon, laquelle consistait à chasser dans les bois et les vignes derrière un chien d'arrêt qui levait les perdrix et les coqs de bruyère. Ils commençaient seulement à entendre parler de capsules pour remplacer la pierre à fusil et, lorsque je prêtai à Vincenzo mon Purdy à deux coups, il fut dans un véritable délire de joie. Ils vivaient féodalement, offrant à leurs hôtes une table abondante. La maison était vaste, contenant une longue enfilade de chambres à coucher dont on laissait les portes ouvertes la nuit à cause de la chaleur; en sorte que l'on causait de son lit avec le sans-façon italien. Ils avaient un chapelain qu'ils appelaient don Juan, le *don* étant le titre accoutumé de ces lévites domestiques, ce dont madame Guiccioli était seule à sentir le ridicule. A propos de ce nom de don Juan elle me raconta que Byron écrivait les chants de ses fameux poèmes sur les premiers morceaux de papier venus — elle m'a montré quelques-uns de ces autographes — ayant à côté de lui nombre de verres de punch au genièvre. Puis il sortait de la chambre et venait les lui lire, faisant beaucoup de corrections et riant aux éclats. Elle était fière de lui et l'avait beaucoup aimé; mais elle le dépeignait comme étant d'un caractère très capricieux, tournant en ridicule dans la conversation la passion qui déborde dans sa poésie, en somme d'un tempérament très froid. Avec toutes ses railleries sur l'Angleterre, il était très attaché aux vieux usages de son pays dans les petites choses, et voulait avoir des petits pains à la croix chauds le vendredi saint et une oie rôtie à la Saint-Michel. Cette dernière fantaisie avait eu des conséquences grotesques. Il avait fait acheter une oie et, de crainte qu'elle ne fût trop maigre, l'avait nourrie de sa main pendant un mois à l'avance; mais il s'y attacha si bien que, lorsque arriva le 29 septembre, il ne voulut plus la faire tuer. On

en acheta une autre et l'oie favorite l'accompagna dans ses voyages, enfermée dans une cage pendue sous la voiture. Il ne voulut pas la priver des douceurs de la famille, en sorte qu'au bout de quatre ans il voyageait en compagnie de quatre oies. On n'a pas idée de la quantité de lettres qui lui étaient écrites par des femmes s'offrant à lui à n'importe quelles conditions. Madame Guiccioli avait une grande boîte pleine de ces épîtres auxquelles il ne répondait jamais et qui, pour la plupart, provenaient de ses compatriotes. Lorsque Byron était parti pour la Grèce, madame Guiccioli était revenue à Ravenne. Elle me raconta ses anxiétés terribles et comment, lorsqu'elle cessa de recevoir des lettres, elle l'accusa de l'avoir oubliée. Pauvre femme! Il était parti pour ce pays où toutes les choses d'ici-bas sont oubliées !...

A Rome elle me présenta à la duchesse de Saint-Leu (la reine Hortense) qui m'engagea à ses soirées et à quelques parties de campagne. Elle était encore extrêmement séduisante, bien qu'elle eût dépassé l'âge de la maturité. Quoique très aristocratique, son salon était le rendez-vous de tous les intransigeants politiques des deux sexes. La princesse Belgiojoso était à la tête de conspirateurs féminins, si peu redoutés qu'ils ne furent jamais molestés. C'est là que j'ai vu pour la première fois le prince Louis-Napoléon qui venait d'atteindre sa majorité. Personne à cette époque n'eût pu prévoir sa grande et romanesque destinée. C'était un jeune écervelé, ce que les Français appellent *un crâne*, parcourant les rues au triple galop, au grand danger des passants, tirant l'épée et le pistolet et paraissant étranger à toute pensée sérieuse, bien que déjà convaincu qu'il régnerait un jour sur la France. Nous devînmes fort amis, mais je ne lui trouvai alors aucun talent remarquable et aucune idée arrêtée en dehors de celle-là, idée qui le hanta de plus en plus avec l'âge, jusqu'au jour où elle prit corps dans la réalité. Il était excellent cavalier et très adroit aux exercices de corps, de petite taille, mais agile et musculeux. Son visage était grave et sombre, mais éclairé par un sourire singulièrement lu-

mineux. Voilà ce qu'il était en 1829 dans sa vingt et unième année. Il était entouré de plusieurs anciens officiers de l'empereur son oncle, gens qui paraissaient prêts à se jeter dans toutes les aventures. Je me rappelle l'un d'entre eux, vieux colonel de dragons qui avait fait les campagnes de la Péninsule et qui contait l'anecdote suivante. Un jour qu'il était en reconnaissance avec trois ou quatre cavaliers, il rencontra un jeune officier anglais monté sur un superbe pur-sang. Sommé de se rendre, celui-ci se mit tranquillement au petit galop, en riant au nez du Français. Le dragon le poursuivit de toute la vitesse de sa lourde monture. L'Anglais se laissa approcher, puis rendit la main en criant au Français : « Cheval normand, monsieur ! » Le Français continua la poursuite et lui tira un coup de pistolet qui rata. — « Fabrique de Versailles, monsieur ! » cria de nouveau le jeune officier qui partit à fond de train et qu'on ne revit plus. Rien n'était plus amusant que d'entendre le vieux colonel décrire sa fureur, en ajoutant toutefois qu'il avait été bien aise de n'avoir point tué « ce brave farceur. »

En août 1829 je pris congé de la Romagne, des Gamba et de leur sœur madame Guiccioli. Celle-ci vint en Angleterre quelques années après et fut une des étrangères qui fréquentaient le salon de lady Blessington. Plus tard elle épousa le marquis de Boissy, personnage excentrique et fort riche. J'ai fait chez elle, dans son bel hôtel de Paris, un dîner dont la magnificence contrastait avec la vie modeste qu'elle menait en Italie. Il y avait loin de son petit logement d'autrefois avec une unique servante au train somptueux du marquis. Je trouvai la bonhomie de l'Italienne remplacée par des manières artificielles de grande dame qui n'étaient point à son avantage, encore qu'elle eût conservé sa bonté naturelle. Elle survécut à son mari qui était anglophobe et mourut en 1879 à Florence où elle vivait d'un douaire considérable.

Je partis en poste pour l'Angleterre, voyageant nuit et jour, et il me fallut soixante-huit heures pour gagner Paris où je restai un jour pour me reposer. Je traversai le dé-

troit le 7 septembre 1829. Après une courte visite à mon père à Heron-Court, je fus invité au château de Chillingham et, pendant mon séjour, je me fiançai à la fille unique des Tankerville, lady Emma, que j'épousai le 13 avril suivant et qui, pendant quarante-huit années, a continuellement été digne de l'épitaphe gravée sur son monument dans l'église abbatiale de Christchurch : « Nous n'avons jamais trouvé en elle ni une mauvaise action ni une mauvaise parole : les manières les plus douces avec le cœur le plus généreux. » (*Iliade.*)

En 1827, la mort de M. Canning, celle du roi Georges IV, les difficultés éprouvées par le duc de Wellington après l'émancipation des catholiques, tout préparait la chute du parti tory. Ce parti avait gouverné l'Angleterre presque sans interruption pendant trente ans. A l'époque la plus critique de notre histoire, ses hommes d'Etat, ses amiraux avaient tenu tête à l'orage, au milieu du découragement de l'Europe entière et, en 1815, ils avaient conduits sain et sauf au port le grand navire, ébranlé et meurtri de partout, mais intact en son honneur. Il paraissait naturel que des hommes nouveaux fussent appelés à panser les plaies d'une longue guerre et à réformer les abus dont on n'avait pu s'occuper pendant ce temps. On considérait généralement la réforme parlementaire comme la plus pressante de toutes. Les anciens *leaders* du parti whig en firent leur terrain de combat et, dans le courant de l'été de 1830, leurs plans étaient arrêtés. Mon beau-père lord Tankerville, était un vieux whig, grand ami de lord Grey et il me mena faire une visite à Howick où le vieux comte vivait en patriarche au milieu de sa nombreuse famille. Deux de ses gendres, lord Durham et M. Ellice (surnommé Ellice l'*Ours*), tous deux habiles et ambitieux, avaient sur lui une grande influence dont ils usaient sans ménagement. Lord Grey était un des caractères les plus remarquables que j'aie jamais connus, véritable type du grand seigneur et de l'homme cultivé. Pendant mon séjour à Howick je fus frappé de deux singularités de cette famille. La première était que tous les enfants appelaient

leurs parents par leurs noms de baptême Charles et Marie, l'autre était le goût de tous pour la discussion. Ils étaient perpétuellement à argumenter, même au sujet du chemin plus court pour aller de Howick à Alnwick, ce qu'ils étaient depuis longtemps à même de vérifier. Lady Georgina était fort agréable et jouait remarquablement de la harpe, instrument alors fort apprécié. Je suppose qu'on me regardait encore comme un enfant, car on parlait sans la moindre gêne en ma présence des assauts projetés contre le gouvernement tory. Je me rappelle lord Grey éclatant un jour et déclarant que les trois plus grands coquins du monde étaient lord Castlereagh — qui était mort —, Brougham et Talleyrand. Je me souviens d'autant mieux de cette explosion que trois mois plus tard, lorsqu'il forma son cabinet à la chute de Wellington, il fut contraint de prendre Brougham pour chancelier et de recevoir Talleyrand comme ambassadeur de France. Ellice et lord Durham vinrent souvent à Chillingham à cette époque et leur conversation roulait principalement sur les réformes futures et sur la réorganisation des bourgs et des franchises, leur objectif étant de la *cuisiner* de telle sorte — c'était leur expression — que la plus grande quantité possible des intérêts locaux tories fussent annihilés.

La lutte pour et contre la réforme fut soutenue avec la plus grande acrimonie des deux côtés au dedans et au dehors du Parlement. A la chambre des lords j'ai moi-même entendu lord Carnarvon, homme jouissant d'une grande influence sur l'opinion publique et dans le parti whig, apostropher lord Grey et lui déclarer que « pour proposer une mesure aussi révolutionnaire, il fallait qu'il eût sur les épaules la tête d'un fou ou dans le sein le cœur d'un traître.» Quant à ce qui se passait hors du Parlement, le fait suivant en donnera l'idée.

Lorsque le bill de réforme fut repoussé par les pairs en 1831, lord Tankerville avait voté contre. Ma femme et moi retournâmes avec lui à Chillingham, ce qui nous faisait alors quatre jours de voyage, bien que nous eussions quatre chevaux de poste, car la distance est de 330 milles. A

Darlington, où nous fîmes halte pour le *lunch*, nous aperçûmes à la porte de l'hôtel une grande foule qui examinait les armoiries sur les panneaux de notre voiture. A peine y étions-nous rentrés qu'une grêle de pierres nous assaillit et que la foule furieuse essaya de nous arrêter. Les postillons se conduisirent très bien et nous enlevèrent au grand galop jusque hors de la ville. Mais dans quel état nous étions ! La voiture était remplie de pierres de toutes les grosseurs, le devant était fracassé et les panneaux défoncés ; nous n'avions heureusement reçu que quelques égratignures. Lorsque j'avais vu ce qui allait se passer, j'avais poussé ma femme sous la banquette, ce qui lui avait fait éviter un gros pavé tombé à la place qu'elle venait de quitter. A quelques milles de Darlington, nous nous arrêtâmes jusqu'à la nuit dans un village, de crainte que l'état de notre véhicule désemparé ne nous attirât quelque autre avanie inspirée par la pure malice. Cet outrage avait été commis avec préméditation contre le premier pair qui passait à Darlington après avoir voté contre la réforme. On avait préparé des tas de pierres comme munitions et on se proposait de jeter les victimes à la rivière. On imagine quelle était la férocité de ces politiciens qui n'avaient pas été arrêtés dans leur attentat meurtrier par la présence dans la voiture de deux femmes, lady Fitzharris et sa femme de chambre. Beaucoup d'actes de violence analogues furent commis en Angleterre et en Ecosse à l'occasion du bill de réforme. Les autorités locales ne faisaient rien pour les réprimer et, dans notre cas, le lord-lieutenant lui-même refusa à lord Tankerville de rechercher et de punir nos assaillants.

Pendant la lutte parlementaire pour le bill de réforme, la plus étrange aberration s'était emparée des classes populaires ; elles étaient persuadées que leur condition allait aussitôt être modifiée. Les domestiques quittaient leur place, convaincus qu'ils n'auraient plus besoin de servir. Les mariages étaient renvoyés après l'époque où aurait lieu la grande rédemption des pauvres et il ne manquait pas d'orateurs pour entretenir ces idées extravagantes. En

résumé, tant que dura la lutte, le pays fut en proie au délire. Les années 1830,1831 et 1832 resteront dans l'histoire comme les plus agitées du siècle. Le mécontentement et les calamités pénétrèrent en Europe sous forme de révolution et de choléra. En France, Charles X avait été exilé et son trône était occupé par son cousin. Le duc de Guiche, frère de lady Tankerville, accompagna le roi à Edimbourg avec toute sa famille. Il avait avec lui son petit garçon, qui fut plus tard le duc de Gramont et était, en 1870, ministre des affaires étrangères de Napoléon lorsque celui-ci déclara à l'Allemagne la guerre qui lui fut si fatale. A Paris, le choléra sévit avec fureur en 1831-32. A Londres, il fut moins violent, mais cependant fit beaucoup de victimes. Je n'y échappai point et je ne fus sauvé que par de fortes ingestions d'alcool qui, seules, purent calmer mes souffrances. C'était le remède du docteur Quin, et ses clients avaient l'habitude d'en emporter une petite bouteille partout avec eux. Le médecin de la cour, sir Henry Halford, se montra fort réservé pour soigner les cholériques jusqu'à ce que Brougham eût lancé contre lui une de ses diatribes aussi terrible que l'épidémie elle-même. Vingt-cinq mille personnes périrent à Paris.

Pendant l'hiver de 1830 il y eut de sérieuses émeutes agraires dans tout le sud et l'ouest de l'Angleterre. Un soir arriva à Heron-Court un exprès nous priant, mes deux frères et moi, de rassembler nos gens pour prêter main forte aux magistrats de Ringwood afin d'arrêter une bande d'émeutiers qui venaient de Salisbury en brûlant les fermes et les granges sur leur passage. Leur but était de détruire les machines à battre, mais ils allaient plus loin et mettaient le feu à tout. Ils étaient conduits par un homme à cheval qui se faisait appeler lord Hunt et avaient parcouru ainsi tout le comté de Sussex. Lorsqu'on nous fit requérir, ils venaient d'attaquer la maison de West-Park où se trouvaient des visiteurs qui, avec le garde-chasse, s'étaient défendus à coups de fusil et avaient tué et blessé plusieurs des assaillants. Le lendemain, notre armée de fermiers et de domestiques à cheval, auxquels s'étaient

joints beaucoup de marchands, rencontra les émeutiers, les chargea et les mit en déroute. Hunt et trois autres furent pris et pendus à Winchester ; d'autres furent trouvés morts dans les bois, et je n'ai jamais ouï dire qu'on eût fait d'enquête à leur sujet. A cette époque, les troupes les plus rapprochées de nous étaient la cavalerie à Dorchester et l'infanterie à Portsmouth, ces deux villes éloignées de quarante milles ; pas de chemins de fer, pas de télégraphe électrique. La rébellion fut réprimée par les propriétaires, leurs tenanciers et les respectables boutiquiers de Christchurch, Ringwood et Lyndhurst. C'était une armée bien grotesque, équipée d'une façon fantaisiste. Lord Melbourne, le nouveau ministre de l'intérieur du cabinet de lord Grey, écrivit aux magistrats une lettre d'éloges pour leur courageuse conduite. Le duc de Wellington, qui était notre lord lieutenant, organisa et équipa un régiment de cinq escadrons de milice à cheval recrutés parmi les fermiers du pays. Je commandai l'un d'eux pendant cinq ans jusqu'au moment où, précisément comme ils étaient exercés et capables de rendre des services, lord Horwick, alors ministre de la guerre, les licencia parce qu'il déplaisait, à lui et à ses collègues, que les officiers et la plupart des hommes se trouvassent être des électeurs tories.

C'est en 1834 que je nouai avec lord Derby, alors lord Stanley, des relations qui devinrent une mutuelle et sincère amitié jusqu'à sa mort en 1869. Lorsqu'eut lieu en 1846 la grande scission du parti tory, je commençai à prendre une part active à la politique, non pas par goût pour cette vie orageuse, mais par la sincère conviction que l'abolition des lois sur les céréales serait la ruine de tous ceux qui vivent directement ou indirectement de la terre. Le brave duc de Richmond, lord George Bentley et moi fûmes les premiers à rallier nos partisans dans le Parlement et au dehors par tous les moyens politiques possibles. Disraeli parut alors dans toute sa force et manifesta son génie dans quelques-uns des plus remarquables discours que l'on ait entendus au Parlement. Nous réussîmes à obtenir l'appui précieux du prestige et de l'élo-

quence de lord Stanley, plus tard quatorzième comte de Derby, qui avait d'abord hésité à rompre avec ses collègues. En février 1852 il devint premier ministre et me donna le Foreign-Office. J'avais publié en 1844 le *Journal et Correspondance diplomatiques* du premier lord Malmesbury, mon grand-père, et l'expérience que j'avais acquise en lisant et collationnant plus de deux mille lettres et dépêches échangées entre lui et les principaux personnages de son temps entre 1786 et 1800 m'avait mis en état de remplir ce poste. Sans cette éducation fortuite j'aurais été aussi novice en matière politique que la plupart de mes collègues. Mes relations personnelles avec Louis-Napoléon eurent l'avantage de me mettre avec lui sur un pied qui nous épargna à tous deux beaucoup de peine et de soucis lorsqu'il proclama l'empire. A la fin de cette année nous fûmes renversés. Rappelé en 1858, j'eus de nouveau le Foreign-Office. Quinze mois plus tard, après les élections générales de 1859, nous fûmes battus comme je l'explique dans mon journal de cette année.

De 1834 à 1869 j'ai fait chaque année une visite à Knowsley où feu lord Derby avait amené à la perfection le tir en battue. Je n'ai jamais rencontré de *sportsman* plus ardent. Lorsqu'il était en chasse, toutes ses facultés étaient concentrées sur la poursuite du gibier et eût été mal reçu celui qui eût essayé de le détourner. Une fois rentré, il n'y pensait plus et il se mettait aussitôt à écrire le mémoire le plus long et le plus important, tout d'un trait et sans une rature, tellement était remarquable sa facilité de conception. J'ai constaté chez lui de fréquents exemples de ce tour de force intellectuel. Il est mort le 23 octobre 1869 dans sa soixante dix-septième année, complètement usé par de continuelles attaques de goutte aiguë. A mon âge on se trouve naturellement séparé de la plupart de ses amis de jeunesse, mais je n'ai jamais ressenti la perte de personne aussi profondément que celle de ce noble caractère. Lorsqu'il était devenu premier ministre pour la troisième fois en 1866, il m'avait nommé lord du sceau privé après m'avoir offert le Foreign-

Office que l'état de ma santé m'avait forcé à refuser. J'eus encore le sceau privé avec Disraëli en 1868 et de 1874 à 1876, époque à laquelle je résignai mes fonctions, ma surdité me forçant à abandonner le ministère et la Chambre des lords.

JOURNAL

ANNÉE 1832.

Le 23 février 1832, lady Fitzharris et moi avons entrepris un voyage sur le continent et je vais citer mon journal pour montrer ce qu'était, il y a cinquante ans, un voyage en France et en Italie pour un jeune ménage accompagné d'un courrier à cheval allant en avant afin de commander les chevaux pour un *britzka* et un fourgon.

23 *février*. — Nous quittons Douvres sur un steamer avec trois autres passagers seulement. Le temps est beau au départ, mais bientôt s'élève le brouillard avec une forte gelée, et le capitaine, n'ayant pas jeté la sonde, nous échoue à cinq milles à l'ouest de Calais. Nous sommes à un jet de pierre de la côte, mais on ne nous laisse pas débarquer à cause de la quarantaine du choléra. Un froid intense et pas moyen de faire du feu. Les gardes côtes nous surveillent toute la nuit pour nous empêcher de débarquer à marée basse. — 24 *février*. — Nous entrons dans le port de Calais et sommes examinés par la commission sanitaire. Comme je demande à un des membres quand nous serons mis en liberté, il me répond : « Mêlez-vous de vos affaires.

Quand je viendrai, je viendrai. » — 26 *février*. — On nous lâche à huit heures du matin. Nous déjeunons à l'hôtel Dessins et nous couchons à Montreuil où nous mangeons d'excellent pâté de bécasses. — 28 *février*. — Nous arrivons à Paris à sept heures du soir après avoir voyagé toute la journée et nous prenons les meilleurs appartements de l'hôtel Bristol pour vingt francs par jour seulement. Voilà l'effet de la révolution et du choléra dans le premier hôtel de Paris. — 4 *mars*. — Nous avons entendu *Robert le Diable* à l'Opéra. Chanteurs et danseuses sont infiniment supérieurs à ceux de nos théâtres; Nourrit est un admirable ténor. — 6 *mars*. — Nous avons vu au Vaudeville *le Régent*. Les allusions les plus effrontées en faveur de la cour ont été accueillies en silence. Le commerce est ruiné et le mécontentement général. On accuse le duc d'Orléans de s'occuper de galanterie plus que de politique. C'est un homme très beau et très aimable. — 7 *mars*. — Dîné chez le comte Walewski. Il est fils naturel de Napoléon auquel il ressemble beaucoup. Sa femme est la fille de lord Sandwich. La réunion était fort gaie; il y avait les Flahault, lord Harry Vane et le jeune comte de Candia — célèbre plus tard sous le nom de Mario — qui a chanté admirablement.

9 *mars*. — Nous avons déjeuné avec le vieux duc de Gramont, grand-père de ma femme, ancien garde du corps de Louis XV. Il était de service à Versailles le jour où fut arrêté le cardinal de Rohan dont le nom est lié à celui de Marie-Antoinette à propos du fameux collier de diamants. Il nous a conté maintes anecdotes sur Louis XV et nous a servi un plat que le roi, nous a-t-il dit, avait tous les jours sur sa table. C'était un faisan écharpé avec une sauce Béchamel et des truffes, le tout gratiné. J'ai demandé la recette au cuisinier du duc et ce plat a toujours eu beaucoup de succès chez moi. Le duc nous a dit de la du Barry : « Elle était peinte comme mon carrosse. » Après déjeuner nous sommes allés en voiture à Versailles avec lui et je n'ai jamais passé une journée plus intéressante que dans ce vieux palais avec ce vieillard qui l'avait connu

dans sa magnificence. Il me semblait entendre un revenant en l'écoutant évoquer tous ces événements auxquels il avait été mêlé. Quoique âgé de quatre-vingt-deux ans il avait une excellente mémoire et était aussi gai qu'un homme dans la force de l'âge. Il nous a montré la pièce où fut arrêté le cardinal et l'immense escalier de pierre que lui et ses gardes durent descendre à cheval pour sauver leur vie lorsque le palais fut envahi par une populace altérée de sang en 1792 [1]. Trois hommes se tuèrent, leurs chevaux ayant roulé du haut en bas, les autres durent la vie à cette prouesse désespérée, la populace, qui croyait ce passage infranchissable, ayant gardé une autre issue. Le vieux duc avait un domestique basque qui gardait à son maître une adoration toute féodale. Il se nommait Ivrygoyen et se tenait derrière la chaise du duc d'où il prenait part à la conversation. Le beau château des Gramont à Bidache près Bayonne a été brûlé par la Bande noire en 1793 et n'a pas été rebâti. Cette ancienne maison était autrefois souveraine, battait monnaie sur le territoire basque et Corisande de Gramont avait fourni à Henri IV de l'argent et des troupes.

La toilette à Paris est à des prix très modérés. Une robe de velours demandant huit mètres d'étoffe ne coûte que 250 francs et les souliers de satin du meilleur faiseur six francs la paire. Autre effet de la révolution.

15 *mars*. — Nous quittons Paris avec notre fourgon bien garni par le vieux duc de toutes sortes de vins et de victuailles, conformément aux anciens usages. — 19 *mars*. — Nous arrivons à Lyon après avoir couché à Avallon, Châlon et Mâcon. Les montagnes sont couvertes de neige et le froid est très vif. Nous dépensons 22 francs par jour en bois à brûler. Les Lyonnais sont carlistes après avoir été de farouches républicains en 1789. — 21 *mars*. — Nous louons pour 400 francs un bateau qui nous transportera avec nos voitures à Avignon. Nous faisons halte à Con-

1. Lord Malmesbury commet ici une erreur de date. C'est en octobre 1789 que le château de Versailles fut envahi par la populace.

(*Note du trad.*)

drieu. Les deux rives du Rhône sont fort belles, même dans cette saison, avec leurs coteaux, leurs vignes et leurs châteaux, et très supérieures à celles du Rhin. Le vin de Condrieu est célèbre et mérite sa réputation; c'est un Hermitage blanc qui coûte trente sous la bouteille. On en récolte 15000 bouteilles par an sur ce coteau. — 22 *mars*. — Le transport par eau est le seul moyen de voir la vallée du Rhône. Nous sommes passés à Tain et à Valence; en face de cette dernière ville se trouve le château en ruines de Crussol, un nid d'aigles d'où l'on a une vue splendide sur le grand fleuve. On voit de là les Alpes qui semblent une barrière infranchissable. Nous avons couché à Bourg-Saint-Andéol dans une méchante auberge de mariniers où j'ai gardé mes pistolets sous mon oreiller sur le conseil de mon courrier prétendant que c'était un repaire de brigands. Nos bateliers avaient refusé d'aller plus loin. Les gens nous dévisageaient comme des sauvages. Le pays est infesté de Polonais réfugiés qui, après leurs défaites, ont fui en France. Partout où ils ont passé on ne trouve ni une orange ni une goutte d'eau-de-vie. C'est là, paraît il, le fond de leur nourriture. — 23 *mars*. — Nous filons sous le pont Saint-Esprit, pont de vingt-deux arches, bâti par les Romains. Le courant est si rapide et les arches sont si étroites que nos bateliers n'avaient pas osé passer de nuit. Nous arrivons à Avignon, à l'hôtel de *l'Europe*, après avoir joui pendant trois jours des plus beaux paysages sans la moindre fatigue. La vue que l'on a du palais des papes au coucher du soleil est un des plus admirables spectacles que l'on puisse contempler.

24 *mars*. — Nous avons loué une voiture pour aller à Vaucluse que nous avons trouvé à la hauteur de notre attente et des traditions. L'admiration ne nous a pas empêchés d'apprécier un déjeuner de truites et d'écrevisses à l'auberge tenue par l'ancien cuisinier de l'infâme Fouché. Notre retour à Avignon en voiture découverte a été désagréable à cause d'un furieux mistral qui s'est élevé brusquement. La poussière a pénétré jusque dans mon buvard. Notre note à l'hôtel n'a été que de 110 francs pour trois jours.

26 *mars*. — Arrivés à Aix en Provence, vieille ville rarement visitée par les Anglais, ancienne capitale du roi René, le roi musicien du pays des troubadours. La cathédrale est bâtie sur les ruines d'un temple de Diane dont les colonnes subsistent, deux en granit et les autres en marbre égyptien. L'eau des fameuses sources chaudes est à 24° Réaumur et cependant des poissons rouges y vivent. — 30 *mars*. — Nous nous arrêtons à Toulon. Nous avions une lettre pour le général qui nous a laissés visiter l'arsenal. Ils sont très fiers de la frégate *la Proserpine*, prise autrefois aux Anglais. Il y a quatre mille forçats qui travaillent du lever au coucher du soleil, sauf un repas de deux heures. Un nommé Miron, qui a volé les bijoux de mademoiselle Mars, y fait de belles sculptures sur bois. — 31 *mars*. — Nous gagnons Cannes par les montagnes de l'Estrelle et couchons à l'hôtel de la *Poste* au bord de la mer, dans une des pires auberges que j'aie vues. — 1^er^ *avril*. — Nous arrivons à Nice. Nous avons été retenus longtemps par la douane à la frontière italienne. Les douaniers n'ont fait aucune attention aux objets de toilette, mais ont scrupuleusement examiné les livres. Celui qui nous visitait, ne sachant pas un mot d'anglais, a confisqué les poèmes de Byron qu'il a pris pour un dictionnaire. Cette surveillance exagérée est en vigueur depuis la révolution de Paris. — 4 *avril*. — Gagné Gênes par la route de la Corniche nouvellement tracée et dangereuse en beaucoup de points à cause des tournants très courts et de l'absence de parapets. Trajet accidenté, mais très beau. Nous avons couché à San-Remo, misérable village. — C'est maintenant une des plus élégantes stations de la Rivière.

Ayant cité mon journal textuellement jusqu'à présent, je ne m'en servirai plus maintenant que pour me remémorer les événements auxquels j'ai pris plus ou moins de part.

Après avoir visité les palais de Gênes, nous allâmes à la Spezzia par Chiavari, de là à Carrare où les ouvrages en marbre étaient extraordinairement bon marché. J'achetai pour 20 livres sterling une belle cheminée du marbre blanc le plus pur avec des bas-reliefs d'après le Vase Borghèse.

Pour aller à Lucques, on nous fit prendre une escorte de gendarmes, des voyageurs ayant été pillés récemment en passant la montagne. Nous prîmes deux cavaliers qui ne nous auraient pas servi à grand'chose si nous avions été attaqués par les brigands que l'on disait être au nombre de vingt-sept. De Lucques à Florence le pays est affreux et nous avons eu un temps sibérien. A Florence nous rencontrâmes beaucoup de gens de connaissance, notamment Ferdinand Saint-John et sa femme. C'était un beau garçon fort intelligent que j'avais connu à Naples en 1829. Il s'était battu à cette époque avec le comte Coteroffiano, le meilleur tireur à l'épée et au pistolet de toute l'Italie. Ils étaient placés à quarante pas et devaient, au signal, s'avancer à leur gré et tirer à volonté. Tous deux étaient restés en place et Saint-John avait tiré le premier sans résultat apparent. Coteroffiano s'était alors avancé et Saint-John se croyait perdu, lorsqu'à mi-chemin son adversaire était tombé raide mort. Il avait reçu la balle sans sourciller et voulait tuer Saint-John à bout portant. Lorsque nous l'avons rencontré à Florence, Saint-John était marié. Il nous raconta une bonne histoire. Sa femme étant devenue grosse, il avait demandé à son parent lord Wenlock de lui promettre d'acheter une commission dans les Gardes pour son fils si c'en était un. Le vieux pair ayant refusé, Saint-John lui demanda s'il le ferait au cas où sa femme mettrait au monde des jumeaux. Lord Wenlock y consentit et les choses arrivèrent précisément ainsi.

Après avoir passé un mois à Florence, nous allâmes à Genève avec mon frère. Un soir que nous nous promenions sur le lac dans un bateau à voiles, la vergue se démonta et, en grimpant au mât, mon frère fit chavirer le bateau. Lady Fitzharris, avec le plus merveilleux sang-froid, me dit : « N'ayez pas peur, je ne me cramponnerai pas après vous; dites-moi seulement ce qu'il faut faire. » Mon frère qui était empêtré dans la voile parvint à se dégager et à nous deux nous pûmes maintenir à la surface ma femme qui s'appuyait sur nos épaules. Un bateau qui passait, dans lequel se trouvait un horloger avec sa femme, la prit à bord; nous sui-

vîmes en nous accrochant à la poupe et nous pûmes ainsi gagner le rivage. Le courage de ma femme nous avait tous sauvés car, si elle avait perdu la tête, elle nous aurait noyés avec elle. La semaine suivante, l'horloger vint me demander de l'indemniser de ce qu'il appelait ses dommages. Je crus qu'il voulait parler d'avaries à sa barque ou de la perte de son temps, mais il s'agissait de sa femme qui, par suite de la frayeur que lui avait causé notre accident, avait fait une fausse couche et l'avait « frustré », dit-il, de l'héritier qu'il attendait. Comme je lui avais déjà payé notre sauvetage, je résistai à cette curieuse exigence de la cupidité suisse. Nous étions de retour à Londres en juillet 1833.

Cette année vit naître la mode d'aller chasser dans les Hautes-Terres d'Ecosse. On y louait alors des forêts pour chasser le daim à des prix n'excédant pas 300 livres par an. Lord Kinnaird en avait loué une dans le comté d'Athol et j'y allai avec M. Errington et l'ambassadeur de Russie, le comte Matuschewitz. — Ce Russe — qui était un Polonais — était un homme fort capable, grand favori de la jeunesse dorée de Melton où sir Harry Goodrick était maître des chasses et courait le renard avec une troupe de cavaliers de premier ordre qui montaient les meilleurs chevaux d'Angleterre. A Rossie Priory, lord Kinnaird vivait avec un grand luxe; les honneurs étaient faits à merveille par ses deux jolies sœurs dont l'aînée avait vingt-six ans. Madame Norton, alors au *zénith* de sa beauté, s'y trouvait et ajoutait à l'éclat de la réunion. J'allai aussi à l'île de Skye où je fus hébergé par M. Stewart, gentilhomme campagnard et éleveur de bestiaux, qui m'offrit, moyennant 25 livres par an, la chasse au coq de bruyère et au daim et la pêche qui était de premier ordre. Depuis, lord Dunmore a loué ce droit de chasse et de pêche 2,000 livres par an. Le château de Chillingham étant sur la route du Nord, beaucoup de voyageurs s'y arrêtaient au retour. Landseer y venait souvent, et, cette année, il fit un portrait de lady Fitzharris debout sur les remparts du château. Je le payai 80 livres — en 1884 son *Monarque de la Forêt* s'est vendu 6000 livres. — Ses lenteurs pour la livraison de ses tableaux

étaient telles que je n'entrai en possession de ce portrait qu'à sa mort, quarante-quatre ans plus tard.

ANNÉE 1834.

16 *novembre*. — Nous sommes arrivés à Londres. Ayant entendu dire en route que les whigs étaient renversés, que le roi avait congédié son cabinet et fait appeler le duc de Wellington, j'envoyai aussitôt chez Norman Macdonald qui me confirma ces nouvelles. Le duc a engagé le roi à appeler sir Robert Peel qui est en Italie et ne pourra pas répondre avant trois semaines. Wellington répond de l'ordre dans le pays. Il s'est installé au Foreign-Office aujourd'hui même, une heure après sa nomination, ce qui a fort attrapé Norman Macdonald et les autres secrétaires de lord Duncannon.

28 *novembre*. — J'ai accompagné M. Compton à un meeting conservateur à Southampton. Il n'y avait pas plus de deux cents auditeurs parmi lesquels plusieurs radicaux. Comme toujours, les tories avaient mal organisé la chose et ne s'étaient pas donné la peine de réunir des gens influents. Pendant que le président dormait, on a fait une quantité de discours absurdes et qui étaient fort inutiles, puisqu'il s'agissait tout simplement de rédiger une adresse au roi sur sa prérogative. Après le meeting, quelques personnes prirent M. Compton à part et parvinrent à lui persuader de se présenter dans l'arrondissement sud du comté. Etant chargé de famille, il s'en était d'abord défendu, mais lord Normanton et M. Drummond s'étant engagés à supporter les frais de l'élection, il n'a pu refuser. Il sera le concurrent de lord Palmerston.

10 *décembre*. — Il n'y a rien de fait pour le ministère, mais seulement des on-dit. On espère que, si lord Stanley ne veut pas se joindre à sir Robert Peel, il donnera du moins son appui au cabinet. Lord Ossulston [1] a pour ad-

1. Beau-frère de l'auteur.

106878

versaire dans le Northumberland lord Grey, aussi je crains fort qu'il ne soit battu, bien que le duc de Northumberland lui ait promis l'appui de son influence. J'ai été fortement pressé de me présenter dans l'île de Wight, mais mon père est si opposé à mon entrée au Parlement qu'après avoir accepté, j'ai dû me dédire pour éviter de graves discussions et j'ai renoncé à tout espoir de faire partie de la Chambre des Communes. Je suis allé voir M. Compton chez qui j'ai entendu raconter une bonne histoire sur sir Watkin Wynn. Il jouait au whist avec lord Granville, Sefton, et un autre grand joueur. C'était à Sir Watkin de donner et, pendant qu'il le faisait, lord Granville se retourna pour parler à quelqu'un. Ce coup devait décider du rubber dont l'enjeu était de plusieurs centaines de livres; aussi attendait-on avec impatience le résultat. Quelle n'est pas la surprise de lord Granville lorsque, se retournant pour relever son jeu, il ne le trouve pas. A ce moment son partner, Sir Watkin, dit : « Je crois que j'ai quelques cartes de trop. » Il s'était donné double jeu et avait vingt-six cartes! La confusion fut indescriptible. Les meilleurs joueurs de whist furent consultés, mais on ne put aboutir à une décision.

ANNÉE 1835.

16 *janvier*. — Nous sommes allés à Ringwood et dans le faubourg nous avons été hués par la populace du parti de lord Palmerston. A notre grande joie, Norman Macdonald a été couvert de boue par ses propres amis. Il a circulé toute la journée à Ringwood en compagnie de l'attorney whig afin de rétablir sa réputation qu'il avait endommagée en se montrant avec nous. — 17 *janvier*. — L'élection a tourné en faveur de M. Compton.

24 *février*. — *Brighton*. — Nous avons trouvé ici un agréable noyau de relations. Nous y resterons trois mois, car je ne pense pas que Londres soit fort agréable cette année. Chacun est absorbé par la politique, et l'esprit de parti est plus violent que jamais. Le gouvernement s'attend à

être battu ce soir à propos de l'Eglise d'Irlande et s'il l'est, il est impossible de prévoir ce qui arrivera. Lord John Russell a évidemment gagné O'Connell, car l'autre jour, à un dîner officiel, celui-ci l'a flatté de la façon la plus honteuse. On dit que, si Peel est battu, il ne fera pas de dissolution, mais donnera sa démission et que lord Grey formera le nouveau cabinet. On dit aussi que le roi ne veut pas entendre parler de gouverner avec les whigs et que, s'il y est contraint, il abdiquera et ira en Hanovre. Qui aurait pu supposer, il y a cinq ans, qu'on en arriverait à ces difficultés et qu'un roi d'Angleterre concevrait une idée pareille ?

2 *avril.* — On ne sait rien encore sur la dissolution. Lord Grey dit que le gouvernement y perdrait 110 voix, ce qui est évidemment erroné. L'opinion générale est, au contraire, que le gouvernement y gagnerait, mais pas assez pour justifier cette mesure. Peel est harassé et écœuré et on pense qu'il démissionnera, auquel cas le roi appellerait lord Melbourne, lord Grey ou lord Stanley. Le débat a encore été ajourné. Le seul bon discours de la dernière séance a été celui de lord Stanley, fort habile mais nullement conciliant. Il a qualifié l'opposition de « multitude désordonnée » et l'a raillée très cruellement. Le ton de son discours semble indiquer qu'il se ralliera aux tories, car il s'est aliéné ses anciens amis.

3 *avril.* — Peel a fait ce matin un magnifique discours sur la proposition de lord John Russell, mais il a dépensé son éloquence en pure perte. La « multitude désordonnée » était résolue à ne pas écouter et les ministres ont été battus à une majorité de 113 voix.

9 *avril.* — *Londres.* — Peel a donné sa démission et le roi a fait appeler lord Grey. On ne connaît pas encore la composition du nouveau cabinet, mais on dit le roi fermement résolu à n'y point admettre de radicaux. Il arrive de tous les points du pays des adresses priant le roi de garder Peel et celui-ci de rester. Sa démission a produit plus d'impression et causé plus d'alarme qu'aucun autre événement politique depuis bien des années.

22 *avril.* — Nous avons dîné chez Sébastiani, l'ambassa-

deur de France. Un de ses attachés m'a demandé si la chasse au renard n'était pas bien dangereuse. J'ai répondu : « Mais oui, on peut se casser le cou. » — « Oh ! ce n'est pas cela que je veux dire, car on peut aller doucement. Mais n'est-ce pas que le renard se défend quelquefois et vous saute à la figure ? »

26 *avril*. — Lord Alvanley a provoqué O'Connell à raison du langage dont celui-ci s'était servi à la Chambre des Communes, le qualifiant de « bouffon boursouflé. » O'Connell était parti pour Dublin un quart d'heure avant que le colonel Damer, chargé du message d'Alvanley, ne fût arrivé chez lui. Alvanley a dit à lord Tankerville qu'il ne laisserait pas tomber la chose et que, si O'Connell ne voulait pas se battre ou faire des excuses, il le déshonorerait à la face du pays.

4 *mai*. — Lord Alvanley s'est battu aujourd'hui avec Morgan O'Connell. Le motif de ce duel était une impertinente lettre dans laquelle Morgan disait à lord Alvanley qu'il n'avait provoqué son père que parce qu'il savait que celui-ci ne se battrait pas. Le duel a eu lieu le jour même. Lord Alvanley a montré beaucoup de sang-froid, bien que Morgan O'Connell ait fait feu avant le signal. Alvanley a consenti à admettre que c'était une méprise et chacun a tiré deux fois; O'Connell était fort ému. Il s'est déclaré satisfait et le colonel Damer a ramené lord Alvanley sans qu'il ait rien retiré de ce qu'il avait dit sur M. Daniel O'Connell. Quand Alvanley a payé le cocher de place qui l'avait mené sur le terrain, il lui a donné une guinée en lui disant : « Je ne vous la donne pas pour m'avoir mené, mais pour m'avoir ramené ! » On dit que Disraeli a provoqué aussi M. Morgan O'Connell ce matin à propos de paroles injurieuses prononcées à Dublin par son père, lequel aurait dit que M. Disraeli était sans doute un descendant du mauvais larron crucifié avec le Sauveur.

6 *mai*. — M. Morgan O'Connell a refusé de se battre avec Disraeli qui là-dessus, a écrit à M. Daniel O'Connell dans des termes d'un goût douteux, bien que mérités.

16 *mai*. — Londres a été mis en émoi aujourd'hui par la

fuite de miss Colquhoun Grant avec Brinsley Sheridan. L'affaire était arrangée entre eux depuis longtemps par l'intermédiaire de madame Norton, car Sir Colquhoun Grant ne permettait pas à sa fille de parler à M. Sheridan. Profitant de ce qu'il était allé à Poole pour y poser sa candidature. Madame Norton a fait venir miss Grant chez elle où M. Sheridan l'attendait et les amoureux sont partis pour l'Ecosse.

17 *mai*. — Nous avons dîné avec les Sébastiani. Le maréchal a été employé par Napoléon Ier dans l'armée et dans la diplomatie et y a acquis une grande réputation. Il a épousé la sœur de lady Tankerville — une Gramont. — Il est extrêmement solennel et vantard. Après qu'il eut été battu par Wellington à Talavera, sa mère disait de lui : « Mon fils ressemble à ses tambours : plus il est battu, plus il fait de bruit. » — Sir Colquhoun est revenu à Londres pour consulter un homme de loi afin de poursuivre la famille Sheridan. Son premier acte a été de tuer d'un coup de fusil le cheval favori de sa fille. — Dans la suite il s'est complètement réconcilié avec son gendre. — Madame Norton est venue à la soirée de madame Sébastiani. Elle a causé de la façon la plus extraordinaire et a mis le chapeau de lord Melbourne sur sa tête avec son pied. Le corps diplomatique en était stupéfait.

19 *juin*. — Hier 18 juin étant l'anniversaire de la bataille de Waterloo, le duc de Vellington avait, comme d'habitude, donné un grand dîner auquel assistait le roi. Après dîner le duc est allé au concert de lady Antrobus. Au moment de son entrée, chacun s'est levé et les chanteurs ont entonné le *Rule Britania* auquel étaient adaptées des paroles italiennes faisant allusion à sa glorieuse victoire. Le maréchal Sébastiani a très sottement vu là une insulte personnelle ; il a pris le bras de sa femme et est sorti. C'est grand dommage pour eux de s'être ainsi rendus ridicules, car ils seront encore moins aimés qu'ils ne l'étaient. Madame Sébastiani ne voit rien, ne comprend rien et elle ne donne ni dîners ni soirées, faute impardonnable dans sa position.

20 *juin.* — Lady Tankerville nous dit que Sébastiani est si furieux de cette soi-disant insulte qu'il a juré de ne plus jamais remettre les pieds chez lady Antrobus.

29 *juin.* — Les journaux annoncent la mort du célèbre chef carliste Zumalacarrégui, tué devant Bilbao. C'est une perte irréparable pour le parti. Wellington faisait grand cas de ses capacités militaires.

30 *juin.* — La nouvelle est arrivée hier d'un attentat commis contre Louis-Philippe, le 28 au moyen d'une machine infernale. Le maréchal Mortier a été tué et beaucoup de personnes ont été blessées, mais le roi n'a rien eu. La machine était placée à une fenêtre du premier étage sur les boulevards et se composait de trente pistolets chargés de mitraille et disposés de façon à partir tous à la fois. Quand la garde nationale est entrée dans la maison, elle a trouvé les assasins blessés eux-mêmes par l'explosion et les a arrêtés. Le nom du maréchal Mortier me remet en mémoire un vol ingénieux dont il a été victime. Il était à un dîner officiel dans sa grande tenue de maréchal toute brodée et couverte de décorations. Comme par mégarde un domestique renversa sur lui le contenu d'une saucière et lui proposa de réparer l'accident s'il voulait se retirer un moment et ôter son habit. Le maréchal y consentit, attendit longtemps son homme et ne le revit jamais, non plus que son habit.

10 *septembre.* — Jules de Polignac m'a dit qu'il n'était pas aussi coupable qu'on le croyait, que les fatales ordonnances étaient l'œuvre exclusive du roi et qu'en somme, il n'avait péché que par une obéissance trop aveugle envers son souverain à qui il est entièrement dévoué. Lorsque les Chambres avaient voté l'adresse priant le roi de renvoyer ses ministres, Charles X avait répondu par la dissolution. Les mêmes membres ayant été réélus et Polignac ayant en conséquence offert au roi sa démission, celui-ci l'avait refusée et, comme Polignac avait dit : « Vous voulez donc ma tête, Sire ? », le roi avait répondu très brutalement : « Et pourquoi pas ? »

ANNÉE 1836.

1er *janvier*. — Mon plus jeune frère Charles m'a annoncé qu'il s'était fiancé à la plus jeune des filles de sir Lucius O'Brien. Il est résolu à entrer dans l'Eglise. — Il est mort évêque de Gibraltar en 1874.

22 *juin*. — Le jugement de lord Melbourne a été prononcé aujourd'hui et, en dépit de fortes présomptions contre lui, le jury l'a acquitté. Madame Norton doit se considérer comme fort heureuse de s'en être tirée si facilement. Le verdict est accueilli avec transport par tous les whigs, ce qui a fait dire à un vieux tory que « lord Melbourne n'avait pourtant pas lieu d'être si triomphant, puisque le verdict prouvait qu'il avait eu toutes les facilités et n'avait pas eu l'esprit d'en profiter. »

25 *juin*. — L'exécution d'Alibaud a eu lieu à Paris sans incident, grâce à la quantité de troupes mises sous les armes. Il avait perfectionné la machine de Fieschi, mais avait été arrêté avant d'en avoir fait usage. Le roi sort dans une voiture à l'épreuve de la bombe. — La constitution de 1812 a été proclamée à Madrid et la reine a été forcée d'y acquiescer. La légion anglaise du colonel Evans enrôlée par lord Palmerston au mépris des lois internationales pour assister Christine contre Don Carlos, est dans un état misérable, battue, nue et affamée. — Lord Tankerville m'a conté aujourd'hui une anecdote sur Sir Philip Francis que Wraxall prétend, non sans motifs sérieux, avoir été l'auteur des *Lettres de Junius*. Il avait pris ses mesures pour que son anonyme fût dévoilé après sa mort; mais son gendre a détruit les papiers par lesquels il établissait son identité avec Junius. Pendant sa vie il ne pouvait souffrir d'être questionné à ce sujet. Un soir au club, la conversation étant tombée sur un livre démontrant que Junius n'était autre que Francis, Rogers le poète alla à lui et lui dit : « Sir Philip, voulez-vous me permettre de vous adresser une question? »; à quoi l'au-

tre répondit d'un ton furieux: « oui, Monsieur, mais à vos risques et périls. » Rogers se tourna vers un des assistants et dit : « S'il est Junius, il est Junius Brutus. » Sir Philip prétendait avoir écrit des mémoires qu'il ferait publier après sa mort et qui perdraient de réputation toutes les femmes du monde en démontrant clairement que pas un seul homme n'est le fils de son père.

ANNÉE 1837.

2 *février*. — L'adresse sur le discours du roi a été présentée aux Lords par le duc de Wellington et aux Communes par sir Robert Peel. On y attaque la politique étrangère de Palmerston au sujet de l'Espagne. — 5 *février*. — Les Français sont indignés qu'on n'ait pas parlé d'eux dans le discours du roi. Leur journal gouvernemental qualifie cette omission d'insulte. Leurs ministres ne sont pas d'accord avec Louis-Philippe sur la question espagnole. — 9 *février*. Débat sur le bill des corporations irlandaises. O'Connell n'a pas été heureux, sa présence d'esprit l'a abandonné. — 10 *février* — Sir Robert Peel a fait un magnifique discours. Le bill a passé en première lecture; notre parti se réserve pour la seconde. — Les journaux whigs accusent lord Ranelagh de haute trahison pour être allé servir dans l'armée carliste comme s'il n'en avait pas le droit, aussi bien que le général Evans a celui de se battre pour Christine. Espartero est toujours dans Bilbao.

23 *février*. — Un autre complot contre Louis-Philippe a été découvert. L'assassin, nommé Champion, avait construit une machine dans le genre de celle de Fieschi, mais perfectionnée. Une personne qui logeait dans la même maison ayant conçu des soupçons d'après des propos tenus par sa femme de chambre qui était la maîtresse de Champion, a écrit à la police qui a arrêté le misérable dont la machine était presque terminée. Il s'est pendu en prison avec sa cravate, ce qui empêchera de découvrir ses complices.

7 *mars*. — Les nouvelles d'Espagne sont favorables aux

carlistes. Forcadel, un lieutenant de Cabrera, a battu à Valence un corps de 3000 *cristinos*, dont le brigadier, Aznar, et quarante officiers ont été pris et fusillés après l'engagement. Quatre des hommes d'Evans ont subi le même sort. Ces pauvres Anglais sont d'autant plus à plaindre qu'ils étaient restés au service contre leur gré. A l'expiration de l'année pour laquelle ils s'étaient engagés ils avaient demandé leur libération au général Evans qui la leur avait refusée. Ils appartenaient à un régiment écossais. Leur sort a fait grande sensation à Saint-Sébastien et Evans doit se le reprocher amèrement. Il les avait retenus en Espagne en leur refusant la solde due pour leur année de service, ce qui les avait empêchés de retourner en Angleterre. Le général *Lazy* [1] Evans, comme l'appellent ses soldats — son nom est Lacy — après avoir fait beaucoup de fracas et avoir adressé aux Basques des proclamations ridicules, reste depuis six mois inactif à Saint-Sébastien, comme Espartero devant Bilbao. — 16 *mars*. Je publie ma brochure sur la guerre basque, en réponse à celle que nous a envoyée notre ambassade de Madrid. — 17 *mars* — L'attaque sur les carlistes a commencé. Evans a quitté Saint-Sébastien le 10 avec 12,000 hommes et, après plusieurs heures de lutte acharnée et de grandes pertes des deux côtés, a réussi à s'emparer des hauteurs d'Asurzegana. — 21 *mars*. — Evans a été complètement battu. La neige ayant intercepté les routes de montagne, Saarsfeld a dû faire retraite sur Pampelune. Don Sébastien a aussitôt marché sur Evans et, après un vif engagement, l'a rejeté dans Saint-Sébastien. — 24 *mars*. — Les pertes d'Evans auraient été encore plus considérables sans la vaillante conduite de nos soldats de marine qui, au nombre de 4 à 500 seulement, ont soutenu tout l'effort des carlistes et protégé la retraite ou, pour mieux dire, la fuite. Cet emploi de nos soldats de marine contre un peuple qui combat pour ses libertés et avec lequel nous ne sommes pas en guerre, est un exemple de plus du mépris de lord Palmerston pour les lois internationales.

1. *Lazy* en anglais veut dire : paresseux.

Je ne multiplierai pas les citations de mon journal sur la guerre carliste. Chacun en connaît l'issue. Après avoir héroïquement défendu leurs *fueros*, les Basques furent trahis par leur général Marotto et, malgré la résistance de Cabrera qui parvint même un moment aux portes de Madrid, les provinces furent soumises. Cabrera vint à Londres où il épousa une riche héritière, miss Richards, avec laquelle il vécut très bien jusqu'à sa mort. Il avait été autrefois sacristain en Andalousie. Le général sir de Lacy Evans a commandé plus tard une division en Crimée et était considéré comme un bon officier. Mais le maréchal Pélissier m'a conté qu'au conseil de guerre qui fut tenu après la bataille d'Inkermann, Evans fut le premier à conseiller l'abandon de la Crimée. Le maréchal m'a fait une description pittoresque de la scène. Il m'a montré lord Raglan, qui, comme commandant en chef, devait opiner le dernier, extraordinairement agité, remuant convulsivement le moignon de son bras coupé et, lorsque Pélissier eut voté pour rester, se précipitant pour lui serrer les mains, déclarant que rien au monde ne l'aurait fait partir.

19 *avril*. — Lady Fitzharris et moi partons de Londres en steamer pour Boulogne allant à Paris. — 23 *avril*. — Nous descendons à l'hôtel de Londres, place Vendôme. Excellent appartement pour quarante francs par jour. — 27 *avril*. — Nous sommes allés avec lady Pembroke et lady Mary Herbert, fiancée de lord Bruce, aux courses du Champ de Mars. Lord Pembroke tient grand état à Paris où il est renommé pour son cuisinier et pour ses équipages. C'est un fort bel homme.

3 *mai*. — Madame Sébastiani nous a menés aux Tuileries pour nous présenter. Nous sommes entrés par le pavillon de Flore et, après avoir traversé de magnifiques appartements, nous sommes arrivés chez la reine. Elle était assise à une table ronde avec Madame Adélaïde et la princesse de Liéven. Elle nous fit asseoir et causa beaucoup avec lady Fitzharris. La reine et Madame Adélaïde furent extrêmement bienveillantes pour nous ; mais il m'a paru qu'elles étaient froides pour madame de Liéven et

qu'elles furent plus à l'aise lorsque celle-ci fut partie. Après avoir été ambassadrice ou plutôt *ambassadeur* à Londres, madame de Liéven est venue s'établir à Paris, où son salon est le rendez-vous, non seulement du monde élégant, mais aussi des hommes d'Etat les plus distingués. Guizot n'en bouge pas et Molé y est très assidu. Mademoiselle de Mensingen, une fort jolie chanoinesse, préside la table à thé autour de laquelle se presse le personnel jeune et gai. L'autre soir on annonce un homme pimpant et de bonne mine. La princesse le regarde fixement et lui dit : « Monsieur, je ne vous connais pas. » Le pauvre homme paraît fort attrapé et s'écrie : « Comment, madame, vous ne vous rappelez pas, à Ems ? » — « Non, monsieur. » Elle le salue et lui tourne le dos. Je n'ai jamais rien vu d'aussi impertinent. Il parut clair à la compagnie, qui ne pouvait dissimuler des sourires, que tel peut être utile à Ems et être de trop à Paris.

21 *mai.* — On ne parle que du mariage du duc d'Orléans. On dit la duchesse laide. Palmyre, sa couturière, a reçu l'ordre d'inventer pour elle des toilettes toutes nouvelles.

11 *juin.* — Ayant été invités aux fêtes de Versailles à l'occasion du mariage du duc d'Orléans, nous sommes descendus chez les Gramont qui ont une maison dans cette ville. Lorsque je présente ma carte au château, on me dit que les étrangers ne sont pas admis. Je m'adresse à madame de Flahault; elle me dit qu'il y a eu malentendu. Il paraît qu'on devait d'abord les engager, mais qu'on a manqué de place, ayant déjà invité au dîner cent personnes de plus qu'on ne pouvait en recevoir; aussi ont-ils dû céder la place aux héros de Juillet. Le soir, nous avons été reçus par la famille royale. La duchesse d'Orléans n'est pas jolie, mais elle est jeune et gracieuse. Puis nous sommes tous allés au théâtre. Le coup d'œil était splendide. La salle est presque aussi grande que celle de Drury-Lane, tout le monde était en grande toilette, les femmes couvertes de diamants, les hommes en uniforme. Les invités du dîner étaient au balcon ; derrière eux les femmes, les Chambres des pairs et des députés et au-dessus tous les étrangers.

La moitié du parterre avait été disposée pour la famille royale et sa suite. On a joué d'abord *le Misanthrope* que j'ai trouvé très ennuyeux bien que parfaitement interprété ; mademoiselle Mars y était admirable. Puis on a donné deux actes de *Robert le Diable*, où le ténor Duprez a chanté merveilleusement. On a terminé par un ballet dont une scène représentait Versailles tel qu'il était sous Louis XIV, donnant une idée complète de la splendeur de cette magnifique époque de la France.

15 *juin*. — Nous avons de mauvaises nouvelles de notre roi ; il reste peu d'espoir de guérison. — Un horrible accident est arrivé au Champ de Mars pendant qu'on faisait le simulacre de l'assaut d'un fort ; trente personnes y ont été écrasées et le bal de la cour a été remis pour ce motif. La duchesse d'Orléans en a été fort émue et y voit un fâcheux présage pour son mariage. Le duc est extrêmement bon et aimable pour moi. Il m'a invité à une chasse à Chantilly. Le cerf est sorti de la forêt et nous a menés presque jusqu'à Beauvais. Son Altesse Royale m'a offert le pied que Susse a transformé en un porte-plume. Le duc m'a donné le bouton de son costume de chasse qui est bleu foncé avec un collet rouge, sa couronne et ses initiales sur les boutons d'argent. — 21 *juin*. — Notre roi est mort hier entre deux et trois heures. Il sera fort regretté, car, s'il n'était pas un grand roi, il était un excellent homme. Il a montré à ses derniers moments beaucoup de fermeté et de courage. — 22 *juin*. — Quitté Paris pour Portsmouth.

J'avais été demandé comme candidat à Portsmouth, où je me présentais conjointement avec l'amiral sir George Cockburn. Nous menâmes notre campagne électorale pendant trois semaines du plus chaud mois de juillet dont j'aie le souvenir et, au moment de l'élection, nous fûmes abandonnés par la plupart de ceux qui nous avaient mis en avant. On m'offrit aussitôt la candidature de Christchurch que je refusai. Le siège fut disputé entre sir George Rose, tory et le colonel Cameron, libéral, qui fut battu. Plus tard, mon frère, le capitaine Harris, de la marine royale, a occupé ce siège pendant huit ans.

20 *novembre*. — Le Parlement a été prorogé au 16 janvier au lieu du 1er février, à cause des mauvaises nouvelles arrivées du Canada. Une insurrection prévue depuis longtemps a éclaté et les troupes anglaises ont essuyé un échec à Saint-Denis. Il n'y a pas plus de 400 hommes dans cette province et les neuf dixièmes de la population sont insurgés. On sera donc continuellement battu, car le Canada ne peut recevoir de renforts avant cinq mois. Les ministres sont fort alarmés. Il leur sera difficile de se faire pardonner leur négligence, car ils avaient été avertis à plusieurs reprises de ce qui arriverait s'ils ne prenaient pas les mesures nécessaires à la sécurité de la colonie. — 27 *novembre*. — Les nouvelles sont meilleures quoiqu'il n'y ait pas à douter de l'échec du colonel Gore à Saint-Denis. Mais l'affaire était peu importante, 200 hommes seulement ayant été engagés. Le colonel Wetherell, qui commandait un autre détachement, a infligé aux rebelles, à Saint-Charles, une sanglante défaite.

ANNÉE 1838.

1er *janvier*. — Les dernières nouvelles du Canada sont bonnes. L'insurrection paraît être à peu près terminée. Papineau est en fuite et on dit que le colonel Browne a été massacré par ses propres troupes à cause de sa lâcheté. Cependant on y envoie des renforts, qui y sont transportés dans des frégates au lieu de transports, afin d'arriver plus vite. — 25 *janvier*. — Toujours de bonnes nouvelles du Canada. Sir Georges Colborne a parfaitement réussi dans son attaque sur Saint-Eustache et Grand-Bulé; il a enlevé et brûlé ces deux places sans grandes pertes de son côté. — 31 *janvier*. — Les journaux radicaux américains sont furieux contre nous parce que l'armée canadienne s'est emparée du steamer la *Carolina* que les rebelles avaient frété pour transporter des armes et des troupes. En admettant que ce navire fût américain, la loi des neutres donnait parfaitement à l'armée royale le droit de s'en emparer, puisqu'il était employé

contre elle. Les Américains se rendent fort ridicules par leurs menaces de vengeance et leurs absurdes déclamations. — 4 *février*. — Les nouvelles du Canada continuent à être bonnes. Quant au gouvernement américain, il paraît désireux de maintenir la neutralité par tous les moyens possibles. Il y a eu un débat au Congrès sur l'incident de *la Carolina* et le sentiment général a été que notre capture était justifiée par la violation de la loi des neutres. Le feu vient de détruire successivement le palais d'Hiver de l'empereur de Russie à Saint-Pétersbourg, l'Opéra Italien à Paris, enfin le palais du duc de Wurtemberg. La duchesse, fille de Louis-Philippe, a perdu tous ses bijoux et son trousseau.

26 *février*. — Lord Maidstone a présenté aujourd'hui sa motion contre O'Connell et l'a fait passer à neuf voix de majorité sur 500 votants. Il a ensuite proposé que O'Connell fût réprimandé par le *speaker*, sur quoi lord John Russel s'est emporté, disant que les conservateurs mettaient ainsi le comble à la platitude de leurs procédés. O'Connell et son parti ont été fort désappointés, car ils avaient espéré être conduits en corps à la Tour et exciter un soulèvement populaire en leur faveur comme il était arrivé à sir Francis Burdett qui avait été escorté à la Tour par tous les gueux de Londres. Les conservateurs sont restés fermes et le gouvernement, voyant qu'il serait battu, a demandé le renvoi au lendemain, à quoi sir Robert Peel a consenti. — 27 *février*. — Le gouvernement a rassemblé aujourd'hui tous ses adhérents, malades, impotents, aveugles et a cependant été battu à 29 voix de majorité.

10 *mars*. — Nous nous sommes embarqués pour Boulogne à huit heures du matin sur *le Duc de Wellington*. — 18 *mars* — La première personne que j'ai rencontrée à Paris est le comte Pahlen avec l'éternel M. de Bonneval que je ne puis voir sans songer au mot du duc de Richelieu sur ses succès dans les bals masqués : « Bonneval a toujours un succès fou aux bals masqués, car il est si bête que tout le monde s'adresse à lui, étant bien sûr de n'être pas reconnu. » Madame Le Hon, que l'on dit être la belle de M. de Morny

est à la tête de la *fashion*. Nous sommes allés voir des tableaux vivants chez madame Locke. Le premier représentait une scène des *Brigands* figurée par madame Wallscourt, la petite fille de madame Locke, mademoiselle Dentici, une Italienne et M. Antonin de Noailles. Le dernier qui était particulièrement réussi était pris dans *Parisina* de Byron. Lord Douglas représentait fort avantageusement Hugo et Miss Raikes était parfaite dans Parisina. Le comte Zichy faisait le mari et M. de Noailles le bourreau. Sauf Miss Raickes, tous furent pris d'un malheureux fou rire occasionné par une exclamation de la duchesse de Poix s'écriant: « Ah! le bel homme! », remarque qui s'appliquait au comte Zichy. L'hilarité dont l'objet de cette admiration ne put se défendre était particulièrement malencontreuse dans le personnage d'un tyran sombre et sévère. Il fallut tirer le rideau pour leur laisser le temps de se remettre et ils reparurent avec beaucoup de succès. J'ai vu aussi madame Martinetti qui a été la maîtresse de Napoléon pendant sa première campagne en Italie. Elle a soixante-cinq ans, n'en porte pas plus de quarante et est encore fort belle.

24 *mars*. — Nous sommes allés chez la princesse de Liéven où la réunion était fort agréable. J'ai vu pour la première fois M. Guizot. C'est un homme d'une physionomie remarquable, laid, mais avec une expression intelligente et fine et quelque chose des anciens puritains.

7 *avril*. — Je suis allé avec lady Fitzharris voir sa cousine Adèle de Gramont, supérieure du couvent du Sacré-Cœur, qui a fait une virulente sortie contre la religion protestante. Puis, comme compensation à toutes les choses désagréables qu'elle nous avait dites, elle nous a proposé de venir voir le corps de l'archevêque de Toulouse qui était mort dans le couvent la veille, assurant qu'il était habillé et pas du tout désagréable à regarder. Cependant nous nous sommes sauvés le plus vite possible, parfaitement résolus à ne pas retourner voir Adèle avant que l'archevêque soit enterré. Le soir, nous sommes allés chez madame de Liéven où nous avons trouvé M. Guizot, M. Berryer, le célèbre avocat royaliste et lord Brougham

qui a fait la joie de tout le monde par les absurdités qu'il a dites dans son mauvais français, entre autres : « Dans ce temps-là j'ai passé *un* nuit très agréable avec madame de Flahault, *un* nuit très agréable entre elle et la fille du roi. » Tout le monde est demeuré stupéfait et madame de Flahault était suffoquée. Madame de Liéven, malgré sa bonne éducation, ne put s'empêcher de rire et naturellement chacun l'imita. Il est tout à fait décidé que ce n'est pas M. de Flahault qui ira en Angleterre comme ambassadeur extraordinaire [1] mais le maréchal Soult. Lorsqu'il est allé remercier le roi, celui-ci lui a dit : « Ce n'est pas moi qu'il faut remercier, c'est la jeune reine d'Angleterre qui vous a demandé. » Madame Graham s'est approchée ce soir de lady Fitzharris et lui a dit : « Eh bien! milady, quel est l'amoureux que vous voulez que je vous amène? Choisissez. » M. Raikes qui avait entendu ces paroles extraordinaires, a dit, faisant allusion aux bruits qui font de madame Graham une ancienne modiste : « Cela est plus *modiste* que *modeste*. »

1er *mai*. — Il n'y avait personne ce soir chez madame de Liéven, si ce n'est le fidèle M. Guizot, aussi sommes-nous allés chez madame de Ségur. On nous a dit que le duc de Valenciennes n'irait pas en Angleterre avec le maréchal Soult parce qu'il ne lui conviendrait pas que M. Aigues, secrétaire de l'ambassade, eût le pas sur lui. Ceci n'aurait pas été à craindre sous l'ancien régime, car alors les gentilshommes qui accompagnaient un ambassadeur extraordinaire n'étaient point désignés comme *attachés*, mais comme *gentilshommes*, ce qui réglait leur préséance suivant leur rang. Maintenant la dénomination de *gentilshommes* est prohibée et tous ceux qui accompagnent l'ambassadeur le font au titre d'attachés, ce qui les place après le secrétaire. Nous sommes allés à huit heures du soir à la réception des Tuileries avec madame Sébastiani, et quoique arrivés de bonne heure, nous n'avons plus trouvé de sièges. C'était fort beau et bien que fatigués d'être restés

1. Pour le couronnement de la reine Victoria. (*Note du trad.*)

debout, nous avons été très contents. Les appartements sont si grands que, sauf pour la question des sièges, ils peuvent contenir beaucoup de monde sans inconvénient et on n'a pas à y redouter de bousculade comme j'en ai vu en Angleterre aux *Drawing Rooms* de la reine. Et puis il est préférable que les réceptions aient lieu le soir, le teint et la toilette des femmes étant beaucoup plus à leur avantage aux lumières.

12 *mai.* — Nous avons dîné aux Tuileries et j'ai été présenté à la duchesse d'Orléans. Le roi est entré à six heures et a mené à table la duchesse d'Orléans; la reine suivait avec le duc de Wurtemberg, le duc d'Orléans avec la princesse Clémentine et un Bavarois inconnu est échu à lady Fitzharris. Le dîner était servi dans la galerie de Diane; l'argenterie et la vaisselle étaient splendides, mais la cuisine et le vin exécrables. Le service était parfait, chaque convive ayant derrière sa chaise un domestique pour son usage personnel. On est resté un peu plus d'une heure à table. Nous sommes tous retournés dans le salon de la reine où nous sommes restés debout pendant qu'on servait le café. Je me trouvais à côté de madame Sébastiani qui causait avec le roi et je l'ai entendue qui disait : « Oui, Monseigneur, », puis, fort sottement, au lieu de laisser passer cela comme un *lapsus*, elle ajouta : « Ah! pardon, Sire; c'est Sire que je voulais dire. » Le roi répondit : « Mais vous n'avez pas d'excuses à me faire; c'est bien naturel que vous m'appeliez Monseigneur. Il y a beaucoup de personnes qui le font, c'est une méprise bien excusable. » Elle essaya de s'en tirer en disant qu'ayant été à table à côté du duc d'Orléans, elle avait encore ce mot sur les lèvres et qu'elle avait oublié à qui elle parlait maintenant. Le roi répéta encore : « C'est très excusable. Vous avez été habituée pendant si longtemps à m'appeler Monseigneur que la méprise est bien naturelle. »

21 *mai.* — Je reviens de Chantilly où le duc d'Orléans recevait très magnifiquement. Il a été très bon et aimable et, le jour de la chasse, comme je suis arrivé le premier auprès du cerf, il m'a fait les honneurs du pied en souve-

nir de lui et de Chantilly. Nous avons dîné chez les Rothschild avec les Sébastiani, les Apponyi, lord Granville, le maréchal Soult, *etc.* — 22 *mai.* — Les funérailles du prince de Talleyrand ont eu lieu ce matin à l'église de l'Assomption. Il y avait une grande foule pour voir le cortège et naturellement beaucoup de force armée pour prévenir le désordre. Le prince est mort le 17 après avoir été administré par M. Dupanloup, bien qu'il ne se fût pas caché pendant toute sa vie d'être un mécréant. Ses mémoires, qui doivent être curieux, ne seront publiés que dans vingt ans [1]. — 7 *juin.* — Ce matin Louis-Philippe a passé en revue la garnison de Paris. Il s'est tenu pour le défilé au pied de l'obélisque de la place Louis XV. Avant les attentats contre la vie du roi, les revues avaient lieu sur les boulevards; mais maintenant elles se passent sur la place Louis XV où il est aussi en sûreté que dans son propre palais. On ne laisse approcher ni une voiture, ni un piéton et toutes les rues aboutissant à la place sont gardées; les jardins des Tuileries sont fermés en sorte que la route pour rentrer au palais par les quais est absolument sûre, entre la rivière d'un côté et les jardins déserts de l'autre.

14 *juin.* — Nous quittons Paris à midi pour Calais. — 18 *juin.* — Londres est tout occupé du duel qui vient d'avoir lieu entre lord Castlereagh et M. de Melcy, mari de la Grisi; le premier a été blessé au poignet. On dit que M. de Melcy avait intercepté une lettre de lord Castlereagh à sa femme.

27 *juin.* — Je n'ai jamais vu les rues aussi encombrées qu'aujourd'hui, veille du couronnement de la reine. Il était à peu près impossible d'y circuler au milieu de files de voitures obligées d'aller au pas et de charrettes portant des planches destinées à élever des échafaudages sur le parcours du cortège. — 28 *juin.* — Le couronnement a eu lieu aujourd'hui et Poulett Thompson nous a menés au ministère du commerce pour voir passer le cortège. Lord John Russel n'ayant pas pris de mesures de police pour la

1. Ils ne le sont pas encore. (*Note de l'auteur.*)

circulation des voitures, il y avait un grand désordre. Mais il faisait si beau et l'aspect des rues était si curieux pour nous qui n'avions pas encore vu de couronnement, que nous n'étions pas pressés d'arriver. La foule était de bonne humeur et fort tranquille. Nous sommes parvenus au ministère du commerce à dix heures, comme une salve d'artillerie annonçait que la reine quittait le palais et à onze heures nous avons vu paraître le cortège. Le spectacle était magnifique; mais c'était surtout les ambassadeurs étrangers qui contribuaient à sa splendeur. Outre la reine, les seuls personnages acclamés ont été la duchesse de Kent, le duc de Sussex, le duc et la duchesse de Cambridge et le maréchal Soult. Celui-ci a été très touché de la réception qu'on lui a faite, à laquelle il ne s'attendait guère. Il a dit que c'était un très noble trait du caractère anglais que d'accueillir un ancien ennemi avec autant d'enthousiasme.

20 *octobre*. — Les journaux annoncent la démission de lord Durham, gouverneur du Canada. — 3 *décembre*. — Une nouvelle insurrection a éclaté au Canada et sir John Colborne a proclamé l'état de siège, mesure énergique que n'aurait jamais prise lord Durham. — 5 *décembre*. — Bonnes nouvelles du Canada. Il y a eu entre les rebelles et les volontaires du colonel Taylor un engagement qui, après deux heures de combat acharné, s'est terminé par la défaite complète des premiers. M. Ellice et quelques autres qui avaient été faits prisonniers se sont échappés, ceux qui les gardaient ayant pris la fuite. Sir John Colborne a marché de nouveau sur les insurgés, mais ils ne l'ont pas attendu et tout est fini. Lord Durham est arrivé à Londres et paraît fort contrit. Maintenant qu'il sait avec quelle facilité l'insurrection a été réprimée, il doit être bien contrarié de n'être pas resté, car il aurait gagné tout le crédit acquis par Colborne. Québec et Montréal étaient restés parfaitement tranquilles.

23 *décembre*.— Nous sommes allés à Wilton où il y avait beaucoup de monde, notamment le comte et la comtesse Woronzoff. Celle-ci n'est plus jeune ; elle est intelligente et agréable, mais paraît fort intimidée par lady Pembroke

devant qui elle se montre fort réservée. Le comte Woronzoff est encore un fort bel homme et un type du grand seigneur russe. Tout ce monde est fort occupé à répéter une comédie qu'on doit jouer la semaine prochaine.

ANNÉE 1839.

6 *février*. — La session a été ouverte hier. Le discours de la reine a été, comme d'habitude, un très pauvre morceau. Les ministres n'ont pas osé faire allusion aux lois sur les céréales. On n'a rien dit de l'état affreux de l'Irlande, fort peu de chose du Canada, et dans ce peu de chose on s'est évidemment efforcé de ménager lord Durham, attribuant la cessation des troubles à la valeur des troupes et à la fidélité des populations; pas un mot d'éloge pour sir John Colborne.

7 *février*.— La débat sur l'adresse hier a été un triomphe pour l'opposition. Peel a fait un magnifique discours sur les lois des céréales, tournant en ridicule M. Wood qui soutenait l'adresse. M. Heathcote, jusqu'à présent partisan du ministère, s'est déclaré en faveur du système actuel de droits sur les céréales. La discussion à la chambre des lords nous a aussi été favorable. Lord Wellington a fait un excellent discours, ainsi que lord Brougham qui a fort éloquemment parlé, et qui a attaqué O'Connell de la manière la plus violente. Il y avait eu, deux jours auparavant, une réunion chez sir Robert Peel, qui avait supplié les conservateurs de rester unis, et de ne pas se scinder sur de petites divergences d'opinion au sujet des lois sur les céréales, se déclarant absolument en faveur du système actuel.

7 *avril*. — Lord Ossulston est arrivé de Paris et nous a fort amusés avec le récit de son voyage. Il est revenu avec lord Brougham et M. Leader, le premier voyageant sous le nom de M. Edmunds, Ossulston et Leader passant pour les jeunes Edmunds. Dès qu'on s'arrêtait cinq minutes à une auberge, lord Brougham se mettait à écrire à quelque femme. Il est plus fou que jamais.

15 *avril*.—Je suis allé chez lord Clanwilliam où toute une bande d'Herbert et de Woronzoff étaient réunis pour voir un magicien. J'étais à côté de la grande héritière, la jeune comtesse Potocka, qui n'est pas mal. On peut même la dire belle en considération de ses quarante mille livres sterling de rente.

7 *mai*. — Le vote sur le bill de la Jamaïque a eu lieu ce matin, et les ministres n'ont eu que cinq voix de majorité sur l'amendement de Peel. Ils ont tenu un conseil de cabinet dans lequel ils ont décidé de se retirer. Lord Melbourne a annoncé la démission du cabinet à la chambre des lords en disant que la reine l'avait acceptée, et lord John Russell l'a annoncée aux communes en omettant de mentionner cette importante particularité. On s'attend à avoir un ministère tory, seul possible actuellement.

9 *mai*. — Le duc de Wellington et sir Robert Peel ont été appelés hier par la reine, qui les a reçus fort gracieusement, et a donné à celui-ci carte blanche pour former un cabinet. Il est resté trois heures avec elle. Elle ne lui a pas caché qu'elle regrettait fort de se séparer de son ancien ministère, mais qu'elle en comprenait la nécessité, le bien du pays étant son premier souci et l'emportant sur toute autre considération. Elle a ajouté qu'elle avait en lui une confiance absolue et qu'elle l'aiderait de tout son pouvoir dans le gouvernement.

10 *mai*. — Sir Robert Peel a décliné son mandat, la reine ayant refusé de changer ses dames. Je suis allé au bal de la reine. Elle a dansé avec le grand duc de Russie, qui est loin d'être beau ; il est tout à fait Kalmouck de physionomie et, quoique de haute taille, il se tient mal, ce qui lui donne quelque chose de gauche. J'ai causé avec Pozzo di Borgo — ambassadeur de Russie près du cabinet des Tuileries — qui est fort affecté de la retraite de Peel. Le duc de Wellington est descendu comme nous attendions notre voiture et nous a parlé fort affectueusement. Au bal tout le monde paraissait inquiet et préoccupé. Au lieu de faire leur cour aux femmes, les hommes se réunissaient par groupes et causaient avec vivacité, racontant toutes sortes de nouvelles fantaisistes.

Au dîner donné par lord Palmerston le jour de l'acceptation de Peel, lord Normanby avait dit hautement qu'il se faisait fort de ne pas laisser renvoyer sa femme de la maison de la reine.

13 *mai*. — Sir Robert Peel s'est expliqué à la Chambre des Communes d'une façon tout à fait satisfaisante pour son parti. Il a démontré que sa conduite avait été parfaitement honorable, ses exigences très modérées et le refus de la reine absolument inconcevable à moins que, ce qui paraît certain, elle n'eût été égarée par une cabale et que lord Melbourne ne lui eût dit de ne pas consentir à sacrifier *une seule* de ses dames, sachant que cela entraînerait la retraite de Peel. La chambre était en nombre et Peel a été chaudement acclamé par tout le parti, lorsqu'en terminant il lui a demandé d'approuver sa conduite. Les ministres, qui paraissaient de fort belle humeur au début, ont sensiblement changé de contenance, lorsqu'il a établi clairement et fortement l'extrême modération de ses demandes. Il a dit que « loin d'avoir exigé le renvoi de toute la maison et des amies d'enfance de Sa Majesté — faisant allusion à la baronne Lehzen — il n'avait demandé le changement que des femmes et des sœurs des anciens ministres et seulement de celles qui ont le rang de *dames de la chambre*, ce qui ne dépassait pas le nombre de trois ou quatre. » L'opinion que la démission de lord Melbourne n'était qu'une feinte, gagne tous les jour du terrain. Elle est confirmée par la réplique de lord John Russell qui convient que, dans un conseil de cabinet tenu le jeudi, lord Melbourne et ses collègues avaient rédigé un mémoire pour engager la reine à ne pas abandonner ses dames. Les ministres sont donc convaincus d'avoir agi par intrigue en conseillant la reine alors qu'ils n'étaient plus responsables.

31 *mai*. — Lord Brougham a prononcé contre le gouvernement un discours très habile et très acerbe. Il a reproché aux ministres d'avoir donné à la reine un conseil perfide et inconstitutionnel, et d'avoir répandu dans le pays des mensonges par la voix de leurs amis. Il a attaqué O'Connell et a dit que, si le cabinet s'appuyait sur lui, il méritait le

mépris du pays. Ce discours a été plus nuisible au gouvernement qu'aucun autre de la session. Lord Melbourne l'a subi avec bonne humeur, et a fait une déclaration conservatrice qui entraînera sans doute sa chute, car elle lui aliénera les radicaux.

7 *juin*. — Nous sommes allés à l'Opéra entendre Mario de Candia, jeune officier piémontais de famille noble, qui s'est mis au théâtre. Sa voix a un beau timbre, mais elle n'est pas assez forte pour remplir la salle et il pèche par le style et l'exécution; mais étant encore fort jeune, il pourra se perfectionner comme acteur et comme chanteur.

24 *juin*. — Les ministres deviennent tous les jours plus impopulaires. Le duc de Wellington lui-même a perdu patience et il a fait un violent discours au sujet des récents troubles de Birmingham. Il a reproché au gouvernement de n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour les prévenir, car il savait que la ville était en ébullition depuis dix jours.

27 *juin*. — Le capitan-pacha s'est révolté contre le gouvernement turc et toute la flotte a fait voile pour se joindre aux Egyptiens qui, à ce qu'on croit, marcheront sur Constantinople si les puissances européennes n'interviennent pas.

9 *août*. — La Chambre des lords a voté sans opposition le bill de l'affranchissement des lettres à deux sous.

4 *septembre*. — J'arrive du grand tournoi donné par lord Eglinton à son château du comté d'Ayr. On n'avait rien fait de semblable depuis bien des années et la dépense a dû être énorme. Après avoir rempli son château des hôtes les plus distingués, il en avait logé une immense quantité dans ses fermes. On peut dire que tout Londres, sinon toute l'Angleterre, était là. Les acteurs de cette mascarade avaient été choisis parmi les plus beaux jeunes gens de la société et les femmes parmi les plus grandes beautés du jour. Lady Seymour avait été élue reine de beauté et elle était assurément digne de son trône. Les chevaux des chevaliers et de leur suite étaient tous des bêtes de choix; la magnificence de leurs harnachements et la richesse des

armes de leurs cavaliers défiaient toute comparaison. On a donné dans le grand *hall* deux banquets suivis d'un bal. Malheureusement le mauvais temps a nui à la splendeur de la fête; il a plu deux jours sur trois. Parmi les chevaliers qui ont joute dans les lices je citerai le prince Louis Napoléon et son fidèle écuyer Persigny, lord Waterford et ses robustes frères, M. Gilmour, le célèbre cavalier et lord Eglinton lui-même en cuirasse tout incrustée d'or. Je n'ai jamais vu régner autant de gaieté et d'entrain que pendant cette superbe fête donnée par l'un des hommes les plus généreux et les plus sympathiques de la Grande-Bretagne.

24 *novembre*. — Le discours de la reine annonçant son mariage est conçu dans ces termes : « Je vous ai réunis aujourd'hui pour vous informer de la résolution que j'ai prise au sujet d'une affaire qui intéresse profondément le bien de mon peuple et le bonheur de ma vie. Mon intention est de m'unir par le mariage au prince Albert de Saxe-Cobourg-Gotha. J'ai jugé devoir vous faire connaître dès à présent cette résolution si importante pour moi et pour mon royaume et je suis persuadée qu'elle sera bien accueillie de mes chers et fidèles sujets. » Cette communication a été reçue avec un grand enthousiasme.

ANNÉE 1840.

7 *janvier*. — Les nouvelles d'Alger sont défavorables aux Français. Sans avoir été positivement battus par Abd-el-Kader, ils sont absolument bloqués par son armée et contraints d'abandonner leurs camps et leurs postes avancés pour se replier derrière les murs de la ville. — Il est survenu à Macao entre des Anglais et des Chinois une collision dont le résultat a été de faire expulser ceux-là de Chine. Nous allons naturellement entrer en guerre avec le Céleste-Empire, mais pour le moment les transactions commerciales sont arrêtées et le thé va devenir très rare, sinon manquer tout à fait. — Dans l'adresse de la reine annonçant son mariage, il n'a pas été dit que le prince Albert est protes-

tant. Lord Wellington a proposé d'insérer le mot « protestant » après celui de « prince » et, malgré l'opposition de lord Melbourne, l'amendement a passé. Il a été décidé dans une réunion chez sir Robert Peel que sir John Buller présenterait le 28 une motion de défiance contre le cabinet. — On raconte que les chartistes veulent mettre le feu à Londres, dans la nuit du 14 au 15; aussi tient-on les troupes sous les armes et a-t-on pris des mesures pour que la police et les pompiers soient prêts à tout événement. Il y a eu à Sheffield des émeutes d'un caractère alarmant. L'intention des chartistes était de brûler et de piller la ville et ils auraient sans doute mis leur plan à exécution, si, fort heureusement, leur délégué à Rotherham n'avait pris peur et n'avait tout révélé à lord Howard. On a posté des troupes à toutes les issues de la ville et les émeutiers, se voyant découverts, ont pris la fuite après avoir tiré quelques coups de feu. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés.

23 *janvier*. — Le bill de naturalisation du prince Albert a passé sans discussion à la Chambre des lords. Lord John Russell a prévenu les communes que le ministère leur demanderait 50000 livres sterling par an pour le prince et M. Hume a immédiatement déclaré qu'il présenterait un amendement pour n'en accorder que 21000. — 27 *janvier*. — Lord John Russel ayant admis que la dépense de la maison du prince Albert ne dépassera pas 7 à 8000 livres, une somme aussi considérable que 50000 est excessive. — 29 *janvier*. — La Chambre des communes a délibéré lundi sur la dotation du prince Albert. M. Hume a fait un long discours pour prouver que celle attribuée aux ducs de la famille royale, 21000 livres, était suffisante pour le prince-époux. On a repoussé ce chiffre à une majorité de 267 voix. Le colonel Sibthorp a proposé alors le chiffre de 30000 livres; Russell a maintenu la première proposition en insinuant que la repousser serait manquer de respect à la reine. Sir Robert Peel a manifesté son étonnement de ce que lord John Russel paraissait suspecter la fidélité à la reine d'un côté de la Chambre. Il a dit n'avoir lui-même en vue que l'honneur et la dignité de la couronne en la

garantissant contre l'impopularité que lui attirerait une dépense excessive. Sa conclusion a été qu'il ne s'agissait pas de savoir quel parti cherchait le plus à être agréable à la cour; qu'il n'avait jamais fait, de l'appui politique à donner au souverain, une condition de sa fidélité; qu'il n'avait jamais manqué de respect à la reine ni à la famille royale et qu'il était décidé à suivre sa voie sans se livrer à d'inutiles protestations de dévouement. Le chiffre de 30000 livres a été voté à 104 voix de majorité.

2 *février*. — Le vote sur la motion de Sir John Buller a eu lieu hier et le cabinet a eu 21 voix de majorité. Peel a fait un discours de trois heures, très beau, mais moins topique que celui de lord Stanley. A la Chambre des lords le lord chancelier a dit qu'il introduirait dans le bill de naturalisation du prince Albert une clause lui donnant la préséance après l'héritier présomptif.

5 *février*. — Le bill de naturalisation a passé en troisième lecture. Aux Communes le colonel Sibthorp a proposé que le revenu payé au prince Albert lui fût retiré au cas où, survivant à la reine, il ne résiderait pas six mois par an en Angleterre (ceci à cause du second mariage du roi Léopold), ou épouserait une catholique, ou bien cesserait de professer la religion protestante telle qu'elle est établie dans le royaume. Sir Robert Peel l'a persuadé de retirer cette proposition. — Sébastiani est rappelé et les journaux français en donnent pour raison que ses anciennes relations avec la famille Bonaparte l'empêcheraient de surveiller assez activement le prince Louis qui est en ce moment en Angleterre.

10 *février*. — Le mariage de la reine a été célébré aujourd'hui. Le titre d'Altesse Royale a été conféré au prince Albert. C'est le duc de Sussex qui a conduit la reine à l'autel. Il ne se trouvait à la cérémonie que deux tories : le duc de Wellington et lord Liverpool. La reine a été fort acclamée par le peuple. Les époux ont quitté Buckingham-Palace pour Windsor.

23 *février*. — La Chambre française a rejeté le projet de loi sur la dotation du duc de Nemours. M. Guizot devait

partir pour Londres demain, mais cet incident retardera son départ. Louis-Philippe n'a pas encore formé de cabinet. On ne sait même pas s'il a accepté la démission de Soult et de ses collègues.

3 *mars*. — Le prince Louis-Bonaparte devait se battre ce matin avec un comte Léon envoyé par la police française ou pour le tuer ou pour le faire expulser comme ayant enfreint les lois du royaume sur le duel. Ce perfide projet a été déjoué par l'intervention de notre police. Les adversaires ont été menés devant un juge qui les a condamnés à *garder la paix* pendant un an, à peine de 500 livres sterling d'amende. Le comte d'Orsay devait être témoin du prince. — 30 *mars*. — Dîné au palais. La reine est entrée à huit heures, a serré la main de toutes les dames, puis a passé dans la salle à manger avec le prince. Après dîner, la reine et la duchesse de Kent sont allées dans la galerie où se trouvaient les autres invités. La reine a ouvert le bal avec le duc de Devonshire, puis elle a valsé avec le prince Albert, mais l'orchestre jouait si vite et si peu en mesure qu'elle n'a fait qu'un tour et s'est assise, paraissant contrariée. Nous nous sommes retirés en même temps que la reine, à une heure et demie.

1er *mai*. — On a fait hier soir à l'Opéra un affreux tapage pour forcer Laporte à engager Tamburini. Il a paru cinq ou six fois pour s'expliquer, mais on n'a pas voulu l'entendre et il a dû se retirer au milieu des grognements des spectateurs. Le public élégant des loges et des stalles était le plus turbulent. Cela a duré depuis la fin de l'opéra jusqu'à une heure. On a essayé de commencer le ballet, mais chaque fois que l'orchestre se mettait à jouer et que les danseurs paraissaient, ils étaient assaillis par une telle tempête de cris qu'ils étaient obligés d'y renoncer. Sachant que ce bruit était à l'adresse de leur directeur, ils riaient et paraissaient s'en amuser fort. Les occupants des loges d'avant-scène, qui étaient les meneurs de la cabale, ont sauté sur le théâtre pour baisser le rideau, mais ils ne se sont pas jetés derrière assez vite comme il tombait et ont dû traverser la scène pour s'en aller, aux applaudissements de la salle.

6 *juillet*. — Courvoisier, l'assassin de lord William Russel, dont il était valet de chambre, a été pendu ce matin. J'ai assisté à l'exécution et l'on m'a laissé entrer dans la cellule où il priait avec un prêtre. L'échafaud était dressé en dehors de la prison. Le condamné, quoique très pâle, a montré jusqu'au dernier moment beaucoup de fermeté. Plusieurs des autorités de la Cité étaient réunies dans la prison et je n'ai pas été peu choqué de voir passer du punch à la ronde comme dans une fête. Il paraît que c'est la coutume; plus tôt elle sera abolie, mieux cela vaudra.

1er *août*. — Les Français sont furieux contre nous parce que lord Palmerston, ne pouvant les amener à faire un pas dans la question d'Orient, a conclu un traité avec la Russie, la Prusse et l'Autriche, les laissant de côté.

7 *août*. — La nouvelle est arrivée ce matin que Louis-Napoléon a débarqué à Boulogne avec cinquante compagnons. Pas un soldat ne s'étant joint à eux, la tentative a complètement échoué et ils ont presque tous été pris. Ceci m'explique ce qu'il m'avait dit deux jours auparavant. Il était debout sur les marches de la maison de lady Blessington après sa soirée, enveloppé dans un manteau, Persigny avec lui et je leur avais fait remarquer qu'ils avaient l'air de deux conspirateurs, à quoi il avait répondu : « Vous êtes plus près de la vérité que vous ne pensez. »

8 *août*. — La nouvelle de la folle tentative du prince Louis-Napoléon est confirmée. Il avait loué pour quinze jours un steamer de la compagnie commerciale, s'était embarqué le 5 à Londres et avait débarqué le jeudi 6 à Vimereux près de Boulogne avec cinquante compagnons. Il est alors entré dans le camp pour essayer d'entraîner les soldats; mais l'officier de garde qui était du complot s'étant trouvé absent, il a échoué, la garde nationale a été appelée et les conspirateurs ont été obligés de s'enfuir. Ils ont pris le bateau de sauvetage qui a chaviré et le prince s'étant cramponné à une bouée non loin de la côte, a été repêché par des douaniers. Quelques-uns de ses compagnons se sont enfuis sur des chevaux dont ils s'étaient emparés, mais ils ont été poursuivis et pris pour la plupart. Plu-

sieurs ont été tués par les soldats après s'être rendus. Le prince avait lancé une proclamation au peuple français dans laquelle il nommait le maréchal Clausel commandant des troupes à Paris, le général Pajol et d'autres officiers et sous-officiers à des postes militaires et promettait beaucoup de récompenses. Depuis que je connaissais le prince, je lui savais une idée fixe dont rien ne pouvait le détourner, c'est qu'il gouvernerait la France un jour. C'est là la seule explication de ses tentatives répétées dans les circonstances les plus défavorables.

7 *et* 8 *septembre*. — On annonce des insurrections à Madrid, à Lisbonne et à Paris, celle-ci peu sérieuse. Les journaux français sont très belliqueux et, si les nouvelles d'Orient sont exactes, il sera difficile de maintenir la paix. Le commodore Napier a lancé une proclamation excitant les Syriens à la révolte et il a capturé une quinzaine de petits bâtiments appartenant au vieux pacha d'Egypte Méhémet-Ali. Celui-ci persiste dans son refus d'accéder au quadruple traité, étant sans doute soutenu par la France. L'amiral Hugon, commandant la flotte française, a reçu des ordres qui, s'il les exécute, amèneront une collision et entraîneront inévitablement la guerre. On aura bientôt des nouvelles de Chine, si Méhémet-Ali n'arrête pas la malle comme il menace de le faire.

17 *septembre*. — Le blocus d'Alexandrie a été commencé le 1er par l'amiral Stopford. Plusieurs des vaisseaux du pacha ont été saisis par les autorités navales britanniques. La flotte a été disposée en ordre de bataille dans les eaux d'Alexandrie et l'amiral Hugon a pris le commandement de la flotte française le 26. On prétend que le blocus a commencé avant l'expiration du délai accordé par le traité de Londres au pacha pour refuser ou accepter l'ultimatum des puissances. Le comte Walewski, qui avait été envoyé en mission auprès de Méhémet-Ali, l'a quitté pour rentrer en France. On dit qu'il est parvenu à persuader au pacha d'accepter les conditions de la France.

27 *septembre*. — Pas de nouvelles d'Orient. Le bruit que Méhémet-Ali s'était accordé avec la France est probable-

ment faux, n'ayant pas été confirmé. Le ton des journaux français est plus belliqueux que jamais; on fait des préparatifs dans tous les ports de France; les fortifications de Paris sont commencées et les villes fortes sont mises en état de défense.

2 *octobre*. — Le procès du prince Louis-Napoléon suit son cours sans exciter grand intérêt.

3 *octobre*. — D'importantes nouvelles sont arrivées d'Orient par la France. Après un bombardement de neuf jours, la ville de Beyrouth a été réduite en cendres, évacuée par les Egyptiens pendant la nuit et les alliés en ont pris possession. L'*Oriental*, qui a quitté Alexandrie le 24, annonce que le firman déposant Méhémet-Ali lui a été communiqué le 21, ainsi qu'aux commandants en chef des quatre puissances lesquels se sont aussitôt retirés à leur bord. — Une tentative a été faite pour brûler l'arsenal de Sheerness. Le feu a été mis au vaisseau de 120 canons *le Camperdown*, mouillé dans le bassin; il a pris dans le hamac d'un aspirant et a été éteint après avoir brûlé un parquet. On a découvert dans le magasin des offices un engin en résine, en étoupe et en allumettes chimiques. L'enquête sur l'incendie de Plymouth se poursuit toujours. — Le roi de Hollande a annoncé son intention d'abdiquer en faveur de son fils.

5 *octobre*. — On dit que les Albanais désertent l'armée du pacha et que les Druses prennent les armes. L'attaque de Beyrouth paraît n'avoir eu d'autre but que de conserver les communications avec les insurgés de Syrie, car autrement la possession de cette misérable place n'offrirait aucun avantage. La flotte comprend 28 bâtiments dont 23 sont anglais et les autres autrichiens et turcs. On dit que les conditions proposées par le sultan aux lieutenants de Méhémet-Ali sont les suivantes; à Soliman Pacha (le colonel Selves) et à son fils l'île de Chypre comme pachalick héréditaire; à Mahmoud Pacha le pachalick également héréditaire de Tripoli, enfin à Chérif Pacha une partie de la Syrie au même titre. Mais ils ont tous refusé. Les Français sont exaspérés de l'incendie de Beyrouth et me-

nacent de commencer immédiatement les hostilités. — 19 *octobre*. — Un renfort de 2000 Turcs avec le nouveau pacha de Syrie est arrivé sur deux vapeurs autrichiens. Nous n'avons éprouvé de pertes qu'à Ghebal où les soldats de marine, repoussés par une fusillade inattendue, ont eu quatre tués et treize blessés. Quand nous sommes entrés dans le fort le lendemain, les Albanais l'avaient évacué. Ce fort, à l'épreuve de la bombe, commande la route de Tripoli.

8 *octobre*. — La fureur des Français n'est pas du tout calmée. Une scission s'est produite dans leur cabinet, quatre ministres étant pour la guerre, avec Thiers à leur tête, et quatre pour la paix. On dit que M. Thiers a remis sa démission au roi qui l'a acceptée. Izzett-Pacha est nommé pacha d'Egypte en remplacement de Méhémet-Ali. — 11 *octobre*. — Le bombardement de Beyrouth a été très exagéré; on n'a tiré que sur la citadelle et pas un coup sur la ville. Ibrahim-Pacha est dans les environs du camp, mais les Anglais ont fortifié leurs lignes avec du canon et, quoique très inférieurs en nombre, sont en état de lui tenir tête. — 16 *octobre*. — Méhémet-Ali a répondu avec beaucoup de modération à la communication de sa déchéance, mais il se prépare à une résistance énergique. Il en a reçu la nouvelle avec un grand sang-froid, disant que c'était sa quatrième déposition et qu'il espérait, avec l'aide du Prophète, se tirer de celle-ci comme des autres.

19 *octobre*. — La reine régente d'Espagne a abdiqué le 12. C'est la seconde abdication depuis deux mois et cet événement n'est pas pour faciliter les rapports entre la France et l'Angleterre, car M. Thiers aura assurément sur cette question, comme sur celle d'Orient, des vues toutes différentes de celles de lord Palmerston. L'opinion générale à Paris est que le ministère se retirera au début de la session et que M. Thiers se rangera dans la gauche, parti ultra-radical. On attend impatiemment l'arrivée de M. Guizot qui tient dans ses mains le sort du cabinet. — 25 *octobre*. — La bataille entre le roi et Thiers vient de ce que celui-ci voulait faire insérer dans le discours royal un pa-

ragraphe que le roi trouvait trop agressif. Ils ont discuté ce point pendant plusieurs jours et hier, à minuit, la divergence est devenue si complète que le ministère entier a donné sa démission aussitôt acceptée par le roi. — 30 *octobre*. M. Guizot prend le portefeuille des affaires étrangères. — 1er *novembre*. — Les alliés ont remporté un succès important sur Ibrahim-Pacha et sont en possession de la plus grande partie de la côte. — 6 *novembre*. — Le discours de Louis-Philippe à l'ouverture de la session est extrêmement pacifique, aussi plaira-t-il peu aux Français.

Nous avons dîné hier chez les Tankerville avec lord Lyndhurst, M. Smyth, M. et madame Disraeli et le comte d'Orsay. Madame Disraeli est une femme tout à fait extraordinaire de visage et de conversation. Elle était veuve avec un douaire considérable et elle a vingt ans de plus que son mari ; il lui paraît pourtant fort attaché.

18 *novembre*. — Les cendres de Napoléon Ier ayant été ramenées de Sainte-Hélène à Paris, les funérailles ont eu lieu le 15. Tout s'est bien passé ; le cortège était magnifique. Le roi y assistait, mais il s'est mis le moins possible en évidence, et s'est borné à recevoir les cendres à l'entrée de l'église, après quoi il s'est caché dans un coin. Les étudiants ont suivi le convoi au nombre de 2000 en chantant *la Marseillaise* et en criant : « Guizot à la lanterne ! » Pas un ambassadeur n'était présent ; lord Granville s'était abstenu et les autres l'ont imité.

ANNÉE 1841.

27 *janvier*. — La reine a ouvert en personne la session et a été fort bien accueillie. Elle a parlé des affaires de Syrie comme devant bientôt être réglées. — 18 *février*. Lord Cardigan a été acquitté par la Chambre des lords pour son duel dans lequel il a blessé le capitaine Tuckett. — 12 *mars*. — Nouvelles très belliqueuses d'Amérique. On dit que dix vaisseaux de ligne vont y être envoyés. Nouvelles défavorables d'Orient, le sultan ne paraissant pas

disposé à tenir parole à Méhémet-Ali. Les affaires de Chine ne sont pas plus prospères; une grande mortalité règne dans les troupes à Chu-San. L'amiral Elliot a résigné son commandement. — 10 *avril*. — Les nouvelles de Chine sont meilleures. L'amiral Elliot a conclu avec les Chinois un traité qui ne peut être considéré comme satisfaisant, car il ne stipule que six millions de dollars comme indemnité pour la question de l'opium. Cela ne fait qu'un million sterling, tandis que nous en avions d'abord réclamé trois. De plus il donne aux Chinois six ans pour payer.

14 *janvier*. — Les ministres ne veulent ni démission ni dissolution, aussi les tories vont-ils proposer un vote de défiance. Il règne une grande agitation. — 19 *avril*. — Les ministres ont été battus ce matin sur l'amendement de lord Sandon par 36 voix de majorité, ce qui a dépassé nos prévisions. — 20 *avril*. — Lord John Russell a déclaré tantôt aux Communes que le gouvernement se proposait de tenir aussi longtemps que possible. La discussion de la loi des céréales est renvoyée au 3 juin. On pense que le cabinet fera dissolution après, mais en prorogeant le Parlement de façon à rester aux affaires jusqu'à la session prochaine. D'aucuns prétendent que lord Melbourne remettra son portefeuille, ne voulant pas aller aussi loin que lord John Russell qui deviendrait alors premier ministre. Tout cela n'est peut-être bien qu'une intrigue de Russell pour mettre lord Melbourne à la porte comme lord Grey y a été mis par ses collègues il y a quelques années.

26 *avril*. — Je suis allé au *Derby* et le soir chez lord Salisbury pour entendre mademoiselle Rachel dire des scènes de Corneille et de Racine. Elle m'a beaucoup plu. Son style est tout à fait français et par conséquent dépourvu de naturel, mais c'est la perfection de l'art. Elle n'est point belle, mais très agréable de physionomie et de manières.

5 *juin*. — Les ministres ont été battus sur la motion de défiance de sir Robert Peel. L'opposition n'a eu qu'une voix de majorité, mais elle ne comptait pas sur la victoire. La proclamation du résultat a été accueillie par les accla-

mations assourdissantes des conservateurs. Les ministres paraissaient consternés ; lord John Russell était très pâle. — Les nouvelles de Chine sont bonnes. Canton a été pris d'assaut en mars ; les Chinois se sont mieux défendus qu'on ne s'y attendait et ont eu 400 hommes hors de combat.

6 *juin.* — Nous sommes allés assister à l'examen des enfants de l'école de M. Compton. Quelques réponses ont été drôles. — Qui était Adam ? — Le fils aîné d'Abraham. — Quelles sont les contrées d'Europe outre l'Angleterre ? — L'Amérique et l'Asie. — Quelle différence y a-t-il entre la ville et la campagne ? — Il n'y en a pas. — Qu'est-ce que c'est qu'une île ? — Beaucoup d'eau. — De quelle religion était saint Paul avant d'être chrétien ? — Catholique romain.

9 *juin.* — Lord John Russell a annoncé aux Communes que l'intention du gouvernement était de dissoudre immédiatement le Parlement, après lui avoir demandé les subsides nécessaires aux besoins courants des services publics. Sur une question de Sir Robert Peel, il a déclaré que le nouveau Parlement serait convoqué immédiatement. — 16 *juin.* — J'ai reçu une lettre de Sidney Herbert me proposant la candidature du bourg de Wilton. Je partirai demain. — 19 *juin.* — Je viens de faire la campagne électorale la plus ennuyeuse ; elle était sans intérêt puisque je n'avais pas de concurrent, mais ce bourg étant fort étendu et essentiellement agricole, j'ai été en déplacements continuels. — 25 *juin.* — L'adresse en réponse au décret de dissolution du Parlement a été présentée aujourd'hui par lord Seymour à la Chambre des lords et par M. Phillips à la Chambre des Communes. Les ministres ont été battus par 72 voix dans la première et 91 dans la seconde. — — 29 *juillet.* Le ministère s'est retiré et Peel est premier ministre.

11 *septembre.* — Mon père, lord Malmesbury, est mort hier à Putney, âgé de soixante-trois ans.

18 *octobre.* — D'après les récits des journaux il semble que l'insurrection de Madrid soit réprimée. L'attaque dirigée sur le palais dans le but d'enlever la jeune reine et

sa sœur a été repoussée après de terribles combats dans les appartements mêmes. Les insurgés ont pénétré si avant que des balles sont entrées dans la chambre de la reine, laquelle n'a dû son salut qu'à la vaillante défense d'une poignée d'hommes. Après une lutte acharnée, les généraux Concha et Léon ont abandonné leurs hommes et l'ordre a été rétabli. La citadelle de Pampelune est encore au pouvoir des rebelles. — 23 *octobre*. — L'insurrection carliste est inquiétante pour les *cristinos*. Don Diego Leon a été pris et fusillé. — 30 *octobre*. — L'insurrection espagnole paraît être terminée, la plupart des troupes qui s'étaient soulevées ayant rejoint Espartero. — 3 *novembre*. — Un grand incendie à la Tour a détruit la collection des armures. — 16 *novembre*. — On dit la reine douairière mourante. — Lord Saltoun est nommé commandant en chef en Chine et la diplomatie va céder la parole au canon.

ANNÉE 1842.

1er *janvier*. — La ville d'Amoy en Chine a été prise par notre flotte qui n'a perdu qu'un seul homme. Les fortifications étaient si solides que nos canons n'ont pu les entamer et, après un feu de quatre heures, la ville a été emportée d'assaut. Si les Chinois avaient eu de bonne artillerie ou si du moins ils avaient su se servir de la leur, nous aurions probablement été battus, car ils auraient coulé nos bâtiments avant que nous eussions fait une brèche dans leurs murailles, qui étaient en granit de quinze pieds d'épaisseur, recouvert d'une couche de terre et de ciment de deux pieds. On a trouvé fort peu d'argent dans la ville.

7 *février*. — Sir Robert Peel a présenté son bill sur les céréales qui diminue les droits actuels de moitié. Personne ne s'attendait à une pareille mesure et une grande consternation règne chez les conservateurs. Il sacrifie les intérêts agricoles comme mon père l'avait toujours prédit.

26 *février*.— La proposition de M. Villiers pour le rejet total du bill a été repoussée à une immense majorité. M.

Christopher et lord Worsley ont l'intention de déposer des amendements pour augmenter les droits sur les grains étrangers. Mon intendant dit que le bill de Peel fera perdre 15 p. 100 de leur revenu aux propriétaires fonciers [1].

27 *février*. — L'amendement de M. Christopher a été rejeté par 306 voix contre 104. Des nouvelles alarmantes sont arrivées de l'Inde. On mande officiellement que notre envoyé, le lieutenant-général Macnaghten et deux officiers qui l'accompagnaient ont été massacrés par le fils de Dost-Mohamed, pendant une conférence provoquée par celui-ci relativement à l'évacuation de Kaboul. Cette perfidie met naturellement fin au traité. Mais depuis le bruit a couru que nos troupes, étant réduites à la famine et sans espoir de recevoir des vivres, parce que toutes les routes autour de Kaboul sont interceptées par la neige, auraient tenté de forcer le blocus du côté de Jellalabad, afin d'opérer leur jonction avec sir Robert Sale. Toute l'armée comptant 5 à 6,000 hommes aurait été détruite, le 44e régiment jusqu'au dernier soldat; soixante femmes d'officiers seraient au pouvoir des Afghans et le général Elphinstone serait tué.

10 *mars*. — Les lettres arrivées de l'Inde aujourd'hui confirment le massacre de l'armée entière à l'exception de 500 hommes qui ont été faits prisonniers avec le général Elphinstone. On pense que les femmes s'en tireront, la femme et les enfants du fils de Dost-Mohamed étant aux mains des Anglais.

1er *avril*. — Il paraît que le général Elphinstone, se fiant à la parole d'Akbar-Khan, qui lui avait promis un sauf-conduit pour Jellalabad, et pensant qu'il ne pourrait plus tenir longtemps à Kaboul, s'était mis en marche le 6 janvier. Ses troupes avaient été aussitôt attaquées. Elphinstone s'en était remis si entièrement à la loyauté d'Akbar-Khan, qu'il lui avait laissé régler la marche et les campements de ses troupes. S'il avait fait route aussi vite que possible, il aurait pu gagner Jellalabad comme sir Robert Sale l'avait fait peu auparavant avec des forces inférieures. Mais, affai-

1. L'expérience a montré que cette évaluation était fort inférieure à la réalité. (*Note de l'auteur.*)

bli par la maladie ou par l'âge, il n'a pas été à la hauteur des circonstances qui demandaient un homme d'une énergie exceptionnelle. Il a été malheureux dans sa carrière. C'est le seul officier anglais qui ait été fait prisonnier à Waterloo. Appelé par Napoléon pendant la bataille pour lui donner des renseignements sur nos forces et nos ressources, il avait fort honorablement refusé de le faire; sur quoi l'empereur, furieux, l'avait insulté en présence de tout l'état-major. Sale s'est conduit comme un héros. Lorsqu'il a été sommé d'évacuer Jellalabad, il a répondu que, quoiqu'il y risquât plus que quiconque, puisqu'il avait sa femme et sa fille, madame Sturt, au pouvoir des Afghans, il tiendrait à Jellalabad jusqu'à ce qu'un ordre du conseil lui prescrivît de se rendre.

12 *avril.* — Nous sommes partis à huit heures pour le palais. Les quadrilles avaient une entrée particulière et étaient conduits dans des salons réservés. Le nôtre, celui de la duchesse de Cambridge, s'est réuni dans une grande pièce du rez-de-chaussée. Nous avons été introduits par nos hérauts respectifs et nous avons traversé processionnellement la salle du trône, où nous avons été reçus par la reine sur son trône, entourée de sa cour toute en costumes du temps d'Edouard III. La plupart des costumes étaient magnifiques et tous les arrangements très heureux. J'avais lady Craven pour partenaire.

14 *avril.* — Dîné chez lady Stanley. Réunion très agréable : les Clamviliam, les Mahon, les Saint-Aulaire — M. de Saint-Aulaire est ambassadeur de France — les Canning, Brünnow, ambassadeur de Russie, lord Aberdeen, M. Everett, ministre d'Amérique. Celui-ci, avant d'avoir été présenté, m'a demandé combien je donnais à mes domestiques pour leur bière et a paru trouver que c'était trop. Il portait un habit vert, couleur peu en usage à Londres pour un dîner.

24 *avril.*— Bal travesti à Stafford-House avec les mêmes costumes que chez la reine.

30 *avril.* — Un nommé Francis a tiré sur la reine ce matin comme elle rentrait au palais.

6 *juin*.— Le courrier de l'Inde nous apprend que la garnison de Ghuznee a dû capituler faute d'eau. Les Afghans avaient promis de la conduire saine et sauve à Kaboul, mais, comme on n'en a pas entendu parler depuis, il est à craindre qu'elle n'ait été massacrée comme l'armée de Kaboul. L'effet de cette nouvelle a été atténué par l'annonce du succès du colonel Polloch qui a forcé la passe de Khyber défendue par des forces supérieures. Apprenant qu'il arrivait au secours de Jellalabad, Sale a fait avec toute sa garnison une sortie contre l'armée assiégeante et, après un brillant combat qui a duré une journée entière, a complètement battu les Afghans. On espère donc que le colonel Polloch est parvenu à faire sa jonction avec sir Robert Sale. On blâme beaucoup le colonel Palmer d'avoir rendu Ghuznee et le gouverneur général, lord Ellenborough, va le faire traduire devant la cour martiale ainsi que lord Elphinstone.

16 *juin*.[1] — Le duc d'Orléans est mort. Ses chevaux s'étant emportés, il a sauté hors de la voiture et a été tué sur le coup. Que résultera-t-il de ce triste événement? Sans doute une autre révolution à la mort du roi et la restauration du duc de Bordeaux. La France ne supportera jamais une longue régence comme le sera celle-ci, le roi ayant soixante-neuf ans et le comte de Paris quatre ans seulement. Cela donne aussi des chances aux républicains. Le duc a été porté dans une boutique voisine où sont arrivés le roi, la reine et la famille royale, et il est mort dans leurs bras sans avoir recouvré ses sens un moment. Son corps a été porté à Neuilly et placé dans la chapelle, toute la famille royale suivant le cortège à pied. Il n'avait que trente-deux ans et était très beau, intelligent, aimable, et aimé de tous ceux qui le connaissaient. L'armée le pleure amèrement. La pauvre duchesse d'Orléans a appris la nouvelle à Plombières par le télégraphe, et est partie pour Paris au milieu de la nuit. A quelques relais de Plombières, elle a rencontré un aide de camp du duc qui venait au-

1. Erreur de l'auteur. La mort du duc d'Orléans est du 13 juillet. (*Note du traducteur.*)

devant d'elle et a deviné la vérité. Elle a dit : « J'étais trop fière de lui, Dieu me l'a pris pour m'en punir. » Il était certainement la fleur de la famille. L'autopsie a montré qu'il aurait vécu jusqu'à un âge avancé. Les funérailles auront lieu à Notre-Dame.

28 *juin*. — Louis-Philippe a ouvert la session des chambres et, après avoir fait allusion à son malheur, a prononcé un discours pacifique sur les affaires étrangères, mais sa voix s'est brisée plusieurs fois pendant qu'il parlait.

6 *novembre*. — La paix avec la Chine est proclamée. Dans l'Inde, le général Nott a pris Ghuznee le 6 septembre, le général Polloch a battu Akbar-Khan et ses 16000 hommes le 13 et a occupé Kaboul le 16. La campagne de l'Afghanistan se trouve donc terminée et l'armée est rentrée dans l'Inde. Lord Ellenborough a fait une proclamation que critiquent fort les dévots. Sans doute elle n'est pas absolument judicieuse, mais je ne vois pas ce qu'elle a d'irréligieux et d'anti-chrétien. Il donne aux Indous les portes du temple de Sumnauth ; c'est un trophée militaire conquis sur un peuple païen et donné à un autre peuple païen. Il faut être décidé à épiloguer et à blâmer pour voir la chose à un autre point de vue. Lord Wellington, parlant sur ce sujet à la Chambre des lords, a dit que ce n'était à ses yeux autre chose qu'un chant de triomphe.

ANNÉE 1843.

6 *juin*. — On a fait courir le bruit que lord Stanley et sir James Graham avaient donné leur démission en raison d'une divergence de vues avec sir Robert Peel. La rumeur est fausse, bien qu'il y ait certainement de la désunion dans le sein du cabinet. Beaucoup de conservateurs trouvent que Peel abandonne ses amis pour s'attacher aux radicaux. Le comté de Carmarthen est agité par des troubles. Une bande de 4 à 500 individus, conduite par un homme habillé en femme, y commet beaucoup de déprédations. Personne ne peut reconnaître ces séditieux dont le visage

est noirci. On dit que la plupart des fermiers et même quelques gentilshommes campagnards sont de connivence avec eux.

2 *juin.* — On mande d'Espagne qu'Espartero a levé le siège de Séville après avoir bombardé et détruit la majeure partie des faubourgs et qu'il a battu en retraite sur Cadix où *le Malabar* est mis à sa disposition. Français et Anglais ont reçu l'ordre de faciliter sa fuite, car, s'il tombe entre les mains de ses adversaires, républicains, *cristinos* ou carlistes, il sera mis à mort sans merci. — 24 *juin.* — Espartero est arrivé à Woolwich avec sa femme et sa fille. Il a été fort bien reçu par les autorités et a exprimé sa reconnaissance des égards avec lesquels il a été traité sur *le Malabar*. — 2 *août.* — Le maréchal Sébastiani est allé à Eu pour y rencontrer la reine. Il n'est donc plus douteux qu'elle ait l'intention de rendre visite à Louis-Philippe. Je crois que depuis Henry VIII c'est la première fois qu'un souverain régnant d'Angleterre va en France. — 17 *octobre.* — On dit qu'O'Connell et six autres Irlandais ont été arrêtés pour sédition. C'est une sage mesure qui consolidera le gouvernement auquel on reproche depuis quelque temps de manquer d'énergie.

17 *novembre.* — Le voyage du duc de Bordeaux commence à prendre une couleur politique. Il reconnaît qu'il vient en Angleterre pour y voir les amis qui sont encore attachés à sa personne et à sa fortune et dit que, bien qu'il ne veuille pas jeter le désordre en France, on le trouvera toujours prêt si l'on a besoin de lui. Il dit : « Je suis allé à Rome pour voir le midi de la France, je viens en Angleterre pour en voir le nord ». — 19 *novembre.* — Le duc de Guiche est venu nous voir [1]. Il nous a dit que le duc de Bordeaux doit arriver à Londres le 25 et qu'il a loué une maison à Belgrave-Square; il fait venir son cuisinier et se propose de donner à dîner et de recevoir deux ou trois fois par semaine. Lord Shrewsbury l'a reçu magnifiquement à Alton-Towers; il y a eu toujours quatre-

1. C'est lui qui en 1870, devenu duc de Gramont, a été ministre des affaires étrangères de Napoléon III. (*Note de l'auteur.*)

vingts personnes au château, chacune ne restant que deux jours. Comme ami personnel du duc de Bordeaux, le duc de Guiche y est demeuré tout le temps de la visite. Cela a dû être fort ennuyeux, car, chaque fois que le prince sortait ou rentrait, on tirait le canon.

12 *décembre*. — Le gouvernement espagnol est en plein désarroi. La jeune reine a déclaré que son premier ministre Olozaga l'a contrainte par la force à signer une dissolution des Cortès. Elle a raconté qu'il avait d'abord essayé de la persuader; mais que comme elle avait refusé, alléguant qu'elle ne serait pas assez ingrate pour dissoudre une assemblée qui venait précisément de la déclarer majeure, il avait eu recours à la menace et au langage le plus violent pour la terrifier. Elle avait alors tenté de s'enfuir par une porte qui menait à ses appartements, mais il l'avait devancée, avait fermé la porte à clef, l'avait fait rasseoir et lui avait fait signer le papier de force en lui tenant la main. Après le départ du ministre, elle a écrit sa déclaration qui a été communiquée aux Cortès. Olozaga nie absolument, disant que c'est un mensonge de la reine et que l'histoire n'a pas le moindre fondement; il ajoute, avec une grande apparence de raison, que, s'il s'était rendu coupable d'une telle conduite, il n'aurait pu s'en aller tranquillement à travers tout le palais rempli de gardes qui l'auraient arrêté au moindre signe de la reine. En attendant, il est dépouillé de son portefeuille et de son siège aux Cortès.

ANNÉE 1844.

2 *juin*. — L'empereur de Russie Nicolas est arrivé hier à l'improviste et est descendu chez son ambassadeur, le comte Brünnow. Le roi de Saxe est arrivé le même jour à Buckingham-Palace. — 8 *juin*. — Nous sommes allés à un déjeuner donné par le duc de Devonshire à Chiswick. Il faisait très beau et le spectacle était charmant. L'empereur de Russie s'y trouvait avec sa suite. C'est un homme superbe avec des traits remarquablement beaux, mais por-

tant plus que son âge à cause de sa forte corpulence et de sa calvitie. Il est blond de cheveux et de moustache, avec une légère déviation dans le regard. Ses manières sont nobles et courtoises et rappellent celles de George IV, mais avec plus de dignité et moins de dandysme. On pense qu'il a été amené par quelque affaire politique importante. Sir Robert Peel et lord Stanley étaient là, ainsi que lord Palmerston et tout le corps diplomatique. Pendant le déjeuner, l'empereur a causé principalement avec le duc de Wellington.—22 *juin.* — Soirée chez lady Palmerston. Il y avait un nouveau lion, un Indien, *nizam* de je ne sais quel endroit. Il est énormément grand et gras et toutes les femmes se pressaient autour de lui et le dévisageaient sans le moindre souci du décorum. Je n'ai pu m'empêcher de penser qu'il a dû en concevoir une opinion singulière des Anglaises; surtout avec ses idées asiatiques sur les femmes, il aura trouvé les nôtres singulièrement effrontées.

28 *juin.* — Nous quittons Chillingham pour les Highlands d'Ecosse où j'ai loué pour la saison de chasse le château de Cameron de Lochiel à Achnacarry. Nous y allons par Edimbourg et Glascow. — 1er *août.* — La maison est très agréable et le pays est superbe. Le lac Lochy est à un mille de distance et le lac Arkaig plus près encore. Celui-ci a quinze milles de long et deux milles dans sa plus grande largeur. Il est entouré de montagnes dont les moins élevées sont couvertes de bois de pins et de bouleaux. Les plus hautes sont tapissées de fougères, de bruyères et parsemées de blocs de granit; on y voit beaucoup de coqs de bruyère. Achnacarry est situé dans une vallée profonde entre ces deux lacs, sillonnée d'une belle rivière qui forme une cascade sous nos fenêtres. A quelque distance se trouvent des forêts séculaires où la bruyère pousse des tiges tellement robustes qu'on peut s'en servir en manière de canne et où le fourré est si épais qu'on y perd le cerf qu'on a tué comme on perd une perdrix dans un champ de betteraves. Cet ensemble de montagnes, d'eau et de bois constitue les paysages les plus délicieux. Dans cette vallée se trouve une grotte où s'est caché Charles-Edouard après sa défaite à

Culloden en 1746. Les traditions concernant ses aventures et sa fuite sont encore toutes fraîches dans la mémoire des Highlanders, car la rébellion ne remonte qu'à un siècle. Nous louons d'excellents poneys avec des guides très intelligents pour cinq shillings par semaine et la nourriture; si la mode de venir dans ce pays prend de l'extension, les prix augmenteront certainement. — 31 *août*. — Une partie de mon monde a fait l'ascension du Ben Nevis qui dure douze heures. Le plus grand inconvénient de ce beau pays est l'humidité du climat; on dit qu'il y pleut 220 jours par an et cela nous paraît malheureusement être exact.

2 *septembre*. — Les Français ont occupé Mogador. Lord Aberdeen insiste pour qu'ils l'évacuent immédiatement et l'on fait des préparatifs militaires dans tous les arsenaux. Lord Canning, sous-secrétaire d'Etat au Foreign-Office, m'avait écrit après le bombardement de Tanger que, pendant plusieurs jours, la guerre avec la France avait été imminente. L'occupation de Mogador va encore compliquer la situation, car il est bien plus grave de s'emparer d'une place que d'en détruire une. — 12 *septembre*. — On dit que les dangers de guerre sont écartés. Le prince de Joinville est rappelé à Neuilly et Louis-Philippe va venir rendre visite à la reine. Celle-ci s'embarquera ensuite pour l'Ecosse et vivra très retirée à Blair Athol pendant qu'on construit son château de Balmoral. — 22 *septembre*. — Les journaux sont pleins de récits de la visite de Louis-Philippe à Windsor. Il a été accueilli avec beaucoup de cordialité, non seulement par la reine, mais par la population. Les officiers de la flotte française ont été reçus avec enthousiasme à Portsmouth. Les nôtres leur ont offert un bal et un dîner. On a porté une quantité de toasts et on a échangé force hâbleries; les Français ont été servis selon leur goût; je pense que cela les aura mis en belle humeur. La reine a donné la Jarretière à Louis-Philippe.

7 *novembre*. — *Londres*. — Dîné chez les Canning avec M. Gladstone. Nous étions curieux de le voir, car on en parle comme d'un homme d'avenir. Nous avons été fort

désappointés quant à son extérieur ; il a l'air d'un prêtre catholique, mais il est fort agréable.

ANNÉE 1845.

19 *janvier*. — *Heron-Court*.— Edward Stanley, le petit-fils de lord Derby[1], est venu nous voir et nous avons beaucoup parlé politique le soir. Il discute avec beaucoup de finesse et de sang-froid et possède un grand fonds d'instruction pour un jeune homme de dix-neuf ans. Je serais fort étonné s'il ne se distinguait pas quelque jour. Il est dans des opinions assez avancées. — 10 *avril*. — La reine a perdu ses clefs qui sont tombées de sa poche pendant qu'elle se promenait à cheval. Comme celles des portefeuilles ministériels s'y trouvaient, les bureaux sont consternés à la pensée qu'il faudra faire changer toutes les serrures. Le jour où elles ont été perdues, je passais par King's Road et j'y ai rencontré le colonel Arbuthnot, marchant lentement au milieu de la chaussée, les yeux fixés à terre. Derrière lui venait un corps de police et de gardes du parc regardant aussi par terre. C'était tout à fait ridicule et naturellement on s'amusait à donner de fausses indications et à envoyer à la poursuite de gens qu'on prétendait avoir trouvé ce trésor perdu. — 11 *avril*. — Dîné avec Brünnow et le duc de Broglie.

Avril. — Je reviens du château de Ham sur la Somme, où j'avais été voir le prince Louis-Napoléon qui y est prisonnier depuis 1840. Au début de janvier dernier, il m'avait envoyé, à Londres, M. Ornano pour me prier de l'aller voir au sujet d'une affaire de la plus grande importance pour lui. J'en avais été empêché alors et ayant obtenu non sans peine de M. Guizot une permission pour voir le prince, je suis parti pour Ham le 20 avril. Je l'ai trouvé peu changé par ses cinq années de captivité et très heureux de voir un vieil ami arrivant du monde extérieur et de Londres. Je n'avais qu'une demi-journée à donner à

1. Le comte de Derby actuel.

cette entrevue. Il m'avoua que, sans avoir rien perdu de sa confiance et de son courage, il était las de sa prison d'où il ne voyait aucune possibilité de s'évader, sachant que le gouvernement lui en fournissait des occasions afin qu'on pût tirer sur lui pendant sa fuite. Il me dit qu'une députation était venue de l'Equateur pour lui offrir la présidence de cette république si Louis-Philippe voulait le mettre en liberté, auquel cas il donnerait sa parole de ne jamais revenir en Europe. Il m'avait donc fait venir comme ami et partisan de sir Robert Peel, notre premier ministre, pour me prier de faire intercéder pour lui auprès de Louis-Philippe, promettant toutes les garanties possibles de sa bonne foi. Il avait la tête pleine d'un plan pour le percement d'un canal dans le Nicaragua qui donnerait de grands avantages au commerce britannique. Comme précédent d'une intervention officielle anglaise, il me cita celle de lord Grey en faveur du prince de Polignac en 1830. Je promis au prince de faire de mon mieux, mais j'ajoutai que lord Aberdeen, qui était aux affaires étrangères, n'avait rien de romanesque dans le caractère.

A cette époque le prince Louis était fort occupé à écrire une histoire de l'artillerie et il passa une heure à me faire expliquer le sens de plusieurs mots techniques anglais qu'il voulait traduire. Il me fit le récit complet de son échec de Boulogne dont la cause unique était, selon lui, la maladie subite de l'officier de garde qui devait lui livrer le camp. La plupart des soldats avaient été gagnés et le prestige de son nom était universel dans l'armée française. Il m'assura que les lanciers qui l'avaient escorté à Ham lui avaient donné des marques de sympathie tout le long de la route. Puis il me dit : « Vous voyez ce factionnaire sous mes fenêtres. Je ne sais pas s'il est à moi ou non ; s'il l'est, il croisera les bras sur un signe que je vais faire. » Il alla à la fenêtre et caressa sa moustache ; mais il n'eut de réponse qu'après que le factionnaire eut été relevé trois fois. Le troisième soldat répondit en effet en croisant les bras sur son fusil. Le prince me dit alors : « Vous voyez que je ne connais pas mes partisans, pas plus qu'ils

ne me connaissent. Ma force est dans un nom immortel et pas dans autre chose. Mais j'ai attendu assez longtemps et je ne puis plus endurer la prison. » Il me dit aussi que le comte Montholon et le docteur Conneau, ainsi que son valet de chambre Thelin, étaient ses compagnons de captivité. Au bout de trois heures je le quittai et je partis pour Londres, très frappé de sa calme résolution ou plutôt de sa philosophie, mais ayant peu de confiance dans son renoncement au trône de France. Il est peu d'hommes qui, ainsi isolés et presque oubliés dans une misérable prison, auraient conservé la force de leur intelligence par des études et des travaux incessants comme l'a fait Louis-Bonaparte pendant cinq ans dans la forteresse de Ham.

Le lendemain de mon arrivée à Londres, je vis sir Robert Peel et lui rendis compte de mon entrevue avec le prince et de mon message pour lui. Il parut y prendre de l'intérêt et ne se montra pas hostile à l'idée d'intervenir en faveur du prince auprès du gouvernement français ; mais il me dit qu'il ne pouvait faire autrement que de consulter lord Aberdeen. Le soir il m'écrivit que lord Aberdeen ne voulait pas en entendre parler. Qui sait l'influence que la décision du noble lord aura sur l'histoire ?

6 *juin*. — Bal poudré au palais. Mon costume consistait en un habit de velours bleu foncé galonné d'or, gilet en tissu d'or, culottes courtes de satin rose, perruque poudrée. Il y avait autour du palais Saint-James une foule immense qui paraissait très gaie et très satisfaite de ce que nous tenions les glaces baissées pour nous laisser voir. Le menuet a été très bien dansé, par la reine surtout. — 19 *août*. — Il n'est question dans les journaux que du manque de récolte de pommes de terre dans toute l'Angleterre et l'Irlande. Cela sera fort triste pour les pauvres cet hiver. Le blé est aussi fort cher, autre malheur dont les ennemis de la loi sur les céréales se feront sans doute une arme pour demander une nouvelle réduction du tarif de douane. — Les Français ont subi deux échecs en Algérie. Dans le premier, un corps de 450 hommes a été taillé en pièces par les Arabes d'Abd-el-Kader ; dix seulement ont échappé. Dans le se-

cond 200 hommes et cinq officiers ont mis bas les armes. — 3 *novembre*. — Il n'est bruit dans Londres aujourd'hui que de l'enlèvement de lady Adela Villiers par le capitaine Ibbotson. La pauvre lady Jersey est fort affligée. Lord Stuart de Rothesay est mort. Il avait été le bras droit de Vellington pendant les guerres de la Péninsule comme commissaire auprès des juntes espagnoles sur lesquelles il exerçait une grande influence dont il se servait fort habilement. Il avait ensuite été ambassadeur à Paris.

11 *décembre*. — *Heron-Court*. — Mon frère est arrivé apportant la nouvelle de la démission de sir Robert Peel. On ne connaît pas encore la cause de cet événement aussi extraordinaire qu'imprévu, mais on pense qu'il a rapport à la loi sur les céréales. — 13 *décembre*. — Sir Robert Peel a engagé la reine à faire appeler lord John Russell, ce qu'a fait Sa Majesté. Il était entré au ministère quatre ans auparavant comme défenseur des intérêts agricoles; il avait positivement déclaré il y a six mois qu'il ne voterait pas la suppression des droits sur les blés, pensant que l'avantage qu'en retirerait la population ouvrière serait trop chèrement acheté par le mal qui en résulterait pour la population agricole. Et maintenant, non seulement il propose la suppression totale de ces droits et rend son portefeuille parce qu'il n'est pas d'accord là-dessus avec la majorité du cabinet, mais encore il conseille à la reine de confier la formation du nouveau ministère à lord John Russell, ce qui jette le pays entre les mains des radicaux, car il n'y a pas de gouvernement modéré possible avec Russell, Grey et Morpeth. — 15 *décembre*. — La réponse définitive de lord John Russel sera connue demain. On dit que Peel, ayant proposé la suppression complète des droits, a été combattu par tout le cabinet, excepté lord Aberdeen, sir James Graham et M. Sidney Herbert. Peel s'attendait à ce que la reine fît plus de difficultés pour accepter sa démission car, lorsqu'il est allé à Osborne avec ses collègues, il a dit à l'inspecteur du chemin de fer de lui préparer un train spécial pour le lendemain parce qu'il ne reviendrait probablement pas avec les autres ministres. Mais l'événement a

trompé son attente. — 21 *décembre*. — Lord John Russell a abandonné la mission de former un cabinet, parce que lord Palmerston veut absolument être aux affaires étrangères, ce qui déplairait à Louis-Philippe. Il y a une grande divergence d'opinions parmi les whigs sur la question des blés, les uns voulant la suppression totale, d'autres l'abaissement des tarifs. Bref la reine a fait rappeler sir Robert Peel. — 25 *décembre*. — Peel et tous ses collègues, excepté lord Stanley, ont repris leur portefeuille.

ANNÉE 1846.

12 *janvier*. — Canning ne pense pas que le ministère puisse tenir et il doit être bien informé, étant sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — 22 *janvier*. — La reine a ouvert la session en personne. Sir Robert Peel a donné des explications sur la dissolution et la reconstitution du ministère dans un long discours moitié menaçant, moitié apologétique. Il a été éloquent, mais sa cause est bien mauvaise et sa position pitoyable. Il a été accueilli par le profond silence de son parti, tandis que l'opposition l'a applaudi à plusieurs reprises, ce dont il a dû être très mortifié. Disraeli s'est levé ensuite; il a attaqué Peel avec beaucoup d'adresse et d'âpreté et a lancé des sarcasmes que les deux côtés de la Chambre ont salués par des rires et des applaudissements. L'adresse a passé sans opposition dans les deux Chambres. Le duc de Richmond et moi avons parlé en faveur de la protection et nous avons tous deux été applaudis, ce qui est peu commun à la Chambre des lords. — 27 *janvier*. — Lady Stanley m'a dit que son mari ne s'était retiré qu'à cause des opinions de sir Robert Peel sur la loi des céréales. Peel a déposé son bill ce matin. Il propose une réduction graduelle des droits pour trois années au bout desquelles ils seront entièrement abolis. Il abaisse aussi de moitié les tarifs industriels. Mais cette soi-disant compensation n'est pas sérieuse, car dans trois ans les manufacturiers seront encore protégés et les agriculteurs ne le seront plus du tout,

17 *février*. — Mauvaises nouvelles de l'armée française en Algérie. Abd-el-Kader harcèle sans cesse les troupes d'une façon qui rend inutiles leur bravoure et leur science militaire. Son système consiste en des attaques suivies de retraites immédiates; les habitants étant de connivence avec lui, les Français sont toujours surpris et il disparaît aussi soudainement qu'il a paru sans qu'ils aient le temps de se défendre. De plus il y a beaucoup de maladies dans l'armée. On dit que le duc d'Aumale va aller en prendre le commandement et que des renforts seront envoyés.

18 *février*. — Lord Stanley se déclare contre le bill de Peel et pour une dissolution. On dit que Peel est souffrant et qu'on lui a posé trois fois des ventouses. Il ne parle que de famine et ne pense pas à autre chose. — 19 *février*. — J'ai vu lord Stanley qui, bien que décidément opposé à Peel, ne veut pourtant pas encore se mettre à la tête du parti agricole, ce qu'il fera certainement plus tard. Bien qu'il appuie le bill, le duc de Wellington lui est hostile au fond et il a dit à Stanley qu'il ne soutenait Peel que par égards pour la reine et pour le repos du pays. Il déplore profondément que Peel ait pris cette mesure, dont le résultat a été de désunir un grand parti et qu'il appartenait à Stanley d'en rallier les débris, sa propre carrière à lui tirant à sa fin. Il a dit à lord Beaumont : « C'est un diable de gâchis; mais il faut songer au pays et à la reine. » Il ne dit pas un mot pour défendre Peel et reste assis sur le banc du gouvernement, son chapeau tiré sur sa figure [1], paraissant absolument indifférent à toutes les attaques dont le cabinet est l'objet.

24 *février*. — On nous annonce de l'Inde une grande victoire remportée sur les Sikhs qui avaient envahi nos possessions. La bataille a duré du 18 au 22; ce jour-là nous avons emporté d'assaut leur camp défendu par cent pièces de canon. Nos pertes sont terribles. Sir Robert Sale est tué ainsi que le général Mac Gaskell; 150 officiers et 3000 soldats, dont un millier d'Anglais, sont tués ou blessés. Beau-

1. Les membres du Parlement anglais siègent le chapeau sur la tête. (*Note du trad.*)

coup ont péri dans le camp qui était miné et a sauté comme nous y entrions. Nous n'étions que 20000 contre 60000 et n'avions que 50 pièces de canon. Nos troupes ont montré la bravoure la plus héroïque. Sir Henry Hardinge, le vice-roi, a pris part aux combats comme volontaire sous les ordres de sir Henry Gough. L'armée avait fait 150 milles en six jours avant de livrer bataille et 30 milles le jour même du premier engagement. Les hommes étaient épuisés de fatigue et mourants de soif lorsqu'ils ont été attaqués par des troupes toutes fraîches qu'ils ont repoussées, non sans éprouver de grandes pertes. Ils ont bivouaqué sur le champ de bataille où ils se sont retranchés, craignant une nouvelle attaque. Mais, ayant été renforcés par deux régiments, ils ont eux-mêmes attaqué le camp des Sikhs et se sont battus une partie de la nuit et toute la journée du lendemain. Les Sikhs se sont de nouveau avancés avec 30000 hommes de troupes fraîches et une nombreuse artillerie. N'ayant pas un canon à leur opposer, nous nous attendions à être taillés en pièces, lorsqu'ils ont battu en retraite de la façon la plus inexplicable et, depuis lors, on n'en a plus entendu parler.

9 *mars*. — A une réunion de pairs tenue chez le duc de Richmond, il a été décidé de choisir Stanley pour le *leader* du parti agricole et de ne rien faire sans le consulter. Lord Eglinton et moi, qui avons été désignés pour l'assister, sommes allés l'informer le jour même à la Chambre de ce qui avait été résolu. Il a paru très flatté de la confiance que nous mettons en lui. — 15 *mars*. — Hier, chez lady Palmerston, Sidney Herbert est venu à moi fort surexcité pour me dire qu'en abandonnant Peel je ne me conduisais pas en galant homme, que le parti protectionniste n'était qu'une réunion de sots, que lord Stanley était le plus sot de tous et que Peel était ravi d'en être débarrassé; bref, il m'a dit les choses les plus désagréables. S'il n'avait pas été en proie à une telle fureur je n'aurais probablement pas pu me contenir, mais il y avait dans sa provocation quelque chose de si ridicule que je suis resté maître de moi-même. Et pourtant il est généralement connu pour être très réservé dans

son langage. Nous nous sommes rencontrés de nouveau le même soir auprès de la table à thé et M. Herbert avait recouvré sa bonne humeur. Il est venu me voir ce matin, en partie pour s'excuser de sa conduite extravagante, en partie pour savoir si lord Stanley a réellement accepté la direction de notre parti. Ceci montre la violence de la passion politique en ce moment, Sidney Herbert et moi ayant toujours été unis par une amitié fraternelle.

18 *avril.* — On a tiré sur Louis-Philippe pendant qu'il se promenait en voiture dans la forêt de Fontainebleau. Personne n'a été blessé. L'armée anglaise est entrée à Lahore le 20 février et a occupé la citadelle.

11 *mai.* — Le bill des céréales a passé hier en troisième lecture et les ministres ont eu 98 voix de majorité. Pourtant la position de Peel ne s'est pas améliorée et le sentiment général est qu'il se retirera bientôt.

16 *mai.* — Peel dit qu'il ne peut plus y tenir. Dans la discussion d'hier, Disraeli l'a attaqué avec une extrême violence aux applaudissements, non seulement des protectionnistes, mais de ses propres amis qui ont bien voté pour lui mais sont fort mécontents qu'il se soit mis dans un tel gâchis et les y ait entraînés avec lui. On ne peut rien imaginer de plus violent que l'esprit de parti en ce moment : *peelites* et protectionnistes semblent avoir perdu tout empire sur eux-mêmes. — 23 *mai.* — Dans une grande réunion chez lord Lansdowne, les pairs whigs se sont engagés à appuyer le bill. Nous serons donc complètement battus. Nous avions espéré qu'ils soutiendraient notre amendement ; mais ils ont été influencés par les lords Clarendon, John Russell et Minto. Beau coup de whigs m'ont dit être contrariés de cette décision. — 25 *mai.* — La discussion a commencé aujourd'hui. Lord Stanley a prononcé un discours extraordinairement éloquent et dont l'effet sur tous les partis a été considérable.

27 *mai.* — Comme je revenais du club, mon cheval a été arrêté par quelqu'un que je n'ai pas reconnu d'abord et qui n'était autre que le prince Louis-Napoléon que j'avais laissé prisonnier à Ham un an auparavant. Il s'était évadé,

venait de débarquer en Angleterre et se rendait à l'hôtel de Brunswick. Le même jour je dînais chez le duc de Beaufort et, comme on se mettait à table, j'aperçus en face de moi Louis de Noailles, un des attachés de l'ambassade de France. — « L'avez-vous vu ? », lui dis-je. — « Qui cela? » demanda-t-il. — « Louis Napoléon. Il vient de s'évader et est arrivé à Londres. » Noailles laissa aussitôt la dame qu'il avait à son bras et s'en alla précipitamment pour courir à l'ambassade où l'on ne savait pas encore la nouvelle. Je n'ai jamais vu personne de plus troublé.

25 *juin*. — Le bill des céréales a passé aujourd'hui à la Chambre des lords ; lord Stanley a rédigé une protestation que signeront tous les pairs protectionnistes. Mais, aux Communes, le gouvernement a été battu par 73 voix sur le bill de coercition. — 26 *juin*. — Il y a eu ce matin un conseil de cabinet après lequel sir Robert Peel est allé à Osborne, sans doute pour porter à la reine sa démission. — 27 *juin*. — Dîner fort ennuyeux chez lord Lansdowne avec les Beaufort, les Clarendon, lord de Grey et le duc de Richmond ; chacun était préoccupé de politique sans pouvoir en parler, les opinions étant mélangées. — 29 *juin*. — Le dîner des Lansdowne a fait grande sensation à cause de sa composition mixte et on l'appelle « le dîner de coalition », ce qui est absurde. Peel a annoncé aux Communes qu'il quittait le pouvoir et qu'il était décidé à appuyer lord John Russell dans toutes les mesures libre-échangistes. Ceci ramènera au parti protectionniste beaucoup de *peelites*. Peel a énormément flatté Cobden, disant que le nom qui irait à la postérité ne serait ni celui de Peel, ni celui de Russell, mais celui de Richard Cobden. Il a été escorté chez lui par une centaine d'individus qui l'acclamaient aussi bruyamment que le leur permettait leur petit nombre.

21 *août*. — Intéressantes nouvelles d'Espagne. Le mariage de la reine avec le duc de Cadix est décidé, en dépit de son aversion pour lui, et celui de sa sœur avec le duc de Montpensier aura lieu en même temps. C'est un coup fort adroit de Louis-Philippe, car il est certain que la reine, même toute question de santé mise à part, n'aura pas d'enfants

et sa sœur sera l'héritière du trône. Le gouvernement anglais est fort mécontent, particulièrement lord Palmerston qui a été pris par surprise et MM. Bulwer et de Bresson, les ambassadeurs anglais et français à Madrid, sont dans les termes les plus froids. Pour compliquer encore la situation, le comte de Montemolin, fils de don Carlos, Cabrera et d'autres chefs carlistes se sont évadés et tout le pays est en ébullition à cause de l'alliance française qui est détestée. Si je connais Palmerston, il ne pardonnera jamais à Louis-Philippe le tour que celui-ci lui a joué et il le lui fera payer quelque jour.

7 *octobre*. — Nous sommes partis pour Douvres avec mon beau-frère lord Ossulston, nous dirigeant vers Ostende et Liège où la locomotive a été enlevée et le train est descendu par le plan incliné le plus rapide que j'aie jamais vu. De là nous sommes allés à Cologne où nous avons pris le bateau à vapeur pour remonter le Rhin. Le roi de Prusse emploie 400 ouvriers à la cathédrale de Cologne qui sera terminée dans dix-sept ans, si l'argent et la pierre ne font pas défaut. — 12 *octobre*. — Visité le château de Drachenfels dont les ruines très pittoresques sont déshonorées par des centaines de noms anglais griffonnés sur les murailles. C'est une manie particulière à notre nation. — 15 *octobre*. — Arrivés à Heidelberg. La route qui longe le Neckar est fort belle. Le magnifique château a été détruit à l'intérieur par le feu ; mais l'extérieur est à peu près intact, sauf quelques parties que les Français ont fait sauter pendant la guerre de Sept-Ans. — 16 *octobre*. — Nous sommes arrivés en chemin de fer à Fribourg où nous avons rencontré les Canning. On dit que la cathédrale est la plus belle de l'Europe après celle de Burgos. Elle n'est pas plus vaste que celle de Salisbury, mais lui est très supérieure par la richesse de l'architecture. Les vitraux sont admirables. — 21 *octobre*. — Nous sommes arrivés à Insprück par Constance. Je n'ai jamais rien vu d'aussi affreux que les femmes de ce pays. Elles ont toutes l'air vieux et portent des chapeaux d'homme, ce qui fait facilement prendre le change sur leur sexe. Je pense que c'est la mauvaise nourriture et

les rudes labeurs qui les rendent si peu avenantes. Elles ont des mâchoires énormes, de grandes bouches, de petits yeux et des pieds gigantesques. Il y a à Insprück un fort beau musée pour l'entretien duquel chaque habitant paie 10 florins par an. On y conserve une miniature de Hofer, le fameux patriote qui a combattu les Français en 1796, ainsi que ses habits et son épée, objets de vénération pour les Tyroliens. Le gardien nous a montré une lettre de lord Bathurst aux Tyroliens pendant la grande guerre, leur annonçant, au nom du gouvernement anglais, un subside de 30,000 livres sterling pour les aider à résister à l'invasion française. En lisant la lettre, je reconnus que, bien que signée « Bathurst, » elle était de la main de mon père, alors sous-secrétaire d'Etat au Foreign-Office. Nous en avons demandé une copie et le conservateur nous a dit que, la plupart des Anglais qui visitaient le musée en demandant une, il en avait toujours de prêtes.

23 *octobre*. — Nous avons rencontré le convoi funèbre d'un officier du corps tyrolien suivi par une foule considérable. En tête du cortège, marchaient de nombreux porteurs de cierges, puis venait le prêtre en grand costume, puis le cercueil recouvert d'un drap funéraire jaune bordé de noir ; derrière le cercueil quatre hommes portant des lanternes en haut de longues perches ; puis la musique militaire jouant ses airs d'opéra les plus gais ; enfin la foule. En même temps que la musique jouait, la grosse cloche de l'église, dont la sonorité mélodieuse et profonde est la plus belle que j'aie jamais entendue, sonnait lentement son glas. L'effet de ce mélange était singulier et très saisissant. — 26 *octobre*. — Il tombait un peu de neige quand nous sommes partis et, au premier relais, elle était si épaisse que nous avons cru ne pouvoir poursuivre notre route ; elle montait au-dessus des essieux et le chemin était perdu. Nous étions fort anxieux, lorsqu'est arrivé un chasse-neige traîné par vingt chevaux qui nous a frayé un chemin jusqu'à Landau à travers la tourmente. La poste suivante a été aussi mauvaise, la neige montant au-dessus des parapets qu'elle cachait, ce qui rendait la route fort dange-

reuse aux tournants. Mais les chevaux de ce pays sont si bien dressés qu'ils se tirent des plus mauvais pas.

27 *octobre.* — Nous arrivons à Venise. Depuis quinze ans que je n'y étais venu, la ville s'est enrichie de l'éclairage au gaz et du chemin de fer, ce qui ne la gâte pas. — 13 *octobre.* — Je suis allé à Saint-Marc voir officier le patriarche de Venise. Il semble ne prendre part à la cérémonie que pour s'habiller et se déshabiller. La musique est bonne, mais pas extraordinaire. — 3 *novembre.* — Je me confirme dans l'opinion que *l'Assomption* et la *Présentation de la Vierge* sont les deux plus beaux tableaux du Titien, surtout le second. L'Académie possède aussi le dernier ouvrage du Titien qu'il a peint dans sa quatre-vingt-dix neuvième année et qui se ressent des effets de l'âge. — 20 *novembre.* — *Florence.* Les journaux annoncent l'occupation de Cracovie par les Autrichiens. De concert avec la Russie et la Prusse, ils ont déclaré que la république de Cracovie n'existait plus et en ont annexé le territoire à l'empire d'Autriche. Cela a été fait sans l'assentiment de l'Angleterre et de la France, conséquence de la froideur qui règne entre les puissances, car si l'entente cordiale existait encore, jamais on n'aurait osé se permettre pareille chose.

28 *novembre.* — *Arezzo.* — Les villes que nous avons traversées portent la marque d'une grande antiquité et sont fort curieuses. L'aspect du pays et de la population est si particulier et si éloigné de la civilisation qu'on se croirait à mille lieues de Florence. On nous a montré dans l'église d'Arezzo le squelette d'un homme qui avait été muré vif. Les os sont encore recouverts d'une sorte de parchemin et les traits sont conservés. On voit que le malheureux a lutté pour s'échapper de sa prison. — 30 *novembre.* — Nous arrivons à Rome à trois heures avec une idée très défavorable du climat, car il a plu sans désemparer depuis notre départ de Florence. — 10 *décembre.* — La plus grande partie de Rome est inondée. Sur le *Corso* il y a quatre à cinq pieds d'eau ; un homme s'y noyait lorsqu'il a été sauvé par le prince Borghèse qui passait en bateau portant du pain aux pauvres gens prisonniers dans leurs maisons. C'est

la plus forte inondation qu'il y ait eu depuis 1805. Elle était prévue depuis plusieurs jours en sorte que les habitants des quartiers exposés auraient eu tout le temps de déménager, mais ils n'auraient eu garde, le gouvernement les indemnisant toujours de leurs pertes. — 21 *décembre*. — Nous sommes allés à la réception du cardinal Marini, dont la nièce, la princesse Lancellotti, faisait les honneurs. Comme il est très impopulaire, on nous avait dit que nous serions lapidés ; mais il n'en a rien été. Nous y avons rencontré beaucoup d'Anglais et d'Américains, mais peu de dames romaines à cause des bruits d'émeute qui couraient. Celles qui étaient venues étaient couvertes de diamants magnifiques, mais n'étaient point belles.

ANNÉE 1847.

1er *janvier*. — Nous sommes allés voir la *signora* Gagiotti, surnommée la Corinne de Rome. Elle est âgée de vingt-trois ans, fort belle, parle parfaitement l'anglais et trois autres langues, est bonne musicienne, joue de la harpe et du piano, chante fort bien et écrit des vers pour lesquels elle a été couronnée au Capitole l'an dernier. Elle peint aussi le portrait mieux que bien des artistes. — 4 *janvier*. — Nous sommes allés visiter la collection Campana avec lord Walpole qui s'entend fort bien à l'art étrusque. Il nous a expliqué comment on en distingue les quatre époques. Les vases de la première se reconnaissent à la barbarie des dessins qui représentent des animaux chimériques peints sur un fond clair. Les plus anciens sont tout à fait noirs sans aucune figure. La seconde période représente des types de style égyptien noirs ou noirs et blancs sur fond rouge. Dans la troisième période, où l'art arrive à son point culminant, les figures sont d'un beau dessin grec rouge sur fond noir représentant des sujets de l'Iliade ou de l'Odyssée. Les productions de la quatrième période sont en décadence. Je suis allé au palais Strada voir la célèbre statue de Pompée au pied de laquelle César a été assassiné ; c'est à

mon sens le plus intéressant des monuments historiques de Rome.

11 *janvier*. — Quitté Rome pour Naples et couché à Cisterno. La population y est misérable. Les miasmes des Marais-Pontins venant jusqu'ici, presque tout le monde y a la fièvre. Mon courrier prétend que l'infusion de bourgeons de noyer est un remède plus efficace que la quinine. — 19 *janvier*. — Nous sommes partis à sept heures du matin pour Pœstum et rentrés à six heures du soir. Nous avons déjeuné dans le temple de Neptune, monument magnifique et des plus intéressants ; mais le plaisir qu'on trouve à le visiter est gâté par les importunités d'une nuée de mendiants dont il est impossible de se débarrasser. — 24 *janvier*. — Très belle éruption du Vésuve pendant trois jours. — 26 *janvier*. — Nous avons quitté Naples pour coucher à Castellamare et, de là, aller à Sorrente. Nous avons vu les fortifications de cette ville qui a défié les efforts des Français au premier siècle et nous avons visité une manufacture de bois incrusté. — 27 *janvier*. — Je suis allé voir la cathédrale de Ravello où se trouvent de vieilles mosaïques fort belles. On vient d'y faire la curieuse découverte d'un manuscrit qui indique le lieu où ont été déposés dans l'église les ossements de l'apôtre saint André. On les a exhumés, on a placé le crâne dans une boîte d'or et on célébrait dans la crypte un service en l'honneur du saint au moment où nous y sommes descendus. — 3 *février*. — Nous sommes allés au bal chez le roi ; les appartements étaient très bien éclairés. Dans la salle où l'on dansait se trouvaient cinq énormes lustres de cristal pendus trop bas par rapport à l'énorme hauteur de l'appartement.

5 *février*. — Nous avons quitté Naples pour Rome avec les Shelburne, les Canning, les Herbert de Muckross, la comtesse et mademoiselle de Flahault, M. de Latour-Maubourg et Ossulston. Nous avons loué un balcon sur le Corso pour voir les folies du carnaval. Nous avons une grande boîte pleine de *confetti* ; il y en a, je crois, à peu près 1200 livres. — 9 *février*. — La bataille s'est ralentie aujourd'hui. Il passait beaucoup de jolies *contadines* dans de très riches cos-

tumes et on les épargnait; mais tous les autres passants étaient criblés de *confetti*. — 13 *février*. — C'est aujourd'hui le grand jour du carnaval et nous sommes tous partis à deux heures pour le *Corso*. Nous avions loué une grande voiture assez élevée sur roues pour nous mettre hors de la portée des voleurs lesquels constituent la presque totalité de la population romaine. Il faisait beau, mais très froid. Nous avons jeté et reçu une grande quantité de bonbons et de bouquets; mais, excepté de quelques voitures anglaises et américaines, on ne nous a pas jeté de *confetti*. Nous sommes revenus sur notre balcon pour voir courir des chevaux qu'ils appellent des *barberi*. Les Canning nous ont donné un souper après lequel quelques-uns d'entre nous sont allés au bal masqué du théâtre Apollo qui était fort amusant. Nous sommes sortis plusieurs fois de nos loges en changeant de domino à chaque fois. Beaucoup de gens sont entrés dans notre loge, tous très convenables et sans rien dire de désobligeant. Nous sommes rentrés très fatigués à quatre heures et demie du matin. — 15 *février*. — Il a beaucoup plu aujourd'hui. Des voitures ont circulé avec des Romaines en costume, mais toutes grelottantes, leurs riches vêtements trempés et ruisselants. La plupart d'entre elles avaient la tête découverte et leurs robes étant décolletées avec des manches courtes, elles ont dû terriblement souffrir du froid — 16 *février*. — Pas de *confetti* aujourd'hui, mais pluie de bouquets et de bonbons. Le soir nous avons allumé nos *moccoletti* et nous avons eu une grande bataille pendant une demi-heure. Une foule immense circulait avec des bougies allumées en faisant un tapage assourdissant. A huit heures nous sommes retournés au bal masqué du théâtre. — 24 *février*. — Nous quittons Rome bien heureux d'y avoir trouvé d'aussi aimables et spirituels amis que les Canning et les Shelburne. C'est un plaisir de visiter les merveilles de Rome en pareille compagnie.

2 *mars*. — Nous avons laissé Rome couvert de neige et il a neigé pendant tout notre voyage à Foligno. Durant les plus rudes hivers d'Angleterre je n'ai jamais autant souffert du froid. — 4 *mars*. — Nous nous sommes arrêtés

à Spello pour visiter la cathédrale de San-Lorenzo. Nous sommes dans la patrie de Raphaël, Pérugin, Pinturrichio, Spagna dont les œuvres sont représentées ici par de très beaux morceaux. A San-Lorenzo se trouvent un splendide tableau du Pinturrichio au-dessus de l'autel et un autre de Spagna à l'extrémité opposée. Mais les moines nous ont dissuadés de les aller voir et nous avons su depuis que c'était à cause de la présence dans l'église d'un cadavre exposé à visage découvert et à côté duquel il nous aurait fallu passer. De Spello nous sommes allés à Assise où nous avons visité l'église Saint-François qui renferme de belles peintures de Giotto. L'église supérieure est de style gothique avec des vitraux et les murailles sont décorées à fresque par Cimabue et ses élèves. Dans l'église inférieure se trouve un curieux portrait de saint François peint en 1230 et attribué à Giunta de Pise. De là nous sommes allés à Pérouse situé sur une hauteur où le froid était si vif que nous n'avons pas eu le courage de sortir de la maison. — 5 *mars*. — Le temps s'étant amélioré, nous avons visité la ville et nous avons vu de bons tableaux de l'école ombrienne. Nous avons entendu dire hier que le chevalier Penna a vendu un tableau de sa collection à un étranger pour 750 *scudi* il y a trois ans, un beau portrait de femme par Raphaël et je suis convaincu, d'après certaines particularités, que c'est celui que nous venons de voir à Rome chez le baron Kessner. Il avait cru s'apercevoir que le visage avait été repeint; mais, jugeant de la beauté du tableau par ses autres parties, il n'avait pas hésité à faire enlever ces repeints et avait ainsi mis à découvert le ravissant visage que l'on voit actuellement. La neige est revenue et le froid est si intense que la campagne en souffrira certainement. La grande richesse de ce pays est l'olivier qui est fort délicat et j'en ai vu le long de la route qui paraissaient brûlés par la gelée.

12 *mars*. — Nous sommes arrivés à Florence le 7 et à Lucques le 12. Nous avons vu une belle galerie de tableaux au palais Manzi, entre autres une délicieuse madone de Francia. Il y a aussi une bonne collection de tableaux hol-

landais avec les attributions les plus fantaisistes. — 13 *mars*. — Nous avons gagné la Spezzia. J'ai trouvé les prix des marbres de Carrare fort augmentés depuis seize ans ; la cheminée que j'avais achetée 20 livres sterling alors, en coûte maintenant 60. — 15 *mars*. — J'ai acheté au marquis de Brignole, à Gênes, un très beau portrait du Titien par Sébastien del Piombo ; c'est un épais panneau de bois de cyprès, de forme circulaire, portant par derrière gravée au fer chaud une inscription avec les noms de ces deux grands hommes et la date : 1548. — 22 *mars*. — Après avoir visité toutes les galeries de Gênes, nous partons pour Nice par la Corniche avec haltes à Savone et San Remo. — 26 *mars*. — En passant à Cannes, nous avons vu la villa de lord Brougham. C'est une maison blanche d'apparence bourgeoise, séparée de la mer par la grande route avec une façon de petit jardin autour. La petite auberge de *la Poste* qui était inhabitable il y a quinze ans est devenue confortable et propre. — 29 *mars*. — Nous avons gagné Avignon et, sur la route de Lyon, nous avons rencontré une quantité de voitures chargées de grains allant vers le nord de la France où règne la famine ; le pain y coûte vingt sous la livre. — 4 *avril*. — *Paris*. — Nous apprenons la mort de l'oncle de ma femme, Jules de Polignac. — 5 *avril*. — Nous sommes allés voir les tableaux que le maréchal Soult a rapportés d'Espagne. Il y en a plusieurs de Murillo, tous fort beaux, particulièrement une *Assomption* ; d'autres de Zurbaran sont également très bons. M. de Portalis a aussi une galerie de valeur, contenant des Titien, des Giorgione, *la Mort de Richelieu*, de Paul Delaroche et un Greuze ravissant. — 11 *avril*. — Nous arrivons à Londres.

18 *avril*. — La reine d'Espagne a renvoyé son ministère, congédié sa maison et s'est réconciliée avec son mari. Elle a abandonné le parti français pour le parti anglais à la grande satisfaction de ses sujets qui l'acclament partout. Elle sort tous les jours en voiture avec son mari, sans gardes. Les Français prétendent que sa conduite est détestable et qu'elle a pour amant le général Serrano. Mais cela ne l'empêche pas d'être populaire, dont en-

ragent les Français, car ils ne peuvent se dissimuler qu'elle le doit à l'abandon de l'alliance française. Le duc de Broglie est nommé ambassadeur à Londres en remplacement de M. de Saint-Aulaire. — 24 *avril*. — Grand dîner politique chez lord Stanley. On a raconté que lady Normanby, notre ambassadrice à Paris, qui parle fort imparfaitement le français, voulant expliquer à M. Guizot que la brouille de la France avec l'Angleterre était arrivée par méprise, lui a dit « par mépris », *lapsus* vraiment malencontreux.

18 *juin*. —La motion de lord Stanley blâmant le gouvernement au sujet de son intervention en Portugal n'a pas abouti par la faute des lords Ellenborough et Brougham qui n'ont pas voulu parler pour l'appuyer. Il en est résulté que le vote a eu lieu beaucoup plus tôt qu'on ne s'y attendait, au moment où la plupart de nos amis et lord Stanley lui-même étaient à dîner ; aussi avons-nous été battus par vingt voix. — La flotte anglaise s'est emparée des vaisseaux portugais et a fait 2000 prisonniers qui ont été enfermés dans la citadelle de Lisbonne. Cet exploit est le résultat d'une surprise, car la lettre de l'amiral à la junte, la prévenant que ses vaisseaux seraient pris s'ils mettaient à la voile, n'est parvenue qu'après la capture faite et ayant neuf jours de date. Ceci mettra sans doute fin à la guerre civile, mais c'est une fourberie indigne de l'Angleterre.

23 *août*. — *Achnacarry*. — Nous avons lu avec stupeur dans les journaux le récit du meurtre de la duchesse de Praslin. Il paraît qu'une femme de chambre a été réveillée entre quatre et cinq heures du matin par la sonnette de la duchesse. Elle a trouvé la porte de la chambre de sa maîtresse fermée en dedans, a prêté l'oreille et a entendu à l'intérieur un faible gémissement. Elle a donné l'alarme aux autres domestiques qui ont enfoncé la porte et ont trouvé la duchesse gisant dans une mare de sang avec plusieurs blessures profondes dans la gorge. Elle est morte peu d'instants après, sans avoir proféré une parole ni repris connaissance. La police a reconnu qu'aucun vol n'avait été commis et attribue le crime à une vengeance ; on

soupçonne qu'une gouvernante renvoyée récemment et qu'on dit être la maîtresse du duc en a été l'instigatrice. Tous les gens de la maison ont été arrêtés et on a appelé par le télégraphe le maréchal Sébastiani, père de la duchesse, qui était en Corse. — 24 *août*. — Une lettre de lady Tankerville nous apprend que le duc de Praslin a été arrêté. On a aussi voulu arrêter la gouvernante, mais elle n'était pas chez elle ; on a saisi tous ses papiers. On poursuit l'enquête avec beaucoup d'activité et il faut qu'il y ait contre le duc de bien fortes présomptions pour qu'on l'ait arrêté. Il paraît que, dès le début, les domestiques l'ont accusé, ce qui semble indiquer l'existence de circonstances inconnues du public et de nature à justifier ces soupçons. La malheureuse femme paraît avoir lutté énergiquement avec son meurtrier, car sa main était pleine de cheveux et il y en avait des poignées répandues sur le parquet ; les meubles étaient bouleversés. On n'a pu découvrir aucune trace d'effraction et, la porte étant fermée en dedans, l'assassin n'aurait pu s'échapper que par une porte de communication avec les appartements du duc.

25 *août*. — Il n'y a plus de doute sur la culpabilité du duc. Un domestique prétend l'avoir vu ouvrir la fenêtre de la chambre de la duchesse après que l'alarme a été donnée et la refermer précipitamment en l'apercevant. Un autre dit que, lorsqu'il est allé appeler le duc, il l'a trouvé tout habillé, fait singulier à cette heure matinale. On a trouvé aussi de l'eau teintée de sang dans son cabinet de toilette et des taches de sang sur sa robe de chambre. Les magistrats qui l'interrogeaient, remarquant qu'il portait des gants, les lui ont fait ôter et ont découvert sur ses mains des traces d'égratignures et de morsures. A partir de ce moment il avait été gardé à vue, un pair ne pouvant être arrêté sans l'autorisation de la Chambre. La gouvernante, mademoiselle Luzy, a été aussi arrêtée et mise au secret. Elle proteste hautement de son innocence, non seulement quant au meurtre, mais aussi quant au fait de relations intimes avec le duc. Mais les apparences sont contre elle, le duc ayant été la voir dès son arrivée à Pa-

ris, la veille du meurtre, ce qui avait amené une querelle entre lui et la duchesse. Ils s'étaient retirés chacun dans ses appartements et on n'avait plus rien entendu jusqu'au coup de sonnette. La pauvre duchesse doit s'être terriblement débattue, car elle n'avait pas moins de sept blessures. On a trouvé dans la chambre du duc un pistolet taché de sang.

31 *août*. — Le duc de Praslin est mort le 24 empoisonné par l'arsenic. Les médecins, qui étaient les trois plus habiles de Paris, l'ont traité pour l'empoisonnement par le laudanum, ce qui semble indiquer qu'ils avaient l'ordre de ne pas le sauver, sans doute pour éviter le scandale d'une exécution, sa culpabilité n'étant plus douteuse. On dit qu'il a confessé son crime à un prêtre, mais qu'autrement il n'a jamais manifesté ni remords, ni chagrin. Les messagers envoyés au maréchal Sébastiani ne l'ont trouvé qu'à Vevey et lui ont appris le crime sans oser lui dire le nom de l'assassin que son médecin seul lui a révélé. Il est profondément affligé, mais on n'a pas de craintes pour sa santé. — 6 *septembre*. — Il paraît démontré par l'enquête que la duchesse de Praslin aurait pu être sauvée si ses domestiques avaient montré du courage et de la présence d'esprit. Ils l'ont entendue crier longtemps avant de se décider à se lever et alors même, trouvant la porte fermée, ils n'ont pas osé l'enfoncer pendant la nuit, en sorte que le duc a eu tout le temps de rentrer chez lui, de brûler son linge, de changer de vêtements et de cacher son poignard. Il est retourné dans la chambre de sa femme quand il a entendu les domestiques venir à l'aide, prétendant avoir aussi été attiré par les cris de la malheureuse. Le rapport des médecins sur la mort du duc décèle ou une grossière ignorance ou un aveuglement volontaire. Il paraîtrait qu'après avoir soupçonné un empoisonnement, ils avaient diagnostiqué un cas de choléra, puis s'étaient allés coucher tranquillement sans rien prescrire. On voulait évidemment qu'il mourût.

Lord Canning à Lord Malmesbury.

Madrid. — 21 *octobre* 1847. — Mon cher Malmesbury, je vous avais promis une lettre et je vous l'ai fait attendre. Mais il est déjà si difficile ici de comprendre la moitié de ce qu'on voit, qu'il est plus difficile encore de le faire comprendre à quelqu'un tout imprégné encore de l'innocence des champs.

Je suis arrivé à point pour tous les événements, renvoi de Salamanca, rappel de Narvaez, bal à la cour, combat de taureaux, *etc.* Que n'êtes-vous venu? Le voyage n'est rien. Parti de Grosvenor-Square lundi, j'ai passé un jour à Paris (quelle bisque j'ai mangée aux *Trois Frères*!), un jour à Bayonne et j'étais ici le lundi suivant . . . . . .

De tous les brusques changements dont ce pays est coutumier, il n'en est pas de plus brusque que celui qui vient d'avoir lieu et qui s'est passé d'ailleurs fort tranquillement. Salamanca est un libéral, mais avant tout un spéculateur qui ne songe qu'à s'enrichir. On le dit déjà possesseur d'une fortune colossale et il fait en ce moment bâtir deux maisons immenses, l'une pour sa femme et l'autre pour sa maîtresse. Narvaez est un soldat hardi et sans scrupule, doué d'une grande énergie (la plus rare des qualités ici), dévoré d'ambition et aussi fort préoccupé de faire sa fortune aux dépens du pays, ce que tout ministre espagnol peut faire en plus ou moins de temps, selon qu'il est plus ou moins scrupuleux. Serrano, que l'on appelle par un euphémisme décent l'*influence*, passe pour être honnête, mais faible; il est sous la domination d'une vieille mère cupide et d'un médecin homéopathe, Nuñez, prêtre apostat et carliste. Voilà les principaux auteurs. Il y a quelque temps, Serrano a senti décroître son empire sur la reine. Sa mère et le docteur, subornés par Narvaez, lui ont persuadé de tenter un dernier effort pour faire renvoyer Salamanca, faire appeler Narvaez et, après avoir mis la reine dans les mains d'un ministre que les Cortès, nommés sous son influence, suivront comme un seul homme, de se retirer avec dignité dans quelque bon gouvernement pour éviter d'être supplanté à la face de la cour par un nouvel heureux. Cela a été fait et a réussi. Serrano a reçu de la reine un domaine en Estramadure et a été nommé capitaine-général de Grenade; le médecin homéopathe est récompensé par le grand cordon de Charles III et Salamanca a, dit-on, réalisé quinze mille livres sterling dans un gigantesque coup de bourse. Voilà les grandes lignes de la comédie, sans parler d'une foule d'intrigues subalternes qu'il serait impossible de rendre intelligibles.

Pour le moment Serrano n'a pas de successeur apparent. Narvaez n'est pas en bons termes avec la reine-mère; la reine ne l'aime point et, comme elle n'a pas la moindre notion du régime parlementaire, il est fort possible qu'à la première difficulté elle

le renvoie. Et je suis convaincu que cela sera ainsi tant que le ministre et l'*influence* ne seront pas un seul et même individu (comme cela arrivait avec Catherine et Élisabeth). Si Serrano avait tant soit peu de tête et de cœur, il comprendrait cela et se ferait ministre en titre.

D'ailleurs nous n'aurons pas à attendre longtemps le successeur de Serrano. Avant-hier, un chanteur de l'Opéra, rentrant chez lui à six heures du matin, a été enlevé par la police qui l'attendait avec une voiture pour l'emmener à Valence, le motif de cette mesure étant qu'il avait passé la nuit au palais. L'heure à laquelle il en est sorti ne prouve rien cependant, car la reine fait de la nuit le jour, reçoit ses ministres après l'Opéra, soupe à quatre ou cinq heures et ne va pas se coucher avant le matin. Mais cet homme n'étant pas son maître à chanter, Narvaez aura sans doute jugé qu'il n'avait point affaire au palais à cette heure et l'a expédié.

La reine est beaucoup mieux que je ne croyais, plutôt grande, pas trop grasse, avec des manières très nobles quand elle parle tranquillement, mais des gestes de virago. Je n'ai pas vu le roi, bien que Narvaez vienne de le ramener au palais, action pour laquelle les journaux français et je pense aussi les journaux anglais lui décerneront un brevet de haute moralité. Mais c'est une chose d'amener un cheval au bord de l'eau et un autre de l'y faire boire, surtout s'il se trouve être hydrophobe. Ne croyez pas un mot d'une réconciliation.

La cour est tout à fait royale, le palais magnifique et le train grandiose. Les hallebardiers du palais, qui l'ont si vaillamment défendu en 1841, ont une tenue aussi pittoresque que les gardes suisses du pape: longues guêtres noires montant à mi-cuisse, habits bleus à larges basques avec retroussis rouges, vestes longues et chapeau à trois cornes, tout à fait les anciens mousquetaires français. Quant aux peintures, ne sont-elles pas décrites dans le livre de Ford? Par parenthèse, je suis désenchanté de Ford. C'est un livre charmant pour lire à loisir au coin du feu; mais toutes ses citations et ses dissertations tirées de longueur sont parfaitement irritantes lorsqu'on est en quête d'un renseignement. Sérieusement, je ne crois pas que les galeries de Rome et de Florence réunies (et celle d'Héron-Court par-dessus le marché) puissent former un ensemble comparable à celui du Musée royal. Il y a aussi de bonnes collections particulières dont une, celle du conservateur du Musée, où l'on peut acheter ce que l'on veut; mais je n'y ai rien trouvé de très tentant qu'un Van Dyck dont on demande mille livres sterling et un Rubens trop grand pour ma galerie . . . . . .

Je n'ai encore fait qu'une excursion. Je suis allé à Ségovie, éloigné de Madrid de cinquante milles, en traversant les montagnes et visitant l'Escurial et la Granja sur mon chemin. Il n'y a pas de service de poste, aussi ai-je dû louer une petite voiture avec un attelage de quatre énormes mules noires harnachées de rouge et

de jaune avec des glands, un équipage imposant. La Granja est fort intéressante et la route de montagne très belle avec de vieux sapins décrépits poussant dans les crevasses du granit. Mais l'aspect général de la campagne aux environs de Madrid est peu agréable. C'est une vaste plaine ondulée, nue, déserte, stérile et désolée et l'on se demande d'où sortent les gens qui en grattent la terre. Et cependant les fermiers espagnols paient leurs rentes ponctuellement et sont toujours en quête de terres à louer. . . . .

. . . . . .

Je pense que vous êtes curieux d'être renseigné sur la moralité de ce pays. Ce sera bientôt dit. Si à l'Opéra, à la cour ou ailleurs vous demandez qui est telle ou telle femme, on vous répond invariablement : « C'est la fille de celui-ci, la femme de celui-là et M. un tel est son amant. » Je n'ai trouvé d'exception que pour la femme de Satomayor qui a du sang anglo-saxon dans les veines ; mais cela ne durera pas. Certainement, si on publiait à Madrid comme à Londres une liste de la pairie, on mettrait le nom du sigisbé à côté de la devise de la famille. La fidélité est d'ailleurs beaucoup plus rigoureuse dans ce genre d'union que dans l'autre et les femmes qui y manquent font mal parler d'elles. On continue même à se piquer de constance alors que depuis longtemps l'âge a empâté les charmes de la *senora* et fait grisonner les cheveux du *caballero*.

Je vous en ai écrit plus long que je ne le voulais et que peut-être vous ne l'auriez voulu vous-même. Je serai en Angleterre peu après ma lettre à moins que le temps ne s'améliorant, (il pleut depuis huit jours) je ne sois tenté d'aller jusqu'à Tolède et Aranjuez. Rappelez-moi au souvenir de lady Malmesbury, *etc.* — Bien sincèrement à vous.

CANNING.

ANNÉE 1848.

9 *février*. — J'ai eu ce matin une lettre de mon frère m'annonçant que lord George Bentinck a décliné la direction du parti protectionniste à la chambre des Communes. Dans la réunion du parti, lord Stanley a fort éloquemment loué Bentinck et exprimé le regret qu'un malentendu l'ait amené à une détermination sur laquelle il espère le voir revenir. Il paraît que la faute en est à M. Beresford qui a fort maladroitement écrit à lord George pour lui dire que le parti était mécontent de sa direction, ajoutant, il est vrai, qu'il n'avait reçu aucun mandat pour

parler ainsi. Mais c'était assez pour que lord George, qui est très fier, se retirât immédiatement. — 10 *février*. — Lord Granby a été élu *leader* du parti protectionniste et une députation a été envoyée à lord George pour le remercier de ses services et lui exprimer les regrets que cause sa retraite. Mon frère me dit que Peel a annoncé sa résolution formelle de ne plus rentrer aux affaires. Quelque membre de son parti va donc se mettre en avant. Il est étonnant que l'on n'ait pas encore prononcé le nom de Disraeli. Mais qui que ce soit qui devienne *leader* par élection, c'est lui certainement qui en exercera virtuellement les fonctions. Il est certain que les conservateurs de la Chambre n'ont pas d'inclination pour lui. Ils sont intrigués par ses allures mystérieuses, effarouchés par ses façons étrangères et sont incapables d'apprécier les capacités exceptionnelles qu'il cache sous ce masque. — En Sicile, les troupes royales ont été battues. Les insurgés réclament la constitution de 1812. Le roi résiste encore, mais l'a accordée pour le royaume de Naples, où elle a été reçue avec acclamation. Nous avons à Palerme et à Messine deux navires de guerre anglais pour protéger nos nationaux, mais, sauf que le bombardement a été retardé de vingt-quatre heures, à la demande des consuls, il n'y a pas eu d'intervention.

13 *février*. — Le bill relevant les Juifs de leur incapacité politique a été adopté en seconde lecture par 73 voix de majorité aux Communes. Lord Granby a refusé la direction du parti protectionniste, ce qui le met en désarroi. Il vient de paraître un rescrit du pape engageant le clergé catholique à entrer dans une voie plus modérée, à ne pas se mêler de politique et condamnant la dénonciation et la violence. Naturellement le clergé irlandais a murmuré ; mais les catholiques anglais sont disposés à se soumettre. — 16 *février*. — Le roi de Naples a accordé la constitution de 1812 à ses sujets siciliens qui ne l'acceptent qu'à condition d'avoir un parlement à Palerme. Le roi n'a pas encore accédé à cette demande, mais il a édicté une amnistie pour les délits politiques et a retiré de Sicile ses troupes

qui sont arrivées en piteux état à Naples. Les cavaliers ont tué leurs chevaux au nombre de 800 avant de quitter Palerme. Le roi de Sardaigne a aussi promis à ses sujets une constitution sur le modèle de celle de la France; le pape et le duc de Toscane ont fait des promesses analogues à leurs peuples.

17 *février*. — Paris est en proie à une violente surexcitation à cause de l'interdiction du banquet réformiste. Une scène violente a eu lieu à la Chambre des députés et l'opposition persiste à maintenir le banquet qui est fixé au 20. Il y a eu aussi de grands troubles à Munich au sujet de Lola Montès. Le roi est affolé d'elle au point d'avoir congédié son premier ministre, le prince Wallenstein, qui l'engageait à la renvoyer. Il l'a remplacé par M. de Mauren qui a signé le décret conférant à la maîtresse du roi le titre de comtesse Landsfeldt.

C'est certainement cette femme qui, par ses déportements à Munich, a déchaîné la tempête révolutionnaire qui a soufflé en Europe pendant cette mémorable année de 1848. Le hasard m'avait fait faire connaissance avec elle dans un de mes voyages de Heron-Court à Londres. Le consul d'Espagne à Southampton m'avait confié une Espagnole qui venait de débarquer et se rendait à Londres. Dans le wagon il me présente à une très belle personne en grand deuil qui paraissait être dans une grande détresse. En route elle m'apprit spontanément qu'elle était la veuve de don Diego Léon, récemment fusillé par les carlistes, et que, se trouvant sans ressources, elle allait à Londres pour vendre différents objets lui appartenant et donner des leçons de chant. Quelque temps après, elle vint chez moi à une petite soirée musicale où elle chanta des chansons espagnoles; elle avait l'accent étranger et toute l'apparence d'être ce qu'elle prétendait. Plus tard elle fut engagée à l'Opéra comme danseuse; mais son talent était fort médiocre. Enfin on reconnut qu'elle était en réalité une madame James, d'origine irlandaise, qui avait épousé un officier aux Indes. Son engagement à l'Opéra fut rompu et elle se rendit à Munich. Elle était

d'un caractère très violent et, un jour, à une revue elle frappa de sa cravache un général bavarois. Le roi, absolument affolé par sa beauté et son esprit lui donna des sommes considérables et ce titre de comtesse Landsfeldt sous lequel elle vint dans la suite vivre en Angleterre.

18 *février*. — Je suis allé à Londres afin de voter pour l'amendement de lord Eglinton sur le bill des relations diplomatiques avec Rome; il y propose que l'Angleterre ne reçoive qu'un laïque comme envoyé de cette cour. — Il paraît que le roi de Sicile a trompé ses sujets et, au lieu de la constitution de 1812, leur a donné la constitution française dont ils ne veulent point. La Russie soutient dans sa politique italienne l'Autriche qui prétend empêcher le grand-duc de Toscane d'octroyer une constitution à ses sujets, menaçant d'intervenir par les armes si le peuple se mutine pour l'obtenir. — 19 *février*. — Lola Montès a été expulsée de Munich, le roi ayant enfin compris qu'une plus longue résistance à la volonté populaire mettrait sa couronne en péril, les troupes se refusant à marcher contre le peuple. Lorsqu'elle a eu quitté la ville, la populace s'est ruée dans sa maison et l'a pillée et saccagée. Le lendemain, elle est rentrée à Munich et a été arrêtée et emmenée de force heureusement pour elle, car si elle avait été reconnue, elle aurait été victime de la fureur populaire. Elle avait exaspéré tout le royaume contre elle par l'abus qu'elle faisait de son pouvoir sur le roi. Elle l'avait amené à changer ses ministres trois fois dans une seule année, sous prétexte qu'ils l'avaient offensée d'une façon ou d'une autre et elle gouvernait le pays de la manière la plus despotique. — 22 *février*. — Lord John Russell a déposé son rapport sur les finances et annoncé son intention d'élever à 5 0/0 l'impôt sur le revenu pour deux ans seulement, il est vrai, mais il est probable que ce sera pour toujours.

24 *février*. — Nouvelles alarmantes de Paris. Le roi a de nouveau interdit le banquet réformiste et défendu aux gardes nationaux de se montrer en uniforme dans les rues sans l'ordre de leurs chefs. Les députés de l'opposition ont recommandé le calme au peuple, disant qu'ils allaient

demander la mise en accusation du ministère. Mais on craint que le peuple perde patience et qu'il y ait effusion de sang. Des milliers de personnes se rassemblent dans les Champs-Elysées. Il y a à Paris cent mille hommes et beaucoup d'artillerie, que le gouvernement y avait appelés en prévision des troubles; mais il ne peut se fier à la garde nationale. — 25 *février*. — Les troubles à Paris ont pris un caractère formidable. Tout dépend maintenant de l'énergie du gouvernement, car le peuple paraît résolu à ne pas céder. Les troupes de ligne sont fidèles, excepté le 5e régiment qui, déjà en 1830, avait passé aux rebelles, mais les gardes nationaux se sont joints au peuple. Le 22 au soir la populace, ayant trouvé des armes et élevé des barricades, a attaqué la garde municipale mais sans succès. Elle a brûlé des dépôts d'omnibus et le corps de garde des Champs-Elysées. Les troupes bivouaquent sur les boulevards, sur les places publiques; les places du Carrousel et de la Concorde, les ponts et les Tuileries sont encombrés de troupes et il y a sur l'esplanade des Invalides quarante pièces de canon. Le rappel a été battu le mercredi 23, mais un dixième seulement de la garde nationale y a répondu. Les gardes municipaux au contraire se sont conduits vaillamment, sauf quelques-uns qui ont refusé de tirer sur le peuple. Le gouvernement manque de fermeté. Tous les ministres se sont retirés et M. Odilon Barrot a demandé la mise en accusation de M. Guizot. — 26 *février*. — L'insurrection gagne du terrain. On s'est beaucoup battu et une grande quantité de sang a été versé. Le chemin de fer a été coupé et les communications avec Paris sont interrompues. Si Louis-Philippe est renversé, c'est la république.

27 *février*. — Louis-Philippe a abdiqué le 24 en faveur de son petit-fils le comte de Paris et a aussitôt quitté les Tuileries pour Neuilly avec une escorte de dragons. La duchesse d'Orléans s'est rendue avec ses fils et le duc de Nemours à la Chambre des députés pour lui demander sa protection. La Chambre la lui a promise, mais a refusé de reconnaître les droits du comte de Paris et d'accepter la régence du duc de Nemours. Dès que la famille royale a

eu quitté les Tuileries, la foule s'y est précipitée et a tout détruit, excepté le trône qui a été promené par les rues comme un trophée. Un gouvernement provisoire a été constitué avec M. de Lamartine pour chef. La garde municipale a montré beaucoup de courage et de fidélité; mais n'ayant pas été soutenue, elle a été presque entièrement massacrée.

28 *février*.— Le duc de Nemours, avec un de ses enfants, le duc de Saxe-Cobourg Gotha et sa femme, la princesse Clémentine, sont arrivés hier soir à l'ambassade de France. La duchesse de Nemours et ses autres enfants sont encore en France et l'on ne sait rien d'eux ni des autres membres de la famille, sinon qu'ils sont arrivés sains et saufs à Dreux. Le roi n'avait que cinq francs dans sa poche, mais la reine avait heureusement emporté 1500 francs, que la famille royale s'est partagé. Le duc de Nemours paraît très abattu, accablé de fatigue et d'inquiétude. D'après ce que l'on sait des événements de jeudi dernier, il paraîtrait que MM. Thiers et Odilon Barrot sont les auteurs de la chute de Louis-Philippe. Ils s'étaient engagés à rétablir l'ordre si on commandait de cesser le feu et si on les prenait pour ministres. Jusque-là les troupes étaient demeurées fidèles; mais, indignées de ces ordres, qui leur semblaient dictés par la lâcheté, elles avaient fraternisé avec les insurgés. La nomination de M. Thiers n'a eu aucune action sur la rébellion. Le peuple a attaqué et pris le Palais-Royal avec une grande effusion de sang et le roi, averti qu'on marchait sur les Tuileries, a signé son abdication et est parti. La duchesse d'Orléans et ses enfants ont couru les plus grands dangers. La populace avait envahi la Chambre et braqué des fusils sur eux, mais les députés les ont entourés et sauvés; dans le tumulte, les deux enfants ont été séparés de leur mère qui a eu grand'peine à les retrouver. Notre gouvernement a déclaré aux Communes qu'il n'interviendrait en rien dans les affaires intérieures de la France, puis a annoncé qu'il renonçait à augmenter l'impôt sur le revenu. La duchesse de Montpensier est arrivée hier à l'ambassade de France. Elle a couru un grand danger à Abbeville, où elle avait été

reconnue, et elle a dû s'échapper par la porte de derrière d'une maison particulière. On ne sait rien du reste de la famille royale. Le gouvernement provisoire a proclamé la république. Un steamer du Havre est arrivé à Southampton encombré de passagers anglais; il en est resté une quantité au Havre où le gouvernement a envoyé plusieurs paquebots pour les recueillir.

1er *mars*. — Pas de nouvelles de Louis-Philippe et de la famille royale. Un vapeur sous le commandement du capitaine Smithett croise devant Dieppe et le Tréport pour les prendre à bord. On prétend que la duchesse d'Orléans et ses deux enfants, accompagnés par le général Lefèvre et M. Guizot seraient arrivés à Jersey dans un cotre. L'ordre est rétabli à Paris, mais pas encore en province où il n'est pas sans danger de voyager. Neuilly a été incendié et 150 individus qui se trouvaient dans les caves, ivres-morts, y ont été brûlés vifs. Les journaux d'aujourd'hui racontent comment Louis-Philippe a quitté les Tuileries; il est parti à pied au bras de la reine, entouré de gardes nationaux à cheval, qui l'ont escorté jusqu'à la place Louis XV; là tous deux sont montés dans une petite voiture à un cheval qui les a emmenés à fond de train. Ils sont arrivés le soir même à Dreux, y ont couché et ont loué une voiture pour continuer leur route.

2 *mars*. — On dit que le comte de Flahault, ambassadeur à Vienne, va être révoqué à cause d'une lettre à M. Guizot, tombée entre les mains du gouvernement provisoire, et dans laquelle il l'engage à se joindre à M. de Metternich pour demander au pape de livrer passage à une armée autrichienne qui irait secourir le roi de Naples. Le gouvernement français a offert l'ambassade de Londres à M. de Jarnac qui y est premier secrétaire, s'il voulait s'engager à servir fidèlement la République. Celui-ci a fort honorablement refusé et a demandé son remplacement immédiat. La duchesse de Nemours et le duc de Montpensier ont débarqué à Southampton. Le duc de Nemours ne s'est pas dérangé pour aller au-devant d'eux, sous prétexte qu'il ne pouvait quitter la duchesse de Montpensier, laquelle se

trouve chez madame Van de Weyer à l'ambassade de Belgique.

On sait enfin où sont Louis-Philippe et la reine. Lady Carrington est venue nous voir et nous a dit avoir rencontré le capitaine Smithett qui lui a donné des nouvelles. Il était arrivé à Dieppe après une affreuse traversée, et avait dû comparaître devant les autorités de la ville, qui soupçonnaient le motif de sa venue et l'ont interrogé soigneusement. Mais, pendant ce temps, il avait envoyé aux informations du côté de Tréport et, ayant reçu une dépêche d'un inconnu qui lui disait de partir pour la Belgique, il avait pensé que ce devait être le roi, avait rejoint son bord et était revenu en Angleterre. Le duc de Montebello a pu quitter le Havre grâce au courage du capitaine du steamer qui a refusé aux agents de police de les laisser visiter son bateau et, comme ils commençaient à menacer, leur a dit : « Je vous en préviens, si vous ne quittez pas mon bord sur l'heure, je démarre et vous emmène tous en Angleterre. » Sur quoi, voyant qu'on commençait la manœuvre, ils avaient décampé au plus vite.

Lorsque le duc de Nemours a fait la traversée pour venir à Douvres, il se tenait sur le pont, tandis que le duc et la duchesse de Saxe-Cobourg se trouvaient en bas, ignorant absolument sa présence. La duchesse disait précisément qu'elle serait bien heureuse de le savoir sauvé, car il était, de ses frères, celui qu'elle aimait le plus, lorsque quelqu'un lui apprit qu'il était à bord. Elle se précipita aussitôt sur le pont et, dans son empressement, se jeta dans les bras d'un monsieur qui accompagnait le prince et qui, ne la connaissant pas, la repoussa vivement. Il paraît que le prince a été fort contrarié, car il la savait à bord et ne s'était pas fait connaître à elle pour éviter une scène d'attendrissement. On se demande si les ducs de Nemours et de Montpensier n'auraient pas dû défendre la couronne en dépit des ordres du vieux roi. Les troupes sont restées au repos dans les rues, du mardi matin au mercredi soir, sans nourriture, ce qui a permis au peuple de les amener à fraterniser en leur apportant des vivres.

3 *mars*.— Le prince Louis Bonaparte est déjà revenu de Paris. Il m'a dit que M. de Lamartine, qui est à la tête du gouvernement provisoire, l'avait reçu avec beaucoup de courtoisie, lui disant que son grand nom pourrait faire naître une agitation qu'il était désirable d'éviter, et que, s'il voulait du bien à la France, il lui fallait la quitter sans délai. Le prince Louis est parti, et paraissait assez fier d'avoir été renvoyé.

3 *mars*. — Louis-Philippe est arrivé hier à Newhaven, mais à cause de la marée n'a pas pu débarquer avant minuit. Il est descendu avec la reine dans une méchante auberge dont la patronne a fait de son mieux pour les recevoir conformément à leur rang. Le roi et la reine ont été si touchés de ses efforts, qu'ils ont refusé les nombreuses offres qu'on leur a faites d'une hospitalité plus confortable, et ont résolu de rester chez elle en attendant la réponse de notre reine à une lettre qu'ils lui ont expédiée par un exprès.

Il paraît que le roi a passé la nuit à Dreux chez un fermier dont il était sûr et qui lui a procuré ainsi qu'à la reine des déguisements. Le roi a rasé ses favoris et ôté sa perruque et ils sont arrivés à Honfleur le samedi matin. Ils y sont descendus chez quelqu'un que connaît le roi et, à cause du mauvais état de la mer, n'ont pu s'embarquer que le jeudi. Le paquebot de Southampton l'*Express* avait été secrètement averti et croisait dans les eaux du Havre, où le bateau de pêche sur lequel le roi et la reine avaient pris passage, avec les généraux Dumas et de Rumigny, l'a rencontré sous vapeur. Les fugitifs y sont montés et sont arrivés en Angleterre le lendemain matin. En mettant le pied à terre, le roi s'est écrié : « Dieu soit loué, je suis sur le sol britannique ! » Ils sont arrivés à Londres aujourd'hui et repartis aussitôt pour Claremont. On leur a témoigné beaucoup de déférence, tout le monde se découvrant sur leur passage.

6 *mars*. — Il y a eu un grand rassemblement dans Trafalgar-Square pour soutenir la pétition de M. Cochrane contre l'impôt sur le revenu. On a pillé une boutique de boulanger et brisé les réverbères du palais. Les émeutiers

ont essayé de gagner les sentinelles en disant : « Donnons-nous la main, mes amis, et fraternisons comme l'ont fait les Français. » A quoi ils ont répondu en appelant la garde ; la foule s'est alors dispersée.

15 *mars*. — M. Ledru-Rollin a adressé aux départements une proclamation révolutionnaire. Il les engage à élire les républicains les plus violents. M. Carnot a envoyé aux maîtres d'école une circulaire leur recommandant d'enseigner à leurs élèves que les moins instruits et les moins expérimentés des citoyens font les meilleurs hommes d'Etat.

16 *mars*. — Madame de Bonneval, qui arrive de Paris, se dit complètement ruinée, et prétend que la détresse règne en France, et que la République n'y inspire pas le moindre enthousiasme.

17 *mars*. — La Banque de France a suspendu ses paiements. Cette mesure conseillée par M. Emile de Girardin dans *la Presse*, est déplorable, mais était inévitable, tant on s'était rué sur la Banque dans la journée du 16 ; la foule était telle qu'on lui faisait faire la queue comme à la porte des théâtres.

18 *mars*. — Lady Malmesbury a reçu de son oncle, le duc de Gramont, une lettre où il exprime une grande appréhension, craignant que les brigands qui infestent les rues ne se mettent à piller les maisons. Il n'y a pas d'autre défense que la garde nationale, et le gouvernement n'a pas le pouvoir de protéger qui que ce soit, en eût-il même la volonté. M. de Lamartine, en qui seul le parti modéré peut mettre sa confiance, n'a pas d'influence ni d'autorité. La population ouvrière a fait une démonstration à l'Hôtel de ville. On dit que 200,000 ouvriers sont pourvus d'armes et parfaitement en état de combattre la garde nationale et même de la battre. Les troupes de ligne ont été renvoyées de Paris, ce qui montre que le gouvernement se confie à la canaille. Il y a eu la discorde entre les membres du gouvernement relativement à un décret proposé par Ledru-Rollin. Se trouvant avoir le dessous, il a menacé d'ameuter la populace comme il l'avait déjà fait le 24 février contre la duchesse d'Orléans et le duc de Ne-

mours lorsqu'ils s'étaient rendus à la Chambre. A cette infâme menacé, Garnier-Pagès a bondi, a tiré un pistolet de sa poche et menacé Ledru-Rollin de lui brûler la cervelle s'il faisait un pas. Cependant le peuple ne paraît pas disposé pour le moment à verser le sang et un individu qui avait exposé un nouveau modèle de guillotine a été lapidé.

20 *mars*. — Il y a eu de grands troubles à Berlin. Les troupes ont tiré sur le peuple qui était conduit par les étudiants et il y a eu dix tués et une centaine de blessés. La princesse Esterhazy écrit qu'il y a eu à Vienne une insurrection fort alarmante, que la ville est aux mains de la populace qui a pillé et qui a battu les troupes. Le prince de Metternich a pris la fuite, ce qui a un peu calmé le peuple. Sa villa a été brûlée et sa belle collection de tableaux et de statues détruite. La Hongrie s'est déclarée indépendante avec un des archiducs pour roi. — 21 *mars*. — Nouvelles alarmantes d'Allemagne. Il y a encore eu du désordre à Berlin. Les troupes ont chargé la foule, ont eu le dessous et le roi s'est enfui à Postdam. On dit la république proclamée à Vienne, mais c'est douteux. — 22 *mars*. — Nouvelles émeutes à Berlin. Les troupes ont encore chargé le peuple et dix coups de canon ont été tirés, ce qui a calmé l'émeute. Vienne est tranquille et le peuple paraît satisfait des concessions de l'empereur. A Berlin, le roi accorde la liberté de la presse, convoque la Diète et publie un manifeste dans lequel il déclare son intention de se mettre à la tête du mouvement national en Allemagne. Le roi de Naples a aussi accédé à toutes les demandes que les Siciliens lui ont faites par l'intermédiaire de lord Minto. Il leur octroie un parlement élu au suffrage universel, dont pourra faire partie tout citoyen possédant dix livres sterling de revenu.

Paris continue à être tranquille et pourtant la panique augmente. On renvoie ses domestiques et on n'achète plus que l'indispensable. L'emprisonnement pour dettes est aboli, de sorte qu'on ne paie pas ce qu'on doit et il y a fort peu de numéraire dans la circulation. Le marquis de Hertford, qui veut revenir en Angleterre, n'a pas pu se

procurer l'argent nécessaire à son voyage et a dû écrire ici pour s'en faire envoyer. Le gouvernement a mis l'embargo sur son argenterie et ses meubles et a interdit à lui et à tout le monde d'emporter de Paris de gros bagages. La populace a arrêté et brûlé les voitures dans lesquelles lord Pembroke emportait son mobilier et en a détruit le contenu. M. Guizot dit que Paris va être affamé, les gens de la campagne ne voulant pas y apporter leur blé ni leurs bestiaux de peur de n'être pas payés. On paie avec du papier et beaucoup de marchands aiment mieux faire crédit que d'en prendre. Sébastiani a fait transformer en pièces de cinq francs mille livres d'argenterie.

29 *mars*. — Réunion à Devonshire-House. Le prince de Prusse s'y trouvait [1]. C'est un homme d'allures militaires avec une physionomie énergique, mais dure. Le comte de Montemolin, petit homme insignifiant, y était également. — 30 *mars*. — Le roi de Sardaigne a adressé aux populations lombardes et vénitiennes une proclamation, leur promettant de les aider à conquérir leurs libertés. Elle est datée du 23, jour où les Autrichiens ont évacué Milan et fait retraite sur Mantoue. Le maréchal Radetzky a opéré sa jonction derrière le Mincio avec les troupes venues d'Autriche. Les Piémontais ont aussitôt envahi le Milanais; Parme, Modène et Côme se sont soulevées et ont désarmé leurs garnisons autrichiennes. Venise, Trieste et toutes les possessions italiennes de l'Autriche sont en insurrection. Paris est tranquille; le peuple s'amuse à des manifestations pacifiques; les nourrices ont fait la leur, les repasseuses aussi et Lamartine a dit à celles-ci : « Repassez, mesdames. » — 31 *mars*. — Venise a proclamé la république et les Siciliens ont refusé la constitution garantie par l'Angleterre que leur offrait le roi de Naples ; ils veulent aussi la république.

5 *avril*. — L'agitation chartiste inspire de grandes inquiétudes. On s'attend à des troubles sérieux et toutes les troupes à proximité de Londres y ont été mandées, même celles de Windsor, qui y seront remplacées par la milice

1. L'empereur d'Allemagne actuel.

du comté de Buckingham. Les ponts de Londres sont défendus par de l'artillerie et tout dépend de la fidélité des troupes. On paraît n'en être pas sûr, non plus que de la police, mais j'ai confiance en elles. Le général lord de Ros dit que les troupes seront cachées dès quatre heures du matin dans la journée du 10 aux environs du théâtre du meeting auquel assisteront les officiers en habits bourgeois et qu'au premier signal on tirera sur la foule. — 9 *avril*. — L'inquiétude est générale. Le gouvernement a fait de grands préparatifs. Le duc de Wellington commande les troupes. Les ordres sont donnés pour que la police somme d'abord le meeting de se disperser ; en cas de résistance, les troupes paraîtront, le canon tirera à mitraille et grenades, la cavalerie chargera, enfin on est décidé à faire un exemple. L'Amirauté est fortement gardée ainsi que la Trésorerie et les Horse-Guards [1] ; il y a 800 hommes au palais avec de l'artillerie et des canonnières sur la Tamise. Les ministres se tiendront en permanence à Downing-House [2] et les deux chambres siégeront comme d'habitude.

10 *avril*. — Mes cinq gardes-chasse sont arrivés chez moi ce matin armés de leur fusil à deux coups et déterminés à en faire usage en cas de besoin. Beaucoup de maisons sont ainsi occupées par des hommes sûrs. Il y a aux Horse-Guards un bataillon de grenadiers de la garde outre la troupe ordinaire. La foule, était peu considérable et fort calme, paraissant simplement curieuse, et chacun allait tranquillement à ses affaires. Peu de police dans les rues. Au nombre des *constables* spéciaux postés à Trafalgar-Square se trouvait le prince Louis-Napoléon. La façon dont s'est terminé le meeting des chartistes les a couverts de ridicule. Un peu avant une heure M. Mayne, le chef de la police, arrive à cheval à Kennington-Common où se trouvaient réunis 15 à 20,000 chartistes. On ne voyait pas un soldat et seulement deux *policemen*. M. Mayne demande à parler à Feargus O'Connor. Celui-ci s'approche, pâle comme un

1. Quartier de la garde à cheval où se trouvent les bureaux de la guerre. (*Note du trad.*)

2. Résidence officielle du premier ministre. (*Note du trad.*)

linge, tremblant de la tête aux pieds et dit: — « Que faut-il faire ? Je suis prêt à suivre vos avis. » A quoi M. Mayne lui répond : — « Quelles sont vos intentions ? Persistez-vous à vouloir manifester en corps ? Nous avons l'ordre de vous en empêcher, tandis que nous avons celui de vous faciliter la présentation de votre pétition si vous vous comportez convenablement. » O'Connor, qui s'attendait sans doute à être arrêté, paraît fort soulagé et s'écrie d'un ton joyeux : — « Merci, monsieur Mayne, vous êtes mon meilleur ami. Donnez-moi votre main. » Puis, se tournant vers la foule : « Je vous ai toujours dit que vous n'étiez qu'un troupeau d'imbéciles. Ce n'est pas ainsi qu'il faut s'y prendre. Séparez-vous immédiatement et rentrez chez vous. » Ainsi s'est terminée cette ridicule exhibition qui avait causé de si vives alarmes et qui, sans les précautions extraordinaires prises par le gouvernement, sans la sagesse et le courage montrés par toutes les classes pour le maintien de l'ordre, aurait pu avoir de sérieuses conséquences.

M. Smith O'Brien a nié à la Chambre qu'il se fût rendu à Paris pour demander de l'assistance, affirmant qu'il était simplement allé fraterniser avec les Français; mais sir George Grey a donné lecture de sa lettre à Duffy, dans laquelle il disait que les Français étaient prêts à envoyer cinquante mille hommes en Irlande. O'Brien n'a pas trouvé un mot à répondre. Lorsqu'il a dit dans son discours : « On m'a qualifié de traître, », il a été interrompu par un tumulte et des cris si terribles et qui ont duré si longtemps que les spectateurs les plus indifférents en étaient bouleversés.

12 *avril*. — On a constaté que la pétition chartiste qui devait porter six millions de signatures, n'en réunissait pas deux millions. Et encore des pages entières de noms étaient-elles écrites de la même main sans parler de plaisanteries grossières comme « Victoria Rex », « duc de Wellington » et autres facéties.

15 *avril*. — Lady Tankerville, lady Malmesbury et moi sommes allés présenter nos hommages aux souverains exilés. A notre arrivée à Claremont, nous avons été introduits

dans le salon par un homme sans livrée dont il était difficile de dire si c'était un domestique ou un général. Madame de Montjoie est venue aussitôt nous dire que le roi et la reine étaient occupés à écrire. Cependant le roi est entré au bout de quelques minutes et la reine l'a suivi de près. Ils paraissent tous deux bien portants, mais fort abattus moralement. Le roi se préoccupe des élections dont il attend des résultats favorables et il est évident qu'il nourrit encore quelque faible espoir que ses amis entretiennent pour lui plaire au lieu de lui dire franchement la vérité. M. Guizot est entré ensuite et nous a dit avoir appris le matin que le prince de Metternich ne venait pas en Angleterre. M. Monckton Miles — maintenant lord Hougton — est arrivé et s'est assis à côté du roi, tandis que nous causions avec la reine. Tout à coup le roi tressaillit et s'écria : « Ah! c'est le dernier coup! » La reine se leva et demanda : — « Qu'est-ce que c'est ? mon ami, calmez-vous, », à quoi il répondit en répétant : — « C'est le dernier coup! » Il paraît que M. Monckton Miles avait informé le roi du bruit qui court que le duc de Nemours n'a pas montré tout le courage commandé par les circonstances. Je ne puis comprendre pourquoi il a dit cela.

Le soir, je racontai à lord Palmerston notre visite à Claremont qui parut l'intéresser. Il espère bien que le prince de Metternich ne viendra pas en Angleterre, car cette réunion d'hommes d'État étrangers finirait par avoir l'air d'un congrès.

17 *avril*. — Le bruit d'une défaite des Autrichiens est confirmé. Les Piémontais les ont attaqués le 8 au pont de Goritz; les Autrichiens, en se retirant, n'avaient fait sauter le pont qu'imparfaitement; ils ont été poursuivis, ont perdu quatre canons et deux mille hommes faits prisonniers et ont été rejetés sur Mantoue. — 30 *avril*. — Paris est tranquille et les élections se sont passées paisiblement. Lamartine est sorti en tête de toutes les listes, tandis que Ledru-Rollin et Louis Blanc ont passé les derniers. Il y a donc lieu d'espérer que les modérés auront la majorité dans l'Assemblée. Cependant le langage des clubs est des

plus violents; si ces hommes prenaient le dessus, on reverrait les horreurs de 93. — 12 *mai.* — Des troubles sérieux ont éclaté à Rome pour forcer le pape à déclarer la guerre à l'Autriche, ce qu'il ne veut pas faire, l'Autriche menaçant, en ce cas, de se soustraire à l'autorité spirituelle de Rome. La garde nationale s'est unie au peuple, a occupé les maisons des cardinaux pour les empêcher de partir, pris possession des portes de la ville et le pape a été menacé d'être déposé s'il persistait dans sa résistance. Il a cédé; sur quoi l'ambassadeur d'Autriche a quitté Rome aussitôt, et il a consenti à former un nouveau gouvernement exclusivement laïque.

15 *mai.* — Le télégraphe de Douvres annonce que l'Assemblée nationale à Paris a été de nouveau hier envahie par le peuple. Après un grand désordre, un des meneurs, nommé Hubert, a proclamé la dissolution de l'Assemblée, puis Barbès, Raspail et d'autres, suivis par une foule considérable, se sont rendus à l'Hôtel de Ville où ils ont établi un gouvernement provisoire terroriste. Mais la garde nationale s'est rassemblée, les a arrêtés, a balayé la populace et rétabli l'ordre. Ce n'était pas un simple coup de main, mais bien le résultat d'un complot dont le promoteur était le général Courtois, commandant de la garde nationale. Il a été révoqué. — 24 *mai.* — *La Presse* annonce la défaite des généraux Zucchi et Durando par le comte Nugent qui a repris Trévise. L'empereur et l'impératrice d'Autriche ont été chassés de Vienne par une nouvelle insurrection et se sont réfugiés à Insprück. — Barbès s'est évadé de Vincennes, mais a été reconnu et repris. Les conspirateurs avaient le projet d'incendier les théâtres et de mettre à mort tous les députés. Madame de Lamartine pose d'une façon ridicule; elle a refusé de recevoir lady Louisa Tennison, si cette dame ne lui était pas présentée par notre ambassadrice, lady Normanby.

25 *mai.* — Le bill des Juifs a été rejeté par la Chambre des lords à une majorité de trente-cinq voix. M. Lionel de Rothschild et son frère Antony étaient présents; ils se tenaient avec les fils aînés des pairs sur les marches du trône

et n'ont même pas voulu se retirer au moment du vote. Je n'ai jamais vu tant de monde à la Chambre.

3 *juin*. — Nouvelle insurrection à Vienne. Le 26, le gouvernement avait pris une mesure très réactionnaire en licenciant la *légion académique* garantie par la constitution. Celle-ci ayant refusé d'obéir, le peuple l'a soutenue, on a fait des barricades et les troupes ont été repoussées. Le peuple demande le maintien de la légion et le retour de l'empereur dans les huit jours, ce qui a été accordé. — 26 *juin*. — On s'est battu à Paris ces deux derniers jours et il y a eu plus de monde tué que dans bien des batailles; on parle de dix mille hommes mis hors de combat des deux côtés. Lamoricière a eu deux chevaux tués sous lui. D'horribles cruautés ont été commises sur les soldats blessés. Pour empêcher la troupe de tirer aux fenêtres, les émeutiers avaient placé leurs femmes et leurs enfants devant eux et tiraient par derrière; mais bientôt les soldats ont riposté, tuant plusieurs femmes et plusieurs enfants dont les cadavres ont été jetés dans les rues par leurs propres amis et peut-être par leur propre famille. — 30 *juin*. — Londres a été très gai cette quinzaine. Nous avons eu le bal de Spitalfields qui a été extraordinairement brillant et a donné mille livres sterling pour les pauvres, déduction faite de dix-huit cents livres pour les frais. Lady Londonderry avait organisé un très magnifique quadrille de quarante rois et reines qui a été accueilli avec beaucoup de rires et d'applaudissements.

25 *juillet*. — Radetzky a complètement battu les Piémontais après cinq ou six jours de combats acharnés pendant lesquels il a repris les positions que Charles-Albert avait mis deux mois à conquérir. Celui-ci s'est retiré à Crémone et les Autrichiens ont bombardé Peschiera. Le roi a demandé un secours de soixante mille hommes à la république française qui a refusé et qui a offert sa médiation de concert avec nous. — La fameuse rébellion de l'Irlande a enfin éclaté et a été réprimée par cinq policemen! M. S. O'Brien avait envoyé trois mille hommes pour attaquer la police tandis qu'il se tenait caché dans un jardin

voisin. Il est proclamé traître, une récompense de cinq cents livres sterling est promise à qui s'emparera de lui et quiconque lui donnera asile ou assistance se rendra coupable de haute trahison. Lord Hardinge est allé prendre le commandement des troupes d'Irlande qui se montent à quarante mille hommes. — Radetzky a chassé de Crémone les Piémontais qui sont en pleine retraite sur Pavie ou Milan. Les Lombards se conduisent avec eux d'une manière infâme, leur refusant même des vivres. C'est à la faim et à la fatigue que sont dues leurs défaites, car ils se sont très vaillamment battus. Le roi a déployé un grand courage, mais aucun talent militaire. — 8 *août*. — Lord Palmerston a annoncé hier que la France et l'Angleterre se disposent à intervenir entre l'Italie et l'Autriche, ce qui a été accueilli par des applaudissements. Nous avons dîné chez les Palmerston où le ministre de France nous a dit être rappelé pour avoir causé avec M. Guizot dans la rue. Je n'en crois pas un mot. — 9 *août*. — Nous quittons Londres pour Achnacarry.

Nous passons l'automne à Achnacarry comme de coutume jusqu'au 22 octobre. Nos hôtes sont les Bruce, les Jocelyn, les Charteris, les Sidney Herbert, le duc et la duchesse de Montrose, etc. Le 25 septembre nous apprenons la mort subite de lord George Bentinck qui a succombé à la rupture d'un anévrisme causée, à ce qu'on croit, par l'excès de travail et de surexcitation. Sa mort a fait une grande sensation et sera une terrible perte pour notre patrie, car c'était un homme aussi intelligent qu'honnête et courageux. Personne autre que Disraeli n'est capable de le remplacer. Quoique de tempéraments absolument différents, ils s'accordaient sans difficulté. Cette mort laisse Disraeli sans rival et le mettra à même de déployer le grand génie qu'il possède. — 11 *octobre*. — Madame Norton est venue passer quelques jours avec nous. Elle est agréable et amusante ; mais sa beauté, ses manières, sa conversation ont un caractère tout masculin ; son langage est même souvent plus vif que celui d'un homme. Sidney Herbert nous a conté une bonne histoire sur l'origine du nom de Trollope. Un fils

de madame Trollope, la femme de lettres, qui se trouvait avec lui à Harrow, l'avait d'abord racontée spontanément et, dans la suite, on le forçait à coups de poing à la dire comme il suit: Tallyhosier le Normand, venu en Angleterre avec Guillaume le Conquérant, chassait un jour avec le roi et tua trois loups; le nom de Troisloups lui en resta et, par suite d'altérations subies dans le cours des âges, est devenu Trollope!!!

16 *octobre*. — On ne sait pas encore ce que le gouvernement fera de Smith O'Brien; le jury l'a déclaré coupable, mais en le recommandant à la clémence royale. — Il y a eu le 6 une nouvelle rébellion à Vienne et le comte Latour, ministre de la guerre, a été assassiné. L'empereur a pris la fuite et, après de terribles combats dans les rues, l'arsenal est tombé au pouvoir des insurgés qui sont maîtres de la ville. — 10 *octobre*. — La garnison de Vienne a pris position sur une hauteur qui domine la ville et les troupes sont fidèles. Jellachich, ban de Croatie, est arrivé devant Vienne avec l'intention de commencer un bombardement. — Le choléra a éclaté à Londres.

10 *novembre*. — *Chillingham*. — Windischgraetz est maître de Vienne. Le 31, la ville s'était décidée à capituler; mais, après avoir réglé les articles de la reddition, ayant appris que les Hongrois venaient à leur aide, les Viennois avaient recommencé les hostilités et violé la foi jurée en tirant sur les troupes qui prenaient possession de la ville. Aussitôt Windischgraetz a fait commencer le bombardement qui a causé de grands dégâts. Pendant ce temps, Jellachich mettait les Hongrois en déroute et Vienne était le lendemain au pouvoir des troupes impériales.

24 *novembre*. — *Heron-Court*. — Le comte Rossi que nous avons connu à Rome, il y a deux ans, comme ambassadeur de France et qui, depuis la chute de Louis-Philippe, était devenu premier ministre du pape, a été assassiné sur les marches de la Chambre des députés. Aucune tentative n'a été faite pour arrêter le meurtrier et le fils de la victime, en essayant de lui porter secours, a failli partager son sort. — 2 *décembre*. — Après le meurtre de Rossi, le peuple et

les soldats ont attaqué le Quirinal, tiré aux fenêtres et tué le cardinal Palma. La garde suisse s'est comportée vaillamment; mais elle était trop peu nombreuse pour opposer une résistance sérieuse et le pape a dû céder aux exigences populaires et nommer Mamiani premier ministre. Pendant une semaine le pape est resté gardé à vue dans son palais, mais le 24 il a réussi à s'échapper et à gagner Gaëte où un vapeur l'attendait pour le transporter en France. Madame Dodwell, une Italienne, l'a aidé dans sa fuite en lui procurant une livrée du ministre de Bavière; il a pris place à côté du cocher sur le siège de la voiture et a pu se rendre ainsi chez ce ministre où il a changé de costume et est monté en chaise de poste. Sa fuite n'a été découverte qu'au bout de quelque temps, ses domestiques le croyant en prières et ayant reçu l'ordre de ne pas le déranger. — 11 *décembre*. — L'empereur d'Autriche a abdiqué en faveur de son neveu, l'archiduc François-Joseph.

20 *décembre*. — Le prince Louis Bonaparte a été proclamé par un plébiscite président de la République française. Il l'a emporté à une immense majorité sur le général Cavaignac. C'est sans doute son premier pas vers l'Empire. Son nom a eu sur la nation un effet magique.

ANNÉE 1849.

22 *janvier*. — Grand combat dans l'Inde sur les rives du Chenab. Les Sikhs ont été contraints de battre en retraite; faible avantage, car nous n'avons pris ni un canon, ni un prisonnier, ni un étendard, et chèrement acheté par la perte des généraux Cureton et Havelock. Le premier s'était distingué dans la dernière guerre de l'Inde et était considéré comme le meilleur officier de cavalerie de l'armée.

1er *février*. — Ouverture de la session. Le discours de la reine n'ayant point touché la question agricole, lord Stanley a présenté un amendement à l'adresse conçu en ces termes : « Nous regrettons d'être obligés de représen-

ter humblement à Votre Majesté que, ni ses rapports avec les puissances étrangères, ni l'état des finances, ni celui des intérêts agricoles et commerciaux ne sont de nature à nous permettre de la féliciter et que les intérêts agricoles et coloniaux de l'empire souffrent d'une dépression progressive de nature à exciter la plus grande appréhension. » Cet amendement, accueilli par de bruyants applaudissements, n'a été repoussé qu'à deux voix de majorité. Les ministres ont prétendu qu'il y avait eu surprise. Le duc de Wellington a appuyé le gouvernement et, bien qu'il ait perdu toute influence dans la Chambre des lords et n'y dispose que de trois ou quatre voix, c'est cet appoint qui a causé notre défaite. Le même amendement a été présenté par Disraeli aux Communes, mais n'a pas été pris en considération. Le triumvirat élu pour diriger notre parti dans la Chambre des Communes (M. Disraeli, lord Granby et M. Herries) est une mauvaise combinaison, ces deux-ci ne pouvant que gêner le premier.

19 *février*. — La déposition du pape a été prononcée à la Chambre romaine par 136 voix sur 144 et la proclamation de la république par 120 voix. On lui garantit cependant son pouvoir spirituel, ce qui paraît absurde. La république a aussi été proclamée à Florence et le grand-duc de Toscane est à San Stefano où deux navires de guerre anglais attendent ses ordres. — 20 *février*. — Mon dîner de règlement de comptes avec mes fermiers a eu lieu et j'ai un déficit considérable dans les rentrées. Je leur ai fait un grand discours pour leur prouver que la suppression de la taxe sur le malt leur ferait plus de mal que de bien [1].

Le prince Louis-Napoléon conquiert une grande popularité; le commerce renaît en France et les étrangers reviennent en foule à Paris qui sera bientôt aussi gai et agréable que jamais. — Les Autrichiens sont entrés à Ferrare et marchent, dit-on, sur Rome. Les Russes vont secourir l'Autriche en Hongrie, ce qui lui permettra d'envoyer des renforts en Italie. Lord Palmerston a prononcé à la Cham-

1. En effet, la suppression de cette taxe en 1880 a fait baisser le prix de l'orge. (*Note de l'aut.*)

bre des lords un discours dans lequel il accuse le roi de Naples de toutes sortes de crimes et d'actes tyranniques. Il y a sans doute là du vrai, mais aussi beaucoup de faux et d'exagération. Son frère, M. Temple, qui est notre ambassadeur à Naples, ajoute foi à toutes les histoires absurdes débitées contre le roi Bomba et les mande au Foreign-Office. — 22 *février*. — Lettres de Vienne annonçant la destruction complète du corps hongrois du général Bem. — 3 *mars*. — Les Autrichiens sont entrés à Ferrare le 18; ils ont appris qu'un officier et trois soldats avaient été tués par le peuple et que la maison du consul d'Autriche avait été pillée sans que les autorités fussent intervenues. Le maréchal Radetzky, résolu à punir la population ferraraise pour assurer la sécurité de la garnison, a imposé les conditions suivantes : 1° livrer le meurtrier des soldats; 2° remettre six otages jusqu'à l'exécution des conditions convenues; 3° réinstaller l'armée du pape, souverain seigneur de Ferrare; 4° payer une amende de 20000 dollars.

5 *mars*. — Mauvaises nouvelles de l'Inde. Lord Gough a attaqué, avec des forces inférieures et épuisées par une longue marche, les Sikhs retranchés dans une très forte position d'où pourtant les troupes les ont délogés; mais, n'étant pas soutenues, elles ont dû l'évacuer le soir. Près de 100 officiers et de 2000 hommes ont été mis hors de combat. Une partie de la cavalerie, tant anglaise qu'indigène, s'est mal conduite. Lord Gough s'est jeté lui-même dans la mêlée et on n'a pu le trouver pour lui demander des ordres, d'où est résulté une grande confusion. Sir Charles Napier dit que, dans la position où se trouve lord Gough, il faut qu'il détruise les Sikhs ou soit détruit lui-même; il n'est point d'autre alternative.

7 *mars*. — Lord Stanley a demandé au gouvernement s'il était vrai qu'il eût fourni des armes aux insurgés siciliens. Lord Lansdowne en est convenu, mais en a rejeté la faute sur lord Palmerston, ajoutant que, lorsque les autres membres du cabinet en ont été informés, ils ont hautement désapprouvé cette mesure et se sont fait excuser auprès du roi de Naples. Dans sa réponse à lord Lans-

downe, lord Brougham a dit : « Le noble lord a parlé du gouvernement sicilien; je pense qu'il entend par là les insurgés. » A quoi Lansdowne a répondu : « J'entends parler du gouvernement *de facto*. » — « Oui », a dit Brougham, « le gouvernement des insurgés, qui n'est pas plus le gouvernement du royaume de Sicile que le comité d'O'Brien n'était celui de l'Angleterre. » — 14 *mars*. — J'ai dîné chez les Colchester et j'ai été présenté à sir Charles Napier. C'est un petit homme avec des cheveux gris rejetés en arrière, un nez crochu très long, de petits yeux cachés derrière des lunettes, tout à fait le type juif traditionnel. Il est envoyé dans l'Inde pour y rétablir nos affaires. Il a hésité à accepter ce poste et ne s'est décidé que parce que le duc de Wellington l'a menacé d'y aller à sa place. On s'est beaucoup occupé de sir Charles et, le duc de Wellington étant venu le soir, ces deux grands hommes se sont mis à causer au milieu du salon, entourés à distance respectueuse par un cercle silencieux.

22 *mars*. — Radetzky a annoncé à ses soldats son intention de reprendre les hostilités et de marcher sur Turin. Ses troupes sont animées d'un excellent esprit et il y a lieu de croire que Charles-Albert aura à regretter sa conduite déloyale. L'armistice qui avait été accordé par les Autrichiens il y a six mois, à un moment où ils auraient pu conquérir tout le Piémont, avait pour objet de permettre de négocier les préliminaires de la paix et Charles-Albert l'a employé à des préparatifs militaires. Il a été poussé par le parti révolutionnaire. On pense qu'il ne défendra pas Turin, mais prendra position vers Alexandrie et Gênes. Les Piémontais sont commandés par le polonais Chrzanowski. — 29 *mars*. — Une dépêche du ministre de France à Turin annonce que Charles-Albert a été rejeté dans les montagnes et que les Autrichiens ont occupé Novare, Vercelli et Torino. Le roi a abdiqué en faveur du duc de Savoie et est passé en France par Nice: le gouvernement a prié notre ministre, M. Abercromby, de négocier un armistice pour sauver Turin. L'armée piémontaise a été complètement battue à Novare, mais avec honneur.

Lord Mahon m'a conté une histoire de madame Disraeli. Elle se trouvait en villégiature dans un château où elle a rencontré lord et lady Hardinge. La chambre de lord Hardinge se trouvait voisine de celle des Disraeli et le lendemain à déjeuner madame Disraeli a dit : — Oh! lord Hardinge, je me considère comme la plus heureuse des femmes. J'ai couché cette nuit entre le plus grand orateur et le plus grand capitaine du jour! » Lady Hardinge a paru quelque peu suffoquée de cette sortie.

30 *mars*. — Je suis arrivé ce matin à Paris; j'en ai informé le prince président, et j'ai immédiatement obtenu une audience. Lord Stanley étant à la tête de l'opposition, le prince s'inquiète de savoir ce qu'il peut attendre de lui. Lui-même est à peine en selle, dans une position très difficile et fort inquiet de l'avenir. Il dit que l'Europe réclame une modification aux traités de 1815 et demande ce que ferait l'Angleterre si cette modification était proposée par un congrès et quelle attitude elle prendrait au cas où la guerre éclaterait entre la Prusse et l'Autriche. Il dit que la France ne s'opposerait pas à nous voir étendre notre influence en Egypte et que la France et l'Angleterre alliées seraient maîtresses de la situation. Ceci me paraît vouloir insinuer que la France prendrait parti pour la Prusse et que, si cette puissance gagnait du territoire en Allemagne, la France avancerait sa frontière de ce côté et laisserait l'Angleterre prendre des compensations dans le Levant. Le prince dit que, malheureusement, la Russie est en faveur auprès des classes élevées à Paris. Il prétend que le parti légitimiste est le moins patriotique et le plus bête de tous et qu'il hait l'Angleterre. Il ajoute que, s'il voulait faire mettre au *Moniteur* un article long comme son doigt contre les légitimistes, il rallierait autour de lui les républicains et les rouges, mais qu'il ne veut pas. Les royalistes voudraient lui faire jouer le rôle de Monk, mais, en eût-il le pouvoir, ce qui n'est pas, il ne voudrait pas trahir les sept millions d'électeurs qui l'ont nommé. Le pis de sa situation est qu'il n'a pas un ami sur qui il puisse compter; il est isolé et ses partisans lui sont inconnus. Il n'a que 200 voix à la

Chambre. Il me paraît avoir l'épiderme sensible au sujet de ce que les journaux anglais disent de lui et il déteste lord Aberdeen.

J'ai répété depuis cette conversation à lord Stanley. Il croit comme moi que l'esprit du président est plein de projets de révision de la carte d'Europe, qu'il est le principal auteur de ceux qui ont été publiés dernièrement, mais qu'il ne saurait avoir de politique précise tant qu'il se considère comme enchaîné par la Chambre. Enfin, il croit la position du prince précaire, mais non désespérée.

1er *avril*. — On apprend qu'une grande victoire a été remportée le 21 février sur les Sikhs. Après avoir essayé en vain d'attirer lord Gough hors de ses retranchements, ils s'étaient retirés et emparés par surprise de la ville de Goojerat occupée par une garnison afghane. Mais, au moment où ils tentaient le passage du Chenab, ils ont rencontré un détachement du corps du général Whish qui arrivait à marches forcées au secours de lord Gough. Pris entre deux feux il ont été mis en déroute et ont perdu une grande partie de leur artillerie, toutes leurs munitions et leurs tentes. — 3 *avril*. — Les Autrichiens ont pris Brescia et Gênes s'est rendu. Jellachich a battu les Hongrois qui, ces temps derniers, avaient été heureux dans plusieurs rencontres avec les Autrichiens et les Russes.

14 *avril*. — Je reviens de Paris. Le président, qui m'a reçu de la façon la plus amicale, se figurait que, si les whigs étaient renversés, Peel reviendrait au pouvoir avec lord Aberdeen aux affaires étrangères et que celui-ci intriguerait en faveur de la restauration des Bourbons, idée absolument erronée, car nous n'interviendrons certainement jamais dans les affaires intérieures de la France.

Il court à Londres une histoire qui, si elle était vraie, en dirait long sur lord Palmerston et son zèle pour les affaires publiques. L'armistice entre l'Allemagne et le Danemark devait expirer le 2 avril et le 26 mars était arrivé à Londres un courrier de Copenhague, porteur des dernières propositions du gouvernement danois en réponse aux conditions offertes par le plénipotentiaire allemand. Cette com-

munication avait aussitôt été transmise à lord Palmerston, représentant de la puissance médiatrice. Le courrier avait l'ordre formel de quitter Londres avec ou sans réponse, de façon à avoir regagné Copenhague à l'expiration de l'armistice. Ce délai assez court et décisif quant à la question de paix ou de guerre s'étant écoulé, le courrier était parti sans qu'on se fût occupé de sa dépêche et son retour à Copenhague a été le signal du départ précipité de cette expédition qui a coûté aux Danois la vie de beaucoup de marins et deux de leurs plus beaux navires. La reine ayant eu une réception le 29, une explication a eu lieu entre les membres du corps diplomatique et on a reconnu que cette dépêche, si importante, n'avait pas été ouverte par lord Palmerston en temps utile. Le plénipotentiaire allemand était demeuré dans l'ignorance complète des propositions danoises et le plénipotentiaire danois lui-même n'avait pas eu connaissance de l'étendue des concessions accordées. Ainsi une guerre a éclaté parce qu'un ministre anglais n'a pas lu une lettre.

16 *avril*. — Une suspension d'armes a été signée à Gênes. Lord Hardwicke qui commande la *Revenge* mouillée dans le port, a pris à son bord tous les sujets anglais. Le chef du parti républicain l'avait prévenu que s'il ne partait pas, les batteries ouvriraient le feu sur son bateau, mais il a dédaigné cette menace. Il est descendu à terre au péril de sa vie, car une grande foule d'apparence menaçante était rassemblée sur le quai. Mais, aussitôt débarqué, une femme en furie s'étant avancée pour se jeter sur lui, il l'a saisie et l'a embrassée aux applaudissements frénétiques de la foule. — 2 *mai*. — On annonce de l'Inde la fin de la guerre; les Sikhs, au nombre de 16,000 hommes, ont mis bas les armes sans combattre. Ils ont rendu au général Gilbert 41 pièces de canon, ce qui fait 160 que nous leurs aurons prises dans cette campagne. — L'état de l'Europe continue à être peu satisfaisant. Les Russes sont entrés en Transylvanie et les Hongrois vont sans doute éprouver un échec. Le roi de Prusse a refusé le titre d'empereur d'Allemagne. — 10 *mai*. — Le corps expéditionnaire français est arrivé à Rome le 30, espérant être reçu à bras ouverts; au

lieu de cela, il a fallu se battre et, après avoir vainement essayé d'enlever les barricades défendues par des Polonais tandis que les Romains se contentaient de regarder faire, les Français ont dû battre en retraite et attendent des renforts. — 15 *mai*. — Une insurrection a éclaté au Canada à propos du bill des indemnités pour les dommages causés par la guerre civile. Le peuple furieux a mis le feu au palais du Parlement qui a été détruit. Lord Elgin a été lapidé avec des œufs et son rappel immédiat est réclamé.

18 *mai*. — Rien ne peut être pire que les nouvelles de l'étranger. L'Allemagne est dans un état affreux; les Autrichiens ont été battus de tous côtés par Bem et Dembinsky; une insurrection a éclaté à Dresde et n'a pu être réprimée qu'après trois jours de combats meurtriers; le grand duc de Bade a été chassé de ses Etats et les républicains rouges triomphent à Rome. Le général Oudinot, qui commande l'armée française, a perdu 500 hommes faits prisonniers par les Romains. La *malaria* commence à s'attaquer à ses troupes et M. de Lesseps a quitté Rome de peur d'y être assassiné. — 14 *juin*. — Les Français ont commencé leur attaque le 3 et se sont emparés de la villa Pamphili Doria. — 18 *juin*. — L'armée française n'a pas gagné un pouce de terrain. Le général Oudinot voudrait épargner la ville et éviter d'employer sa grosse artillerie; mais il sera obligé d'en venir là, l'honneur de la France se trouvant engagé. Le sculpteur Macdonald est arrivé en Angleterre. C'était un violent radical, mais les scènes auxquelles il a assisté ont grandement modifié ses opinions. Il raconte qu'un morceau de mitraille est entré dans une fenêtre du Vatican et s'est logé dans le mur à deux ou trois pieds de l'Apollon du Belvédère. Quelques palais aussi ont été atteints, mais, sans grand dommage. — 29 *juin*. — Les Français se sont emparés des remparts de Rome, mais ne sont pas encore dans la ville; ils se sont simplement établis sur la brèche. Les Autrichiens ont pris Ancône le 18; Venise ne s'est pas encore rendue. — 4 *juillet*. — Les Français doivent être maîtres de Rome aujourd'hui, la ville ayant proposé de se rendre le 30, après deux jours de combats acharnés. On dit

que cette capitulation a été imposée à Mazzini et ses collègues par le peuple que la princesse Belgiojoso a vainement encouragé à la résistance. Au reçu de cette nouvelle à Paris, on a rappelé le général Bedeau qui avait été envoyé pour remplacer Oudinot.

7 *juillet*. — Lord Ward nous a donné sa loge pour le début de madame Sontag dans *Linda di Chamouni*. La voix est délicieuse, l'exécution parfaite et le visage charmant. Lablache se trouvait dans une des loges d'avant-scène et son ravissement est indescriptible ; il est certainement le meilleur juge de l'art du chant. — 9 *juillet*. — J'ai rencontré Mario et lui ai demandé son opinion sur *le Prophète* qu'il juge inférieur aux *Huguenots*. Il dit que rien dans cet opéra n'est comparable au grand duo du IVe acte des *Huguenots*, qu'il considère comme le plus beau qui ait jamais été écrit. L'Opéra a été sur le point d'être fermé ; l'orchestre n'ayant pas été payé, avait refusé de jouer, mais Mario l'a généreusement payé de sa poche.

12 *juillet*. — Les Français sont entrés le 3 à Rome que Garibaldi a évacué le même jour avec ses troupes sans être inquiété. On croit qu'il va se jeter en Calabre pour y fomenter une insurrection. — 26 *août*. — *Achnacarry*. — La guerre est finie en Hongrie. Goergey, à qui Kossuth avait cédé la dictature, a fait le 13 sa soumission au général russe Paskiévitch. Jusqu'à plus ample informé sa conduite doit être qualifiée de trahison ; mais peut-être a-t-il agi pour le plus grand bien de son pays, les forces envoyées contre lui étant accablantes et la dissension régnant dans ses propres troupes. — 4 *septembre*. — Nous sommes allés avec lady Jocelyn, lady Abercorn et lady Granville au château de Cluny, a 15 milles de distance, conduits dans une voiture à un cheval par un cocher fort gras. Aussi le cheval était-il fourbu avant d'arriver et avons-nous dû gagner le château à pied. La femme de charge nous a d'abord pris pour des domestiques et a failli se trouver mal quand elle a su qui nous étions. — 10 *septembre*. — Les Autrichiens sont entrés à Venise le 28. — 22 *septembre*. — En rentrant, au clair de la lune, de la chasse au daim, j'ai rencontré une biche

que j'ai tirée; comme je me penchais sur elle axec mon couteau, elle s'est relevée et d'une des jambes de devant, m'a donné un si violent coup de pied entre les deux yeux que je suis tombé étourdi et que, lorsque j'ai repris mes sens, j'étais aveuglé par le sang. Le sabot m'a fait une marque profonde sur le front et sur le nez et je suis resté une semaine au lit.

8 *novembre.* — *Chillingham.* — Un ecclésiastique nous a conté qu'une petite fille de son école à qui on demandait quel était le signe extérieur visible du baptême a répondu : « C'est l'enfant. » Cela rappelle la petite fille de lady Goderich qui, voyant sa mère fort souffrante pendant le temps qui précédait la naissance d'un autre enfant, disait être résolue « à avoir tous ses enfants avant de se marier, afin de pouvoir s'amuser après. » — 13 *décembre.* — Un triste accident est arrivé aujourd'hui à l'un des gardes de lord Bruce qui, en chargeant le fusil de lord Jocelyn, s'est fait sauter deux doigts de la main droite. Heureusement que le médecin de la famille se trouvait là par hasard avec sa trousse et a pu le secourir immédiatement; l'amputation a été faite en quelques minutes. Nous sommes tous restés pour y assister et encourager le pauvre diable qui a montré beaucoup de courage. Mais tandis que nous avons tous supporté avec assez de calme la vue de l'opération, lord Raglan, qui a vu cent batailles, s'est presque trouvé mal et a dû se retirer. Et pourtant il est connu pour son imperturbable sang-froid dans l'action.

ANNÉE 1850.

M. Sidney Herbert à lord Malmesbury

Wilton, 6 janvier.

Mon cher Fitzharris,

Je suis depuis assez longtemps dans la vie publique pour savoir que la politique nous entraîne souvent dans une voie différente de celle de nos meilleurs amis. Aussi est-ce moins pour des raisons de sentiment que pour des motifs d'ordre public que je déplore vivement, je vous l'avoue, de vous voir, vous et vos amis, suivre celle où vous êtes entrés depuis quelques mois. Fermiers

et propriétaires commençaient à s'accoutumer au nouvel ordre de choses, lorsque cette malheureuse chimère du rétablissement de la protection vient de nouveau les troubler. En présence de la prospérité toujours croissante de toutes les classes, à l'exception de celle qui a dû faire le sacrifice d'un avantage pécuniaire dont elle jouissait aux dépens des autres, il est impossible de songer à imposer de nouveau les céréales. Si, par quelque combinaison cela arrivait à se faire, je considère que le résultat en serait fatal à l'ordre auquel nous appartenons tous les deux. Mais il est oiseux de discuter ce point. Je vous connais assez, vous et vos amis, pour croire (ce que d'autres ne font pas) que vous agissez ainsi dans la ferme conviction d'être utiles à toutes les classes de la société aussi bien qu'à la vôtre. Je voudrais voir arriver le moment où cette question fiscale ne ferait plus obstacle à notre coopération sur des matières politiques et sociales infiniment plus importantes pour la vitalité du pays. Croyez-moi, mon cher Fitzharris, bien affectueusement à vous.

SIDNEY HERBERT.

22 *février*. — Le vote sur la proposition de Disraeli au sujet de la taxe est venu ce matin et le gouvernement n'a eu que 21 voix de majorité. Les ministres paraissaient fort contrariés de ce mouvement dans le sens du rétablissement de la protection. Sir Robert Peel et sir James Graham ont parlé et voté contre nous. Lorsque le premier a exprimé sa sympathie pour les souffrances de l'agriculture, le colonel Sibthorp a levé les bras au ciel d'un geste tragique en s'écriant : « Ah ! mon Dieu ! ah ! mon Dieu ! » ce qui causé dans la Chambre une vive hilarité. Au lieu de négliger cette interruption, Peel s'est tourné vers le colonel et lui a donné quelques explications, ajoutant qu'il espérait être cru, à quoi Sibthorp a répondu : « Je ne peux pas dire que je vous crois. » Beaucoup de *peelites* ont voté avec nous. Il s'est fait un grand tapage au meeting protectionniste de Dorchester. La foule a attaqué à coups de pierre les fermiers qui l'ont dispersée à coups de cravache.

16 *avril*. — *Paris*. — En arrivant j'ai écrit au président qui m'a engagé à déjeuner à l'Elysée pour le lendemain. Il a été extrêmement cordial et m'a rappelé que, dans ses plus mauvais jours, il m'avait toujours dit qu'il gouvernerait la France plus tard. — « Je vous l'ai dit quand vous

êtes venu me voir dans ma prison de Ham et vous m'avez cru fou, comme tout le monde. Maintenant je suis ici, c'est vrai, mais j'y suis absolument isolé. Mes partisans ne me connaissent pas et ils me sont inconnus. Quoique je sois Français, il n'est pas cinquante Français qui m'aient vu depuis que je suis arrivé d'Angleterre. J'ai essayé de concilier les partis, mais je n'en puis venir à bout. Il y a en ce moment un complot à la tête duquel sont Thiers et le général Changarnier pour m'enlever et me mettre à Vincennes. On ne peut rien faire de la Chambre. Je suis absolument seul, mais j'ai pour moi l'armée et le peuple et je ne désespère pas. Votre ambassadeur lord Normanby entretient avec le prince Albert une correspondance privée hostile à ma personne. » Après déjeuner il m'a conduit en voiture voir les haras de Saint-Cloud. Parmi les chevaux se trouvait un magnifique alezan que le palefrenier, un Anglais, fit sortir pour me le montrer. Après l'avoir beaucoup admiré, le président ordonna à cet homme de l'amener à Paris dans ses écuries. — « Je ne peux pas; répondit il, « ce cheval est la propriété de l'Etat. » Lorsque nous fûmes remontés dans le phaéton, Louis-Napoléon me dit : — « Vous voyez ma position. Il est temps d'en finir. » En route il ne m'a pas fait mystère de son intention de devancer ses adversaires et il est facile de deviner les moyens qu'il compte employer.

21 *avril*. — J'ai donné à dîner chez Philippe à lord Normanby et à quelques amis. Sa Seigneurie était informée de mon déjeuner chez le président et n'a pu m'en cacher son déplaisir, ce qui était fort sot et peu justifiable, puisque je n'ai jamais eu d'emploi ni la moindre part aux affaires étrangères. Il a montré très peu diplomatiquement son antipathie pour le prince-président, lui prédisant une chute prochaine. Il m'a dit que le premier discours du prince n'avait pas réussi et avait été débité avec un fort accent allemand que je n'ai jamais constaté chez celui-ci. Il est évident que lord Normanby n'est pas d'accord avec son chef lord Palmerston sur la politique française et qu'il s'entend avec lord Aberdeen, dont Louis-Napo-

léon est la bête noire. J'ai été encore invité à dîner chez le président qui en sortant de table m'a pris à part dans un salon voisin où nous avons causé longuement. Il se faisait tard et les autres invités qui étaient les lords Normanby, Ailesbury, Clanricarde et Brougham sont venus prendre congé ; je me suis levé pour partir aussi, mais il m'a retenu et a continué à me parler des difficultés dans lesquelles il se trouvait. Lord Normanby en a paru fort contrarié et quelqu'un a écrit en Angleterre qu'il était inconsolable de ne pas avoir connu le sujet de notre conversation. Il a bien dû penser qu'il était question de sa sourde hostilité. Je quitte Paris.

26 *avril.* — Dîné chez les Eglinton avec Cabrera à qui j'ai été présenté. C'est un petit homme brun à physionomie intelligente, d'allure vive et énergique. Il n'est pas beau, mais ses yeux sont si brillants et si expressifs qu'il est impossible de le trouver laid. Il parle un très mauvais français et j'ai eu beaucoup de peine à le comprendre. Nous l'avons engagé à venir dans notre loge à l'Opéra le lendemain. Je me suis fort amusé de lady Suffield qui, ne le connaissant pas, mais ayant découvert qu'il était Espagnol, lui a demandé s'il était vrai que Cabrera allait épouser miss Richards, la grande héritière. Il s'est mis à rire et a répondu : « *Yo soy Cabrera* », mais n'a pas nié le fait qui est, je crois, exact. Une autre dame, qui ne le connaissait pas non plus, lui a demandé aussi si le bruit de ce mariage était fondé et, après avoir longuement disserté sur la fortune de miss Richards, a dit que c'était grand dommage de lui voir épouser un homme comme Cabrera n'ayant pas un sou dans sa poche et rien que des balles dans la tête. Cabrera a ri et lui a dit : « C'est moi qui suis cet infortuné personnage. »

17 *juin.* — Lord Stanley a parlé à la Chambre des lords sur les affaires de Grèce. Son discours très éloquent et très spirituel, a duré de cinq à huit heures. Sa motion de blâme contre lord Palmerston a été votée à 37 voix de majorité ; la Chambre était au complet. La tribune des pairesses était comble, plusieurs dames assises par terre et

beaucoup obligées de rentrer chez elles faute de place.

20 *juin.* — Je suis allé à la réception de la reine qui a été une affreuse cohue; les dames criaient et se trouvaient mal, leurs robes étaient déchirées par les éperons et leurs bras meurtris par les épaulettes. — 27 *juin.* — La reine a été attaquée aujourd'hui par un individu qui l'a frappée à la tête avec une canne. Sa Majesté a montré son courage habituel et est allée le soir à l'Opéra. Quand elle est arrivée, au milieu du quadrille des Patineurs du *Prophète*, le public s'est levé et l'a acclamée pendant plus de cinq minutes, après quoi les chanteurs italiens ont entonné le *God save the Queen.*

29 *juin.* — J'ai appris cette après-midi que sir Robert Peel vient de tomber de cheval et est fort gravement blessé. — 1er *juillet.* — Sir Robert Peel va plus mal. Il souffre beaucoup et les médecins le disent dans un état très alarmant. — 2 *juillet.* — Les médecins ne donnent plus d'espoir. Il souffre cruellement, mais a toute sa connaissance. Lady Peel est si éperdue qu'on ne lui permet pas d'entrer dans la chambre du malade, car la vue de son chagrin donne à sir Robert de véritables convulsions. — 3 *juillet.* — Sir Robert Peel est mort ce matin. Sa femme a été admise à son chevet lorsqu'on l'a su perdu. Il a reçu les sacrements de l'évêque de Gibraltar en présence de toute sa famille. L'autopsie a montré que la cinquième côte du côté gauche avait été fracturée et comprimait les poumons, ce qui lui causait ses intolérables souffrances. Les récits de l'accident diffèrent. Les uns disent qu'il avait chancelé sur sa selle, et que, comme il avait laissé tomber les rênes, son cheval avait fait un écart. L'opinion générale est que son cheval qui est très jeune, s'est emballé lorsqu'il s'est vu dépasser par le groom de miss Ellice montant une bête très ardente et que sir Robert a été jeté par terre à ce moment. C'est la version la plus vraisemblable. Nous sommes allés avec les Ossulston au théâtre français entendre Rachel dans *Bajazet*. Elle joue toujours très bien, mais sa voix est devenue rauque et sa physionomie est maintenant si dure qu'elle est tout à fait désagréable à regarder.

9 *juillet*. — Le duc de Cambridge [1] est mort cette nuit. La duchesse de Glocester est arrivée peu avant ses derniers moments et le prince Albert a été mandé immédiatement. Par une coïncidence singulière, le duc, sir Robert Peel et lord Cantelupe, morts tous trois, se trouvaient tous trois engagés à dîner hier chez la duchesse de Norfolk. On envoie les invitations à dîner si longtemps à l'avance que des accidents analogues doivent être fréquents. — 12 *août*. — Nous quittons Londres pour Achnacarry. — 27 *octobre*. — Nous arrivons à Chillingham. — 15 *novembre*. — *Heron-Court*. — Lord Clanwilliam et lord Stanley sont ici. Ils sont les deux hommes les plus vifs que je connaisse et nous amusent fort par leurs querelles dans lesquelles je crois que c'est Clanwilliam qui a le dessus. Tous deux chassent au marais avec une ardeur juvénile. — 26 *novembre*. — J'entends dire que madame Norton et sir Edwen Landseer sont brouillés. Ils étaient au mieux depuis deux ans, ce dont elle a profité pour lui extorquer des dessins et se faire donner des leçons de peinture. Il est furieux contre elle.

ANNÉE 1851.

1er *janvier*. — Lady Tankerville m'apprend que lady Olivia Ossulston est accouchée d'un fils, événement depuis longtemps souhaité dans la famille.

12 *janvier*. — Le prince-président a retiré à Changarnier le commandement de l'armée de Paris et les ministres ont donné leur démission. Tous les principaux personnages de l'Etat ont été mandés à l'Elysée et tous sont d'accord pour blâmer cette mesure, mais le président tient bon. On pense que cela finira par quelque compromis, mais pour le moment il n'y a pas de ministère. Le président affirme hautement son droit de relever un officier de son commandement. Il dit que l'Assemblée fera ce qu'elle voudra relati-

1. Oncle de la reine. (*Note du trad.*)

vement à sa dotation, qu'il peut s'enfermer à l'Elysée dans une seule chambre et renvoyer ses domestiques, mais qu'il ne souffrira pas d'être dépouillé des privilèges de sa position. J'admire sa fermeté et j'espère qu'il ne cédera pas, car il perdrait beaucoup dans l'estime publique. Maintenant le pays est avec lui et il est évident que l'hostilité de la Chambre n'est causée que par les ambitions des partis. Chacun d'eux espérait que le prince jouerait son jeu et, le trouvant résolu à agir honnêtement pour ce qu'il croit être le bien du pays, ils se sont maintenant coalisés pour le renverser. Les modérés devraient y prendre garde, car ils finiront par le jeter dans les bras du parti ultra-républicain. Quant à Changarnier, il est ouvertement hostile au président et aux républicains et vise à la dictature. C'est un brave vieux soldat qui s'est fort distingué en Afrique, mais son extérieur lui fait du tort. Il s'habille comme un vieux beau, porte une perruque et un corset et affecte une activité physique et une jeunesse qu'il ne possède pas.

21 *février*. — Le nouveau cabinet français a été battu sur un vote de confiance par 415 voix contre 286 et a aussitôt donné sa démission que le président a refusée. M. Thiers lui a fait dire que le vote n'était pas dirigé contre son gouvernement, mais contre ses ministres et que lui, Thiers, soutiendrait un nouveau cabinet, fût-il pris dans la minorité, et voterait la dotation sans difficulté. Le président l'a remercié, mais lui a fait répondre que, ne voyant pas de raison pour changer de ministres, il ne pouvait utiliser ni ses conseils, ni ses offres.

4 *février*. — La session est ouverte et lord Effingham a présenté l'adresse à la Chambre des lords. Lord Stanley a bien parlé comme d'habitude et a excité une grande hilarité en disant que « le rétablissement de la tranquillité en Europe devait être attribué à l'inertie croissante du ministre des affaires étrangères. » Lord Lansdowne lui a répondu, puis lord Roden s'est levé, ce qui a été le signal de l'évacuation générale des tribunes des dames. Une dame ayant loué lord Stanley d'avoir prononcé un discours éloquent tout en restant modéré, celui-ci a bondi et s'est

écrié : « Modéré! Grand Dieu, j'espère bien n'avoir pas fait un discours à l'eau de rose. » Des craintes ayant été conçues sur la solidité du Palais de Cristal, un membre du Parlement a proposé de faire défiler un régiment dans les galeries pour les éprouver, idée assez singulière. Lord Willoughby a loué une maison à Londres pour trois mois afin d'y loger ses tenanciers pendant l'Exposition. Il n'en avait rien dit à sa femme qui l'a appris par les journaux et s'est consolée de cette prodigalité en disant : — « Eh bien! cela n'améliorera ni leur goût, ni leur moralité. » — La Grisi est à Brighton où elle se promène sur la falaise, escortée de deux bonnes portant chacune un de ses enfants et de deux joueurs de violon nègres qui, au commencement, la soutenaient pour l'aider à marcher tant elle était faible. Maintenant elle clopine toute seule et paraît se porter aussi bien qu'avant. Mario est à Saint-Pétersbourg. Rien n'est comparable à l'adoration qu'elle avait pour lui.

9 *février*. — Les ministres sont fort inquiets de la crise agricole qui est funeste à leurs bourses comme aux nôtres. Mais ils n'osent rien faire pour le soulagement de l'agriculture et on croit qu'ils seraient bien aises de s'en aller pour quelque temps afin de nous laisser la responsabilité des mesures à prendre. — 16 *février*. — Mardi Disraeli a déclaré que « le sérieux malaise qui affecte une classe importante des sujets de Sa Majesté, celle des propriétaires et des locataires de la terre et qui a été justement déploré dans le discours du trône, fait au gouvernement un devoir de prendre sans délai les mesures nécessaires pour remédier à cet état. » On a voté jeudi sur cette déclaration et le ministère n'a eu que 14 voix de majorité. — 17 *février*. — Je suis venu à Londres pour prendre la parole dans le débat sur la question agricole et j'ai parlé à la satisfaction de lord Stanley. — 22 *février*. — Lord John Russell a proposé hier de renvoyer à lundi la réunion de la commission des voies et moyens, disant que, ce jour-là, il en donnerait la raison et expliquerait ses intentions. Il y a eu hier un conseil de cabinet après lequel lord John est allé chez la reine. On ne sait pas encore ce qui s'est passé, mais le ren-

voi du budget est une indication assez claire. — 23 *février*. — La reine a fait mander lord Aberdeen. Lord et lady Stanley ont dîné au palais vendredi, ayant été invités quelques jours auparavant; la situation a dû être embarrassante et pour eux et pour la reine.

Lord Canning à lord Malmesbury.

Grosvenor-Square. — 24 février.

Mon cher Malmesbury,

Je n'ai su qu'hier par lord Tankerville que vous étiez en dehors du monde civilisé, sans quoi je vous aurais écrit dès samedi.

Pour commencer par le commencement, la communication de lord John vendredi a d'abord été mal interprétée par ceux qui n'étaient pas dans le secret. Nous avons pensé qu'on allait, comme d'habitude, nous régaler d'une succession indéfinie de budgets et que ce répit avait pour but de nous en servir la seconde édition. Mais la vérité a été connue dans le courant de la soirée. Lord John était décidé à la retraite quand il a convoqué le cabinet le matin. Les lords Lansdowne et Carlisle étaient absents, l'un pris par la goutte, l'autre à la Cité pour affaires, et ils n'ont su qu'ils étaient démissionnaires qu'après l'entrevue de lord John avec la reine. Lord Minto aussi, qui était dans son lit, a été tenu à l'écart. Les ministres étaient partagés sur la question de démission ; Carlisle n'a point caché à ses amis qu'il n'en voyait pas la nécessité. Je crois que lord Lansdowne est bien aise de quitter les affaires. Nous saurons ce soir les motifs de lord John. Le mauvais accueil fait au budget en est sans doute un des plus puissants. Mais je crois que ce qui l'a le plus irrité, c'est la froideur avec laquelle a été accueillie par quelques-uns de ses amis mêmes, sa promesse de s'occuper de la question de franchise à la session prochaine...

Toutes sortes de combinaisons sont dans l'air : un replâtrage du ministère avec une nouvelle infusion de sang whig ; une coalition entre les *peelites* et le cabinet ; un gouvernement avec Stanley. Je ne voudrais pas avoir à tenir un pari sur la conclusion de ceci. Mais ce que je souhaite, c'est que Stanley puisse former un cabinet qui recevrait des anciens ministres et de nous une promesse de concours pour le budget et contre les attaques du parti radical, à condition qu'il n'y aurait pas de dissolution avant la moisson et que d'ici là il ne serait rien tenté contre le libre-échange. Nous serions dégagés de nos promesses réciproques pour la session prochaine. Je ne vois pas que ceci soit impraticable. Il est, selon moi, de l'intérêt du pays que vous fassiez vos preuves au pouvoir et, avec les restrictions indiquées, on n'aurait pas à craindre

que votre cabinet protectionniste tentât de bouleverser la politique économique. Ce ne serait pas un mauvais marché pour Stanley...

. . . . . .

Lord Stanley à lord Malmesbury.

Saint-James's Square. — 25 février.

Cher Malmesbury,

J'ai besoin de vous voir sans perdre une minute. La tentative de John Russell pour reconstituer le cabinet a échoué, les *peelites* ne peuvent pas aboutir, c'est à mon tour d'essayer ma main. Il faut que je vous voie demain. — Toujours à vous.

STANLEY.

27 *février*. — Les *peelites* ont refusé de s'allier avec lord Stanley, bien qu'il ait offert les affaires étrangères à Gladstone et un portefeuille à Canning. Je ne pense pas que Stanley puisse aboutir; cependant nous nous réunissons chez lui aujourd'hui. Je ne comprends pas que les *peelites* ne veuillent s'allier ni avec nous, ni avec les whigs; c'est le parti le plus faible, il ne peut espérer gouverner par lui-même. — 28 *février*. — Notre tentative pour former un cabinet a échoué. Stanley m'avait offert le département des colonies, ce que je considère comme très flatteur, car c'est un des plus chargés de travail. Chacun de nous avait accepté le poste que Stanley lui avait assigné, lorsque M. Henley a fait tant de difficultés et élevé tant d'objections que Stanley a abandonné la partie. M. Henley est un homme timoré et a été effrayé de la responsabilité qui lui incomberait comme ministre du commerce. Disraeli a manifesté son indignation de ce manque de courage et de patriotisme. Lord Stanley a fait part à la Chambre des lords de son échec et n'a pas caché qu'il l'attribuait au peu d'expérience des affaires qui existe dans son parti. C'est sans doute vrai, mais la faute en est surtout à la timidité de M. Henley ainsi qu'au manque de décision de M. Herries. Celui-ci avait l'air d'un vieux médecin qui vient de tuer son patient et celui-là de l'employé aux pompes funèbres chargé de l'enterrer. D'ailleurs, lord Stanley aurait eu à lutter contre de grandes difficultés dans les deux

Chambres, considération qui a contribué à lui faire abandonner sa tentative. A cinq heures il est allé annoncer son échec à la reine et Sa Majesté l'a autorisé à dire qu'elle ne lui aurait pas refusé la dissolution s'il l'avait demandée. Le discours de lord Stanley à la Chambre des lords a été très beau, très fier et très loyal, mais je crains qu'il n'ait trop loué ses adversaires aux dépens de ses amis, ce qui pourrait bien décourager et même blesser le parti. Il est probable que lord John Russell va reconstituer son ministère tant bien que mal avec l'appui des *peelites*. Je suis allé voir lady Stanley qui paraît enchantée que son mari ne soit pas aux affaires.

2 *mars*. — Norman Macdonald, mon ancien camarade d'Oxford, est nommé contrôleur du département du lord chambellan, poste inamovible qui vaut 1200 livres sterling par an. Lady Jocelyn a demandé à lord Stanley à qui il avait fait allusion dans son discours, en parlant de quelqu'un qui avait refusé de se joindre à lui sous prétexte qu'il était absorbé par ses devoirs domestiques. Cette question a fait beaucoup rire et Stanley a répondu : — « Ce n'est pas Jocelyn », ce qui l'a fort déconcertée. — 11 *mars*. — Lord Stanley paraît si assuré que nous serons bientôt au pouvoir qu'il m'a déjà prié de prendre son fils Edward pour sous-secrétaire d'Etat, ce dont j'ai été très flatté, et qu'il m'a demandé une liste des gens en passe d'obtenir des places. Il y a quelques jours Ben Stanley — fils aîné de lord Stanley de Alderley — se promenait avec lord Bessborough qui est grand-veneur et lord Granville qui l'a été autrefois ; on causait des nominations que ferait lord Stanley. L'un d'eux demanda ce qu'aurait lord Stradbroke. — « Oh ! répondit Ben, il sera grand-veneur ; c'est la seule place bonne pour un garçon comme lui. » Les deux autres sont restés quelque peu sots en présence de ce *lapsus*. Le nouveau sir Robert Peel a parlé à la Chambre des Communes et Disraeli dit que son discours a été si honnête et si franc que son père le désavouerait s'il était encore de ce monde. — 2 *avril*. — Lady Olivia Ossulston et lady Malmesbury sont allées à un banquet donné par la corporation des

tailleurs. Lord Stanley y a fait un discours où il a parlé dans des termes touchants de feu lord George Bentinck. L'assistance a montré beaucoup d'enthousiasme et l'a applaudi pendant plus de cinq minutes lorsqu'on a porté sa santé.

1er *mai*. — L'Exposition de Londres a été ouverte aujourd'hui par la reine. Tout s'est passé tranquillement. — 17 *mai*. — Lady Londonderry s'est montrée chez le duc de Devonshire avec une robe garnie d'oiseaux verts, de petits au corsage et de grands à la jupe. Le bec d'un des oiseaux s'est pris dans la robe de la reine et il a fallu quelque temps pour le désenchevêtrer. Lady Londonderry était très fière de cet incident. — 30 *mai*. — Nous avons dîné chez les Disraeli avec M. Thiers à côté de qui j'étais placé. Me sachant fort lié avec le prince Louis-Napoléon, il m'a beaucoup questionné sur lui et a fini par dire : — « Je l'ai beaucoup étudié de près et de loin et c'est un homme absolument nul. » M. Thiers me paraît être la vérité incarnée. — 12 *juin*. — Bal travesti chez la reine. On dit que la moitié des personnes invitées se sont fait excuser, mais que Sa Majesté n'a pas cru devoir combler les vides. Je l'ai trouvé très inférieur aux précédents; la plupart des costumes étaient fort mesquins et semblaient avoir été achetés au rabais. Les costumes de l'époque de Charles II qu'on avait choisie ne sont pas seyants, surtout pour les femmes. Sir Charles Knightley a paru fort ridicule avec son grand corps maigre dans une culotte courte de satin blanc qui semblait avoir été mise à rebours, car elle bouffait par devant et était fort juste par derrière.

21 *janvier*. — A la soirée de lady Palmerston, j'ai vu Narvaez et la belle Espagnole, mademoiselle de Montijo. Narvaez est un affreux petit homme gras, de physionomie abjecte. (C'est lui qui, après avoir été plusieurs fois ministre et avoir fomenté plusieurs *pronunciamentos*, répondit à son lit de mort, lorsqu'on lui demanda s'il pardonnait à ses ennemis : — « Je n'en ai point, m'étant toujours débarrassé de ceux que j'avais. ») Mademoiselle Montijo est fort belle, avec des cheveux châtain clair, une jolie taille et un teint

éblouissant. Cette dernière beauté doit lui venir de sa grand'mère qui était une miss Kirkpatrick, Anglaise ou Irlandaise.

28 *juin.* — Lord Stanley a reçu des nouvelles alarmantes de lord Derby, son père. (Il est mort quelques jours après). — 4 *juillet.* — Grande fête à Fulham chez M. Lumley, directeur de l'Opéra; tout le corps diplomatique y était. — 10 *juillet.* — Je suis allé à l'ambassade de Belgique où j'ai entendu faire un récit très amusant du bal donné à la reine à Guildhall [1]. C'était fort ridicule. Les femmes passaient en courant devant la reine sans lui faire la révérence, puis se retournaient pour la dévisager. Des hommes sont entrés, les uns le bras passé autour de la taille de leur femme, d'autres la tenant par la main à bout de bras, comme pour danser un menuet. L'un d'eux a envoyé un baiser à Sa Majesté, ce qui lui a donné un accès de fou rire. — 7 *août.* — Nous quittons Londres pour aller à Achnacarry jusqu'au 5 novembre.

9 *novembre.* — *Chillingham.* — Un propriétaire du Northumberland nous a raconté que, dans son pays, on ne baptise pas les filles avant d'avoir des garçons, parce que lorsqu'on agit autrement, ceux-ci n'ont jamais de barbe. Je lui ai demandé si en ce cas ce sont les filles qui en ont.

19 *novembre.* — Lord Palmerston vient de prononcer un discours tout à fait radical en réponse à une adresse du comité de Finsbury en faveur de Kossuth, le patriote hongrois. Tout le monde, à Londres, est d'accord pour le blâmer. Il a toujours intrigué avec Kossuth et les insurgés hongrois. Louis-Napoléon a agi de même, mais ni l'un ni l'autre n'ont jamais rien fait de pratique en leur faveur, ayant pour unique but d'intimider l'Autriche et d'encourager l'Italie. On prétend que lord Palmerston sera obligé de quitter le ministère à cause de ce discours, ses collègues étant furieux contre lui.

24 *novembre.* — Il n'y a rien de vrai dans le bruit de la démission de lord Palmerston.

2 *décembre.* — Grandes nouvelles de Paris. Les généraux

1. L'hôtel-de-ville de Londres. (*Note du trad.*)

Changarnier, Cavaignac, Lamoricière et Charras ainsi que M. Thiers ont été arrêtés et conduits à Vincennes, le président ayant acquis la preuve qu'ils conspiraient contre lui, comme il me l'avait confié en avril dernier. Beaucoup de députés ont été arrêtés. On dit que Changarnier a résisté à la police et que Charras a tué un agent. Une première proclamation a annoncé : 1° la dissolution de l'Assemblée nationale ; 2° le rétablissement du suffrage universel et l'abolition de la loi du 31 mai ; 3° la convocation des collèges électoraux pour le 14 décembre ; 4° la proclamation de l'état de siège ; 5° la dissolution du conseil d'État. Dans une seconde proclamation le président dit que, ses bonnes intentions en faveur du peuple ayant été contrecarrées par l'Assemblée, il avait cru devoir la dissoudre et proposait un gouvernement ainsi constitué : 1° un premier magistrat élu au suffrage universel pour dix ans ; 2° un ministère ne dépendant que du pouvoir exécutif ; 3° un conseil d'Etat ; 4° une assemblée législative élue au suffrage universel sans révision des listes électorales ; 5° un sénat.

Il paraît que ce coup d'Etat a été combiné et exécuté par Louis-Napoléon à l'insu de ses ministres avec l'assistance de Morny, de Persigny, du colonel Fleury et de Maupas. (Morny était un fils naturel reconnu du comte de Flahault ; sa mère était la reine Hortense, ce qui le faisait demi-frère de l'empereur. Il était son bras droit et lui donnait généralement de bons conseils, étant plein d'intelligence et de tact et parfait homme du monde. Il m'a dit qu'au début de la présidence de Louis-Napoléon, il l'avait poussé à la conquête du Rhin, mais que le prince lui avait répondu : « Si je faisais cela, les Allemands me *flanqueraient* dans le Rhin », prévision qui s'est vérifiée en 1870. Morny fut créé duc et, ayant acquis une grosse fortune dans des spéculations que sa position lui rendait faciles, il épousa une princesse russe. Mort avant la chute de l'empire, il n'a pas eu la douleur d'en voir la triste fin. Je l'avais connu à Paris dès 1834, quand il était un homme à la mode, recherché pour son esprit et qu'il courait des *steeple-chase* à la Croix de Berny.)

Les mouvements de troupes des journées précédentes passaient pour être des mesures de précaution prises à l'occasion des élections qui avaient lieu à Paris. Dans la journée du mardi 200 députés se sont réunis chez le comte Daru, un des vice-présidents, d'où ils se sont rendus pour délibérer à la mairie du X^e^ arrondissement, mise à leur disposition par le colonel de Lauriston, commandant la 10^e^ légion, qui leur avait promis de les défendre. Après un débat en bonne forme, auquel assistaient les sténographes du *Moniteur*, ces représentants ont déclaré illégales les mesures prises par Louis-Napoléon et l'ont proclamé déchu de sa dignité de président de la république, conformément à l'article 68 de la constitution. D'autres décrets ont été rendus pour relever les officiers et les fonctionnaires publics de leur serment de fidélité à Louis-Napoléon et pour convoquer une haute cour de justice à l'effet de juger le président et ses ministres.

Ces décrets ont été signés par les députés présents, Daru en tête. Mais, à ce moment, un détachement de chasseurs de Vincennes a entouré la mairie. M. Berryer les a harangués par la fenêtre et leur a annoncé la déchéance du président, ce qui a été reçu très froidement. L'officier qui commandait les troupes a insisté pour être introduit et en quelques minutes la salle s'est vidée. MM. Daru, Odilon Barrot, de Broglie et Molé sont restés, mais Daru seul a été arrêté ; l'officier a refusé d'arrêter M. Odilon Barrot qui le lui demandait. A onze heures le président est sorti à cheval escorté par un nombreux état-major et a passé les troupes en revue sur la place de la Concorde.

4 *décembre.*— Tentative d'insurrection hier à Paris. Un représentant du peuple, M. Baudin, a harangué les ouvriers du faubourg Saint-Antoine et les a sommés de prendre les armes pour délivrer les députés arrêtés. Deux barricades ont été élevées mais prises aussitôt par les soldats et Baudin a été tué, ce qui a mis fin à l'émeute. Les nouvelles des départements sont bonnes et je pense que le succès de Louis-Napoléon est assuré.

6 *decembre.* — Emeute sérieuse à Paris le 4. On s'est

beaucoup battu sur les barricades. 50,000 hommes de troupe ont défilé sur les boulevards et on a tiré sur eux de quelques maisons. A six heures du soir l'ordre était rétabli.

7 *décembre*.—Paris est tranquille et les fonds ont monté. Trente-trois députés seulement ont été arrêtés. Changarnier, Cavaignac, Lamoricière, Le Flô, Bedeau, Charras, Roger du Nord sont prisonniers à Ham. Quelle ironie du sort pour ces hommes qui, quelques années auparavant, avaient fait mettre le prince dans cette même prison!

Sir Robert Peel a annoncé en ces termes la vente de son écurie de chasse : « A vendre chez MM. Tattersall's l'écurie de sir Robert Peel, baronnet, qui ne peut plus chasser à cause de l'animosité politique que lui témoignent, même sur le terrain de chasse, certains fermiers protectionnistes. » Il paraît que ces fermiers l'avaient insulté et lui avaient interdit l'accès de leurs terres.

26 *décembre*. — Lord Palmerston a rendu son portefeuille et un article du *Times*, qui paraît être officieux, en attribue le motif à son approbation du coup d'État du 2 décembre. Il y aura eu en outre quelque intrigue. Lord Palmerston n'est pas homme à souffrir en silence cette mortification et il en résultera probablement un éclat. Lord Granville le remplace.

M. de Persigny à lord Malmesbury [1].

Paris, 26 décembre 1851.

Mon cher lord,

Des préoccupations extraordinaires qui tiennent aux événements derniers m'ont empêché de répondre, aussi promptement que je l'aurais désiré, à votre dernière lettre. Je m'empresse aujourd'hui de profiter d'un moment plus tranquille pour vous dire d'abord que j'ai remis votre lettre au prince et qu'il est entièrement de votre avis sur ce qu'il y a à faire pour attirer les capitaux anglais dans notre pays et cimenter de plus en plus l'alliance qui doit exister entre les deux grands peuples.

Nous voyons ici avec beaucoup de regret l'ardeur de certains journaux anglais à dénaturer les événements qui viennent de s'accomplir; nous craignons que la persistance de cette hostilité n'égare les sentiments du peuple anglais et ne crée des difficultés pour

1. En français dans le texte.

l'avenir. L'Angleterre se rend difficilement compte des faiblesses de notre système parlementaire. En Angleterre la liberté et votre système parlementaire sont au profit de l'influence aristocratique. C'est le gouvernement des classes élevées et ces classes élevées sont faites au gouvernement et admirablement intelligentes des intérêts publics. En France, au contraire, les classes élevées sont impropres au maniement des affaires. Elles sont, à l'exemple de notre ancienne noblesse, brillantes, légères, chevaleresques, frivoles et guerrières, mais sans aucune des vertus nécessaires en un Etat libre, de sorte que le système parlementaire ne fonctionne qu'au profit du désordre, de l'anarchie et aux dépens de l'autorité.

La France, en un mot, n'est qu'une grande démocratie qui a besoin d'être disciplinée et nul élément n'est plus propre à la personnifier que l'élément napoléonien. C'est là le secret de cette immense ovation populaire. On peut chercher à dénaturer le caractère des événements et dire, comme le *Times*, que c'est la violence, la compression militaire qui force la population à donner leurs voix (*sic*) à Louis-Napoléon, mais cela ne peut se dire qu'en Angleterre où l'on ne connaît pas le génie national de notre pays. Comment une armée qui n'a pas fait la guerre et qui n'est composée que de jeunes soldats aurait-elle l'esprit du despotisme militaire? Comment pourrait-elle se séparer du sentiment des masses et violenter le pays, quand elle sort chaque année des entrailles du pays et qu'elle y rentre chaque année? La vérité, c'est que l'armée est pleine du sentiment national. Quand le sentiment national était contraire au gouvernement, comme en 1830 et 1848, l'armée n'a été d'aucun secours au pouvoir. Aujourd'hui, au contraire, qu'elle a exprimé le sentiment public, elle a pu tout faire, sans aucune résistance sérieuse. Quant aux grandes masses, elles sont ivres de joie et d'enthousiasme et jamais révolution ne fut si facile et si populaire.

Je sais bien qu'on peut se demander si, après le rôle qu'elle a joué dans les derniers événements, l'armée ne sera pas avide de se produire et de se jeter dans les aventures. Ce danger n'est pas sérieux. . . . . Il n'y a pas dans les têtes militaires la moindre trace d'ambition guerrière; personne ne songe à recommencer les aventures et le prince président moins que personne. . . . . Ce serait donc une folie inconcevable que d'ameuter les esprits en Angleterre contre un péril qui n'existe pas, car ce serait le moyen de le créer. Si les efforts que l'on fait en Angleterre pour dénaturer les événements réussissaient, ce n'est pas du côté de l'armée française que viendrait le danger, mais du côté du peuple dont on ranimerait les haines nationales, quand elles ne demandent qu'à s'éteindre complètement. J'espère donc que les hommes d'État d'Angleterre s'efforceront de maintenir la bonne amitié qui existe heureusement entre les deux pays. . . . . .

Pardonnez-moi ces réflexions faites à la hâte. Soyez assez bon pour me faire connaître de temps en temps ce que vous savez de

l'opinion en Angleterre et tâchons tous les deux de contribuer à l'œuvre commune.

Votre bien dévoué, F. DE PERSIGNY.

ANNÉE 1852.

3 *janvier*. — Louis-Napoléon a été élu président pour dix ans par 7,600,000 voix. Il y a eu le 1er janvier une cérémonie magnifique à Notre-Dame. Il a été accueilli avec un enthousiasme extraordinaire et beaucoup de cris de : « Vive l'empereur! » Il a rétabli l'aigle sur le drapeau et sur la Légion d'honneur.

On dit qu'il y a quelque temps la reine avait reçu très froidement lady Palmerston, un jour que celle-ci était allée lui présenter la femme du ministre portugais et d'autres dames. La reine les avait toutes engagées à rester, excepté la y Palmerston qui avait dû revenir seule à Londres. Le discours de Palmerston au sujet de Kossuth lui a beaucoup nui à la cour et ailleurs. — 4 *janvier*. — Notre ambassadeur à Paris, lord Normanby, a insinué à M. Turgot, ministre des affaires étrangères en France, que notre gouvernement n'approuvait point le coup d'Etat. Turgot a répondu qu'il avait peine à le croire, le comte Walewski, ambassadeur de France à Londres, ayant écrit que lord Palmerston lui avait dit l'approuver hautement. Lord Normanby a alors écrit, à ce qu'on suppose, à lord John Russell pour l'informer de ce fait qui a servi de prétexte au renvoi de Palmerston. — Le comte de Flahault m'a donné le rapport officiel de la journée du 4 décembre, d'où il appert qu'il y a eu, outre les soldats, 215 personnes tuées — dont 137 sur les barricades et 88 mortes depuis de leurs blessures — et 115 blessés. Il n'y a eu que dix curieux tués.

A propos du comte Walewski, je dirai que j'ai fait connaissance avec lui pendant la révolte des Polonais en 1830, lorsqu'il était venu à Londres, envoyé par le comité révolutionnaire pour nous demander assistance. C'était un très beau et très aimable jeune homme de vingt et un ans, ayant une ressemblance adoucie avec son père l'empereur

Napoléon Ier. Il avait été fort bien reçu dans le monde et admis dans nos clubs élégants. Il épousa bientôt après la fille de lord Sandwich, puis, en secondes noces une Florentine, fort belle personne qui faisait parfaitement les honneurs de l'ambassade. Il est mort subitement et encore jeune à Strasbourg en 1869.

18 *janvier*. — Lord Derby m'écrit : « Votre ami de Paris va bon train. Il faut qu'il ait le plus profond mépris pour ses compatriotes et, s'il parvient à réussir, il faut avouer qu'ils l'auront largement mérité. » — 25 *janvier*. — Le président a rendu un décret confisquant les propriétés de la famille d'Orléans ou du moins les forçant à vendre, ce qui revient à peu près au même. M. de Morny et M. Fould ont refusé de signer le décret et, après deux jours de discussion, ont donné leur démission. M. de Persigny remplace M. de Morny à l'intérieur. Ces mesures arbitraires feront du mal à Louis-Napoléon, surtout celle-ci qui ne part que d'un esprit de vengeance.

Persigny, de son vrai nom Fialin, était un de ces aventuriers qui avaient toujours partagé les rêves ambitieux de Louis-Napoléon et sa confiance fataliste. Il avait le plus absolu dévouement et la plus vive affection pour son maître qu'il a toujours suivi jusque dans ses captivités. De même qu'il avait été fidèle à l'empereur, l'empereur lui a été fidèle et l'a comblé d'honneurs. C'était un homme brave et impétueux que son caractère violent rendait impropre aux fonctions d'ambassadeur ; mais il était fort intelligent et je crois qu'il n'avait pas, comme la plupart des personnages de l'entourage impérial, garni ses poches en prévision de la catastrophe, car il est mort pauvre peu après la chute de l'empire. A son lit de mort il a exprimé ses regrets d'avoir, dans l'irritation de la défaite, reproché à l'empereur les malheurs de la France. Ses paroles ont été transmises à Napoléon qui me les a rapportées.

3 *février*. — Le Parlement s'est réuni aujourd'hui. Lord Derby a fait un magnifique discours dont je pense que les fermiers seront satisfaits. Aux communes, lord John Russell a exposé les raisons qui ont déterminé le renvoi de lord

Palmerston. Son discours a été éloquent, mais ses griefs contre Palmerston sont insuffisants. La défense de celui-ci a été faible. Il n'a pu nier le fait de son désaccord avec le cabinet. Il est probable que la reine et le prince Albert ont réclamé sa retraite et que lord John a saisi cette occasion de se brouiller avec lui. Les faits exposés sont ceux-ci : Conformément à une décision prise par le cabinet à la suite du coup d'Etat du 2 décembre, Palmerston a envoyé à lord Normanby une dépêche officielle lui prescrivant de continuer ses relations avec le gouvernement français comme par le passé, la reine ne voulant paraître intervenir en rien dans les affaires intérieures de la France.

Là-dessus, dans une conversation avec le comte Walewski, lequel la rapporta à Paris, Palmerston lui exprima son approbation du coup d'Etat. Lord Normanby écrivit à Russell pour se plaindre de l'embarrassante situation où le mettait cette contradiction entre les instructions officielles de son ministre et le langage tenu par celui-ci à l'ambassadeur de France. Lord John demanda par lettre des explications à Palmerston qui ne répondit pas. Un message de la reine du 13 décembre, n'eut pas plus de succès et, le 17 seulement, il reçut du ministre des affaires étrangères une réponse qu'il ne trouva pas satisfaisante. Il fit observer à Palmerston que, dans la pratique des principes constitutionnels, des paroles de cette importance ne pouvaient être prononcées sans l'assentiment du premier ministre et que, dans le cas présent, elles constituaient en outre, une offense envers la reine ; d'où il conclut en lui demandant sa démission, sans consulter ses collègues, qui ont d'ailleurs approuvé cette conduite au conseil du 22. Lord Palmerston ne nie rien, mais fonde sa défense sur la distinction à établir entre une conversation privée et une dépêche officielle, ajoutant qu'il n'y aurait pas d'affaires possibles si l'on établissait une telle surveillance sur les rapports du chef du Foreign-Office avec les ambassadeurs étrangers. Il a ajouté : « Lorsqu'un ambassadeur parle d'un grand événement, le ministre de Sa Majesté doit-il rester comme un sot sans répondre ni faire une observation? »

20 *février*. — Lord Naas a déposé sa motion de blâme au sujet du gouvernement de l'Irlande. Russell et Palmerston ont défendu le vice-roi, lord Clarendon, et le gouvernement a eu une majorité de 92 voix. Mais il a été battu sur l'amendement de Palmerston au bill de la milice et s'est trouvé en minorité de 11 voix, sur quoi lord John a déclaré qu'il se retirait. Cet événement était si imprévu que lord Derby avait quitté Londres ce matin. — 21 *février*. — Je suis allé après déjeuner chez Disraeli que j'ai trouvé transporté de joie à la pensée d'arriver au pouvoir. — « Je suis comme une jeune fille qui va à son premier bal. », m'a-t-il dit. Autant il montre d'indifférence à la Chambre quand il y est attaqué, autant, une fois qu'il en est sorti, il est en proie à un profond désespoir ou à une joie intense selon la fortune de la séance. Lord Derby me propose le Foreign-Office, ce qui ne me plaît guère, car cela me retiendra à Londres toute l'année. Rien pourtant ne peut être décidé avant que lord Derby ait vu la reine chez qui il va demain à deux heures et demie. — 22 *février*. — Lord Derby a eu son audience de la reine et a accepté le pouvoir. Il m'a proposé pour les affaires étrangères. Sa Majesté a consenti aussi à ce que lord Palmerston rentrât dans le cabinet et, en revenant du palais, lord Derby l'a manlé. Des fenêtres du Carlton-Club où je me trouvais, je l'ai vu passer, se dirigeant vers Saint-James's Square de son air le plus pimpant.

23 *février*. — Lord Palmerston refuse d'entrer dans notre ministère à cause de la question protectionniste. Lord Derby a fait sa liste et nous nous réunissons chez lui demain. Il m'a consulté sur les charges de cour. La reine désire avoir la duchesse de Northumberland pour dame d'atours. On m'a dit qu'à la soirée de madame Walewska, l'ambassadeur de Russie Brünnow avait paru fort alarmé du bruit qui courait de l'entrée de sir Stratford Canning aux affaires étrangères. — « Allons donc! c'est une mauvaise plaisanterie », s'est-il écrié. Lord Derby avait en effet l'année dernière sondé à ce sujet sir Stratford, qui est notre ambassadeur à Constantinople, mais il a réfléchi depuis

que l'antipathie existant entre celui-ci et l'empereur de Russie ferait de ce choix une insulte personnelle envers Nicolas. Sir Stratford ne me pardonnera jamais d'être la cause innocente de cet affront apparent. Ses capacités sont indiscutables, mais son caractère est si despotique et irritable qu'il n'est propre qu'à la diplomatie avec les Turcs dont il se tire fort bien ; c'est sultan contre sultan. Mais s'il était au Foreign-Office, il n'y aurait de paix possible ni avec la Russie ni dans le cabinet.

Louis-Napoléon, prince président à lord Malmesbury [1].

Elysée, 24 février 1852.

Mon cher lord Malmesbury,

Je ne veux pas tarder à vous féliciter du poste élevé où la confiance de la reine vous a appelé, mais je m'en félicite surtout pour les bons rapports qui doivent en résulter pour les deux pays. Nous avons reçu ici avec grand plaisir lord et lady Cowley et nous serions très heureux si le changement de ministère ne les entrainait pas à sa suite. Croyez, mon cher lord Malmesbury, que vous trouverez toujours mon gouvernement franc, loyal, animé des sentiments les plus amicaux, et prêt à s'entendre avec le vôtre pour tout ce qui peut assurer la paix et les progrès de la civilisation.

Je vous renouvelle l'assurance de ma sincère amitié.

Louis-Napoléon.

Lord Malmesbury au président Louis-Napoléon.

Londres, 26 février 1852.

Monseigneur,

J'ai à exprimer à Votre Altesse mes sincères remerciements pour l'honneur que me fait son aimable lettre. A la grande satisfaction que me cause la marque de confiance dont m'a honorée Sa Majesté vient se joindre celle que j'éprouve à voir Votre Altesse se féliciter personnellement de mon entrée aux affaires, ainsi que de la nomination de lord Cowley à Paris. Lord Derby a la plus haute opinion de ses capacités et de son caractère et il est heureux d'apprendre que Votre Altesse les a déjà appréciés.

1. En français dans le texte.

Votre Altesse peut être assurée que je suis entièrement convaincu de la nécessité de l'entente entre la France et l'Angleterre pour assurer non seulement la prospérité de ces deux pays, mais encore les grands intérêts de la civilisation. Et c'est avec le plus vif plaisir que j'ai vu ce sentiment si loyalement exprimé dans la lettre de Votre Altesse.

Avec l'assurance de mon amitié personnelle, j'ai l'honneur d'être, etc.

MALMESBURY.

25 *février*. — Lord Brougham est venu nous voir. Extravagant comme toujours, il s'est jeté à genoux devant lady Malmesbury, lui a baisé la main, puis m'a demandé si Louis-Napoléon n'était pas mon fils. Je lui ai répondu que je n'en savais rien, mais que ce n'était pas probable, vu que nous étions du même âge. Il s'est mis à rire en disant : « Ce serait encore plus curieux s'il était plus vieux que vous. » — 26 *février*. — La duchesse de Northumberland a refusé le poste de dame d'atours en donnant pour raison que l'administration des affaires privées du duc va lui incomber, maintenant qu'il est premier lord de l'Amirauté. — 27 *février*. — Je suis allé ce matin à Windsor pour baiser les mains de la reine et en recevoir le sceau de mon département. Je suis entré en fonctions ce matin. Le corps diplomatique a été fort aimable pour moi, excepté les Van de Weyer. Je crois que cela tient à ce qu'ils sont très orléanistes et me considèrent comme un bonapartiste. Lui est un homme de valeur; il a été autrefois bibliothécaire quelque part en Belgique; elle est une Américaine qui se donne de grands airs.

Lord Malmesbury à lord Cowley, ambassadeur à Paris.

Foreign-Office, 2 mars 1852.

Cher lord Cowley. . . . . .

Vous avez connaissance de mes anciennes relations intimes avec le président, dont il a eu la maladresse de faire parler par les journaux. Lors de ma nomination j'ai reçu de lui une lettre de félicitations dont je vous enverrai une copie et à laquelle j'ai répondu à titre privé. Vous pouvez parfaitement, à l'occasion, parler

de cette lettre — que la reine a lue — et lui dire que la teneur en a été goûtée par le gouvernement. Il y a environ un mois, avant la chute du dernier ministère, je lui avais écrit une sérieuse remontrance au sujet des décrets sur les biens de la famille d'Orléans. Il m'a répondu, toujours avec l'assurance réitérée de son amitié pour l'Angleterre, qu'il jugeait cette confiscation nécessaire, quelques-uns de ses nouveaux sénateurs eux-mêmes ayant été circonvenus par l'argent et les menées orléanistes. C'est là sa marotte et Walewski est en complet désaccord avec lui sur ce point. Vous pouvez être assuré que le prince est homme de jugement et de résolution, ne se fiant qu'à ses propres inspirations et sachant commander à ses passions lorsqu'elles sont en opposition avec ses intérêts. Il est très superstitieux et je l'ai connu très accessible aux sentiments chevaleresques et romanesques et fort jaloux de sa parole et de son honneur dans les affaires privées. . . . . .

Je crois que, relativement à la question suisse [1], ce que vous avez de mieux à faire est de communiquer directement avec lui. Il renverra Turgot si cela lui convient. J'ajoute que dans sa lettre, il manifeste le désir de vous voir rester à Paris, ce qui n'a jamais fait l'ombre d'un doute pour moi. — Sincèrement à vous.

MALMESBURY.

6 *mars*. — Rencontré lord Grey qui m'a dit avoir l'intention de nous faire de l'opposition dans les deux Chambres et l'espoir de nous renverser dans trois semaines. Dîné à Northumberland-House avec presque tout le cabinet. Lord Derby a dit à ma femme : « J'ai conduit ce matin un attelage de jeunes chevaux dont pas un n'avait encore été mis à la voiture ; ils ont marché parfaitement, sans une ruade. » On nous a fait toutes sortes de plaisanteries sur ce que nous sommes novices dans les affaires. Lady Clanricarde, dans l'intention de railler lord Derby au sujet de la nomination de sir John Pakington au ministère des colonies, lui a demandé à travers la table : « Êtes-vous bien sûr, lord Derby, que ce soit vraiment un homme? » A quoi il a répondu : « Je le pense... Il a été marié trois fois. »

1. Le prince-président désirait obtenir du gouvernement suisse l'expulsion des réfugiés français.

(*Note de l'auteur.*)

Lord Malmesbury à lord Cowley, ambassadeur à Paris.

. . . . . .

Je connais Persigny à fond depuis longtemps. C'est un homme sans scrupule, essentiellement vaniteux et grand faiseur de phrases. Autrefois, en flattant sa vanité on en pouvait tirer ce qu'on voulait. Peut-être l'expérience l'a-t-elle rendu plus prudent; mais, il n'y a pas plus d'un an, je lui ai arraché par ce procédé jusqu'au dernier mot de sa fameuse conversation avec Changarnier une heure après qu'elle avait eu lieu et j'ai appris tout ce qu'il avait fait et ce qu'il n'avait pas fait à Berlin. Le président le sait fidèle, mais n'a pas de confiance dans sa discrétion. Sincèrement à vous.

MALMESBURY.

11 *mars*. — Notre cabinet est enfin constitué comme il suit : Premier ministre, lord Derby ; chancelier, lord Saint-Léonard ; président du conseil, lord Lonsdale ; lord du sceau privé, lord Salisbury ; affaires étrangères, Malmesbury ; intérieur, N. Walpole ; colonies, sir John Pakington ; guerre, M. Beresford ; marine, le duc de Northumberland ; forêts, lord John Manners ; postes, lord Hardwicke ; chancelier de l'Échiquier[1] et *leader* de la Chambre des Communes, M. Disraeli. Les seuls d'entre nous qui aient jamais été aux affaires sont les lords Derby et Lonsdale et le pays est assez curieux de savoir ce que fera un gouvernement composé d'hommes aussi peu expérimentés. Les journaux de l'opposition nous accablent d'injures personnelles dont la grossièreté ne leur fait pas honneur. J'ai ma bonne part de leurs épigrammes et de leurs insultes, mais je n'en aurais point pris de souci, si je n'avais découvert que les articles les plus amers et les plus dénigrants émanent de Sidney Herbert et de lord Lincoln qui ont été pendant des années mes amis les plus intimes. J'avoue que leur guerre anonyme et perfide m'afflige fort ; voilà le triste effet de la politique.

Lord Palmerston, qui a été le pupille de mon grand-père et qui est toujours resté très lié avec ma famille, sa-

1. Ministre des finances. (*Note du traducteur.*)

chant mon inexpérience de la vie publique et connaissant les difficultés d'un poste aussi important que le mien, a eu la bonté de m'offrir ses conseils sur les grands principes de notre politique extérieure. J'ai accepté avec reconnaissance et il m'a tracé un tableau merveilleux du *statu quo* européen avec des indications générales sur la marche à suivre pour le conserver. Le grand point, selon lui, est de se maintenir en paix avec la France; mais il a ajouté que « comme elle ambitionne la prépondérance en Orient, nous sommes à cet égard comme deux hommes amoureux de la même femme. » — « Vous n'avez pas idée », m'a-t-il dit, « de l'étendue du prestige que possède l'Angleterre à l'étranger et votre premier devoir est de ne point le laisser s'affaiblir. Avec les diplomates étrangers, ne vous montrez pas trop réservé, mais ayez soin de toujours établir, avant d'entamer une conversation, qu'elle est purement officieuse. » Il m'a dit aussi que, faute d'expérience, j'aurais au début besoin de plus de temps que lui-même n'en employait pour dépouiller une correspondance considérable et y répondre, mais que j'ai sur lui l'avantage de bons yeux qu'il n'a plus. Il m'a recommandé d'exiger que les notes soient écrites d'une main nette avec des intervalles convenables entre les lignes et m'a cité plusieurs ministres qui sont illisibles. Au sujet des nominations à faire à l'étranger, il m'a dit ironiquement : « Vous serez frappé de ce fait singulier que les seuls climats qui conviennent aux diplomates anglais sont ceux de Paris, Florence et Naples. » Il m'a dit qu'il considérait l'avénement de Louis-Napoléon comme un bienfait pour la France, que le pays avait prouvé par le plébiscite qu'il en avait assez et des Bourbons et des avocats; mais que, comme il était possible que le prince voulût venger son oncle, il nous fallait veiller à la défense nationale depuis longtemps négligée par les ministères whigs.

Après cette entrevue, je me suis rendu chez le duc de Wellington avec qui je suis depuis longtemps en relations, ayant eu souvent affaire à lui en sa qualité de lord-lieutenant de mon comté. Il est dans les mêmes idées que Palmerston. Il n'a pas une grande opinion du caractère de

l'empereur Nicolas et dit « qu'il y a en lui beaucoup du Grec du Bas-Empire. » Il m'a dit aussi : « Ayez soin de rester en bons termes avec la France, c'est le point capital. Mais méfiez-vous de ce changement de dynastie. Je ne crois pas que Louis-Napoléon désire une guerre avec nous, mais il lui faut conserver sa popularité et Dieu sait où cela peut le mener. » Il m'a aussi engagé à pousser lord Derby à augmenter nos armements par terre. Il est devenu tout à fait sourd et parle très haut.

Lord Derby m'a donné son fils Edward Stanley pour sous-secrétaire d'État ; mais, comme ce jeune homme fait un voyage d'agrément dans l'Inde, je me trouve seul en attendant son retour. Je reçois la plus cordiale assistance du sous-secrétaire permanent, M. Addington, un tory, ancien ministre à Washington. Les bureaux sont très bien disposés pour moi, mais je vois qu'ils s'attendaient à ce que je leur donnasse beaucoup d'embarras et à ce que je leur demandasse beaucoup d'avis. Ils ont paru surpris de me voir au courant de leur routine et du jargon diplomatique, connaissance que j'ai acquise en publiant en 1844 les mémoires, papiers d'Etat et correspondances de mon grand père, le premier comte Malmesbury. Pendant deux ans j'ai été occupé à lire, collationner et classer plus de deux mille dépêches diplomatiques échangeés entre 1768 et 1809 et cela m'a appris le métier comme si j'eusse été sous-secrétaire d'Etat pendant quarante ans. Je dois aussi beaucoup à la reine et au prince Albert qui ont eu l'extrême bonté de me donner une quantité de renseignements particuliers sur les cours étrangères et particulièrement allemandes. Les questions urgentes sont : la demande d'expulsion des réfugiés français adressée par la France à la Suisse ; les prétentions de la Prusse sur Neufchâtel ; le traité relatif à la succession des couronnes de Grèce et de Danemark [1], enfin, par-dessus tout, la grande incertitude qui plane sur les intentions de Louis-Napoléon quant à sa politique et au rétablissement de l'empire.

1. Le traité réglant la succession danoise (le roi Frédéric VII n'ayant pas d'enfants), fut signé à Londres le 8 mai 1852. (*Note du traducteur.*)

Rome et Modène avaient envoyé, à l'instigation de l'Autriche et par l'intermédiaire du comte Buol, ambassadeur de cette puissance, des notes pour demander l'extradition de leurs réfugiés en Angleterre. Granville lui a répondu en les jetant au panier, ce qui a été le sujet de ma première entrevue diplomatique avec Buol. Furieux contre l'Angleterre et contre Granville, il s'est conduit fort grossièrement avec moi quand j'ai refusé de lire ses notes, si bien que je lui ai demandé s'il avait pour habitude de parler de ce ton à un ministre anglais et l'ai prévenu que j'en informerais sa cour. J'ai su depuis que c'était une comédie diplomatique qu'il avait jouée, comptant sur mon ignorance des formes officielles. Peu après, le prince de Schwartzemberg, en arrivant au pouvoir, rappela Buol et désavoua les notes en m'exprimant ses vœux pour une bonne entente.

Lord Malmesbury à Sir Hamilton Seymour, ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

Foreign-Office, 29 mars 1852.

Mon cher Sir Hamilton,

Bien que vous paraissiez croire que le prince-président a renoncé à son désir de posséder le titre d'empereur, je n'en suis pas moins convaincu qu'il n'y a rien de changé à ses ambitieuses visées. Je le connais personnellement depuis bien des années et je sais que le trait le plus remarquable de son caractère est une obstination qui, soutenue par un caractère flegmatique, résiste à toutes les difficultés. Tous les projets conçus par son cerveau y restent sans qu'il en fasse connaître les détails, mais leur accomplissement n'est qu'une question de temps. Devenir empereur est sa marotte depuis qu'il a vingt ans et je me rappelle avoir vu sa mère rire de ce rêve. Walewski, qui arrive de Paris, me dit que l'armée est impatiente de le couronner On le qualifie d'Altesse Impériale et on a de bonnes raisons de croire que son manteau est entre les mains des brodeuses. Je ne vois pas, pour ma part, que le titre dont il lui plaira de se parer, puisse avoir une influence sérieuse sur les intérêts européens et monarchiques. La royauté est depuis si longtemps discréditée en France, depuis l'exécution de Louis XVI jusqu'à la chute de Louis-Philippe, que tout ce qui s'y rattache doit être à présent considéré comme de la mascarade. Si Louis-Napoléon se revêt de la pourpre, la seule conséquence politique que j'en prévoie est que, ayant obtenu tout ce qu'il pouvait dési-

rer, il se tiendra tranquille aux Tuileries. Un des objets qu'il poursuit en se faisant empereur est sans doute d'obtenir la main d'une princesse.

Voilà mes idées, tenant à ma connaissance personnelle de son caractère sur lequel du moins je ne me trompe pas, en admettant que je me trompe sur les conséquences de son élévation au trône. Il nourrit certainement le projet d'une nouvelle distribution territoriale de l'Europe. Il est donc nécessaire de lui donner à entendre, avec toute la courtoisie possible, que les grandes puissances regardent les arrangements de 1815 comme définitifs.

. . . . . .

MALMESBURY.

1er *avril*. — Réception chez la reine. Lady Malmesbury a eu à présenter toutes les femmes des ministres étrangers. — 21 *avril*. — La France persiste à demander à la Suisse de lui livrer les réfugiés français et le roi de Prusse à réclamer Neuchâtel conformément aux traités de 1815. Ceci ne pourra pas se faire maintenant sans une guerre. — 1er *mai*. — Le discours de Disraeli pour présenter le budget a produit un mauvais effet dans le pays, car les fermiers, bien que résignés à l'abandon des droits protecteurs, s'attendaient à recevoir quelque autre soulagement dont Disraeli n'a pas fait la moindre mention. Je crains que les élections prochaines ne s'en ressentent. Lord Derby est fort contrarié et je m'attends à ce que nous soyons renversés avant le mois de décembre. — 11 *mai*. — J'ai entendu dire que la revue du 10 à Paris s'est très bien passée. J'ai eu hier une audience de la reine. Elle m'a demandé si c'est pour voir la revue que lady Tankerville est allée à Paris. Je lui ai répondu qu'elle était allée voir les Gramont.

Dans l'opéra *la Flûte enchantée*, Ronconi qui fait le rôle de Papageno est habillé tout en plumes. Il a ajouté à son costume une sorte de crête de plumes rouges qu'il peut dresser quand on l'applaudit comme font les kakatoës quand ils sont contents. Cette bouffonnerie fait les délices de toute la salle. — 14 *mai*. — Lord et lady Ossulston reviennent de Paris. Ils étaient invités aux fêtes des Tuileries, mais la queue était si longue qu'ils sont rentrés chez eux. Lord Cowley a été sifflé pour avoir usé de son privi-

lège de couper la file. On a fait à Paris beaucoup d'arrestations. — 20 *mai*. — Nous sommes allés ce soir chez les Walewski, voir une pièce française, *Brutus, lâche César*, jouée en perfection par Rose Chéri, Lafont et Léon. — 21 *mai*. — Mon sous-sécrétaire d'Etat, lord Stanley, est arrivé des Indes ce matin. — 24 *mai*. — Le Sénat français refuse de donner les diamants de la couronne au président avant son mariage. Il a dit : « Je ne suis pas pressé. » Lady Malmesbury a donné une soirée à l'hôtel du ministère. L'opposition avait fait courir le bruit que l'escalier n'était pas solide. Il est certain que, peu de jours après ma nomination, le plafond est descendu sur mon bureau et m'aurait tué si j'y avais été assis.

28 *mai*. — Je crains que cette affaire de Florence ne me donne beaucoup de mal. Un M. Mather a trouvé bon de se mettre sur le chemin d'un corps de troupes autrichiennes en marche et de refuser de céder la place, sur quoi un officier, furieux, l'a frappé de son sabre et l'a blessé à la tête, mais pas dangereusement. J'ai pris l'affaire en main et j'ai demandé une indemnité au gouvernement toscan. C'est fort important au point de vue politique pour établir l'indépendance de la Toscane, bien qu'elle soit occupée par un corps autrichien. J'ai prescrit à M. Scarlett, chargé d'affaires en l'absence de Bulwer, de ne pas accepter moins de 500 livres sterling; il n'a pas suivi ces instructions et a transigé à 250. M. Mather père est furieux, ayant demandé 5000 livres pour le dommage causé au crâne de son fils. En vue des élections l'opposition fait grand bruit de cela et d'autres frasques de voyageurs anglais qui se mettent dans de mauvais cas à l'étranger, puis, lorsqu'ils ont mérité d'être arrêtés et punis, en appellent à leur gouvernement pour les protéger. Cette conduite de leur part est due en partie à un discours plein de jactance prononcé il y a quelque temps par lord Palmerston, qui déclare que John Bull, quoi qu'il fasse n'importe où, doit être aussi sacré qu'autrefois le *civis romanus*.

1^er^ *juin*. — Le tribunal de première instance de Paris a donné tort au président sur la question des biens de la fa-

mille d'Orléans. Interrogé à ce sujet, le président a répondu que cela lui était fort égal et, au dire de mon correspondant, il a ajouté : « Tenez, en cherchant dans un journal que j'ai écrit en Suisse, j'ai trouvé ce passage : Je suis né pour rendre le bonheur à la France et les aigles à l'armée; le reste sont des bagatelles. » Son voyage dans le pauvre pays de Sologne l'a rendu très populaire et a donné au pays l'espoir de le voir abandonner l'épée pour la charrue. Il est fort perplexe sur la question de mariage; il n'y est pas enclin, mais il sent qu'aucun Bonaparte n'est capable de perpétuer la dynastie impériale. Jérôme et son fils ne laissent pas échapper une occasion de le contrecarrer; il les méprise, mais les craint. Persigny épouse la petite-fille du maréchal Ney. — 2 *juin*. — Dîné chez lady Ailesbury où j'ai entendu un amusant récit d'un dîner donné par les Douglas à Paris pour mettre en rapport le président et madame de Liéven. Ils ont été comme deux chiens de faïence et celle-ci a déclaré qu'il n'y avait rien à en faire. — 4 *juin*. — Lord Cowley considère l'empire comme décidé dans l'esprit du président. Il a congédié sa maîtresse, miss Howard, en lui donnant le titre de comtesse de Beauregard. — 9 *juin*. — Bal à Windsor. La reine a beaucoup dansé et a fini par exécuter une sorte de danse villageoise qui s'appelle *la Tempête*.

Lord Malmesbury à l'honorable P. C. Scarlett, chargé d'affaires à Florence.

Foreign-Office, 12 juin 1852.

Cher monsieur Scarlett,

Je reçois votre lettre au sujet de l'affaire Mather et les explications que vous donnez sur les difficultés qui vous ont amené à conclure l'arrangement que le gouvernement s'est vu dans la pénible nécessité de désavouer. Nous sommes convaincus que cette conclusion peu satisfaisante ne doit pas être attribuée à de la négligence de votre part, et nous pensons que vous avez considéré le rétablissement de relations amirales avec la Toscane comme offrant un intérêt supérieur à l'exécution littérale de vos instructions. Mais il était impossible au gouvernement de Sa Majesté

d'abandonner ce principe capital de la responsabilité du gouvernement toscan et d'accepter la note de M. de Casigliano, qui présentait le payement de cette somme comme un don gracieux et non comme une juste réparation, sans d'ailleurs un seul mot de regret et de sympathie J'ai éprouvé, je vous l'assure, un regret sincère d'être obligé de vous désapprouver publiquement, mais je n'ai attribué votre conduite qu'à une défaillance de votre jugement.

Sincèrement à vous.

MALMESBURY.

15 *juin*. — Lord John Russell a fait un discours très violent sur l'incident Mather; Disraeli a bien répondu. Les journaux de l'opposition me font le reproche singulier de ne m'être pas adressé à l'Autriche pour obtenir la réparation. Il est vrai que si, je l'avais fait, j'aurais été accusé de sacrifier les libertés italiennes au despotisme autrichien. Mais c'est en vue des élections qu'on fait tout ce bruit. — 27 *juin*. — Les élections prennent une mauvaise tournure. Je ne pense pas que nous ayons plus de 300 partisans de lord Derby. Nous allons à Osborne pour la réception du duc d'Oldenbourg. J'espère que la reine nous enverra chercher par un bateau à vapeur afin que nous ne soyons pas inondés comme la dernière fois; nous nous sommes présentés chez elle faits comme si nous revenions de chasser la bécasse.

1er *septembre*. — J'ai accompagné la reine à Balmoral et il est impossible d'être traité avec plus de bonté que je ne le suis par Sa Majesté et par le prince. Balmoral est un ancien pavillon de chasse fort délabré, absolument insuffisant pour des personnages princiers. La reine projette de bâtir un château sur cet emplacement ou à côté. Avec nous il y a la duchesse de Kent, les dames de service, le colonel Phipps et sir Arthur Gordon. Les chambres sont si petites que je suis obligé d'écrire sur mon lit et de tenir la fenêtre toujours ouverte pour avoir assez d'air; mon secrétaire particulier, George Harris, est logé à trois milles d'ici. Nous jouons au billard le soir et il faut que la reine et la duchesse se dérangent à toute minute pour ne pas être heurtées par les queues. On ne peut rien voir de plus gai

et de plus heureux que l'intérieur de la reine et de plus aimable qu'elle et le prince pour ceux qui les entourent. Je n'ai jamais rencontré d'homme aussi remarquable que celui-ci par l'étendue et la variété de ses connaissances; avec cela un grand fonds d'humour *quand il se déboutonne* [1]. Ils se plaisent beaucoup dans cet air sain et vivifiant. La rivière la Dee, qui coule à côté de la maison, est très bonne pour la pêche au saumon, mais la forêt offre peu de ressources pour la chasse au daim.

George Harris, secrétaire particulier, à lord Malmesbury.

2 septembre 1852.

Mon cher Fitz,

J'ai eu mardi soir à Saint-Cloud mon audience du président et pour l'obtenir il m'a fallu recourir aux grands moyens. Trois jours se sont passés sans que j'aie de nouvelles de Son Altesse. Lundi soir j'ai demandé à Stuart, de l'ambassade, une lettre d'introduction pour l'aide de camp de service et je suis parti pour Saint-Cloud où je me suis fait inscrire; le général Canrobert, Tascher et Roquet m'ont fait espérer que je pourrais avoir mon audience dans le délai d'une semaine. Là-dessus je suis revenu à Paris, je suis allé voir miss Howard, je l'ai flagornée, je lui ai dit que j'étais très pressé de retourner à Londres et que j'avais besoin de voir le président seulement deux minutes. Le jour même j'ai reçu une invitation du prince pour aller chasser le lendemain, l'entretenir à cinq heures et demie et dîner, avec lui. J'étais trop souffrant pour accepter la chasse et le dîner, mais j'ai eu mon entrevue et je lui ai rendu exactement votre message. Je lui ai conté les menées des réfugiés à Jersey, leurs menaces d'assassinat, leurs espérances d'être assistés par Mazzini et Kossuth, bref le fond de tous les rapports de M. Sander, sans omettre les détails donnés par la division A à propos d'armes et d'argent; enfin, je lui ai fait savoir ce que les autorités de Jersey pensent de Stoffel et de ses autres agents.

Le président vous remercie très cordialement pour ces renseignements, dont une partie lui était inconnue. Il m'a dit avoir reçu le matin même un avis de Manteuffel au sujet des réfugiés des îles normandes et des projets insensés qu'ils méditent, entre autres une descente en Algérie où ils comptent pouvoir corrompre deux régiments de ligne avec lesquels, sous la direction de Mazzini, ils iraient révolutionner l'Italie. En somme il rit ou

1. En français dans le texte.

affecte de rire de leurs desseins et m'a dit que l'assassinat est le seul de leurs projets qui ait quelque chance de réussir. Il paraît redouter fort la terrible tournée qu'il va faire par toute la France. Il m'a beaucoup parlé de vous.

GEORGE HARRIS.

Lord Brougham à lord Malmesbury.

Brougham, 20 septembre 1852.

Mon cher Malmesbury,

. . . . . .

J'allais vous écrire lorsque j'ai reçu votre mot, pour vous donner communication d'une lettre de Paris me venant d'un personnage très digne de foi, qui a accès auprès de beaucoup d'hommes publics et que j'ai toujours trouvé très précis dans ses informations et très sain dans son jugement. Lorsqu'il me sera permis de vous le nommer, vous penserez comme moi que ses renseignements méritent d'être pris en considération.

Il me dit que dans deux mois le président sera marié — la chaîne étant sans doute rompue, quoi qu'on en dise — et que dans moins de trois mois il sera empereur. Mais il veut se faire prier. En attendant, sa tournée a bien réellement, et non pas seulement d'après les comptes-rendus officiels du *Moniteur*, été un triomphe. Cependant la garde est doublée à tous les ministères et une partie de chacun des régiments est consignée. Non pas qu'il y ait rien à redouter, mais en l'absence de Louis-Napoléon, les ministres sont en proie à une panique qui semble être l'apanage de tous les ministères les uns après les autres. Moi, je crois que les difficultés de Louis-Napoléon commenceront quand l'empire sera proclamé. Il est possible qu'il prévoie ceci et qu'il se contente de la présidence à vie. — Sincèrement à vous.

H. BROUGHAM.

Lord Brougham à lord Malmesbury.

Brougham, 30 septembre 1852.

Mon cher M.,

J'ai reçu une autre lettre de la personne bien informée que vous savez et, ne sachant où vous prendre, j'ai écrit au jeune Stanley. C'était pour vous dire que cette querelle belge a tout l'air d'être une querelle d'Allemands suscitée par Louis-Napoléon dans le but de faire sa cour aux intérêts du charbon, du fer et du coton, car il intrigue de tous côtés pour se créer des appuis. Mais il paraît que Léopold est indigné et s'attend à ce que toute l'Europe prenne parti pour lui quand les faits seront connus.

. . . . . .

Mon correspondant ajoute que les procédés de Louis-Napoléon envers la Belgique sont désapprouvés par ses ministres. Je suis assez peu rassuré sur les desseins de ce Louis-Napoléon et je le crois capable, quand il n'aura pas autre chose à donner en pâture aux Français, de tourner son esprit vers des objets plus graves que des fêtes et des mascarades. Les comptes-rendus ont beaucoup exagéré l'enthousiasme témoigné dans le Midi. Cependant il y en a eu assez pour qu'il puisse se croire autorisé à se parer du titre impérial. — Très sincèrement à vous. H. B.

Lord Brougham à lord Malmesbury.

Brougham, 1er octobre 1852.

Mon cher M.,

Indépendamment des détails que je vous donne dans ma dernière lettre, j'ai reçu, émanant d'origines très différentes, des renseignements de nature à entretenir mes alarmes au sujet de ce qui se passe en France et de ce qui se prépare pour l'Europe et particulièrement pour l'Angleterre. Il s'est produit partout, dans le voyage de Louis-Napoléon, d'inquiétantes explosions du sentiment militaire. Vous pouvez être certain qu'il fait appel plus ou moins ouvertement au chauvinisme le plus grossier. Cavaignac regarde la guerre comme inévitable et ne pense pas qu'on puisse résister à l'armée sur ce point. Je sais bien qu'il ne faut écouter qu'avec beaucoup de réserve les gens qui se trouvent dans la position de Cavaignac. Il y a dans Machiavel un chapitre qui prêche la méfiance. Néanmoins, dans l'espèce, il y a de fortes présomptions pour que l'impression de Cavaignac soit juste; je le sais pertinemment. *Assurément, nous ne saurions trop nous préparer.* — A vous.

H. B.

Lord Derby à lord Malmesburg.

Guodwood, jeudi.

Mon cher Malmesbury,

. . . . . .

J'ai causé des affaires de Grèce avec Brünnow [1]. Nous sommes convenus que vous enverrez à Saint-Pétersbourg et à Paris un résumé de l'affaire, suggérant la nécessité de réviser le traité grec de façon à le mettre en harmonie avec la constitution ; vous proposerez de demander au roi de Bavière les intentions de ses fils relativement à l'acceptation de la religion grecque et à la renonciation à la succession bavaroise. Je n'ai pas dit à Brünnow que vous aviez déjà correspondu avec Paris sur ce sujet. Il paraît

1. Il s'agissait de régler la succession du roi Othon, prince bavarois, qui était sans enfants. (*Note du trad.*)

désirer que l'invitation aux deux puissances de conférer à nouveau sur cette question vienne de vous. Le roi de Grèce sera partie adhérente au nouveau traité qui passera pour être le même que le premier, puisque celui-ci n'a pas été rendu public. — A vous.

DERBY.

Lord Derby à lord Malmesbury.

Knowsley 3 octobre 1852.

Mon cher Malmesbury,

. . . . . .

Je n'aime pas l'attitude prise par la France vis-à-vis de la Belgique et je crains que ce pays ne soit jeté dans le désarroi par la récente défaite du gouvernement qui se trouve maintenant sous l'influence du *parti prêtre* soutenu en secret — et pas même en secret — par la France. Si la France envahit la Belgique à propos d'une discussion sur la liberté de la presse, il est clair que nous ne pourrons pas compter pour la défendre sur la coopération de l'Autriche, et je ne suis pas satisfait du ton des dernières dépêches de Russie à ce sujet. L'empire approche à grands pas, mais je pense que Louis-Napoléon donnera les garanties exigées par les puissances du Nord, se contentera d'être reconnu personnellement et négligera, pour le moment, la question d'hérédité. Assurément, cette question n'est pas aussi urgente que la question grecque. Mon avis là-dessus est qu'il faudrait demander au prince Adalbert [1], d'accepter la succession à la couronne de Grèce, sous la condition d'embrasser lui-même immédiatement la religion grecque et non pas seulement de l'adopter pour ses enfants à naître. J'ai peur que la France ne joue un double jeu dans cette affaire et n'intrigue avec la Bavière, bien que je ne voie pas ce qu'elle aurait à y gagner. A ce propos, je crois devoir vous communiquer un extrait d'une lettre que j'ai reçue d'Emerson Tennant, qui a eu occasion de voir beaucoup lord Hertford à Paris.

« J'ai été frappé, » dit-il, « de trouver lord Hertford fermement convaincu que Louis-Napoléon tentera sous peu une démonstration hostile à l'Angleterre. Si c'était quelque autre Anglais qui m'eût parlé ainsi, je n'attacherais pas d'importance à de simples *on dit ;* mais lord Hertford est plus qu'à moitié Français et en relations intimes avec l'Elysée. Il ne m'a pas dit qu'il tenait ses renseignements de Louis-Napoléon lui-même, mais me l'a donné à entendre. Il pense que cette guerre avec l'Angleterre est, non seulement souhaitée par le président, mais rendue inévitable par sa position, qu'une fois l'empire établi et les feux d'artifice éteints, un débarquement en Angleterre lui sera imposé par les aspirations des Français et l'ardeur de l'armée. »

1. Frère du roi Othon. (*Note du trad.*)

Je vous prierai naturellement de tenir secrètes ces informations de Tennant. Il faudra certainement ouvrir l'œil lorsque viendra le moment auquel il fait allusion : « quand les feux d'artifice seront éteints »,car Louis-Napoléon aura besoin d'un nouveau coup de théâtre. S'il médite déjà ce projet quant à présent, je le tiens pour le plus consommé des hypocrites.

. . . . . .

Lord Malmesbury à lord Derby.

Achnacarry, 8 octobre 1852.

Mon cher Derby,

. . . . . .

J'ai beaucoup réfléchi à ce que vous me mandez des vues du président. Tout le monde est d'accord avec vous et l'appréhension est universelle. Je l'entends dire de tous côtés, par Brougham, par mon secrétaire particulier Harris et ses amis de France, en somme par les gens les plus autorisés à se croire bons prophètes. Cette terreur générale est fondée sur un pressentiment, car personne ne peut donner de motifs sérieux aux intentions sinistres de Louis-Napoléon. Je suis le seul à n'y pas croire et voici mes arguments.

Il n'a aucune antipathie naturelle pour les Anglais; depuis que je le connais il a toujours aimé leur société et adopté leurs usages. Il y a vingt ans, à une époque où il ne pouvait jouer la comédie pour moi qui avais encore moins de chances alors pour devenir sécrétaire d'Etat que lui pour devenir empereur, il me disait toujours que la grande faute de son oncle avait été son inimitié pour l'Angleterre. Je ne l'ai jamais surpris à songer à une revanche de Sainte-Hélène. En admettant d'ailleurs qu'il ait caché ce sentiment dans son cœur et que, l'occasion aidant, il se laisse aller à y céder, pourquoi prendrait-il un moyen aussi détourné que celui des garanties belges? Nous sommes malheureusement forcés par un traité et par nos intérêts de défendre la Belgique, mais la Russie, l'Autriche et la Prusse sont liées avec nous. Louis-Napoléon le sait et sait qu'il court le risque de se mettre sur le dos trois ou quatre puissances s'il envahit la Belgique pour se brouiller avec l'Angleterre, tandis que, s'il fait naître quelque querelle qui nous soit particulière, ce qui lui est facile à propos de Terre Neuve ou de l'Egypte ou de la presse, aucune puissance n'a l'obligation de nous appuyer. Ce serait un combat singulier dans lequel il aurait pour lui les vœux de toute l'Europe, excepté la Russie et la Belgique. Mais, depuis qu'il est au pouvoir, il n'a pas perdu une occasion de nous montrer des sentiments amicaux. Si un consul nous est hostile, il le blâme; lorsque nous avons eu besoin de son assistance en Egypte et à Cuba, il nous l'a donnée aussitôt. Il a soigneusement évité tout

sujet de discussion. De même pour les tarifs douaniers; si Disraeli était prêt, nous pourrions presque avoir le libre-échange avec la France.

. . . . . .

Les faits matériels aussi militent contre le dessein qu'on lui prête. Si nos renseignements sont exacts, jamais les arsenaux français n'ont été si inactifs. Naturellement, je ne vous mande pas ceci pour vous engager à la nonchalance, car je ne voudrais pas voir diminuer notre flotte d'un seul vaisseau ni d'un seul matelot et j'espère que le budget de Disraeli ne l'exigera pas; mais c'est pour vous donner mon sentiment sur le caractère de l'homme. Je suis persuadé qu'il veut essayer de la paix avec nous. Il désire se marier et avoir des héritiers. Je ne vois pas que les sept millions d'électeurs qui lui ont donné leurs voix deux fois et les lui donneront encore aient besoin de « feux d'artifice ». Lors de sa première élection il n'était pas connu personnellement de vingt Français; la seconde fois il avait commis un acte de violence publique. J'en infère que son nom suffit pour le recommander aux masses pour toute sa vie.

. . . . . .

Toujours à vous. MALMESBURY,

16 *octobre*. — *Londres*. — Les funérailles du duc de Wellington (mort le 15 septembre) sont fixées au 18 novembre. Le Parlement est convoqué pour le 4. — On m'a raconté une anecdote curieuse sur le président Louis-Napoléon. Dans une des villes qu'il a visitées, l'évêque lui a dit qu'il était adoré des populations et que beaucoup de socialistes de la ville, qui avaient eu chez eux le portrait de Louis Blanc, l'avaient remplacé par celui de Louis-Napoléon. — « Croyez-vous, monseigneur, a répondu le président, que tous ceux qui ont le portrait de la Vierge suspendu dans leur maison soient de bons catholiques ? » — 18 *octobre*. — Conférence sur la succession grecque. Brünnow et Walewski ont adhéré à mon projet. Après avoir discuté la question de savoir si nous admettrions le plénipotentiaire bavarois sur le pied d'égalité avec nous, nous avons décidé que non, étant les représentants des trois puissances protectrices, et sachant d'ailleurs que Cetto combattrait mon projet. — 23 *octobre*. — Cetto refuse d'adhérer au protocole grec avant d'en avoir référé à Munich. — 24 *octobre*. — La reine s'inquiète fort de la défense

nationale ; les craintes de guerre sont universelles. Cette panique est entretenue par le roi Léopold qui m'en parle souvent et qui ne veut pas croire que la politique de Louis-Napoléon consiste à s'assurer l'alliance de l'Angleterre et à consolider, par une attitude pacifique, sa position vis-à-vis des grandes puissances. — 30 *octobre*. — Les agents français en tous pays prennent un ton arrogant, mais Louis-Napoléon est plein de bonne grâce pour nous. J'ai reçu des renseignements sur plusieurs plans d'invasion en Angleterre et de coups de main pour enlever la reine à Osborne. Lord Hardinge est fort préoccupé du manque d'artillerie et de ce que les affûts sont les mêmes qui ont servi à Waterloo il y a quarante ans. Il est nommé commandant en chef [1].

31 *octobre*. — Brünnow est venu causer avec moi de l'empire et de Napoléon III. Comment allons-nous reconnaître son titre ? J'ai répondu que nous accepterions le président comme empereur de fait, sans nous occuper de la question d'hérédité rétrospective ni future qui ne regarde que le peuple français. J'ai ajouté que je considérais comme absurde, au moment même où nous brisons les traités de 1815 en ce qui touche la famille Bonaparte, démontrant ainsi l'humanité des prévisions humaines, de prétendre de nouveau décider pour les générations futures. Quant à l'appeler Napoléon III, nous qui n'avons jamais reconnu Napoléon II, cela me semble d'autant plus absurde que nous avons accepté Charles X et Louis-Philippe du vivant du duc de Reichstadt. La Russie ne reconnaîtra pas l'empire si Napoléon prend le titre de « protecteur des catholiques d'Orient. » — 1er *novembre*. — Conseil de cabinet sur la question du titre de Napoléon III. A. Fitzclarence écrit de Paris que l'armée est animée de sentiments pacifiques et que miss Howard, la maîtresse du président, en dit autant de lui. — 2 *novembre*. — Vu Brünnow et Colloredo au sujet du titre de Napoléon III. Dîné chez Walewski ; j'ai essayé de le convaincre de la

1. Poste équivalant à celui de chef d'état-major général.
(*Note du traducteur.*)

maladresse qu'il y a à prendre un numéro qui soulève tant de difficultés. Dans six mois les monnaies et les gravures auront vulgarisé le nom de Napoléon III ; mais nous forcer, nous et les grandes puissances, à donner un démenti à l'histoire et à nous déjuger nous-mêmes dans tout ce qui a été fait depuis trente-sept ans, est une chose absurde. Walewski a commencé par se monter, disant qu'alors ce serait la guerre, mais il a fini par admettre que j'avais raison et a dit qu'il transmettrait mes conseils au prince.

3 *novembre*. — L'Autriche refuse d'envoyer une députation militaire aux funérailles de Wellington, à cause de la colère que lui cause l'agression dont le maréchal Haynau a été l'objet dans les rues de Londres. Il a été accusé d'avoir fait fouetter des femmes pendant la guerre civile de 1848 et, vrai ou faux, ce bruit a été accepté par la populace de Londres qui l'a insulté. — Disraeli arrive de Windsor où il a causé deux heures et demie avec le prince sur la question des armements. Il est de fort mauvaise humeur, dit que cela va bouleverser son budget et tourne la panique en ridicule. — 4 *novembre*. — Un article a paru dans le *Morning Post*, émanant de son correspondant de Paris, et relatant, mot pour mot, ma conversation avec Walewski sur le titre de Napoléon III. Walewski m'a avoué que le gouvernement français payait le *Morning Post*, et qu'il en voyait tous les jours le rédacteur en chef. J'ai proposé qu'en reconnaissant Napoléon nous fassions une protestation contre son hérédité rétrospective. — 8 *novembre*. — Lord Derby a écrit un *memorandum* très étudié sur cette question du titre; c'est un des meilleurs que j'aie jamais lus, écrit tout d'un trait, sans une rature. Addington et Mellish, les plus anciens et les plus capables des rédacteurs du Foreign-Office me disent que ni Canning ni Palmerston n'en auraient pu faire autant. — 9 *novembre*. — La reine m'a fait appeler, ainsi que lord Derby, pour causer sur le *memorandum* dont elle est satisfaite. J'ai persuadé à lord Derby que mon projet de protestation était le meilleur moyen de tourner la difficulté, maintenant que l'avéne-

ment de Napoléon III est un fait accompli et que le sénat lui a reconnu un droit héréditaire à la couronne.

11 *novembre*. — La session est ouverte. Lord Derby, à la Chambre des lords et Disraeli à la Chambre des Communes ont déclaré se rallier par nécessité au libre échange. Gladstone et les *peelites* sont très amers. — 12 *novembre*. — Lord Cowley me mande que Louis-Napoléon l'a fait appeler pour lui dire qu'il ne considère pas son empire comme rétrospectivement héréditaire attendu que, s'il pensait ainsi: 1° il aurait pris le nom de Napoléon V, son oncle Joseph et son père Louis ayant survécu au duc de Reichstadt; 2° il n'aurait pas eu besoin de recourir à une élection; 3° il aurait fait dater son règne de la mort de son cousin ou de son père. Walewski m'a répété ces arguments. Disraeli est fort mécontent des demandes de crédits additionnels pour l'armée et la marine. On pense que Palmerston s'est allié avec les *peelites*. — 13 *novembre*. — Plusieurs personnes ont été écrasées dans la foule qui se presse à Chelsea voir l'exposition du corps de Wellington. J'ai été mandé à Windsor où je suis logé dans la tour ronde à côté de Brünnow et du prince Gortschakoff, ce dernier relégué ici comme fumeur invétéré. Il est en habits bourgeois pour la première fois de sa vie, je crois, et a l'air très malheureux dans son costume de soirée. C'est Brünnow qui l'a voulu. Ayant des escarpins au lieu de bottes à l'écuyère, il a glissé du haut en bas de l'escalier en allant dîner, mais sans endommager son grand corps maigre et osseux. Le duc de Brabant assistait au dîner; il paraît fort préoccupé de l'avénement de Napoléon. Longue conversation avec le prince Albert sur les armements; il est convenu que nous demanderons 2000 artilleurs, 1000 chevaux et 5000 matelots, ce qui fera une augmentation annuelle de dépenses de 230,000 livres sterling.

15 *novembre*. — Beaucoup de personnes sont allées à Saint-Paul voir les préparatifs de la cérémonie des funérailles : on eût dit une fête. Cependant tout le monde était en noir, excepté lady *** en rose et lady *** en velours grenat et chapeau bleu. — 16 *novembre*. — Vingt-sept

officiers étrangers sont arrivés, envoyés par les différentes cours. Walewski fait des façons pour assister aux funérailles et a demandé son avis à Brünnow qui lui a répondu : « Mon cher, si nous allions ressusciter ce pauvre duc, je comprends que vous pourriez vous dispenser d'assister à cette cérémonie ; mais, puisque nous sommes invités pour l'enterrer, il me semble que vous pouvez prendre le deuil.» Il a d'ailleurs reçu l'ordre positif d'assister à la cérémonie et Louis-Napoléon parle du duc avec une grande considération.

15 *novembre*. — Funérailles du duc. Je me suis rendu à huit heures du matin au parc Saint James, lieu du rendez-vous. Temps triste et pluvieux. Le premier coup de canon a été tiré à neuf heures moins le quart et le soleil s'est montré juste à ce moment, pour la première fois depuis un mois. Tout le corps diplomatique était à Saint-Paul, excepté Brünnow qui a feint un *rhume de cerveau* de peur d'être insulté dans la cohue par quelque Polonais. Le convoi a traversé Pall Mall au milieu d'une foule innombrable et silencieuse, a passé devant Buckingham-Palace où la reine et le prince, en grand deuil, se tenaient au balcon, puis s'est dirigé sur Saint-Paul par Piccadilly. Les ministres suivaient dans leurs voitures. Les troupes faisaient la haie dans les rues où régnaient un ordre parfait et un silence solennel. Saint-Paul était plein depuis le pavé jusqu'à la voûte. Autour de l'entrée du caveau étaient rangés le corps diplomatique, les députations étrangères, les vieux compagnons d'armes du duc : les lords Anglesea, Hardinge, Napier et autres, les officiers les plus distingués de la marine et des membres des deux Chambres, de tous les partis. Des antiennes de Haendel ont été chantées par deux mille voix, dit-on ; quand les choristes tournaient les pages de leur musique, ce qu'ils faisaient simultanément, on aurait dit un coup de vent. Lord Douro, qui conduisait le deuil, était debout à l'entrée du caveau. Quand les salves d'artillerie ont salué la descente du cercueil, l'émotion a été générale et des larmes ont coulé sur les joues des plus vieux vétérans.

20 *novembre*. — La convention au sujet de la succession grecque a été signée chez moi, après une ennuyeuse discussion avec Cetto. Il y a joint une déclaration absurde à laquelle a adhéré Tricoupi (le plénipotentiaire grec) et qui est un papier sans valeur. J'ai donné à dîner aux vingt-sept officiers étrangers ainsi qu'à plusieurs généraux et ambassadeurs, aux ministres, *etc.* — La semaine dernière trois cents canons ont été mis en batterie à Cherbourg et trente à Granville. — 22 *novembre*. — Dîner de soixante huit couverts à Windsor dans la galerie Waterloo : tous les officiers étrangers et les principaux généraux anglais. — Lord John Russell a fait savoir qu'il soutiendrait le gouvernement sur la question de la défense nationale. — 24 *novembre*. — Nous sommes allés à Windsor pour parler de l'état des affaires et de la nécessité de modifier le cabinet. Lord Derby pense qu'on ne peut rien faire sans Palmerston, Gladstone et Sidney Herbert. Lonsdale et Hardwicke consentent à céder leurs places. — 25 *novembre*. — Lord Derby a pleins pouvoirs de la reine pour modifier le cabinet dans le sens de la fusion, à condition que Palmerston ne sera pas *leader* des Communes. Les *peelites* déclarent au contraire qu'ils ne suivront Palmerston que s'il est *leader*. — 28 *novembre*. — Lord Derby est hostile à l'idée d'introduire Palmerston seul dans le cabinet et je crois qu'il a tort. Si celui-ci y entre avec Gladstone et Herbert, nous serons annihilés par eux à la Chambre des Communes. Je prendrais encore mon parti de Herbert, mais je ne puis admettre Gladstone qui est mon cauchemar.

29 *novembre*. — J'ai fait part à Walewski des instructions données par moi à Cowley sur la question du titre. Il m'a dit avec beaucoup de vivacité que le gouvernement français ne confirmerait jamais par écrit la substance des déclarations de son ambassadeur. J'ai répondu que nous avions le droit de poser des questions et que, si on refusait d'y répondre, nous suivrions les autres puissances. Voici ce qu'il a fini par me suggérer : je prierais Drouyn de l'Huys [1] de déclarer verbalement à lord Cowley qu'il donne

1. Ministre des affaires étrangères.

les assurances demandées dans ma dépêche et, dans ces cas, il rendrait officielle la déclaration de Drouyn de l'Huys. Je me suis rallié à cette dernière combinaison. — Les dépêches de Russie disent que l'empereur Nicolas est séduit par le caractère de Louis-Napoléon et qu'il l'aurait reconnu tout de suite s'il n'avait été arrêté par Brünnow et Nesselrode. — Grand dîner offert aux officiers étrangers par le Club de l'Armée et de la Marine. Gortschakoff a prononcé un discours très véhément, lequel, après un panégyrique de Wellington, s'est terminé ainsi : *Vive cette armée qui a combattu avec lui ! Vive cette belle marine qui a nettoyé son chemin et aidé ses efforts ! Mais avant tout, vive la vieille et glorieuse Angleterre*[1] ! Ces paroles prononcées d'une voix de tonnerre ont électrisé l'auditoire [2].

1er *décembre*. — Cowley n'a pu obtenir de déclaration sur le chiffre III. Si le gouvernement français s'obstine, je ferai connaître au Parlement les paroles du président et mes conversations avec Walewski. Celui-ci est venu à une heure me notifier la proclamation de l'empire.

2 *décembre*. — Le gouvernement français donne enfin une déclaration écrite de son interprétation du titre de Napoléon III. L'empereur la confirme dans son discours au Sénat. — 3 *décembre*. — Disraeli dépose son budget et parle éloquemment pendant cinq heures un quart.

Lord Malmesbury à la reine.

Foreign-Office, 3 décembre 1852.

Lord Malmesbury présente ses humbles hommages à la reine. Votre Majesté a eu la satisfaction d'apprendre que lord Cowley a obtenu du ministre des affaires étrangères français une confirmation écrite et officielle des explications données par lui et par l'ambassadeur de France aux serviteurs de Votre Majesté. En conséquence, les ministres de Votre Majesté ont décidé, dans le conseil tenu hier, de l'engager à reconnaître sans aucune restriction le nouvel empire et l'empereur. Le comte Walewski a apporté la notifi-

1. En français dans le texte.

2. Un an après, il défendait Sébastopol contre nous avec la plus grande vaillance. (*Note de l'aut.*)

cation de ces faits à lord Malmesbury qui soumet respectueusement à Votre Majesté deux pièces : la réponse à cette notification et la lettre de créance de lord Cowley. Si elles sont approuvées de Votre Majesté elles seront transmises immédiatement.

4 *décembre*. — Reconnaissance officielle de l'empire français.

Lord Malmesbury à lord Cowley.

Foreign-Office. — 4 décembre 1852.

Mon cher lord Cowley,

Nous vous sommes fort obligés de la façon dont vous avez amené à une conclusion favorable cette épineuse affaire du numéro..... Vous pouvez assurer l'empereur de la satisfaction que nous ont fait éprouver son langage et celui de ses ministres, tant à propos de son titre qu'au sujet de sa politique future et du plaisir qu'a causé à la reine son discours aux assemblées législatives. Les grandes puissances paraissent résolues à ne pas reconnaître le numéro. Elles en font une question personnelle, particulièrement la Russie et l'Autriche. — Sincèrement à vous.

MALMESBURY.

6 *décembre*. — Discussion sur le libre-échange à la Chambre des lords et sur le budget aux Communes. J'ai annoncé la reconnaissance de l'empire et j'ai été attaqué par lord Canning pour avoir commenté favorablement cet événement. Comme tous les *peelites*, il se montre fort acerbe vis-à-vis de moi. Ils se sont mis en tête l'idée absurde et erronée que j'ai été le principal auteur de la séparation de lord Derby d'avec eux en 1846. Et puis, ils ne me pardonnent pas d'être entré aux affaires sans avoir passé comme eux par la filière hiérarchique. — 13 *décembre*. — Walewski est venu demander pour l'empereur la main de la princesse Adélaïde de Hohenloe [1]. Je l'avais prévu et j'en avais prévenu la reine. Il dit que le mariage de l'empereur avec la princesse Wasa est rompu. Il blâme les discussions de la France avec la Russie au sujet des lieux saints de Palestine.

1. Nièce du prince Albert.

17 *décembre*. — Nous sommes battus sur le budget par 305 voix contre 286. Disraeli a prononcé un discours magnifique. Lord Derby est allé à Osborne chez la reine et j'ai ajourné la Chambre des lords à lundi. — 18 *décembre*. — La reine a dit à lord Derby qu'elle allait mander lord Aberdeen et lord Lansdowne. Le prince avait fait observer qu'au point de vue constitutionnel, le chef du cabinet démissionnaire n'était pas obligé de désigner son successeur ; mais la reine ayant demandé qui était en position de constituer un ministère, lord Derby lui a dit qu'à son sens, lord Aberdeen avait dû se coaliser avec les whigs et qu'il devait être prêt à prendre le pouvoir. La reine n'est pas d'avis de mettre Canning au Foreign-Office à cause, sans doute, de son discours antibonapartiste ; ce serait en effet une maladresse en ce moment. La Chambre des Communes est partagée de la façon suivante : 292 *derbytes*, 30 *peelites*, 130 whigs, 160 radicaux et 50 Irlandais. Total : 662 membres. — 29 *décembre*. — Brünnow est venu me voir. Il est très préoccupé de la question des lieux saints de Palestine et dit que les Turcs sont fort embarrassés entre la Russie et la France. En me quittant, il m'a fait remarquer que nous n'avions jamais eu de discussion désagréable. Il est sans contredit le plus capable des membres du corps diplomatique et un rédacteur de premier ordre. Colloredo, qui est venu aussi, m'a parlé dans le même sens amical et je fais grand cas de son opinion, car c'est un vrai gentilhomme dans toutes les acceptions du mot.

22 *décembre*. — Lord Aberdeen rencontre beaucoup d'obstacles à la constitution de son cabinet. Lord Palmerston a refusé d'en faire partie, ce dont il est fort déconcerté. Walewski m'a dit que l'empereur va demander la main de la princesse Adélaïde à son père. — 24 *décembre*. — Le cabinet est formé comme il suit : Premier ministre, lord Aberdeen ; chancelier, lord Cranworth ; président du conseil, lord Granville ; lord du sceau privé, le duc d'Argyll ; affaires étrangères, lord John Russell ; intérieur, lord Palmerston ; colonies, le duc de Newcastle ; marine, sir James Graham ; guerre, M. Sidney Herbert ; chancelier de

l'Echiquier, M. Gladstone ; forêts, sir N. Molesworth ; sans portefeuille, lord Lansdowne. On dit que lord Palmerston n'a accepté un portefeuille que sur la prière de la reine. Sans lui les *peelites* n'auraient jamais réussi à former un cabinet. — 27 *décembre*. — Lord John Russell est venu me trouver, suivant l'usage, pour être renseigné par moi sur l'état des affaires étrangères. — 28 *décembre*. — Je suis allé à Windsor avec mes collègues, excepté lord Derby qui a pris congé de la reine dimanche, pour remettre les sceaux. Sa Majesté m'a donné audience pendant une demi-heure et a été fort aimable. Lord John a dit à Walewski : « C'est une gloire pour lord Derby d'avoir gouverné le pays comme il l'a fait en ces dix derniers mois. Nous avons trouvé tout en meilleur état que quand nous l'avons laissé. » La reine m'a parlé du mariage proposé à sa nièce. Le prince a lu une lettre du prince de Hohenloe sur ce sujet ; il dit que cet établissement ne lui paraît pas très satisfaisant au point de vue de la religion et de la moralité. La reine et le prince ont discuté ce mariage avec beaucoup de sens, en pesant le pour et le contre. Ils craignent que la princesse ne soit éblouie par la position. La reine a fait allusion au sort de toutes les souveraines de la France depuis 1789. Cependant elle n'est pas absolument opposée à ce mariage.

29 *décembre*. — Lord Cowley raconte une anecdote curieuse sur l'origine de ce numéro III que Napoléon a tenu à ajouter à son nom. Le préfet de la ville de Bourges, où le président avait couché le premier jour de son voyage, avait donné des instructions pour que l'on criât : Vive Napoléon ! mais il avait écrit : Vive Napoléon !!! On a pris les trois points d'exclamation pour un chiffre. En entendant crier « Vive Napoléon III », le président a fait demander des explications au préfet par le duc de Mortemart et a dit : « Je ne savais pas que j'eusse un préfet si machiavélique. » L'empereur aura 25 millions de francs de liste civile et la jouissance de tous les palais, à l'entretien desquels il devra subvenir. Il parle de nommer Jérôme gouverneur de l'Algérie, mais Saint-Arnaud et les ministres

s'y opposent. Quelqu'un a dit à Berryer : « Napoléon veut se faire le lit d'Henri IV. » — « Ce ne sont pas les paillasses qui lui manqueront, » a répondu celui-ci.

ANNÉE 1853.

22 *janvier*. — Le mariage de l'empereur avec mademoiselle de Montijo est décidé et aura lieu à Notre-Dame le 29.

L'empereur Napoléon à lord Malmesbury [1].

Aux Tuileries, 7 février 1853.

Mon cher lord Malmesbury,

Je ne veux pas laisser partir le comte Walewski sans le charger pour vous d'un petit mot pour vous exprimer ma reconnaissance pour tous les bons procédés que vous avez eus pour moi pendant votre passage aux affaires; combien je vous ai regretté ainsi que vos collègues. Néanmoins, je pense que tous les hommes de bon sens comprendront comme vous (et les nouveaux ministres m'en ont déjà donné les preuves) que mon désir le plus fervent est de maintenir avec votre pays, que j'ai toujours tant aimé, les relations les plus amicales et les plus intimes.

Recevez, mon cher lord Malmesbury, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Février. — *Heron-Court*. — Un attentat à la vie de l'empereur d'Autriche a été commis à Vienne. La haine des Autrichiens pour nous est arrivée à un tel point que le comte Buol a dû faire protéger la demeure de notre ambassadeur par un corps de police. — 7 *mars*. — Une émeute a éclaté à Milan et a été réprimée avec la plus grande cruauté. Les Suisses du Tessin qui se trouvent en Lombardie sont expulsés par milliers. On ne peut mettre la main sur Mazzini. Il est fort singulier qu'il échappe toujours à la police. Il a quitté l'Angleterre le 2 janvier. On le dit fort habile à se déguiser, ce que je ne puis comprendre,

1. En français dans le texte.

car il est affreusement marqué de la petite vérole, avec des yeux noirs perçants très remarquables.

George Harris à lord Malmesbury.

Vienne, 4 mars 1853.

Mon cher Fitz,

Peut-être serez-vous bien aise d'apprendre quelques cancans de la légation de Sa Majesté ici...

Il paraît que Manteuffel a demandé fort insolemment — quant au fond, non quant à la forme — que nos passeports portassent le signalement de leur porteur. Lord Clarendon refuse péremptoirement, en donnant cette raison, parmi beaucoup d'autres, que les puissances étrangères n'ont pas à nous dicter la forme de nos passeports ni quoi que ce soit. D'ailleurs lord Westmoreland m'a dit ce matin, et tout le monde me le répète, que l'irritation contre l'Angleterre est portée à son comble. Les Autrichiens nous font toutes sortes de reproches absurdes et le parti révolutionnaire prétend tout espérer de nous. Sa Seigneurie a reçu ce matin même une dépêche de lord Clarendon, l'autorisant à exprimer dans le langage le plus énergique l'indignation du gouvernement de Sa Majesté au sujet de l'abus que les réfugiés font de l'hospitalité de l'Angleterre pour y fomenter leurs complots, ajoutant (toujours la vieille histoire) : « Nos lois sont telles que le gouvernement a les mains liées à leur égard, mais le gouvernement impérial doit être assuré que la partie honnête et sensée du peuple anglais ne ressent pour ces conspirateurs que mépris et dégoût. »

. . . . . .

La maladie de l'empereur a jeté le trouble dans toutes les affaires publiques. Sa Majesté est son propre ministre de la guerre et fait par elle-même le terrible travail de ce département ; au bout d'une semaine, l'accumulation de papiers était telle qu'elle s'est adjoint l'archiduc François-Guillaume. Le 12, Sa Majesté s'est rendue sans appareil à la cathédrale pour y rendre ses actions de grâce. Toute la population en habits de fête faisait la haie et il n'y avait pas un soldat dans les rues, sauf une garde d'honneur de trois bataillons à la porte de l'église. La foule poussait des « Vivat ! » enthousiastes, le temps était délicieux. L'empereur était fort ému et son père, qui était avec lui dans la voiture, pleurait comme un un veau. L'attentat était fort sérieux et Sa Majesté l'a échappé belle. Si l'assassin n'avait pas émoussé la pointe de son couteau en aiguisant le fil, il lui aurait ouvert le crâne. La mère de l'empereur, l'archiduchesse Sophie, a voulu lui faire promettre de ne plus jamais sortir à pied dans Vienne et de se faire toujours escorter. L'empereur s'en est fâché et l'a priée de ne plus jamais lui re-

parler de cela : « Faut-il donc me méfier de mes bons et braves Viennois ? » a-t-il dit. C'est la première querelle qu'il ait eue avec sa mère... Affectueusement à vous.

G. Harris.

19 *mars*. — J'arrive à Paris et je trouve une invitation à dîner de l'empereur. — 20 *mars*. — Je suis allé avec lord Cowley aux Tuileries, l'empereur lui ayant manifesté le désir de me voir immédiatement. Il y avait revue sur la place de Carrousel. J'ai été introduit dans le grand salon du pavillon de l'Horloge; l'empereur y est bientôt arrivé avec l'impératrice et m'a reçu très cordialement. Il m'a présenté à l'impératrice,qui m'a dit avoir souvent entendu parler de moi par l'empereur comme d'un vieil ami. Puis il est monté à cheval pour passer la revue des troupes qui l'ont fort bien accueilli. Les ministres Fould, Ducos et Persigny sont venus et nous nous sommes mis à causer de l'appel de notre flotte dans le Bosphore par le colonel Rose, notre chargé d'affaires à Constantinople. Ils trouvent que l'Angleterre a manqué de loyauté. Tout ce que j'ai pu répondre, c'est que le colonel Rose, homme fort énergique, avait agi de son chef et que, tout en ne tenant en rien au gouvernement, je dois rendre aux lords Russell et Clarendon cette justice qu'ils sont fort enclins à l'alliance française et qu'ils avaient approuvé officiellement ma politique sur ce point. L'empereur a aussitôt rappelé sa flotte sans attendre les explications de l'Angleterre. Cet ordre, notifié immédiatement à notre gouvernement par l'intermédiaire de lord Cowley, n'a pas été communiqué à Walewski, ce qui a tout embrouillé. Walewski a si bien affirmé que la flotte française n'était pas partie que le ministère a cru lord Cowley mal informé. C'est un tour joué par Drouyn de l'Huys à Walewski qu'il soupçonne d'avoir intrigué pour le remplacer.

J'ai dîné aux Tuileries et je me suis trouvé au milieu d'une grande réunion militaire de maréchaux, de généraux et de colonels qui avaient pris part à la revue. L'empereur m'a remercié devant tout le monde de « ce que j'avais fait pour lui », faisant allusion à la reconnaissance de l'empire

par l'Angleterre et il m'a rappelé la visite que je lui avais faite dans sa prison de Ham. J'étais placé à côté de l'impératrice. Elle est toujours fort belle; elle a un buste et des épaules magnifiques, des pieds très petits, des mains charmantes et des cheveux châtain clair. Elle parle l'anglais couramment et s'adresse à l'empereur dans cette langue quand elle ne veut pas être entendue. Ils ont fait cela deux ou trois fois, oubliant ma présence, et ont ri de bon cœur de leur méprise.

Après dîner, l'étiquette a été fort sévère et nous sommes restés debout pendant deux heures. L'empereur m'a pris à part pour causer. Il a écouté les détails de la question turque qui occupe aujourd'hui le public; mais il n'a pas caché sa mauvaise humeur contre notre gouvernement et ses soupçons que Rose avait des ordres pour rappeler la flotte. Je l'ai prié d'attendre un complément d'informations et, en tous cas, de ne pas envoyer sa flotte plus loin que Naples, où se trouve la nôtre; mais il a gardé le silence, ce qui est son habitude lorsqu'il est en désaccord avec son interlocuteur. Il m'a demandé avec inquiétude si je pensais que l'influence de lord Aberdeen pourrait modifier les sentiments de la reine à son égard. J'ai répondu que la reine se sent naturellement portée vers la famille d'Orléans à laquelle elle est alliée, mais que, en dehors de cela, Sa Majesté n'éprouve aucune inimitié pour lui et que je l'ai toujours trouvée pénétrée de la nécessité d'être en bons rapports avec la France. Il m'a dit que c'était son vœu le plus cher, qu'il avait risqué de compromettre sa popularité en endurant pendant une année, la malveillance de la presse anglaise, dont le langage avait exaspéré les nombreux officiers de l'armée sachant l'anglais et qu'il lui avait fallu toute son influence sur les masses provinciales pour rester maître de ses actions et ne pas être obligé de mettre à la porte les correspondants des journaux anglais à Paris.

Il m'a dit qu'il souhaitait aller *bras à bras* (*sic*) avec l'Angleterre dans toutes les occasions, non *pour ses beaux yeux* (*id.*) mais dans l'intérêt général ; que deux grandes questions capitales se posaient : le maintien de l'empire

turc et le nouveau code international élaboré en Amérique et connu sous le nom de « doctrine de Monroë » et que ces deux questions comprenaient toute la politique du monde, le maintien de la paix et les progrès de la civilisation. Il a ajouté que la Russie était une monarchie barbare et l'Amérique une république barbare, mais que c'étaient deux États jeunes, vigoureux et pleins de sève. Quant à l'Europe, il dit que la sécurité de l'Occident dépend de l'alliance de la France et de l'Angleterre; qu'il a été poussé vers une quadruple alliance dirigée contre notre pays considéré comme un foyer révolutionnaire, mais qu'il s'y est refusé, sachant qu'abaisser l'Angleterre serait sacrifier la France aux puissances du Nord ; que, si la prophétie de son oncle au sujet des Cosaques ne se réalise pas matériellement, elle se réalisera moralement ; que l'Autriche même est dans la dépendance du tsar depuis que celui-ci l'a secourue en Hongrie ; que, sous des formes variées comme le sont les costumes d'un pays à l'autre, les gouvernements de l'Angleterre, de la France, de l'Espagne, du Portugal et de la Sardaigne reposent sur le même principe du respect de l'opinion publique et de la volonté populaire à des degrés différents, tandis que les autres États européens ont le droit divin pour toute loi.

Quant à lui, tout son pouvoir émane du peuple et, s'il perdait sa confiance, il n'aurait plus une heure à vivre. La différence entre les gouvernements de la France et de l'Angleterre n'est donc pas si grande que nos journaux le prétendent. Il nous reproche de n'avoir pas assez fait la part de la révolution de 1848 qui a jeté toute la France dans la prostration et était l'avant-coureur d'un régime de terreur préparé pour 1852 par Mazzini, Louis Blanc, *etc.* Il est naturel, a-t-il dit, que John Bull, qui n'a pas vu une goutte de sang et pour qui la révolution de 1688 est passée à l'état de légende, se régale après son déjeuner des diatribes du *Times*, et qualifie Napoléon de tyran sans se douter que son règne est la conséquence des événements de 1848.

Il a insisté encore sur son désir de ne pas se séparer de l'Angleterre, mais a ajouté : « La grande difficulté vient

de votre système de gouvernement qui change si souvent et si brusquement les ministres de la reine. C'est fort chanceux d'adopter une ligne politique avec vous, quand on risque d'être lâché par un nouveau ministère. » J'ai répondu que je ne voyais pas ce danger, car il n'avait eu qu'à se louer du cabinet de lord Derby, le plus conservateur de tous et que, quant au parti radical, il était foncièrement hostile à la Russie et à l'Autriche; qu'il n'aurait donc jamais à craindre de voir l'Angleterre entrer dans une coalition contre lui, à moins qu'il ne reprît la politique de son oncle. « Bah ! m'a-t-il répondu, vous savez depuis longtemps mon opinion là-dessus. » Il a déploré les agissements de l'Autriche en Italie, disant que cela ne pouvait durer et qu'il faudrait tâcher de trouver pour le premier de ces États quelque compensation, mais où ? Il ne voit de possible qu'une province turque. Il prétend être fort préoccupé de l'Italie et particulièrement de l'arrogance de l'Autriche vis-à-vis de la Sardaigne. Il dit que l'empereur d'Autriche est un homme énergique et intelligent qui jouera un rôle sérieux. J'ai répondu que je le croyais ambitieux et que Buol n'essayait pas de l'arrêter sur cette pente. Il en est tombé d'accord et m'a dit du mal de Buol de qui il avait reçu le jour même une lettre pleine de flatteries. J'ai ajouté que je croyais l'empereur Nicolas loyal et digne de confiance, à quoi il a répondu : « Plus prudent que loyal. »

Puis l'empereur a brusquement attaqué la question des réfugiés en Angleterre, disant que leur présence nous attirerait tôt au tard quelque querelle avec les autres Etats. J'ai répondu que nous savions bien que la plupart étaient des coquins et que nous serions fort aises d'en être débarrassés ; mais chaque pays a son point d'honneur sur lequel il ne peut céder : les Russes ont la question des lieux saints en Orient, nous avons, nous, celle des réfugiés et il est inutile de nous tourmenter là-dessus, aucun ministre ne pouvant à présent changer la loi. Il m'a dit : « Je ne me soucie pas de leurs réunions, de leurs discours, de leurs proclamations, mais c'est un nid d'assassins. Vous

savez que je ne suis pas pusillanime, mais je vous donne ma parole d'honneur que trois individus ont été arrêtés successivement à cinquante mètres de moi, armés de poignards et de pistolets. Le dernier a tiré sur un gendarme et l'a blessé. J'ai pris grand soin que ces attentats ne fussent pas divulgués. Ces hommes venaient tout droit d'Angleterre et n'étaient pas depuis douze heures en France. Votre police aurait dû le savoir et m'en donner avis. » Je lui rappelai que j'avais toujours agi ainsi en pareil cas. — « Oui, mais pas vos successeurs. Puis-je croire à leurs protestations quand Graham et Wood ont parlé de moi comme ils l'ont fait à Halifax et à Carlisle ? Leurs excuses sont absurdes. Ou ils sont des imbéciles, ce qui n'est pas, ou ils pensent réellement ce qu'ils ont dit, ce qui est fort inquiétant pour moi de la part de membres du cabinet, ou enfin ils m'ont insulté pour plaire à leur auditoire, ce qui est encore pire, car cela prouverait que le peuple anglais m'est hostile. Cependant j'agirai en politique comme j'ai toujours agi dans ma vie privée, je serai avec les gouvernements ce qu'ils seront avec moi. Je crois ce que vous m'avez dit de lord John Russell ; mais que pensez-vous de lord Aberdeen ? » J'ai dit que je ne pouvais repondre que pour les deux dont j'avais parlé, n'ayant pas de relations avec les autres.

Il m'a ensuite entretenu très affectueusement du temps passé et de sa mère, disant que la chose qu'il regrettait le plus était qu'elle n'eût pas vécu assez pour le voir où il est. Il a touché un mot de la demande en mariage qu'il avait faite de la princesse de Hohenloe, puis m'a demandé ce que je pensais de l'impératrice. Il m'a dit qu'il n'avait pas de temps à perdre s'il voulait laisser un héritier en âge d'homme. Il a prétendu que le revenu public avait dépassé soixante millions de francs en 1852 et que le premier trimestre de 1853 était déjà en augmentation de dix millions sur la période correspondante de l'année précédente ; qu'il avait beaucoup embelli Paris et que, s'il pouvait conserver la paix, il aurait complété son système de chemins de fer avant deux ans. Enfin il m'a prié de remercier lord Derby pour sa politique et a terminé en disant : « Les Anglais

sont de généreux amis et de généreux ennemis et c'est plus que je n'en puis dire des autres. »

J'ai transcrit cette conversation en rentrant à mon hôtel et je puis répondre de son exactitude à peu près textuelle.

L'impératrice m'a beaucoup questionné sur la santé de l'empereur avant son mariage et m'a demandé « s'il était sujet aux maux de tête. » Je lui ai dit que je considérais l'excessive chaleur des appartements comme suffisante pour causer des maux de tête à une personne qui travaille beaucoup et elle m'a répondu qu'en effet ils en souffraient tous deux, mais que rien ne pouvait rafraîchir les Tuileries. Elle a parlé d'un assassinat comme d'une chose impossible à son avis, disant qu'elle n'en avait pas la moindre frayeur et qu'ils se promenaient tous deux seuls à pied à Saint-Cloud.

Dans une conversation avec le maréchal Vaillant, qui a commandé le siège de Rome, et le maréchal Magnan qui a dirigé le coup d'État du 2 décembre, j'ai appris que l'armée était hostile à l'idée d'une guerre avec la Russie au sujet des lieux saints. Le maréchal Vaillant montre de l'antipathie pour l'Angleterre. Plusieurs colonels ont exprimé des sentiments opposés, mais tous sont imbus de l'idée qu'une alliance avec nous manquerait de stabilité à cause de nos continuels changements de ministère et ils envisagent comme dangereuse pour nous-mêmes l'organisation de notre milice dont ils se font une idée fausse d'après leur garde nationale.

Bien que le dîner et le service aient été aussi magnifiques que possible, il y avait quelque chose dans l'air qui m'a donné le sentiment d'une splendeur éphémère. Je ne saurais expliquer cette impression. Peut-être tient-elle à ce que, dans cette cour, chacun semble n'avoir qu'imparfaitement appris son rôle; peut-être aussi à ce qu'ayant connu l'empereur dans des positions bien différentes, tout ceci me fait l'effet d'un rêve ou d'une comédie. Mais lorsque chaque acteur sera familiarisé avec son rôle, ce sera une cour magnifique dont le souverain commandera l'attention de toute l'Europe.

21 *mars*. — Dîné avec Frank Mills aux *Trois Frères Provençaux*. Ce célèbre restaurant du Palais-Royal a été fondé pendant la Terreur par trois frères qui arrivaient de Provence. — Passé ma journée à déposer des cartes chez les personnages officiels. — 23 *mars*. — Dîné chez Nathaniel de Rothschild. Kisseleff, ambassadeur de Russie à Paris, s'y trouvait; on le dit en grande faveur auprès de son maître. Le duc de Guiche est nommé ministre à Turin et a des instructions pour soutenir la Sardaigne. — 24 *mars*. — Dîné chez Cowley où j'ai longuement causé avec Kisseleff. Il m'a dit que les hommes qui avaient été dans le secret du coup d'Etat étaient Morny, Magnan, Maupas, Persigny et un certain capitaine Fleury. Le comte de Flahault, père de Morny, ne savait rien, à ce que m'a affirmé Drouyn de l'Huys. Morny et l'empereur s'étaient assuré un refuge, en cas d'insuccès, chez une femme qui leur était dévouée, madame Favart de Langlade, une créole qui a habité Londres pendant quelque temps et y donnait d'excellents dîners et des soirées de whist. Je suis allé chez le prince de Liéven où j'ai rencontré Molé, Duchâtel et autres orléanistes. — 28 *mars*. — Dîné avec Persigny, les Cowley, Fould, *etc.*, et causé longuement des affaires françaises avec Persigny. Il est très partisan de l'alliance anglaise. Il était opposé au mariage de l'impératrice et dit que c'est une grande faute. Ceci me rappelle un fait qui s'est passé il y a cinq ans lorsque l'empereur était en exil à Londres. Un jour qu'il se promenait avec moi à Berkeley-Square, il me demanda si je pensais qu'il eût quelque chance d'être accepté par lady Clémentina Villiers. Je ne pus lui donner aucun encouragement, sachant que lady Jersey avait pour lui une antipathie particulière et évitait de lui témoigner la moindre politesse. Un trait remarquable du caractère de l'empereur était de n'oublier ni une injure ni un bon procédé. Lorsque lady Jersey vint à Paris, il refusa de l'inviter aux Tuileries.

29 *mars*.— Dîné chez Drouyn de l'Huys, cinquante-deux couverts. Il s'y trouvait une députation de la Cité de Londres, venue pour recommander une politique pacifique, ce

qui a beaucoup plu à l'empereur et aux ministres; l'adresse porte quatre mille signatures et a pour objet de détruire l'effet produit par l'abominable discours de sir Charles Wood à Halifax et par les articles du *Times* contre l'empereur. Ce journal a reçu de tels reproches de ses abonnés du commerce de Manchester qu'il a baissé le ton. J'étais placé à côté de madame de Bourqueney dont le mari est nommé ambassadeur à Vienne. Ducos, ministre de la marine, a parlé de l'alliance anglaise, à laquelle je le sais hostile au fond; c'est lui qui en 1851 avait combiné avec Changarnier un plan de descente en Angleterre pour enlever la reine d'Osborne, simplement histoire de plaisanter, disaient-ils. Lavalette est rappelé de Constantinople où son zèle a jeté la France dans l'affaire des lieux saints; il prétend avoir été sacrifié. La vérité est que Napoléon, qui n'a pu faire céder sur la question du Saint Sépulcre l'empereur Nicolas, pape et chef de l'église grecque, et qui avait poussé Lavalette à faire au sultan des demandes déraisonnables, se voit maintenant forcé de le désavouer. M. de la Tour, que l'on dit d'esprit conciliant, lui succède. — 30 *mars*. — Dîné aux Tuileries avec les Eglinton et Clanricarde. Les femmes m'ont paru très provinciales et mal à l'aise. L'empereur était aussi gai que l'étiquette le comporte. — 1^er^ *avril*. — Je suis revenu à Londres par une grosse tempête.

15 *avril*. — Le gouvernement a été battu hier soir à 31 voix de majorité sur une proposition faite par Disraeli pour détaxer les annonces et combattue par Gladstone. — 16 *avril*. — Lord Derby est enchanté et approuve tout ce que Disraeli a fait. Nous avons eu ce soir beaucoup plus de monde qu'à notre dernière réception. — 29 *avril*. — Le bill sur les Juifs a été rejeté par la Chambre des lords à 49 voix de majorité malgré lord Aberdeen. — 20 *mai*. — On m'a dit que madame Sidney Herbert s'est fait peindre avec ses enfants en *Sainte Famille*. — 23 *mai*. — Il n'y a plus à douter que les lords Aberdeen et Clarendon n'aient été absolument trompés par Brünnow. Les nouvelles d'Orient sont fort alarmantes et pourtant ils ne veulent pas encore

croire que l'empereur Nicolas se soit joué d'eux. Le prince Menschikoff ne donne au sultan que jusqu'au 16 du mois prochain pour accepter ou rejeter son ultimatum. Lord Stratford (notre ambassadeur) n'ayant pas d'instructions, en a référé au gouvernement. — 27 *mai*. — Un télégramme annonce que les rapports diplomatiques ont cessé entre le gouvernement turc et le prince Menschikoff. Ceci devrait ouvrir les yeux à lord Aberdeen. — 28 *mai*. — J'ai pris la parole hier sur la question turque. La réponse de lord Clarendon a été faible et il a évidemment parlé à contre-cœur en disant que le gouvernement avait l'intention de soutenir la Turquie et que notre ambassadeur à Constantinople agissait de concert avec celui de la France. — 29 *mai*. — On dit que le prince Menschikoff a quitté Constantinople. Lord Clarendon est fort mal à l'aise, mais lord Aberdeen, avec un entêtement puéril, se refuse à croire à une agression de la part de la Russie et ne veut pas envoyer notre flotte à Constantinople. J'ai rencontré à Pall Mall lord Palmerston qui a fait marcher son cheval à côté de moi pour me parler du départ de Menschikoff. Sa politique sur ce sujet concorde avec la nôtre : il est d'avis d'agir contre la Russie et diffère absolument d'opinion en cela avec lord Aberdeen. — 30 *mai*. — Lord Hardwicke a demandé si des ordres avaient été envoyés à la flotte ; lord Clarendon a refusé de répondre. Aux Communes, Disraeli a posé la même question et lord John Russell a refusé avec colère tout renseignement.

3 *juin*. — Walewski et Brünnow sont naturellement fort préoccupés des intentions du gouvernement au sujet de la guerre. Le premier, qui voit souvent Palmerston, espère et croit qu'il la fera, mais Brünnow est persuadé qu'Aberdeen ne la veut pas et tous deux s'adressent à moi pour avoir mon avis. Je leur fais toujours la même réponse « que le caractère le plus énergique des deux, qui est sans contredit celui de Palmerston, l'emportera. » Il y a une circonstance que je crois devoir influer puissamment sur lord Aberdeen. Quand l'empereur Nicolas est venu en Angleterre en 1844, il a signé avec sir Robert Peel, alors pre-

mier ministre, Wellington et lord Aberdeen, ministre des affaires étrangères, un *memorandum* dont l'esprit et le but étaient d'assurer à la Russie, sans consulter la France, son légitime protectorat sur les lieux saints et la religion grecque en Orient.

Quand lord Derby est arrivé aux affaires, j'ai été quelque temps avant de comprendre les allusions mystérieuses que Brünnow faisait de temps en temps à ce traité et qu'il rétractait quand il s'apercevait que je ne savais rien de cela ou que je n'en voulais rien savoir. Depuis lors, l'état de l'Europe a été complètement bouleversé. En 1840 les événements d'Orient avaient absolument désuni la France et l'Angleterre et Napoléon n'existait pas comme un des facteurs de la politique européenne. Maintenant que celui-ci est empereur des Français, que Wellington et Peel sont morts, il y a lieu de croire que, trouvant lord Aberdeen, seul survivant de ces trois hommes d'Etat, premier ministre en Angleterre, Nicolas pense le moment venu de tomber sur la Turquie, comme la Russie le souhaite depuis si longtemps. Ses conversations menaçantes avec sir Hamilton Seymour et les demandes arrogantes de Menschikoff n'ont commencé qu'après la retraite de lord Derby[1]. Il pense que lord Aberdeen ne s'alliera jamais avec la France contre lui et croit sans doute Palmerston absorbé par le travail du département de l'intérieur où il est relégué. Il est positif que les ministres ne peuvent se mettre d'accord sur la conduite à tenir vis-à-vis de la Turquie et que, lorsque lord Aberdeen a affirmé à la Chambre que la seule question pendante entre la Russie et la Turquie était celle du Saint-Sépulcre, il savait pertinemment que Menschikoff avait présenté le 22 mars une note contenant des demandes beaucoup plus exorbitantes. La Porte a refusé immédiatement et, du temps qui s'est écoulé avant que de nouvelles propositions fussent faites, on doit conclure que Menschikoff a demandé des instructions à sa cour. Le discours de Clarendon exprimant sa « confiance

1. Tous les personnages qui ont été mêlés à cette affaire étant morts, je ne vois aucun inconvénient à en dévoiler le secret. (*Note de l'auteur.*)

absolue » dans l'empereur de Russie est du 25 avril, alors que ni lui ni lord Aberdeen ne pouvaient ignorer la note du 22 mars.

9 *juin.* — Je reviens d'Oxford où j'ai assisté à l'installation de lord Derby comme chancelier. Il a été reçu avec un enthousiasme inexprimable et a montré beaucoup de grâce et de dignité; il était fort bien dans sa robe de chancelier. Il a prononcé d'abondance sa harangue latine et les érudits n'y ont pu trouver que deux fautes insignifiantes.

25 *juin.* — J'arrive de Cologne, où j'ai conduit lady Malmesbury qui se rend aux eaux de Carlsbad; je trouve l'opinion publique très belliqueuse et le gouvernement très divisé. Notre parti l'est aussi, ce qui fera passer le bill de l'Inde. Nos amis sont mécontents de Disraeli, comme cela leur arrive souvent et ils sont aussi assez mal avec lord Stanley qu'ils soupçonnent d'être en coquetterie avec le parti de Manchester. — 30 *juin.* — Réception au palais, à l'occasion du baptême du jeune prince [1]. — 2 *août.* — La reine revient à Londres pour donner un bal à la grande-duchesse Olga qui est arrivée en Angleterre et lui a été recommandée par une lettre autographe de l'empereur son père, singulier procédé en ce moment; à moins que Son Altesse Impériale ne vienne chargée d'une mission, ce qui est possible et tout à fait conforme à la politique russe. Et cependant, pour employer l'expression de lord Clarendon, « nous dérivons dans une guerre. »

20 *août.* — *Achnacarry.* — Lord John Russell a annoncé à la Chambre des Communes que la note concertée à Vienne entre les quatre puissances a obtenu l'adhésion de la Russie, mais qu'on ignore encore la réponse que fera la Porte. Cette affaire est fort peu flatteuse pour la Turquie, car la teneur même de la note indique qu'elle a été rédigée par la France, modifiée par l'Autriche et soumise à la Russie sans que la Porte ait été consultée. Non seulement il n'y est pas fait mention de l'évacuation des provinces danubiennes, mais cette note est, selon toute apparence, à peu près identique

1. Feu le duc d'Albany. (*Note du trad.*)

à celle dont la France et l'Angleterre ont, il y a quelque temps, conseillé le rejet au gouvernement ottoman. — 11 *septembre*. — Le cabinet est toujours partagé en deux partis : celui de la paix et celui de la guerre; mais, d'après ce que je sais de Palmerston, c'est ce dernier qui prévaudra. Le *Times* est très sombre. Il publie la note de Reschid-Pacha aux quatre puissances, d'où il ressort que, bien que la note de Vienne ne dise pas un mot de l'évacuation par la Russie des provinces danubiennes, la Porte en fait la première condition de l'acceptation de cette note et insiste sur des garanties contre une invasion future, de sorte que la crise est plus aiguë que jamais.

23 *septembre*. — Un article très belliqueux, évidemment inspiré par Walewski, a paru dans le *Morning Post*, disant que l'empereur de Russie interprète la note de Vienne non pas dans le sens où l'entendent les quatre puissances, mais comme accédant à l'ultimatum posé par Menschikoff. Les hésitations de notre gouvernement l'abaissent aux yeux de l'Europe. Les journaux disent que les Turcs ont déclaré la guerre aux Russes. Lord Westmoreland aurait dit à l'empereur d'Autriche à Olmütz que l'Angleterre ne soutiendrait pas la Turquie s'il voulait ne pas considérer comme un *casus belli* l'entrée dans les Dardanelles des flottes combinées. Ceci est peu croyable, car lord Aberdeen n'aurait jamais envoyé d'instructions dans ce sens. La sympathie pour les Turcs augmente en Angleterre et plusieurs adresses ont été transmises au gouvernememt pour l'engager à agir plus vigoureusement en leur faveur.

12 *octobre*. — Je crois qu'il a été décidé dans le dernier conseil des ministres de soutenir les Turcs par les armes en cas de guerre entre eux et la Russie et de retirer la note de Vienne. — On annonce que le capitaine Inglefield est de retour des régions arctiques où il a acquis la certitude du salut du capitaine Mac-Clure, parti il y a quatre ans à la recherche de Franklin. Son navire l'*Investigator* a été arrêté par les glaces pendant neuf mois et il s'apprêtait à l'abandonner pour regagner le Sud à pied, quand il a été trouvé par le capitaine Kellet qui était à sa recherche. Celui-ci est

revenu par la baie de Baffin et Mac-Clure par le détroit de Behring. Le passage Nord-Ouest a donc enfin été découvert et c'est à Mac-Clure qu'en revient l'honneur. Ses dépêches sont très intéressantes et dénotent un homme d'un courage et d'une énergie indomptables. — 20 *octobre*. — En apprenant que les Turcs lui avaient déclaré la guerre, l'empereur Nicolas a juré que ce serait une guerre d'extermination. — 24 *octobre*. — Pas d'autres nouvelles aujourd'hui que celle du rappel du ministre de France à Naples, à cause d'une insulte que lui a faite le roi. L'empereur avait envoyé trois officiers français pour assister à une revue, mais, l'un d'eux étant soupçonné d'être l'auteur d'une brochure qui a déplu au roi, ils ont été mis tous en quarantaine et n'ont été relâchés qu'après la revue. Ils sont aussitôt revenus en France furieux et l'empereur a immédiatement rappelé son représentant. — 4 *novembre*. — Un gros détachement turc a passé le Danube et on s'attendait à ce qu'il attaquât les Russes le lendemain. Il y a eu un engagement entre ceux-ci et les Circassiens qui, après avoir d'abord eu l'avantage, ont battu en retraite avec une perte de 2,000 hommes.

11 *novembre*. — *Chillingham*. — Des nouvelles de Vienne annoncent une victoire des Turcs à Giurgevo. — 12 *novembre*. — Le *Times* dit que les Russes ont perdu quatorze officiers supérieurs. Cet engagement a eu lieu entre Omar-Pacha et le général Dannenberg. — 22 *novembre*. — Le duc de Beaufort est mort, ainsi que la princesse Sarah Esterhazy, fille de lady Jersey et la jeune et belle reine de Portugal, morte en couches. — Je pars pour Paris.

23 *novembre*. — *Paris*. — J'ai dîné chez Persigny qui est marié à la petite-fille du maréchal Ney. Elle est jolie et gaie; lui se montre très tendre pour sa femme. Il est fort préoccupé de l'attitude de lord Aberdeen, que les bonapartistes savent hostile à Napoléon, et tous se demandent avec inquiétude si Palmerston parviendra à prendre le dessus. Je les rassure de mon mieux par la comparaison entre les caractères de ces deux hommes. Je vais demain à Fontainebleau où je suis invité jusqu'au 30.

24 *novembre*. — J'ai si cruellement souffert des dents

cette nuit que je ne savais si je pourrais me mettre en route. Je ne connais pas de dentiste à Paris et, mon train partant à dix heures du matin, je suis allé trouver le charlatan du Palais-Royal qui exerce en habit écarlate son métier d'arracheur de dents. Il m'a fort bien opéré et m'a appelé « mon prince » quand je lui ai donné cinq francs. J'ai voyagé dans le même compartiment que le maréchal Saint-Arnaud et le général Niel. Le premier est un des fauteurs du coup d'Etat. On le dit un soldat brave, mais sans scrupules et un des meilleurs serviteurs de Napoléon. Il a servi dans les armées du premier empire et s'est distingué dans les guerres d'Afrique. C'est un homme actif et de belle prestance avec un *ton de garnison* [1] prononcé et beaucoup d'esprit d'à-propos. On dit qu'il commandera en chef l'armée française dans la guerre qui se prépare. Il m'a conté d'amusantes histoires militaires entre autres la suivante.

Un vieux général vint le trouver après la bataille de Bautzen pour lui demander un nouveau brosseur, le sien ayant été tué et lui dit : — « Je ne veux pas un vieux grognard, mais un gentil petit conscrit. » Saint-Arnaud lui en trouva un tout novice. Le général avait un bras et une jambe postiches. Le soir il se déshabille et dit à son nouveau domestique de lui retirer son habit. Celui-ci obéit, tire la manche rembourrée et, le général ayant décroché l'appareil, il roule par terre avec le faux bras dans les mains. Quoique fort effrayé, il ne dit rien. « — A présent, mon ami, mon pantalon », fait le général. La même chose arrive et la jambe reste dans les mains du soldat avec le pantalon; du coup, le pauvre diable tombe sur le dos, mais encore sans souffler mot. — « Maintenant, ma perruque » continue le général. Cette fois, n'y tenant plus, l'autre s'écrie : — « Plus souvent, mon général, pour que votre sacrée tête me reste dans les mains! »

Le général Niel, officier de génie très distingué, est d'un tout autre modèle que le maréchal et me semble lui être supérieur, mais il est très gourmé et solennel. Ni l'un ni l'autre ne paraissent avoir le cœur à ce qui se prépare, étant d'avis

1. En français dans le texte.

que la France n'a rien à gagner à une guerre avec la Russie et que les Turcs seraient des alliés insupportables. Ils font grand cas de notre armée. Ce qu'ils reprochent à la leur, c'est le manque de bons sous-officiers.

La cour de Fontainebleau est fort magnifique. Un domestique à la livrée impériale se tient toute la journée à ma porte. Le palais est si vaste que c'est un vrai voyage de le traverser. Le dîner est aussi sur un très grand pied. J'ai eu une longue conversation avec l'empereur et j'ai été assez surpris de l'entendre à plusieurs reprises traiter les Turcs de « bêtes » et dire : « Des alliés si bêtes que cela! » Il désire voir Palmerston à la tête du gouvernement.

25 *novembre.* — Je me suis promené à cheval dans la forêt avec madame de Pierre, une Américaine, dame d'honneur de l'impératrice, lord Cowley et M. de Toulongeon. J'ai été désappointé à la vue de la forêt, sauf en arrivant au Bosquet du Roi, où les arbres et les rochers sont très beaux. Lord Henry Lennox est arrivé, envoyé, disent les Français, pour négocier un mariage entre le jeune prince Jérôme et la princesse Marie de Cambridge. J'espère pour Son Altesse Royale qu'il n'en est rien.

26 *novembre.* — Grande battue sur un terrain clos. Un escadron de hussards en vestes bleu de ciel et pantalons rouges a mis pied à terre pour rabattre le gibier ; leurs éperons les faisaient constamment trébucher. Il y avait beaucoup de faisans et quelques chevreuils qui ne pouvaient s'échapper à cause des clôtures. Les tireurs étaient l'empereur, Toulongeon, Edgar Ney, le colonel Fleury, le prince Napoléon, le maréchal Magnan, lord Cowley et moi et nous avons tué 210 pièces. Plusieurs hussards ont reçu des plombs, ce qui faisait crier à leurs camarades : — « Tu as de la chance, toi, tu seras décoré. » L'empereur tire très bien. Il a été fort aimable pour Cowley et moi. Conversations le soir avec Drouyn de l'Huys, Persigny et l'empereur. Celui-ci, parlant des hésitations de notre gouvernement, a dit : « Pourquoi traîner aussi longtemps ? Vous n'avez d'abord pas voulu aller à Besika, puis vous n'avez pas voulu aller dans les Dardanelles. Vous étiez à Malte quand vous

auriez dû être à Besika ; à Besika quand vous auriez dû être à Constantinople ; à Constantinople quand vous auriez dû être dans la mer Noire. La flotte turque est incapable de lutter seule. Les Russes ont quatorze vaisseaux de ligne et ils ont envoyé à Sébastopol leurs marins de la Baltique.»

27 *novembre*. — Je suis revenu à Paris avec le prince Jérôme. Je suis très frappé de l'indifférence, sinon de la répugnance que le peuple français et l'armée ressentent pour la guerre imminente. Les militaires tournent sans cesse les Turcs en ridicule et veulent à peine leur accorder l'honneur de leurs victoires de Citate et d'Oltenitza. Ceci est bien français. L'impératrice est plus belle que jamais et elle reçoit ses hôtes à merveille. Elle m'a parlé beaucoup de la papauté et de la situation des catholiques à Rome et en Irlande. Relativement aux excès de la presse anglaise, il m'a été impossible de lui faire comprendre les motifs de cet abus de notre liberté. Je ne lui ai pas dit que les écrits publiés en Suisse contre l'empereur sont encore bien pires que ceux qui sont tolérés en Angleterre et sont remplis de mensonges et d'ordures sur son compte. Je pars pour Londres.

3 *décembre*. — Je suis allé avec lady Malmesbury à Knowsley où nous avons trouvé lord Derby pris par la goutte. Il occupe ses loisirs à traduire l'*Iliade* et des poésies étrangères, notamment l'*Ode à Napoléon* de Manzoni. — 9 *décembre*. — Disraeli est arrivé au grand ennui de notre hôte qui est forcé de parler politique avec lui. — 10 *décembre*. — Après la chasse nous avons tenu dans la chambre de lady Malmesbury un vrai conseil de cabinet, lord Derby, lord Hardwicke, Disraeli et moi. Après dîner, nous avons joué aux petits chevaux et c'était un plaisir de voir lord Derby mettre autant d'ardeur à gagner une poule de quelques shillings que si la course eût été sérieuse et l'enjeu considérable.

12 *décembre*. — On parle d'un engagement entre les Russes et les Turcs dans la baie de Sinope ; la flotte turque serait détruite et l'amiral Osman-Pacha fait prisonnier et emmené à Sébastopol.

14 *décembre*. — Disraeli est venu voir lady Malmesbury et lui a parlé du nouveau bill de réforme qui tranche largement dans le vif : 53 bourgs perdent leurs privilèges et leurs représentants sont répartis entre les grandes villes et les comtés, les villes ayant la prédominance grâce à l'abaissement du cens à dix livres sterling. Dizzy [1] ajoute ironiquement que chacune des villes qui ont érigé une statue à Peel aura un représentant. Le bill est inspiré par les *peelites* et sera combattu par la partie whig du cabinet. Il a raconté aussi que Brünnow et Kisseleff ont reçu l'ordre secret de quitter, l'un Londres, l'autre Paris, le jour où la flotte alliée entrerait dans la mer Noire. Il pense que le désastre des Turcs va beaucoup compliquer les affaires. Il paraît que lord Aberdeen a écrit à la princesse de Liéven que rien ne pourrait l'amener à faire la guerre à la Russie.

15 *décembre*. — Palmerston a donné sa démission, événement de la plus haute portée en ce moment car, bien que le motif apparent de sa retraite soit sa désapprobation du bill de réforme, le public a tout lieu de soupçonner que la question d'Orient en est la vraie cause, ce qui va faire perdre toute confiance dans la direction imprimée aux affaires étrangères.

21 *décembre*. — Les vaisseaux turcs détruits à Sinope avaient été retenus au mouillage par un fort vent de N.E.; la flotte russe, en étant informée par un navire autrichien, s'est approchée à la faveur d'un brouillard épais. Lorsque le rideau s'est déchiré, les malheureux Turcs ont vu devant eux une force considérable à l'entrée de la baie. Ils n'ont pas voulu se rendre et ont combattu avec un courage si désespéré que leurs vaisseaux ont été détruits jusqu'au dernier, et que les Russes n'ont pas eu une seule prise à conduire à Sébastopol.

25 *décembre*. — *Heron-Court*. — Disraeli m'écrit que Palmerston est rentré aux affaires sans conditions, ce dont les *peelites* sont triomphants. Il y a eu plusieurs conseils d'une durée de cinq heures.

1. Surnom familier donné à Disraeli par ses amis. (*Note du traducteur.*)

26 *décembre*. — M. et madame Disraeli, M. et lady Augusta Sturt et lord Anson sont arrivés à Heron-Court. Disraeli est fort abattu de la rentrée de Palmerston, pensant que cela consolide le cabinet. Il ne se montre pas à son avantage ; tous nos hôtes n'étant pas dans les mêmes idées sur la politique qui absorbe son esprit en ce moment, il n'en parle jamais qu'à lady Malmesbury et à moi.

28 *décembre*.— Les uns disent qu'Aberdeen et Gladstone ont supplié Palmerston de rentrer, les autres prétendent que c'est lui qui a demandé à reprendre son portefeuille.

ANNÉE 1854.

Lord Lonsdale à lord Malmesbury.

2 janvier 1854.

Cher Malmesbury,

On me dit que tout le cabinet, à l'exception d'Aberdeen, croit la guerre inévitable. Il y a trois semaines Brünnow a réglé le compte de son gouvernement avec la Banque. Lui-même y avait des Consolidés pour 6000 livres sterling et il les a retirés samedi dernier, ce qui est, je crois, la cause de la baisse des fonds ce jour-là..... Le neveu d'un de mes amis arrive de Saint-Pétersbourg; il dit que la plus grande ardeur belliqueuse règne là-bas dans toutes les classes, ce que je crois sans peine, connaissant le pays, et que l'on incorpore dans l'armée tous les gaillards robustes, sans égard pour les beaux cochers des dames et les valets de pied de belle mine. J'ai vu aussi l'oncle de l'officier qui a apporté il y a quelques jours les dépêches de l'amiral Dundas. Il croit que les Turcs seront bientôt à court d'argent ; pour le moment la guerre est faite au moyen de souscriptions privées. Cela ne peut durer longtemps. Les Turcs sont pleins de bonne volonté et, pris individuellement, meilleurs soldats que les Russes, mais ceux-ci les écrasent par le nombre. On ne pense pas à Constantinople que Sébastopol puisse être attaqué avec des chances de succès. Le grand navire français le *Napoléon*, sur lequel on comptait tant, s'est trouvé incapable de tenir la mer et il a fallu le renvoyer au port. Les Russes ont, à l'entrée du Danube, un fort assez gênant; j'espère que notre flotte le détruira. Je pense que la France enverra au moins une armée pour protéger Constantinople. On a laissé échapper l'occasion de s'emparer de la flotte russe et on ne la retrouvera

jamais. Les vaisseaux de Sinope portaient 45,000 fusils et des munitions à destination de la Circassie et de l'Asie Mineure. . . .

3 *janvier*. — Lord Clanwilliam arrive de Wilton avec des sentiments tout nouveaux pour le gouvernement. Il était profondément *peelite* et aujourd'hui il reconnaît que c'est à la timide politique de lord Aberdeen qu'il faut attribuer la guerre dont nous sommes menacés et qu'un peu de fermeté au début aurait tenu le tsar en respect. Tous les journaux, excepté les organes ministériels, attaquent avec violence le prince Albert, lui reprochant d'intervenir dans les affaires du pays, particulièrement dans les questions étrangères. Je crois qu'il a écrit sur la question turque un mémoire dans lequel il penche plutôt vers la politique de lord Aberdeen que vers celle de lord Palmerston. Cela aura été su je ne sais comment. — 11 *janvier*. — On dit que les flottes combinées sont entrées dans la mer Noire le 3. — 14 *janvier*. — Le bruit d'une défaite des Russes à Citate est confirmé. 15,000 Turcs auraient attaqué les retranchements russes devant Khalifat et les auraient pris d'assaut ; les Russes auraient fait un retour offensif et auraient été repoussés avec une perte de 3000 hommes.

15 *janvier*. — Il court sur le prince Albert les bruits les plus absurdes auxquels le public ajoute foi, par exemple qu'il a été envoyé à la Tour pour des agissements inconstitutionnels. On l'accuse d'avoir voulu supplanter lord Hardinge ou du moins partager avec lui l'autorité et l'influence du poste de commandant en chef et d'avoir donné des audiences aux ministres, se substituant ainsi à la reine. Avec le temps on lui rendra justice et on reconnaîtra que jamais souverain n'a eu à ses côtés un meilleur conseiller, détaché qu'il est de tout esprit de parti. Je puis certifier par expérience que je n'ai jamais eu d'audience sur les affaires de l'État qu'avec la reine en personne ayant le prince debout à sa droite et que, lorsqu'il m'a écrit, c'était au nom de la reine. Il possède des informations sans prix sur ces mystères des cours du Nord qui restent impénétrables même pour nos meilleurs diplomates. Il a le cœur naturellement allemand.

Le *Morning Herald* a un article sur l'inconsistance de sir Robert Peel qui, après avoir constamment recommandé aux capitalistes anglais les placements en Irlande comme sûrs et rémunérateurs, a défendu par testament qu'une fraction quelconque de sa très considérable fortune fût placée dans des affaires irlandaises.

21 *janvier*. — L'indignation publique au sujet de la conduite des Russes à Sinope est si vive que la guerre est devenue inévitable et je ne doute pas que le pays ne la fasse noblement. Rien ne peut dépasser l'ardeur et le patriotisme que montrent toutes les classes : personne ne paraît avoir l'ombre d'une crainte quant au résultat. L'Autriche a positivement refusé d'écouter les propositions du comte Orloff et le ton de la Prusse est si ferme qu'il n'ira sans doute pas à Berlin comme il se l'était proposé. Omer-Pacha est si malade que le sultan a fait appeler pour lui le médecin de l'ambassade de France.

24 *janvier*. — Je suis venu à Londres pour voir lord Derby avant qu'il se rende à Windsor. Le tsar a donné l'ordre à son ambassadeur de demander si l'entrée des flottes combinées dans la mer Noire est un acte d'hostilité ou de neutralité. Dans le premier cas les ambassadeurs russes à Londres et à Paris demanderaient leurs passeports. — 26 *janvier*. — Agréable journée de chasse à Windsor et spectacle amusant le soir. La reine a été très gracieuse et a causé avec moi de la guerre qui va avoir lieu. Il y avait les Argyll, les Bruce et les Palmerston.

1er *février*. — Le Parlement s'est réuni hier. Lord Aberdeen a parlé avec irritation de la guerre et a terminé son discours par une justification du prince Albert, essayant de rejeter sur le parti conservateur la responsabilité de ces attaques qui viennent de la presse radicale. Lord Derby a fait un beau discours sur la Turquie et a défendu à la fois et son parti et le prince Albert. — 8 *février*. — Voici les quatre conditions auxquelles le comte Orloff a proposé de traiter : 1° un plénipotentiaire turc se rendrait au quartier général de l'armée russe ou à Saint-Pétersbourg pour entamer des négociations directes avec la Russie,

avec faculté d'en référer aux quatre puissances ; 2° les traités antérieurs entre la Russie et la Turquie seraient renouvelés ; 3° la Turquie s'engagerait à ne pas donner asile aux proscrits ; 4° la Porte reconnaîtrait le protectorat de la Russie sur les catholiques grecs ; (ce dernier point est l'origine de la querelle.) Lord Clarendon a vraiment pu dire que ces propositions étaient inadmissibles, car elles sont à peu près équivalentes à celles du prince Menschikoff. Le baron Brünnow a quitté Londres hier; ainsi le sort en est jeté. Kisseleff a aussi quitté Paris. Le général Schilder, que le tsar a envoyé dans les provinces danubiennes, a trouvé l'armée russe dans un état pitoyable.

9 *février*. — Les matelots sont rappelés en hâte. La rapidité avec laquelle s'arment nos vaisseaux excite l'admiration des Français et, maintenant que nous allons combattre à côté d'eux, ils sont tout feu et flamme pour nous. — 13 *février*. — Trois bataillons des gardes et dix mille hommes d'autres troupes partent pour l'Orient ; le duc de Cambridge, lord Cardigan et le général Brotherton sont désignés pour des commandements et lord Raglan sera commandant en chef. Londres est fort triste. Les journaux sont très belliqueux, mais on se demande encore si lord Aberdeen est bien décidé. Napoléon a écrit au tsar sans s'être concerté avec le gouvernement anglais. Quand un bataillon des gardes a quitté Londres hier au milieu des acclamations populaires, la foule a acheté toutes les oranges des boutiques qui se trouvaient sur le chemin pour les donner aux soldats. — 21 *février*. — Beau discours de Disraeli sur la question d'Orient. On m'a dit qu'à un dîner chez les Palmerston, lord Aberdeen, le duc de Newcastle, Molesworth,etc., étaient l'image du désespoir et n'ont ni mangé, ni souri, ni parlé. Disraeli est arrivé tout radieux à la réception qui a suivi le dîner. — 22 *février*. — On dit la réponse du tsar à l'empereur des Français fort peu courtoise ; on cite entre autres ce passage : « J'ai la ferme confiance que mes troupes répliqueront comme elles l'ont fait en 1812. » — 25 *février*. — Lord Bath arrive de Constantinople et dit que lord Stratford se

vante ouvertement d'avoir satisfait à une vengeance personnelle envers le tsar en fomentant la guerre.

10 *mars*. — La reine a passé la flotte en revue à Spithead avant son départ pour la Baltique. La flotte française n'est pas prête, non plus que les transports. — 20 *mars*. — La correspondance secrète publiée dans les journaux du matin confirme ce que nous avions toujours soupçonné. Le tsar était convaincu qu'un cabinet anglais ayant à sa tête lord Aberdeen ne ferait pas obstacle à ses prétentions vis-à-vis de la Turquie et il offrait l'Egypte et Candie en échange de la neutralité. — 23 *mars*. — J'ai vu le colonel Rose. Il m'a raconté de quelle façon nous avons perdu l'alliance de la Prusse. Bunsen avait mis son maître hors de lui en lui envoyant un plan pour le partage de la Prusse qu'il prétendait avoir été combiné par la France et l'Angleterre. Le roi avait aussitôt rappelé Bunsen qui, fort contrarié de renoncer à sa confortable maison de Londres et à ses beaux appointements, s'était ingénié à trouver un moyen de rétablir sa réputation de bon Prussien. Dans ce but, il avait imaginé d'aller au Foreign-Office se plaindre amèrement des articles contre la Prusse publiés par les journaux anglais ; il s'était mis dans une telle colère, avait parlé en termes si peu mesurés que lord Clarendon, ne devinant pas la raison qu'il avait de lui chercher querelle, avait perdu patience et l'avait prié de ne plus remettre les pieds chez lui. C'est justement ce que voulait Bunsen ; il écrivit aussitôt à son roi un récit véhément de l'incident, se parant du zèle avec lequel il avait pris la défense de son pays et son ordre de rappel fut contremandé. Lady Palmerston m'a dit que la Prusse est du parti du tsar.

26 *mars*. — Le courrier envoyé à Saint-Pétersbourg est revenu hier soir. L'empereur était absent et le comte Nesselrode, au bout de six jours, l'a renvoyé en lui disant qu'il n'avait pas de réponse à faire. — 27 *mars*. — Les deux Chambres étaient bondées aujourd'hui pour entendre le message de la reine, lu par le chancelier et par lord John Russell, déclarant que Sa Majesté se trouvait obligée de prêter son concours à son allié le sultan, victime d'une injustifiable agression.

1er *avril.* — On pense que l'assassinat du duc de Parme a eu la vengeance ou la jalousie pour mobile. Il était allé voir quelque femme dans une maison équivoque. Le mari ou l'amant s'était caché derrière la porte et l'a poignardé quand il est sorti, puis a pris la fuite. Le matin, la police a trouvé le cadavre déjà refroidi. Cependant il ne serait pas impossible que ce fût un assassinat politique commis par quelqu'un connaissant les habitudes du prince [1]. — 3 *avril.* — Les Russes ont pris possession d'un vaste territoire marécageux appelé la Dobroutcha; c'est une manœuvre maladroite, car ils y sont sans ressources ni communications et ils ont l'armée turque sur leurs derrières. — Lord Mahon m'annonce de mauvaises nouvelles : les ministres turc et grec ont été rappelés respectivement d'Athènes et de Constantinople. Voilà donc les deux pays en guerre. Jusqu'à ce que nos troupes arrivent à Constantinople avec les Français, la flotte ne peut quitter le Bosphore et il est à craindre que, pendant ce temps-là, les Russes ne s'emparent de Varna. Tel est le résultat des lenteurs de notre gouvernement qui a retenu sans motifs nos troupes à Malte. Il paraît que le roi de Grèce favorise une insurrection contre les Turcs et lord Clarendon a prévenu le baron Cetto qu'il renverserait le roi Othon si cela continuait.

10 *avril.* — *Paris.* — On dit dit que deux cent mille Autrichiens, commandés par l'archiduc Albert, vont entrer en Serbie avec l'assentiment de la Porte. Les représentants des quatre puissances ont signé le 9 un protocole établissant le principe de l'intégrité de l'empire ottoman et exigeant l'évacuation des principautés. Les Turcs ont remporté une victoire près de Silistria dans la Dobroutcha. Les flottes combinées sont mouillées, partie à Varna, partie en face de Sébastopol. — 12 *avril.* — J'apprends que lord John Russell a annoncé à la Chambre l'abandon du bill de réforme. Il ne l'aurait fait qu'à son corps défendant et aurait été sur le point de donner sa démission, mais on l'aurait décidé à rester. Sa retraite eût disloqué le cabinet,

1. Charles III, duc de Parme, père du duc Robert actuellement vivant, et beau-frère du comte de Chambord.

ce que tous les partis regretteraient en ce moment. Il est sans exemple qu'un ministère démissionne quand le pays est engagé dans une guerre. Bunsen est rappelé. — 14 *avril.* — Le duc de Cambridge a été bien reçu à Paris, mais l'empereur a été blessé de ce qu'il ne soit pas allé aux Tuileries. — 15 *avril.* — Les insurgés grecs ont été soumis, en dépit des encouragements du roi et de la reine de Grèce qui mériteraient de perdre leur couronne. J'ai dîné aujourd'hui à l'ambassade avec le duc de Cambridge. Au grand divertissement de la compagnie, on s'est si bien embrouillé en se mettant à table que Jem Macdonald, aide de camp de Son Altesse Royale, s'est trouvé assis à la droite de lady Cowley, tandis que, outre son chef, il y avait là deux ducs et d'autres pairs. Tout est horriblement cher à Paris, surtout la toilette des femmes. — 21 *avril.* — La guerre est manifestement impopulaire ici ; les Français n'y voient pas d'intérêt direct pour eux et se soucient peu d'être nos alliés. Une guerre contre la Prusse leur plairait, car ils pensent toujours à la frontière du Rhin. L'extravagance du luxe à Paris surpasse de beaucoup tout ce que nous voyons à Londres. — 22 *avril.* — Le duc de Cambridge est parti pour Constantinople par Vienne. Je reviens à Londres avec une extinction de voix complète.

25 *avril.* — *Heron-Court.* — La convention entre la France et l'Angleterre a été signée à Londres le 10. Elle désavoue toute idée de conquête et laisse à toutes les puissances la faculté d'y adhérer. Les Russes ont tiré sur la *Furie*, à Odessa, malgré son pavillon parlementaire. La *Furie* a riposté par la capture d'un schooner russe ; mais, poursuivie par cinq navires de guerre, elle a dû abandonner sa prise sous le feu des canons de Sébastopol. Cependant elle a pu s'échapper avec ses prisonniers. Par humanité, elle n'a pas coulé le bateau ennemi où un homme avait été oublié. — 1er *mai.* — Odessa a été bombardé pendant toute la journée du 22 ; quatre batteries ont été détruites, huit navires russes et un autrichien ont été brûlés. Nous avons ainsi puni la lâche agression des Russes.

3 *mai.* — J'ai longuement causé hier chez Walewski

avec Palmerston et nous sommes parfaitement d'accord sur la politique étrangère. Les Grecs ont été battus deux fois par les Turcs ; mais le roi s'obstine en dépit de nos remontrances. — 11 *mai*. — A la Chambre des lords j'ai demandé au ministère si le bombardement d'Odessa était une violation de la trêve ou si l'amiral Dundas avait des ordres pour l'exécuter aussitôt la guerre déclarée. Le duc de Newcastle a refusé de répondre. — 12 *mai*. — Le rapport de l'amiral Hamelin sur le bombardement d'Odessa confirme ce que nous avons appris. Les magasins russes ont été brûlés, mais il ne dit pas qu'aucun navire de guerre ait été détruit. L'incendie a duré vingt-quatre heures après la cessation de la canonnade. Le *Terrible* a eu les honneurs de la journée, ayant reçu douze boulets dans sa coque et eu dix hommes hors de combat. La *Gazette* d'hier soir publie les dépêches de l'amiral Dundas sur cette affaire ; elles sont abominablement mal écrites, ne donnent pas de détails et n'ont pas même le mérite d'être concises. — Le bal costumé donné hier par madame Walewska était fort joli. J'ai vu aujourd'hui lord Derby qui m'a paru très faible et très abattu. Il est fort contrarié de me voir faire une absence de trois semaines ; je dois conduire à Carlsbad lady Malmesbury qui vient d'être très malade. Lord Derby mène à Londres une vie très peu hygiénique ; il ne sort ni à pied ni à cheval et reste enfermé toute la journée, sauf pendant le court trajet de Saint-James-Square à la Chambre des lords. Je vais le voir souvent, ce qui paraît lui faire plaisir. Disraeli est très mécontent de la guerre parce qu'elle consolide le cabinet.

19 *mai*. — Le steamer de guerre anglais le *Tigre* s'est échoué près d'Odessa en poursuivant un navire russe ; l'équipage et le capitaine ont été faits prisonniers.

23 *mai*. — Lord Durham et lady Béatrice Hamilton ont été mariés ce matin et vont passer leur lune de miel à Woburn que le duc de Bedford leur prête pour la circonstance, en manifestant l'espoir que cela ne sera pas pour longtemps. Son fils, lord Cosmo Russell, les trouve avec raison mieux lotis qu'un couple de sa connaissance, lequel,

ne sachant où aller passer la lune de miel, s'est contenté de faire avancer un fiacre et de lui faire faire très lentement trois fois le tour de Regent's Park.

26 *mai*.— Je quitte Londres avec lady Malmesbury et j'y reviens le 10 juin. Je trouve les changements suivants opérés dans le cabinet : le duc de Newcastle est passé à la guerre, sir George Grey est entré aux colonies, lord John Russell est devenu président du conseil. Le roi de Grèce a cédé et s'est engagé à observer une stricte neutralité, mais il ne faut pas s'y fier.

19 *juin*. — Une horrible catastrophe est arrivée : le transport l'*Europe* portant 70 dragons et leurs chevaux a brûlé en mer. Le colonel Moore, le chirurgien et douze soldats ont péri. Le colonel aurait pu s'échapper dans les chaloupes avec une partie de l'équipage et des soldats et il en a été pressé par ses hommes ; mais, voyant qu'il ne pouvait les sauver tous, il a voulu mourir avec ceux qui restaient, magnifique exemple d'héroïsme. La *Tribune* est arrivée trop tard et a trouvé l'*Europe* brûlée jusqu'à la ligne de flottaison et sans aucune trace d'être vivant. — Bataille désespérée, le 14, sous Silistria ; les généraux Schilder et Gortschakoff sont blessés ainsi qu'Orloff, celui-ci grièvement.

25 *juin*.— Une dépêche de Copenhague donne des détails sur notre désastre de Gumba-Kusleley. L'*Odin* et le *Vautour* avaient débarqué 150 hommes qui ont été attaqués par des tirailleurs en embuscade et une batterie masquée ; le lieutenant Barrington et cinq hommes ont été tués, seize hommes blessés et les autres faits prisonniers. Le 14, a été signé entre l'Autriche et la Porte la convention qui assure l'occupation des principautés par l'Autriche. Le siège de Silistria a été levé et les Russes ont repassé le Danube.

6 *juillet*.— Nicolas refuse de négocier et veut lutter jusqu'à son dernier homme et son dernier rouble. Six régiments d'infanterie et deux de cavalerie partent encore pour la mer Noire, ce qui fera monter nos forces à 33,000 hommes. Le 10e hussards y est aussi envoyé de l'Inde.

18 *juillet*.— Lady Malmesbury arrive de Carlsbad où on

fait beaucoup de politique. Lorsqu'elle est arrivée, madame Colloredo, qu'elle a connue ambassadrice d'Autriche à Londres, a été fort aimable pour elle, la duchesse de Grafton et les autres Anglais. Mais, les négociations entamées avec l'Autriche ayant pris une tournure équivoque, madame Colloredo et les autres Allemands se sont peu à peu refroidis pour la colonie anglaise et ont fini par lui tourner le dos. Les fluctuations des relations internationales sont souvent rendues visibles par l'attitude des personnages diplomatiques qui croient devoir se mêler personnellement à ce qui se passe.

20 *juillet*. — L'amiral Napier, après avoir fait une grande démonstration devant Kronstadt, s'est retiré sans avoir tiré un coup de canon, au grand désappointement de la flotte. Les Anglais ont délogé les Russes des forts de l'embouchure du Danube. Le héros circassien Schamyl refuse le concours d'officiers anglais et ne demande que des munitions. — 30 *juillet*. — La *Presse* dit que l'amiral Stopford est envoyé dans la mer Noire pour remplacer l'amiral Dundas qui ne fait que prier. Dans la mer Baltique l'amiral Napier, lui, ne fait que jurer, mais tous deux sont d'accord sur un point : ils ne se battent pas. — 3 *août*. — Le choléra a éclaté dans le camp français à Varna. Le bruit court que la flotte alliée a pris Bomarsund. L'amiral Corry, qui commandait en second dans la Baltique, rentre pour raisons de santé. On croit qu'il s'est querellé avec Napier au sujet de l'inaction de la flotte. Les affaires intérieures ne sont pas brillantes non plus et le gouvernement est battu à la Chambre des Communes presque tous les jours.

27 *septembre*. — *Achnacarry*. — Un télégramme de lord Raglan, daté du 16, annonce que l'armée alliée a débarqué auprès du Vieux Fort et marche sur Sébastopol avec l'artillerie et les bagages. — 3 *octobre*. — La nouvelle est arrivée d'une bataille livrée le 20 septembre. Les Russes s'étaient retranchés sur des hauteurs au-dessus de l'Alma, au nombre de 50,000 hommes avec de l'artillerie et une nombreuse cavalerie. L'attaque a commencé à une heure

et, à quatre heures, les alliés étaient maîtres du camp ennemi qu'ils ont enlevé à la baïonnette. Les Anglais ont eu 1400 hommes hors de combat et les Français à peu près autant. Lord Raglan écrit que rien ne peut donner l'idée de l'admirable conduite de la flotte sous l'amiral Lyons : officiers et équipages ont déployé le plus grand dévouement, ne s'épargnant aucune fatigue pour venir en aide à l'armée.

10 *octobre*. — Lord Burghersh est arrivé avec des dépêches annonçant la mort du maréchal Saint-Arnaud, commandant en chef de l'armée française. Son corps a été transporté à Constantinople. L'armée française, qui opérait à la droite, était protégée par le feu des navires qui rangeaient la côte au plus près. Les matelots ont montré leur courage et leur dévouement habituels, portant les blessés à bord avec le plus grand soin.

13 *octobre*.— L'armée anglaise a commencé son mouvement sur Sébastopol et a bivouaqué deux nuits sur les positions très fortes de la Katchka et du Baalbec qui nous auraient été de sérieux obstacles si les Russes avaient voulu les défendre ; mais ils sont si démoralisés par leur défaite de l'Alma qu'ils ne se sont arrêtés qu'à Sébastopol. Le 26, l'armée a gagné la Tchernaïa et a campé à Balaclava. — 25 *octobre*. — Pas de nouvelles de Crimée si ce n'est par les lettres privées. Elles parlent toutes de la terrible mortalité qui sévit dans notre armée par suite du choléra. Le manque de tentes en est la principale cause ; tous nos hommes couchent sur la terre nue depuis leur débarquement, tandis que les Français et les Turcs ont des abris.

On a reçu par le docteur Rae des nouvelles du pauvre Franklin et de ses compagnons ; leur sort a été plus affreux même qu'on ne le supposait. Ils sont tous morts de faim au printemps de 1850. Le docteur Rae a appris d'une tribu d'Esquimaux que, quatre ans auparavant, quarante hommes blancs dont les navires avaient été écrasés par les glaces, avaient été rencontrés cherchant à gagner le nord de l'Amérique. Quelque temps après les Esquimaux ont

trouvé trente-cinq cadavres entourés de tentes, de fusils et de munitions et, d'après l'état des corps mutilés et le contenu d'une marmite, on a conjecturé que les malheureux en étaient arrivés à s'entre-dévorer.

30 *octobre.*— On publie une lettre de Napoléon à madame Saint-Arnaud dans laquelle se trouvent ces mots: « Votre mari a élevé son nom au rang des gloires militaires de la France le jour où, s'étant décidé malgré de timides conseils à débarquer en Crimée, il a gagné avec lord Raglan la bataille de l'Alma et ouvert à notre armée le chemin de Sébastopol. » — 31 *octobre.* — Le bombardement de Sébastopol a commencé le 17 par terre et par mer. La flotte a attaqué le fort Constantin et a perdu 90 tués et 300 blessés; les fortifications ont peu souffert et l'attaque n'a pas été renouvelée. — 2 *novembre.*— Une dépêche annonce une sortie contre les Français à qui les Russes ont enlevé onze canons et huit mortiers. Lord Dunkellin a été fait prisonnier.

6 *novembre.* — Une dépêche de lord Stratford, datée de Constantinople, confirme la nouvelle donnée par Menschikoff d'une attaque couronnée de succès faite par 30,000 Russes sur Balaclava. Les Turcs ont fui ; mais les régiments écossais ont conservé leurs positions et permis aux renforts d'arriver. — 14 *novembre.* — *Chillingham.* — L'affaire de Balaclava du 25 octobre est fort triste, bien que très glorieuse pour nos armes et digne de rivaliser avec les prouesses les plus héroïques de l'antiquité. Six cents cavaliers ont chargé l'armée russe tout entière en suivant une vallée d'un mille de long, défendue des deux côtés par de l'artillerie et de l'infanterie postées sur des hauteurs, le front de l'armée étant couvert par une batterie de neuf pièces et une nombreuse cavalerie. Notre petite troupe s'est ouvert un chemin à travers tous ces obstacles et est revenue de même, mais ayant laissé les deux tiers de son effectif sur le terrain. On n'a rien pu pour les sauver. Les Français ont fait de leur mieux en s'emparant d'une batterie, mais toute l'armée sentait que la brigade légère allait à une mort certaine et elle-même partageait cette conviction. On ignore à qui remonte la responsabilité de cet or-

dre fatal, car le capitaine Nolan, qui avait apporté le message de lord Raglan, a été tué un des premiers par un éclat de bombe. Mais on suppose que lord Raglan avait envoyé à la cavalerie légère l'ordre de charger, si cela était possible, pour reprendre les canons tombés aux mains de l'ennemi et que lord Lucan aura interprété cet ordre comme étant formel et sans réserves, sur quoi il a ordonné la charge que lord Cardigan a conduite avec la plus grande intrépidité.

Une dépêche du général Canrobert annonce que, le 5 novembre, les positions anglaises ont été attaquées par toute l'armée russe, en présence des grands-ducs Michel et Nicolas, en même temps que des sorties étaient faites de tous côtés sur les lignes anglaises et françaises. Les Russes ont été repoussés partout. Canrobert parle de la solidité des Anglais qui, comme d'habitude, ont supporté tout le choc. On s'est battu toute la journée. Les Français nous ont vaillamment appuyés avec la division du général Bosquet. On dit nos pertes considérables, surtout dans la garde qui a combattu avec acharnement; cinq généraux sont blessés, dont deux de nos meilleurs, Bentinck et Brown. C'est une glorieuse victoire et, les grands-ducs y ayant assisté, l'empereur Nicolas connaîtra la vérité.

Le capitaine Burrell est ici avec sa femme. Il raconte une plaisante aventure qui lui est arrivée à Newcastle où il était en garnison. Il se trouvait à l'hôtel, gravement malade de la petite vérole. Pendant sa maladie, une jeune femme fort élégante, qui voyageait avec sa voiture et ses gens descendit dans ce même hôtel, où elle ne devait passer qu'une nuit ; mais apprenant qu'un jeune officier dangereusement malade se trouvait dans la maison, elle manifesta un vif intérêt pour lui et annonça son intention de prolonger son séjour, faisant sans cesse prendre des nouvelles du malade. Le capitaine était très touché et se félicitait de cette romanesque aventure lorsqu'enfin, les médecins le déclarant hors de danger, la dame demanda sa voiture et partit « fort désappointée », dit-elle au garçon, « car elle était restée pour voir un enterrement militaire. »

Lord Raglan à lord Malmesbury

Devant Sébastopol, 14 nov. 1854.

Mon cher lord Malmesbury,

J'ai été fort heureux de recevoir votre lettre d'Ecosse et très touché de vos cordiales félicitations au sujet de la bataille de l'Alma. Laissez-moi profiter de cette occasion pour vous dire que je vous serai toujours reconnaissant de la bonté que vous m'avez témoignée lors de votre ministère. Pauvre Saint-Arnaud! Il a été enlevé bien vite. Il avait été malade à plusieurs reprises à Varna et son état avait empiré lorsqu'il était arrivé en Crimée; mais il avait repris depuis et ce n'est que le 26, la veille du jour où il a remis son commandement, que je l'ai vu perdu. Nous avons eu de rude besogne depuis le sac de Balaclava le 26 septembre, et en ce moment une violente tempête entrave les opération. — Très sincèrement à vous.

RAGLAN.

17 *novembre*. — On m'a dit que Jem Macdonald, l'aide de camp du duc de Cambridge, a eu deux chevaux tués sous lui et son chapeau enlevé par un coup de feu. Quand son second cheval a été tué il s'est mis à rire et s'est écrié : « Voilà des choses qui n'arrivent jamais qu'à des cadets. » Il est l'âme et la joie de toute l'armée et le duc l'apprécie infiniment. — 23 *novembre*. — *Knowsley*. — L'état des affaires en Crimée est fort alarmant ; mais il n'y a plus d'autre alternative que de prendre Sébastopol ou de périr. Le prince Edouard de Saxe-Weimar écrit qu'officiers et soldats sont en guenilles et couverts de vermine; ils n'ont ni vêtements de rechange, ni eau pour se laver, en ayant à peine assez pour boire.

29 *novembre*. — *Londres*. — Le 14, un ouragan terrible a éclaté dans la mer Noire ; une trentaine de transports ont péri. Le *Prince*, un grand vapeur à hélice, a été perdu avec tout ce qui était à bord. Cette catastrophe est due à la négligence de l'équipage qui n'avait pas étalingué les câbles des deux grosses ancres ; cet énorme bâtiment, n'étant

plus retenu que par une petite ancre, a été jeté sur les rochers de Balaclava et fracassé en dix minutes. Six hommes seulement sur 150 ont été sauvés ; toute la cargaison consistant en vêtements chauds pour les troupes, en médicaments et en munitions a été perdue. On évalue la perte à 500,000 livres sterling. L'*Agamemnon* s'est échoué, mais a été renfloué sans avaries. La tempête est venue si brusquement que pas un vaisseau, excepté celui de l'amiral Dundas, n'a eu le temps de gagner le large. Heureusement que les ancres ont tenu bon, mais tous les transports ont été jetés à la côte ; les équipages ont été sauvés par les canots des navires de guerre. Les Français ont perdu le *Henri IV*, vaisseau de cent canons, dont l'équipage a été fait prisonnier.

7 *décembre*. — *Heron-Court*. — Nous avons conclu un traité avec l'Autriche. J'ai demandé à lord Granville s'il en était satisfait et il m'a répondu que ce n'était qu'un jalon dans la bonne voie. Lord Raglan assure que les pertes des Russes à Inkermann s'élèvent à 25,000 hommes. Le carnage au passage du pont a été terrible. Nos canons avaient pointé si juste qu'ils balayaient des masses à chaque décharge, les Russes n'ayant qu'un pont pour passer la rivière. C'est là qu'on a vu les deux grands-ducs culbuter leurs hommes dans leur hâte à prendre la fuite ; ils ont quitté l'armée le soir même. Menschikoff a envoyé un messager à l'empereur pour lui annoncer la défaite, mais il n'avait pas eu le temps d'écrire une dépêche. Le plan de bataille avait été combiné par l'empereur lui-même qui se croyait assuré du succès et quand le messager arriva, il lui dit : « Eh bien ! nous avons une victoire. » Sur la réponse contraire de l'officier, l'empereur entra en fureur et cria : « Vous mentez ! Sortez ! » Puis il le rappela pour avoir des détails, ce qui redoubla sa rage et le renvoya de nouveau avec des paroles injurieuses, se refusant absolument à croire à une défaite, et ainsi par trois fois. L'officier lui a rapporté l'exacte vérité : 60,000 Russes contre 15,000 Anglais et Français. Les Russes comptaient absolument sur cette attaque et Brünnow avait annoncé trois

jours auparavant à madame de Liéven que les alliés allaient être jetés à la mer.

9 *décembre*. — Le *Standard* de ce matin publie le texte du traité avec l'Autriche. Il est satisfaisant en ceci que, sans déclarer la guerre à la Russie, l'Autriche adhère du moins à notre politique et manifeste le désir de prêter aux alliés un concours passif. Il en ressort que, si on ne peut aboutir à une paix durable, cette puissance se joindra ouvertement à nous. Ce traité est en effet si hostile à la Russie que l'Autriche a perdu tous droits à l'amitié de cette puissance. — 11 *décembre*. — Toutes les lettres particulières qui arrivent font des descriptions lamentables de la situation des troupes. Il est impossible au pays de souffrir patiemment cet état de choses, car il n'est dû qu'à la mauvaise administration de ceux qui en ont la charge. — 12 *décembre*. — *Londres*. — Ouverture de la session par la reine ; grande affluence de pairs et la tribune des dames toute pleine. Lord Derby a parlé le premier ; son discours a été beau, mais peut-être moins éloquent que d'habitude. Le duc de Newcastle a répondu et a présenté une ennuyeuse défense de trois heures, débitée d'un ton monotone et mélancolique qui a plongé toute la Chambre dans le sommeil, y compris le banc des ministres, je pense, car ceux-ci mêmes n'ont pas applaudi. Il avait l'air d'un homme qui s'est mis dans un mauvais pas et, ne sachant comment en sortir, espère améliorer son cas par la longueur de ses explications.

13 *décembre*. — Le duc de Cambridge est profondément affecté des pertes éprouvées par sa brigade des gardes à la bataille d'Inkermann, particulièrement de celle du colonel Blair qui est mort de ses blessures. Nous avons dîné chez les Canning avec lord Dunkellin qui semble n'avoir rien vu pendant son séjour en Russie comme prisonnier. Peut-être ne se croit-il pas autorisé à parler. — 19 *décembre*. — Lord Hardinge a de mauvaises nouvelles de Crimée. Le temps est affreux, les troupes ne peuvent se tenir au sec sous leurs tentes et elles n'ont pas l'ingéniosité des Français pour bivouaquer ; ceux-ci paient les zouaves très cher pour

leur construire des baraques. Les vivres manquent et les hommes sont à la demi-ration ; les chevaux sont restés dix-huit heures sans nourriture et beaucoup ont péri. Après la tempête, on aurait pu facilement recueillir des quantités de foin et de bois qui flottaient sur la mer, pour en construire des abris ; mais on a tout laissé pourrir.

ANNÉE 1855.

9 *janvier*. — Lord Hardinge me dit que, commandant en chef et soldat éprouvé, il n'a pas été consulté une seule fois par le duc de Newcastle sur les affaires militaires et qu'il n'a jamais eu connaissance d'aucune dépêche, si ce n'est par la voie de la presse. Cela paraît incroyable, mais on ne peut douter de sa parole et d'ailleurs sa colère non dissimulée fait foi de l'exactitude du fait.

27 *janvier*. — Lord John Russell se retire à cause de la mauvaise administration de la guerre ; il a donné cette explication à la Chambre des Communes et lord Aberdeen, qui en paraissait fort irrité, a lu à la Chambre des lords la lettre par laquelle il annonce sa résolution. L'attitude de Russell est préjudiciable au gouvernement, mais l'est plus encore à lui-même, car ses raisons sont insuffisantes pour justifier sa désertion dans un moment de crise comme celui-ci. Il prétend avoir, le 17 novembre, conseillé à lord Aberdeen de donner le portefeuille de la guerre à lord Palmerston, ce que le premier ministre aurait refusé de faire, comme étant injurieux pour le duc de Newcastle. Là-dessus, Russell aurait menacé de se retirer, et ne se serait décidé à rester que sur la prière de Palmerston. Le 20 janvier, un projet présenté au conseil lui ayant paru défectueux, il a soumis à lord Aberdeen un mémoire sur ce sujet. Ne recevant pas de réponse du premier ministre, il lui a remis sa démission le 23.

30 *janvier*. — M. Roebuck propose de faire une enquête « sur la situation de notre armée devant Sébastopol et sur les mesures prises par les ministres chargés de subvenir à

ses besoins. » On pense que le cabinet se retirera s'il est battu sur cette question et sera reconstitué par lord Palmerston qui gardera Gladstone et Sidney Herbert. L'opinion générale est que Russell a donné sa démission dans le but de désorganiser le ministère et d'être appelé à en constituer un nouveau ; mais il s'est perdu par cette maladresse. — Les nouvelles de Crimée sont terribles : l'effectif est réduit à 18,000 hommes, 14,000 sont morts et 22,000 malades. Le désordre continue à régner en toutes choses. A Balaclava on ne prend aucunes précautions pour conserver les 4 à 5000 tonnes de munitions qui s'y trouvent, au milieu desquelles soldats et officiers fument leurs pipes et leurs cigares.

2 *février*. — Lord Aberdeen a donné sa démission. Lord Derby m'a fait mander pour me dire qu'il avait reçu de la reine la mission de former un nouveau cabinet et que Sa Majesté désirait me voir rentrer au Foreign-Office, ce à quoi j'ai consenti. Il m'a dit que Palmerston paraissait disposé à se joindre à nous. Lord Derby était plein d'ardeur et de confiance et, comme je lui exprimais le désir d'aller passer quarante-huit heures à Heron-Court pour affaires privées : « Allez » m'a-t-il dit, « mais revenez vite et vous trouverez tout arrangé. » Ce matin à quatre heures M. George Bentinck est venu nous réveiller pour nous annoncer que lord Derby avait échoué dans sa tentative, lord Palmerston l'ayant abandonné. — 4 *février*. — Lord John Russell essaie de constituer un ministère, mais Gladstone, Graham et Sidney Herbert, qui représentent le parti *peelite*, lui refusent leur concours, ce qui n'est pas étonnant, après la manière dont il s'est conduit avec ses collègues. Son propre parti étant trop faible pour agir seul, Sa Majesté aura sans doute recours de nouveau à lord Derby, si elle ne peut se décider à prendre lord Palmerston. Mais je ne crois pas à cette éventualité, car elle sacrifiera toujours ses antipathies personnelles à ce qu'elle pense être son devoir envers le pays. — 6 *février*. — Lord Palmerston a été chargé de constituer un cabinet et y est parvenu en reprenant les ministres sortants à l'exception

de lord Aberdeen, du duc de Newcastle et de lord John Russell. Lord Panmure est ministre de la guerre.

9 *février*. — Lord Derby a répété hier soir, en expliquant les motifs qui l'ont poussé à refuser le pouvoir, ce qu'il avait dit au même sujet quatre ans auparavant: «qu'il ne pouvait gouverner avec son parti sans le concours d'autres fractions des Chambres. » Il a loué les *peelites* au détriment de ses amis et ce discours fera encore plus de tort à notre parti que celui de 1851, car alors nous pouvions arguer de notre inexpérience, tandis que maintenant nous paraissons reconnaître notre incapacité. Je crois que le mauvais état de santé de lord Derby et les souffrances continuelles que lui cause la goutte depuis deux ans ont ébranlé son système nerveux et amoindri son énergie. Disraeli est en proie à une vive irritation ; il ne l'a pas cachée à lord Derby et lui a dit des vérités fort dures. Il m'accuse, ce qui est absurde, d'avoir causé le *fiasco* en m'en allant au moment où lord Derby avait besoin d'être encouragé. Il est certain que, si la guerre d'Orient aboutit à une conclusion avantageuse, lord Derby aura laissé échapper une belle occasion d'acquérir de la gloire et du prestige. C'est ce que je lui aurais dit, en effet, si j'avais été là. Mais je crois qu'il a péché par erreur de jugement plutôt que par timidité ; il croyait que Palmerston échouerait comme Russell, qu'il serait alors rappelé et deviendrait maître de la situation.

11 *février*. — *Héron-Court*. Vingt degrés de froid. Nous ne pouvons nous empêcher de songer à nos pauvres soldats de Crimée par ce froid terrible. — 22 *février*. — Il est tombé encore une grande quantité de neige ; quand donc finira cet affreux hiver ? Les journaux annoncent la démission de Graham, Gladstone et Sidney Herbert ; on pense qu'ils redoutent d'affronter la commission d'enquête sur la situation de l'armée. Il me semble que cette désertion les diminuera dans l'estime du pays. Ils ont commencé par refuser leur concours à lord Derby, puis ont engagé Palmerston à en faire autant, en lui promettant de rester avec lui s'il prenait la direction des affaires et maintenant ils

l'abandonnent et le laissent en proie à toutes les difficultés. Cette conduite est encore plus blâmable que celle de lord John. — 25 *février*. — Les trois ministres démissionnaires se sont expliqués devant la Chambre des Communes. Lord Palmerston a dormi pendant le discours de Gladstone et a eu plusieurs défaillances en répondant ; il est écrasé sous le poids des fatigues et des soucis. Il paraît certain que Napoléon va aller en Crimée, en dépit des prières de ses ministres. Les Russes ont attaqué Eupatoria et ont été repoussés par Omar-Pacha. — 27 *février*. — Palmerston a replâtré son cabinet en mettant lord John aux colonies et sir Charles Wood à l'Amirauté.

3 *mars*. — L'empereur Nicolas est mort hier à Saint-Pétersbourg entre midi et une heure, d'une apoplexie pulmonaire (???) [1]. Cet événement a été annoncé aux deux Chambres au milieu d'un profond silence. Cette mort peut être pour nous un grand avantage, si nos gouvernants savent en tirer parti et n'en profitent pas pour conclure une paix déshonorante. Lord Stanley écrit que Napoléon est très opposé à l'enquête sur la guerre et dit que, si elle se fait, son armée opérera à côté de la nôtre, mais non plus de concert avec elle. Il craint évidemment que les fautes de ses ministres et de ses généraux ne soient mises au jour, ce qui lui nuirait aux yeux de l'Europe. Palmerston est fort perplexe et aura sans doute recours à une dissolution, comme au seul moyen de se débarrasser de cette commission d'enquête à laquelle il a été contraint de consentir.

11 *mars*. — J'ai vu hier Walewski qui a reçu une lettre de Canrobert. Le général dit que les Anglais ont en Crimée 20,000 baïonnettes ; que ce sont des soldats sans pareils, dont les corps de fer résistent à toutes les fatigues et à toutes les privations, dont le courage est invincible et que s'il les avait à lui, il ne les changerait pas contre le double de troupes de n'importe quelle nation, sans en excepter la

1. C'est au camp de Saint-Omer, au milieu d'un grand dîner militaire, que Napoléon III apprit la mort du tsar Nicolas. Après avoir lu la dépêche, il la passa au Dr Conneau en lui disant : « Est-ce que vous connaissez cette maladie-là ? » (*Note du trad.*, qui tient le fait d'un témoin oculaire.)

sienne. Il prétend que nos journaux font beaucoup de mal par leurs comptes rendus de la misère des troupes, qui sont lus par les Russes et les encouragent à la résistance. Le prince Albert m'a dit hier que, lorsque les Français sont venus à notre secours à Inkermann, ils ont d'abord hésité devant le feu des Russes et que, sur la demande de leurs officiers, les débris de nos gardes les ont entraînés au combat. Le prince loue avec enthousiasme la valeur de nos officiers.

23 *mai*. — J'ai la preuve positive que, lors du dernier changement de ministère, Walewski a intrigué à la fois contre lord John et contre lord Derby pour amener lord Palmerston au pouvoir. L'empereur professe une grande admiration pour celui-ci et m'a dit une fois : « Avec Palmerston on peut faire de grandes choses. » — 25 *mars*. — Soirée chez lady Palmerston ; grande affluence. Les Walewski se sont montrés réservés et embarassés, ce qui me confirme dans la conviction que j'ai de leurs intrigues contre nous. — 31 *mars*. — Les cabinets anglais et français ont persuadé à Napoléon de venir rendre visite à la reine, dans le but de l'empêcher d'aller en Crimée.

13 *avril*. — J'arrive de Paris où j'ai passé une semaine. Tout le monde a été fort aimable pour moi et l'empereur plus cordial que jamais. Madame Walewska a vu lady Malmesbury aujourd'hui et lui a dit qu'elle n'aurait pas un moment de tranquillité pendant le séjour de l'empereur en Angleterre, craignant quelque attentat de la part des *rouges*. Mais le gouvernement a fait savoir aux principaux des réfugiés que, s'il se produisait la moindre chose, ils seraient tous expulsés. Ils ont été si effrayés de cette menace que Ledru-Rollin et d'autres ont quitté Londres pour Edimbourg, afin de se garer de toute responsabilité.

A Paris, j'ai dîné chez Persigny ; j'ai eu avec lui une longue conversation et voici ce que j'en ai retenu.

« L'empereur ne consulte personne ; il est incapable de discerner par lui-même les différents aspects d'une question, bien que son jugement soit bon quand on les lui a exposés. La guerre a été commencée sans plan, d'après sa

seule inspiration, et les ministres ont été fort surpris d'apprendre qu'une armée partait pour Gallipoli. Persigny avait conseillé un coup de main, mais l'empereur a voulu qu'on allât à Varna et à Andrinople. Il n'est entouré que de flatteurs; Fould et consorts sont des coquins et des voleurs. Les négociations sont mal conduites ; on aurait dû discuter en dernier lieu la question du Danube, afin de se concilier l'Autriche. Persigny est pour la paix et dit que la France entière y aspire. Il propose que nous revenions à la question primitive : la sécurité des provinces danubiennes et de la Turquie, et la défense de Constantinople, disant que nous devrions fortifier Kamiesch, y mettre une garnison et ramener l'armée à Eupatoria et Constantinople. Il prétend qu'il faut à tout prix empêcher l'empereur d'aller en Crimée, dût-on faire la paix dans ce but, car, s'il y va, l'armée est perdue et il y aura une révolution. Il trouve que Canrobert manque de décision; il n'a pas voulu agir au 2 décembre et, ne sachant à quel parti se rallier, il s'est contenté d'obéir aux ordres qu'il a reçus. »

Persigny m'a dit encore « qu'il faudrait soulever la Pologne et la Hongrie et menacer la Prusse et l'Autriche pour les pousser contre la Russie, dont une vraie croisade seule pourra avoir raison. » Il se plaint aussi de ce que l'impératrice isole l'empereur. Il m'a raconté que, l'année dernière, lorsque l'empereur a annoncé au conseil qu'on allait opérer dans la Baltique, il lui a demandé s'il comptait attaquer Kronstadt. — « Oh! non », a répondu l'empereur, « il faudrait pour cela 100,000 hommes, cavalerie comprise. » — « Mais Kronstadt est une île. » — « Pas du tout », a dit l'empereur et il a fallu aller chercher une carte. Tout est traité avec la même ignorance et la même insouciance. L'empereur prétend tout faire et il travaille deux heures par jour, s'occupant plus de l'exposition ou de son voyage en Angleterre que d'affaires sérieuses.

Cette conversation caractéristique montre avec quelle honnêteté brutale Persigny exprimait des opinions qu'il concevait un peu légèrement.

Madame Walewska redoute particulièrement la visite de

l'empereur à la Cité, au Palais de Cristal et à l'Opéra. Il arrive à Windsor lundi avec l'impératrice.

16 *avril.* — Nous sommes allés chez lord Carrington à Whitehall pour voir passer l'empereur des Français. Le temps était superbe et les rues regorgeaient de monde. Le cortège a fait son apparition à six heures; il y avait six voitures découvertes, escortées par un escadron de gardes du corps et de nombreux piqueurs en livrée écarlate. Elles allaient au pas et ont été saluées avec enthousiasme sur tout le trajet; des milliers de personnes faisaient la haie. En remontant Saint-James's Street, l'empereur a montré à l'impératrice la maison qu'il habitait autrefois; la foule a compris son geste et l'a acclamé. En passant devant les *Horse-Guards*, juste en face de notre fenêtre, l'empereur s'est levé pour saluer le drapeau, ce qui naturellement l'a fait acclamer avec délire. Sa réception a été un vrai triomphe.

18 *avril.* — Nous sommes arrivés à neuf heures du soir à Windsor où nous étions engagés; nous avons attendu dans la salle de Waterloo, disposée pour le concert. Les souverains, la famille royale et leurs suites, ainsi que les personnes qui avaient dîné, ont fait leur entrée un peu après dix heures et se sont assis, sans parler à personne. Mais, une fois la musique finie, on a défilé devant les souverains. Madame Walewska a présenté lady Malmesbury à l'impératrice qui lui a parlé très gracieusement. Le voyage et les fêtes continuelles l'ont beaucoup fatiguée et elle n'a pu paraître au banquet d'hier à la salle Saint-Georges. Nous sommes partis à minuit par un train spécial et nous étions de retour à une heure et demie. C'est la reine qui avait tout combiné et fait elle-même les listes d'invitations. Excepté les ministres, il n'y a eu personne d'invité deux fois. Lady Breadalbane elle-même, qui est de la cour, n'a été engagée que pour cette fête et a été forcée de coucher chez un pâtissier du voisinage, le château étant plein.

19 *avril.* — Nous sommes allés à cinq heures à l'ambassade de France où lady Malmesbury a été présentée à l'empereur. Tout le corps diplomatique était là, chacun s'agi-

tant fort, comme toujours dans ces solennités, pour ne pas laisser usurper son rang. L'empereur et l'impératrice ont été très aimables, mais paraissaient fatigués de leur journée : arrivés de Windsor le matin, ils étaient allés chez le lord-maire, puis étaient venus à cette réception, pour aller ensuite dîner au palais et de là à l'Opéra.

21 *avril.*— Lord Adolphus Fitz-Clarence m'a raconté en dînant chez moi que le départ de l'empereur et de l'impératrice ce matin a été très attendrissant. Tout le monde a pleuré, même la suite ; les larmes ont commencé par les enfants de la reine, pour qui l'impératrice avait été très bonne, puis elles ont gagné la souveraine et les demoiselles d'honneur.

24 *avril.* — La conférence de Vienne est rompue ; lord John Russell et M. Drouyn de l'Huys sont partis. Il est étonnant que les Russes aient refusé d'accéder à la dernière proposition, qui consistait à exclure de la mer Noire les navires de guerre de toutes les nationalités, car elle leur donnait l'avantage de pouvoir construire et armer toute une flotte dans les ports de cette mer sans que personne en fût informé.

27 *avril.* — Lord Derby est revenu aujourd'hui de Newmarket, la tête si bien remplie des courses qu'il ne parle pas d'autre chose, ne sait rien du rejet par la Russie de nos propositions à la conférence de Vienne, et n'a évidemment pas jeté les yeux sur un journal depuis huit jours. Il possède à un degré remarquable cette faculté de concentration sur un seul objet qui l'absorbe uniquement, et dont il se détache avec une merveilleuse facilité, pour passer à un autre. Il a pour maxime : chaque chose à son heure.

29 *avril.* — On a tiré sur l'empereur Napoléon pendant qu'il se promenait à cheval aux Champs-Elysées ; l'assassin l'a manqué et a été arrêté.

6 *mai.* — Lord Seymour, qui fait partie de la commission d'enquête sur la Crimée, me dit qu'elle en a encore pour une quinzaine. Elle va interroger lord Hardinge et Sidney Herbert. Le duc de Newcastle part pour la Crimée : singu-

lier voyage d'agrément, étant donné le peu d'estime dont il jouit là-bas. Nous avons décidé, lord Derby, lord Ellenborough et moi, d'attaquer le gouvernement de demain en huit; nous présenterons une adresse à la reine pour la prier de congédier ses ministres en qui nous n'avons pas confiance. Personnellement, je n'approuve pas cette mesure, car, lord Derby s'étant refusé à prendre le pouvoir en février, il ne devrait pas se montrer hostile à un cabinet qui se trouve aux prises avec les plus grandes difficultés et n'a pas encore eu le temps de faire ses preuves.

8 *mai*. — Le comte Walewski est nommé ministre des affaires étrangères et M. de Persigny vient à Londres comme ambassadeur.

11 *mai*. — On a décidé d'offrir à madame Walewska un bracelet; lady Malmesbury et trois autres dames doivent le choisir et Norman Macdonald se charge de le présenter. Je l'ai qualifié de « chef d'un jury de matrones », ce dont il a paru assez vexé.

12 *mai*. — Lord Palmerston a tenté de parer l'attaque de lord Ellenborough à la Chambre des lords en promettant des réformes dans les services médicaux, administratifs et financiers de l'armée; une feinte attaque avait été dirigée contre le gouvernement par le major Reed, pour lui fournir un prétexte à cette déclaration. Mais Disraeli les a fort habilement démasqués. — La souscription pour le bracelet de madame Walewska a donné 150 livres sterling, ce qui est suffisant pour en avoir un convenable et le comité se réunit demain pour aller le choisir chez Emmanuel.

La discussion à la Chambre des lords avait attiré une foule de pairesses; toutes les places de leur tribune étaient occupées avant l'ouverture de la séance. Le discours de lord Ellenborough n'a pas répondu à notre attente et a été fort plat; lord Panmure a bien parlé, mais sans répondre à une seule des questions de lord Ellenborough. Le discours de lord Granville n'a présenté aucun intérêt, celui de lord Elgin a été remarquable par sa malice et celui de lord Winchilsea par son absurdité. Celui de lord Derby a été excellent. En somme il m'a paru que notre

attaque était inopportune et qu'elle retombait sur l'ancien ministère plutôt que sur celui-ci. Nous avons été battus à une majorité de 110 voix, 66 votes ministériels ayant été émis par procuration, tandis que nos seuls amis présents ont voté. L'affluence des femmes à cette séance a fort déplu aux pairs; lord Ellenborough a déclaré que cela le troublait, lord Lyndhurst a refusé de parler, prétendant que la Chambre ressemblait plus à un casino qu'à un lieu consacré aux affaires. Lord Reedesdale était très mécontent que les femmes eussent reflué de leur tribune jusque dans la salle. Je crains que cette invasion ne conduise à prendre des dispositions plus rigoureuses et moins aimables dans l'avenir. Nous sommes allés à la soirée d'adieux de madame Walewska.

18 *mai*. — Aujourd'hui a eu lieu la distribution des médailles aux blessés revenus de Crimée. Lord Panmure nous avait donné des cartes pour l'estrade des ministres. Le temps était très beau et le spectacle fort touchant. La reine est arrivée à onze heures précises et a pris place sur une plate-forme élevée de trois marches ; les officiers et les soldats ont défilé un à un, le duc de Cambridge, les lords Lucan et Cardigan en tête et recevaient en passant leur médaille des mains de la reine. Je n'ai jamais vu une pareille réunion de beaux hommes, ce qui est singulier, car ils n'avaient pas été choisis. Beaucoup d'entre eux étaient manchots ou boiteux et sir Thomas Troubridge est arrivé dans un fauteuil roulant, ayant perdu ses deux pieds. En lui remettant la médaille, la reine l'a nommé son aide de camp.

26 *mai*. — L'empereur Napoléon a remplacé le général Canrobert par le général Pélissier, qui a débuté en donnant l'assaut au camp retranché russe près du bastion de la Quarantaine.— 29 *mai*.— *Heron-Court*. — Kertch a été pris le 24 par le général sir George Brown. Les Russes ont détruit trois de leurs steamers, trente de leurs transports et 620,000 sacs de blé et nous avons pris trente transports avec leurs cargaisons. Cela représente pour les Russes une perte d'un million de sacs de blé qu'ils ne pourront rem-

placer, car nous sommes les maîtres incontestés de la mer d'Azof et des bouches du Don, par où leur arrivaient les produits de l'intérieur. — 9 *juin*. — La motion de sir Francis Barring, assurant à la reine le concours du Parlement pendant la durée de la guerre, a été votée à l'unanimité. Au cours de la séance, lord Palmerston n'a pas épargné Gladstone, Sidney Herbert et sir James Graham, disant que lorsqu'ils faisaient partie du cabinet, ils avaient accepté les conditions de paix contre lesquelles ils protestent maintenant. Ils n'ont rien répondu.

13 *juin*. — Nos pertes à l'attaque de la Sablonnière à Sébastopol le 7 juin s'élèvent à 11 officiers tués, 40 blessés, et 730 hommes hors de combat. — 19 *juin*. — Les Russes ont commis dans la Baltique, à Hango, une action abominable. La chaloupe de notre navire le *Cosaque* avait atterri avec deux officiers, quatorze matelots et sept prisonniers finnois; le pavillon parlementaire était hissé et avait dû être aperçu longtemps avant que le bateau eût atteint le rivage. Lorsque notre monde eut pris terre, 3 à 400 Russes cachés derrière les rochers se montrèrent et l'officier qui les commandait et qui parlait anglais ayant répondu au lieutenant Geneste qu'il se souciait fort peu du pavillon parlementaire, commanda le feu sur nos hommes. Tous ont été tués, y compris les prisonniers, à l'exception de deux matelots, dont l'un, légèrement blessé, a été achevé à la baïonnette ; l'autre a feint d'être mort, ce qui lui a permis de s'échapper et de revenir à bord rendre compte de ce massacre. Cette conduite va de pair avec celle qu'ont eue les Russes à Inkermann où ils ont achevé des blessés. — 20 *juin*. — Le rapport de la commission d'enquête sur le siège de Sébastopol a été lu aux Communes. Il fait la part aussi belle que possible au dernier cabinet et blâme sévèrement lord Raglan pour avoir maintenu dans ses fonctions d'intendant des hôpitaux de Scutari M. Ward, qui avait été déclaré incapable de les remplir. C'est fort injuste, car bien d'autres faits analogues se sont passés sans avoir attiré de critiques à ceux qui en sont responsables.

22 *juin*. — Très mauvaises nouvelles de Crimée. Les

alliés ont attaqué le 18 la tour de Malakoff et le grand Redan et ils ont été repoussés avec des pertes considérables. — 25 *juin*. — La liste des officiers anglais tués à l'affaire du 18 comprend dix-neuf noms, dont ceux du général sir John Campbell et des colonels Yeo, du 7e régiment, Shadford du 57e. — La banque de Strahan et Paul qui vient de faire faillite était, paraît-il, insolvable depuis six ans et payait avec les capitaux de ses clients ; les apparences avaient été si bien gardées que l'effondrement a pris tout le monde par surprise et entraîne des ruines considérables. — 29 *juin*. — Les maladies augmentent dans l'armée et lord Raglan a été atteint du choléra. — 30 *juin* — Les journaux du soir annoncent la triste nouvelle de la mort de lord Raglan survenue le 28. L'insuccès de l'attaque de Malakoff lui avait porté un coup qui a aggravé son état et contribué à sa fin. Je le connaissais bien et j'estimais fort son noble caractère. Il avait été le bras droit de Wellington pendant les guerres de la Péninsule et en était très apprécié. Bien fait de sa personne, d'une éducation parfaite et charmant dans le monde, il y était très aimé. Il était remarquable par son sang-froid au feu et Saint-Arnaud, dans sa fameuse dépêche sur la bataille de l'Alma, avait dit de lui : « Il avait toujours ce calme qui ne le quitte jamais. » Le monde militaire est consterné de cette perte. — 1er *juin*. — Le général Simpson remplace lord Raglan ; il a servi en Espagne et dans l'Inde, mais est vieux, cassé et n'inspire pas de confiance.

7 *juillet*. — *Heron-Court*. — Lord John Russell a fait à la Chambre des Communes une singulière déclaration. Il dit carrément être en opposition avec ses collègues sur la question de guerre et cependant il garde son portefeuille. Sa conduite me paraît analogue à celle qu'il a eue au commencement de l'année. En effet, lorsqu'il est revenu de Vienne et a trouvé le gouvernement peu disposé à adopter ses vues, il a cédé et n'a pas dit au Parlement un seul mot de nature à faire soupçonner que son opinion sur la guerre était opposée à celle de ses collègues. C'est qu'à ce moment-là nos affaires de Crimée avaient un aspect favo-

rable et le gouvernement ainsi que la guerre étaient populaires. Il n'en est plus de même aujourd'hui; nous avons éprouvé un échec, le ministère en est ébranlé et c'est le moment qu'il choisit pour donner des explications sur la conférence de Vienne et se déclarer favorable à la paix, ce qui nuira beaucoup au cabinet dans l'opinion publique en montrant qu'il est divisé sur cette question capitale de paix ou de guerre. Son mobile est parfaitement clair; il veut renverser ses collègues et arriver au pouvoir comme ministre de paix. Tous les partis le blâment sévèrement.

12 *juillet*. — Avant de quitter Londres, lord Derby a décidé avec Disraeli seul, sans prendre l'avis du parti, de renverser le ministère. Beaucoup d'entre nous blâmeront cette conduite dans les circonstances actuelles. C'est sir Edward Lytton qui présentera lundi prochain une motion contre lord John Russell. Après la manière dont celui-ci a agi, se déclarant tantôt pour la guerre, tantôt pour la paix, notre parti, s'il ne veut pas abdiquer, se voit forcé d'exprimer sa défiance. Si le gouvernement se décide à sacrifier lord John, il aura notre concours, mais s'il le prend de haut, il sera renversé et il n'y a que lord Derby de possible comme premier ministre. Il est vrai que lord Palmerston s'est assuré l'appui du parti irlandais en lui promettant le rétablissement de l'article 14 du bill sur les droits des tenanciers. Il reconnaît avoir reçu une députation irlandaise, mais nie absolument avoir fait aucune promesse, explication accueillie par la Chambre avec une complète incrédulité.

Lord Hardinge m'a raconté que, dès son entrée au département de la guerre, lord Panmure avait écrit à lord Raglan la lettre la plus grossière et la plus injurieuse, dont il avait montré une copie aux ministres et à lord Hardinge. Celui-ci lui avait déclaré n'avoir jamais vu écrire de ce style à un officier général, ni même à un officier quelconque au service de Sa Majesté. Lord Raglan n'a jamais répondu. Le duc de Newcastle lui avait aussi écrit une sévère réprimande; en quittant le ministère il lui a envoyé des excuses, le priant de lui pardonner une lettre

qui ne lui avait pas été dictée par un sentiment hostile, mais par les nécessités de la situation. Lord Raglan n'a pas répondu davantage, mais on sait combien profondément il a ressenti les indignes traitements dont il a été l'objet de la part du gouvernement et de la presse et il lui a fallu son sentiment si élevé du devoir pour souffrir ces injures, rester à l'armée, en partager les souffrances et mourir à son poste sans un mot de plainte ou de murmure.

14 *juillet.* — Lord John Russell a envoyé sa démission à la reine hier, plusieurs membres du gouvernement ayant déclaré qu'ils ne combattraient pas la motion de sir Edward Lytton; c'est lord Palmerston sans doute qui leur a dicté cette conduite pour se débarrasser de Russell. — 17 *juillet.* — Par suite de la retraite de lord John, sir E. Lytton a retiré sa motion; après un long et habile discours. Palmerston a été plus faible que d'habitude et Disraeli l'a déchiré sans pitié. Roebuck a attaqué le gouvernement avec une extrême violence. Tout cela ne peut avoir aucune conséquence pour le moment, puisque la motion est retirée, mais le ministère en est ébranlé pour l'avenir, à moins qu'il ne remporte de grands succès militaires. La discussion a montré que plusieurs membres du cabinet étaient disposés à accepter les conditions de paix proposées par l'Autriche, mais que l'empereur Napoléon n'avait pas voulu en entendre parler; c'est là la « circonstance imprévue » à laquelle il avait si souvent été fait allusion au cours des débats. Disraeli a ouvertement accusé le ministère d'avoir voulu faire la paix et il n'a pas été contredit.

21 *août.* — *Achnacarry.* — Une grande bataille a été livrée le 16 sur la Tchernaïa et les Russes ont été complètement battus par l'armée franco-sarde au pont de Traktir. — 14 *septembre.* — La liste des officiers tués et blessés à l'assaut de Sébastopol, le 8 septembre, comprend 150 noms; on n'a pas encore de détails. — 24 *septembre.* — Le rapport du général Simpson a paru et, bien qu'il fasse tous ses efforts pour adoucir la vérité, il ne peut dissimuler l'échec subi par nos troupes à l'assaut du Redan, le 8. Il est évident que notre bombardement a été faible, tandis que

celui des Français était terrible; nos dispositions étaient défectueuses et un grand désordre a régné dans nos opérations. Les dépêches de Pélissier et de Niel rendent pleine justice à la valeur de nos troupes, qui ont tenu dans le Redan pendant près de deux heures et ne l'ont abandonné que par suite de l'ouverture d'une énorme brèche qui a permis aux Russes d'y jeter successivement plusieurs colonnes considérables. La liste des morts et des blessés, plus longue que celle d'Inkermann, fait foi de la brillante conduite de nos troupes. Les Français reconnaissent d'ailleurs que nous avions la plus lourde tâche, car il nous fallait franchir 200 mètres de terrain découvert pour arriver au Redan. Le bastion de Malakoff qu'a pris Pélissier n'était qu'à vingt mètres de la colonne d'assaut qui comptait 10,000 hommes avec 8,000 en réserve, tandis que la nôtre était moins nombreuse de moitié.

17 *octobre*. — Les Russes ont subi un grave échec à Kars. Ayant donné l'assaut à la ville, ils ont été repoussés par le général Williams et le Hongrois Klapka avec une perte de 4,000 hommes.

Lord Malmesbury à lord Stanley.

Achnacarry, 21 oct. 1855.

Mon cher Stanley,

La question de paix ou de guerre étant en ce moment la préoccupation de l'esprit public, je me permets de vous donner mon sentiment sur ce sujet.

Nourri dans l'idée que la Russie voudrait quelque jour conquérir l'empire turc et les royaumes de la Baltique, je n'ai pas été surpris de la mission de Menschikoff et de l'invasion de la Turquie sous un prétexte frivole. Assurés que nous étions de l'alliance de la France, j'ai cru le moment venu pour nous de sauver la Turquie et peut-être même de couper court pour de longues années à ces tentatives répétées périodiquement quatre ou cinq fois dans ce siècle par les Russes et toujours couronnées de succès. Nous avons réussi sur le premier point, mais non sur le second. On ne sera assuré de l'avenir que lorsqu'on aura enlevé à la Russie la Crimée et la Bessarabie et fait de la mer Noire un lac pacifique. Je ne trouve pas déjà si absurde l'idée de la Sardaigne. La Crimée devrait être protégée par les puissances comme l'est la Belgique et la don

ner aux Piémontais aurait cet avantage qu'ils feraient plus que tout autre peuple pour la civiliser et en faire un pays de commerce. Ils exciteraient moins de haine en Russie que les Turcs et moins de jalousie chez nous que les Autrichiens, que je considère comme devant être mis hors de question. Les Génois ont autrefois été maîtres d'une grande partie de la Crimée. La seule objection sérieuse à faire à cette combinaison est que les Turcs seraient toujours maîtres des détroits et pourraient les fermer aux Piémontais. Aussi vaudrait-il peut-être mieux, en somme, donner la Crimée au sultan sous la garantie de neutralité des puissances et, après l'avoir rendu maître de cette province tartare, proclamer l'indépendance des principautés danubiennes. Il est d'ailleurs assez ridicule de disposer de la Crimée avant de l'avoir conquise et c'est pourquoi je ne crois pas qu'il faille penser à la paix pour le moment. Je n'admets pas qu'une nation comme l'Angleterre (pour ne pas parler de la France) puisse être la première à proposer la paix à la Russie, alors qu'elle n'a conquis que la moitié de Sébastopol, où nous n'osons pas demeurer et dont nous n'osons pas sortir, et qu'elle a en face d'elle une grande armée intacte.

Je vous donne mon humble opinion telle que je la concevrais comme ministre indépendant d'un souverain absolu, libre des entraves parlementaires Mais la situation est différente chez nous, où il se trouve toujours un parti enclin à profiter, pour arriver au pouvoir, de l'impopularité qu'une guerre, même juste et nécessaire, finit toujours par attirer à un gouvernement. Cette lassitude inévitable se fera sentir un jour; cependant, je ne crois pas que nous en soyons encore là. Sans doute, Disraeli et Walpole, opposés à la guerre par tempérament, combattent la prolongation de celle-ci; et puis, nous avons les pseudo-Russes, comme Granby et Claud Hamilton. Mais enfin, je ne vois pas encore de tendances à la réaction contre une guerre soutenue et par le parti conservateur et par la presse. . . . . .

Napoléon a eu des vues sur la Pologne, mais je crois qu'il y a renoncé. Ce que je redoute, c'est que, la guerre terminée, il ne veuille pas rappeler ses armées sans avoir quelque conquête à présenter à ses compatriotes. Voudra-t-il Candie ou Chypre en échange du service qu'il a rendu aux Turcs en leur donnant la Crimée et en les remettant sur leurs pieds, je ne sais; mais ce que je sais c'est que personne ne pourra l'empêcher de faire ce qui lui plaira. Peut-être d'ailleurs cela est-il sans importance pour nous qui sommes maîtres de la mer.

Si nous avions eu un bon ministre au début de la guerre, il se serait prévalu avec empressement des désirs de Napoléon pour lui laisser la besogne de terre et nous réserver celle de la mer; nous aurions ainsi fortifié notre flotte et formé des milliers de ces matelots qui doivent toujours être notre contrepoids militaire aux armées continentales. La marine russe aurait tout aussi bien été détruite

et la marine française ne se serait pas perfectionnée comme elle l'a fait; tout en suivant une politique efficace contre la Russie, nous aurions établi pour l'avenir notre suprématie maritime sur le monde entier. Au lieu de cela, nous avons prouvé la justesse du mot de Napier : « Les Anglais sont un peuple belliqueux, mais non militaire. »

Je ne crois pas le moment venu de faire une paix durable; j'estime que le pays est de mon avis et je suis convaincu que notre parti commettrait une faute grave en se ralliant à Gladstone à la session de novembre. — A vous,

MALMESBURY.

10 *novembre*. — *Chillingham*. — Sur le refus de lord Stanley de prendre la succession de lord John Russell aux colonies, on a télégraphié en Crimée au duc de Newcastle pour lui offrir ce portefeuille. Le gouvernement est fort contrarié de ce refus qu'il ne prévoyait pas. — 13 *novembre*. — J'arrive à Paris avec George Harris. Je trouve les Français profondément las de la guerre; leurs finances sont en fort mauvais point. Madame Walewska est grosse. — 23 *novembre*. — J'ai dîné aux Tuileries. L'empereur a été très cordial et a causé avec moi pendant plus d'une heure. L'impératrice est toujours fort belle et les apparences sont dissimulées par les robes amples que l'on porte aujourd'hui[1]. — 29 *novembre*. — Le roi de Sardaigne est ici; il est commun et grossier au possible. Il a dit à l'impératrice : « On me dit que les danseuses françaises ne portent pas de caleçons. S'il en est ainsi, Paris sera pour moi le paradis terrestre. »

M. Disraeli à lord Malmesbury.

Hughenden. — 30 nov. 1855.

Mon cher M.

Je suis bien contrarié de vous avoir manqué et seulement d'une heure!

Il me semble que le parti qui a décliné la responsabilité de la direction d'une guerre aurait mauvaise grâce à faire de l'opposition à un ministère parce qu'il conclut la paix, cette paix fût-elle mauvaise. Nous nous sommes mis en dehors de la politique et nous y resterons jusqu'à la fin de la guerre. Nous n'avons rien à faire avant

1. L'impératrice était dans la même situation que madame Walewska.

la paix; elle seule nous permettra de reprendre la position que nous avions avant notre funeste refus d'accepter le pouvoir en février dernier, par lequel nous nous sommes aliéné l'affection et l'estime de tous. Jusque-là nous n'avons d'autre tactique à suivre que le silence et l'inaction; mais tout ce qui indique le désir de conclure une paix honorable est favorable aux vues de l'empereur et affaiblit Palmerston dont le seul souci est son intérêt du moment.

Je serais bien aise de savoir si votre opinion quant au résultat probable des négociations est partagée par Walewski et Cie. — Toujours à vous, — D.

5 *décembre*. — *Londres*. — J'ai été présenté par le prince Albert au roi de Sardaigne, comme ancien ministre des affaires étrangères. « — A quelle époque » a demandé le roi. — « En 1852 avec lord Derby », ai-je répondu. — « Et que faites-vous à présent? » — « De l'opposition », a dit le prince, « car il faut toujours faire quelque chose dans ce pays. » — « Ah! vous êtes alors opposé à mon voyage et à mon alliance », a remarqué le roi. Lord Clarendon lui ayant été présenté comme le ministre actuel des affaires étrangères, il lui a dit : — « J'ai entendu parler de vous » et a ajouté : « C'est bien », d'un ton qui voulait dire : « Allez vous promener. »

17 *décembre*. — La prise de Kars est confirmée; le général Williams, son état-major, neuf pachas et toute la garnison sont prisonniers. Ils n'ont capitulé que poussés par la famine, après avoir mangé tous les chevaux et jusqu'aux chiens et aux chats de la ville.

ANNÉE 1856.

18 *janvier*. — Les Russes ont accepté sans restriction l'ultimatum autrichien et lord Palmerston en a annoncé la nouvelle ce matin au mariage de lady E. Hay. — 16 *février*. — Lord et lady Clarendon partent aujourd'hui pour Paris où aura lieu la Conférence. Brünnow affecte une ignorance absolue des intentions du tsar, prétendant qu'elles ne sont connues que d'Orloff, le plénipotentiaire russe à la Conférence.

19 *février*. — On renvoie au 22 la discussion sur la pairie à vie de Wensleydale afin de donner le temps de trouver des précédents; mais en tous cas, lord Wensleydale n'a pas le droit pour le moment de siéger à la Chambre des lords. — 23 *février*. — La Chambre a décidé de se constituer en commission pour statuer sur le droit de la couronne à exercer cette prérogative tombée en désuetude depuis trois cents ans et lord Lyndhurst a présenté une proposition tendant à nier la validité du brevet de lord Wensleydale au point de vue du droit de siéger et de voter au Parlement. — 27 *février*. — Lord Stanley a dîné samedi chez la reine; Sa Majesté et le prince lui ont dit que, s'ils avaient pensé que la question de la pairie à vie eût dû être envisagée ainsi, jamais ce brevet n'aurait été accordé.

5 *mars*. — La Conférence est réunie à Paris. Le discours de Napoléon à la séance d'ouverture du Corps législatif a été très cordial pour l'Angleterre et ne laisse pas à l'Autriche et à la Russie le moindre espoir de parvenir à semer la discorde entre la France et nous. Il s'est déclaré prêt à poursuivre la guerre si les négociations n'aboutissaient pas.

8 *mars*. — L'Opéra de Covent-Garden a été incendié. Le feu a été mis par un lustre surchauffé, le soir du bénéfice monstre du prestidigitateur Anderson à qui le théâtre avait été loué pour deux mois. On avait poussé cette imitation de la vulgarité américaine jusqu'à y donner un bal masqué de la dernière catégorie, les billets étant à un shilling. Le directeur M. Gye, en ce moment à Paris, s'était opposé à cette mascarade, mais on avait passé outre. Les pertes dépassent 300,000 livres sterling.

10 *mars*. — Une lettre de Persigny m'annonce que l'impératrice des Français est heureusement accouchée d'un fils. L'empereur, qui n'a pas quitté une minute la chambre de sa femme, était dans un état nerveux indescriptible; il a sangloté sans interruption pendant quinze heures. Quand l'enfant est né, il a, dans le transport de sa joie, embrassé d'enfilée les cinq premières personnes qu'il a trouvées dans la pièce voisine; puis, s'apercevant qu'il oubliait sa dignité, il a dit : « Je ne peux pas vous embrasser tous. » —

30 *mars*. — La signature du traité de paix avec la Russie a été annoncée par des salves d'artillerie ; il y avait beaucoup de monde dans les rues, mais on n'a pas manifesté grand enthousiasme. — 5 *avril*. — Les Français qualifient la médaille que nous leur avons donnée de « médaille de sauvetage. » Ils mériteraient de recevoir une leçon.

10 *avril*. — Lord Clarendon m'a écrit « qu'il ne pouvait actuellement répondre à mon aimable invitation pour Kars » (je lui avais donné avis d'une motion que je vais présenter au sujet de cette place), mais qu'il serait de retour à la fin de la semaine prochaine ; qu'il savait que le traité de Paris nous donnerait des armes contre lui ; mais qu'en somme, il était satisfait, eu égard à l'aspect défavorable de la situation deux mois auparavant ; enfin qu'on ne saurait jamais avec quelles difficultés il avait eu à lutter, ce qui me fait supposer que les Français nous lâchent et se mettent à flagorner les Russes. — 11 *avril*. — J'ai parlé à la Chambre des lords sur la vente faite aux Russes de nos chevaux de cavalerie en Crimée et ce matin j'ai reçu une lettre d'approbation du duc de Cambridge et une du général lord de Ros conçue dans le même sens.

26 *avril*. — Lord Derby voudrait en avoir fini avec la discussion sur la prise de Kars et il est dégoûté de son parti au point de ne pas se soucier d'appuyer la motion de M. Whiteside à ce sujet dans la chambre des Communes. Nombre de nos amis croient que Disraeli viendrait supplanter lord Derby à la tête du parti conservateur. Ces soupçons sont confirmés par l'attitude de son journal *la Presse* qui évite de mentionner le nom de lord Derby pour ne parler que de Disraeli et le louer de la façon la plus effrontée. J'ai moi-même été sondé sur l'opportunité de prendre pour *leader* Disraeli ou lord Stanley, mais je ne pense pas que celui qui m'en a parlé y revienne jamais. — 28 *avril*. — Je suis allé aux Communes pour entendre le discours de M. Whiteside sur Kars. Il a été fort éloquent et je le crois plus grand orateur que Disraeli, en dépit d'un accent irlandais qui s'accentue lorsqu'il s'anime et blesse cruellement des oreilles anglaises. Il a été extrêmement applaudi. —

30 *avril*. — Le traité de Paris sera discuté lundi et sera fort combattu. J'ai retiré ma motion sur Kars. — 2 *mai*. — Le gouvernement a eu une majorité de 399 voix sur la question de Kars. — 5 *mai*. — J'ai parlé pendant une heure contre le traité de Paris et j'ai été félicité par nos amis et par nos adversaires. Lord Clarendon a répondu et lord Derby a clos le débat par ces mots : « En voilà assez sur la *capitulation* de Paris. »

7 *mai*. — Dîner au palais en l'honneur du baron Brünnow ; c'était un dîner de réconciliation, rien que des ministres et d'anciens ministres : les lords John Russell, Palmerston, Clarendon, Derby, Malmesbury, une « vraie réunion de famille » a dit lord Derby au prince Albert, plaisanterie qui l'a fort amusé ainsi que la reine. Lord John Russell a été fort aimable pour moi : il a traversé le salon pour venir me dire : « Vous avez bien arrangé les ministres hier soir, » et il paraissait enchanté que le gouvernement eût été maltraité. Il semble que la reine s'amuse de ces réunions hétéroclites à sa table. Par malice elle m'a donné pour voisine lady Clarendon qui a commencé par être de fort méchante humeur, car j'avais attaqué son mari deux jours auparavant, mais que j'ai fini par dérider, ce qui a paru divertir très fort la reine. — 26 *juin*. — Dîné chez les Hardwicke avec la célèbre tragédienne Ristori. Elle est arrivée fort tard, comme on se mettait à table, a fait une entrée théâtrale, avec force exclamations, gestes et grimaces et a raconté avec véhémence et volubilité comment son cocher s'était perdu. Elle se donne trente ans et en paraît cinquante. — Tout le monde parle d'un incident survenu hier à la réception de la reine. Un Américain mal appris étant arrivé en redingote avec un gilet jaune et une cravate noire, sir T. Cust lui a fait observer qu'il ne pouvait se présenter devant la reine dans ce costume. Celui-ci a insisté ; M. Dallas le ministre d'Amérique, a pris parti pour son compatriote et, après une vive altercation avec sir T. Cust qui n'a pas voulu céder, il a quitté le palais avec sa suite.

8 *juillet*. — La reine a passé les troupes en revue à

Aldershot et leur a adressé un discours. Lord Hardinge a été pris d'une attaque en lui parlant et a été ramené à Londres fort malade. (Il est mort au mois de septembre suivant.) — Nous sommes allés chez lord Carrington pour assister à la rentrée des gardes. Les trois bataillons forts de mille hommes chacun, marchaient par files de quatre, leurs colonels à cheval et leur musique en tête. On pouvait en les voyant se convaincre qu'ils ont fait une rude campagne ; les uniformes étaient usés et fanés, les bonnets à poil pelés et eux-mêmes, les pauvres diables, quoiqu'ayant l'air heureux et riant dans les rangs, étaient bien maigres et défaits. — 10 *août*. — Les Russes viennent de donner un nouvel exemple de leur duplicité habituelle en s'emparant de l'île des Serpents, située à l'embouchure du Danube, dont, par inadvertance, il n'a pas été fait mention dans le traité. Comme ils la possédaient avant la guerre, ils ont jugé à propos de la reprendre, en l'absence de stipulation contraire ; mais il se trouve que c'est un point stratégique important, qui commande le fleuve et peut être fortifié. Cela est tout à fait contraire à l'esprit du traité, ainsi que le retard qu'ils ont apporté dans la remise de Kars et que la destruction d'Ismaïl et de Reni. La flotte anglaise a reçu l'ordre de rentrer dans la mer Noire et d'y rester jusqu'à ce que l'île des Serpents et Kars fussent rendus.

19 *août*. — J'ai voyagé de Londres à Southampton dans le même compartiment que lord Palmerston et sa femme. Pendant tout le trajet il m'a parlé des affaires étrangères avec beaucoup de franchise. Il dit que rien n'est honteux comme la façon dont les Russes exécutent le traité ; ils s'efforcent d'éluder toutes les clauses, prennent avantage de toutes les omissions et de toutes les équivoques. Ils ont fait sauter le vieux château de Kars, curieux monument antique qui ne pouvait plus être utilisé au point de vue militaire ; ils font naître toutes sortes de difficultés pour la délimitation de la frontière de Bessarabie, prétendant par exemple, que le village de Bolgrad n'est pas celui dont ils entendaient parler, lequel est un autre Bolgrad, tout à fait en dehors du tracé convenu. Chreptovith, le nouvel

ambassadeur russe, l'a pris de très haut et a menacé de quitter Londres si on continuait à se plaindre de ces faits, à quoi Palmerston a répondu que le plus tôt serait le mieux, s'il persistait à ne pas donner les satisfactions demandées.

Lord Derby à lord Malmesbury.

Knouwsley, 25 août 1856.

Mon cher Malmesbury,

J'ai trouvé votre lettre à mon retour de York jusqu'où je m'étais aventuré pour voir courir mon cheval ; mais ma témérité a été punie par un retour offensif de ma goutte qui m'a forcé à revenir. Je suis à peu près remis maintenant, bien que ma main et mon poignet sont encore faibles et que je n'aie pas encore osé prendre un fusil ; et cependant le moment en serait venu. Les avoines sont déjà coupées ici, mais pas encore les blés ; la récolte en céréales se présente bien, mais les pommes de terre sont malades comme elles ne l'ont pas été depuis longtemps. . . . . .

Il me semble que Palmerston a été d'humeur bien communicative l'autre jour avec vous. Ce qu'il dit confirme absolument ce que j'avais soupçonné : non seulement que la Russie nous dupe tant qu'elle peut, mais encore que nous ne pouvons guère compter sur notre « auguste allié ». Il me paraît évident qu'il y a, de part et d'autre, un grand désir de rapprochement entre les deux empereurs à nos dépens. Morny est évidemment en train de nous tailler des croupières à Saint-Pétersbourg et la position de lord Granville à la cour du tsar ne sera pas rendue facile par la froideur avec laquelle Chreptovitch est traité ici. Il est possible que la paix tienne, mais je n'ai pas grande confiance. Ce dont je suis certain, c'est qu'avant peu notre gouvernement aura lieu de rougir de la paix qu'il a bâclée. . . . . .

6 *septembre*. — La guerre civile a éclaté aux Etats-Unis entre les abolitionnistes et les esclavagistes et beaucoup de sang a déjà coulé. Le gouvernement n'ayant pas voulu prendre parti dans la lutte, le parti esclavagiste au Congrès a refusé les subsides pour l'armée, qu'il va falloir licencier. — 17 *septembre*. — J'entends dire que lady Strafford et lady Emily Peel sont très admirées à Saint-Pétersbourg où elles sont allées pour le couronnement de l'empereur et que les fêtes de M. de Morny sont éclipsées par celles de lord Granville. Mais le personnage qui a le plus de succès

à Pétersbourg est le joueur de cornemuse de lord Strafford que la foule suit dans les rues, le prenant pour l'ambassadeur en personne.

15 *octobre*. — Je quitte Venise où j'ai fait un agréable séjour chez George Harris qui y est consul d'Angleterre. — 20 *octobre*. — J'arrive à Turin. J'ai dîné chez notre ministre, sir James Hudson. Il me dit que la France n'est pas d'accord avec nous sur la question de Bolgrad. Il y aura un congrès à Paris pour résoudre cette question et celle de l'île des Serpents que les Russes voudraient escamoter. Palmerston prétend qu'il préférerait voir le congrès se réunir à Saint-Pétersbourg trouvant cette ville moins russe que l'hôtel Walewski. — 22 *octobre*. — J'ai vu mon cousin, le duc de Gramont, qui est ministre de France ici. — 24 *octobre*. — Je pars pour Londres. J'ai dîné hier fort agréablement chez Cavour avec Hudson seul. Nous avons parlé politique très librement et dans la soirée le général La Marmora est venu pour m'être présenté. Gramont a peu d'influence ici, tandis que notre ministre est tout-puissant auprès du roi et du cabinet ; mais il est en rapports avoués avec le parti révolutionnaire et ne cache pas ses tendances italiennes. Les Français me paraissent être en complet désaccord avec nous au sujet de la duplicité montrée par les Russes dans l'interprétation du traité et, si Palmerston n'a pas une attitude énergique, ceux-ci en viendront à leurs fins.

12 *novembre*. — On dit que Napoléon a renoncé à ses séjours à Fontainebleau à cause du mécontentement que provoque le luxe extravagant déployé à la cour, tandis que le peuple souffre cruellement de la cherté de toutes choses. — Les ministres de France et d'Angleterre ont quitté Naples, mais les flottes croisent dans la baie, y faisant des démonstrations hostiles et prétendant se préparer à un bombardement ; cependant tout le monde sent qu'un acte aussi barbare est impossible. Tirer sur Naples serait commettre une vilenie analogue à celle d'un homme qui frappe une femme. — Au dîner que le lord-maire a offert au cabinet, suivant l'usage, le corps diplomatique était représenté

par l'envoyé du Mexique et par celui de la république de Haïti, un nègre. Voilà le résultat de la politique agressive de Palmerston et de son ton injurieux à l'égard des puissances étrangères. C'est une chose extraordinaire que cet homme si aimable dans la vie privée soit incapable de la moindre courtoisie dans les affaires publiques.

21 *novembre*. — Les difficultés qui surgissent à propos de Bolgrad et de l'île des Serpents viennent de ce que l'empereur s'est laissé circonvenir par les Russes. Persigny a suggéré une solution qui a été adoptée par l'empereur et par notre gouvernement : la réunion d'un congrès où la Sardaigne sera admise à condition de voter contre la Russie, l'Autriche allant avec l'Angleterre et la Prusse se trouvant exclue, naturellement. De cette façon, l'Angleterre aura la majorité, ce qui fournira à l'empereur un prétexte pour céder.

ANNÉE 1857.

1er *janvier*. — La conférence relative à l'affaire de Bolgrad et de l'île des Serpents s'est réunie hier à Paris. — Les Suisses se préparent à résister vigoureusement à l'invasion dont la Prusse menace le territoire de Neuchâtel, tandis que la France et l'Angleterre font leur possible pour prévenir une guerre. L'Angleterre a déclaré la guerre à la Perse et l'amiral Seymour a bombardé Canton pour venger une insulte faite à notre pavillon. D'après ce que je sais de la querelle, le châtiment me semble d'une sévérité injustifiée, les hommes qui avaient été emprisonnés étant Chinois et le navire saisi n'étant pas anglais, mais seulement porteur du pavillon anglais. Il est vrai que le gouvernement chinois est depuis quelque temps si insolent, que lord Palmerston aura saisi le premier prétexte pour lui donner une leçon.

9 *janvier*. — Madame de Bonneval écrit que M. de Morny va épouser mademoiselle Troubetzkoï, fille naturelle de l'empereur Nicolas et demoiselle d'honneur de l'impératrice actuelle ; elle est fort belle, avec des yeux noirs et des

cheveux dorés. — 29 *janvier*. — La princesse de Liéven est morte à Paris. Lorsque j'ai fait mes débuts dans le monde à Londres en 1826, elle y était ambassadrice de Russie et une des femmes à la mode du temps. Elle était aimable et intelligente, mais fort intrigante et avait toujours été employée comme agent secret par l'empereur Nicolas, avec qui elle correspondait directement; elle était la terreur de nos ministres des affaires étrangères. Vers la fin de sa vie elle avait eu avec Guizot les relations les plus intimes. Son fils Paul était un homme du monde charmant.

31 *janvier*. — Des depêches de l'amiral sir Henry Leeke rendent compte des opérations de la flotte et des troupes anglaises dans le golfe Persique. Le 4 décembre 1856, l'île de Karrak a été occupée; le 7 les troupes ont débarqué et ont marché sur Busheer, protégées par le feu de nos vaisseaux. La position de l'ennemi était forte, mais elle a été enlevée à la baïonnette; nous avons perdu les colonels Stopford et Malet qui conduisaient leurs hommes à l'assaut.

3 *février*. — Je ne pense pas que l'on présente d'amendement à l'adresse, mais on va discuter sur les affaires étrangères et Disraeli compte faire des révélations terribles. Walewski lui a confié tout ce qu'il sait sur lord Palmerston et, n'y en eût-il que la moitié de vrai, ce sera assez pour lui porter un coup sérieux. Gladstone et Sidney Herbert paraissent vouloir se rapprocher de lord Derby et nous réservons nos forces pour appuyer la proposition de Gladstone sur *l'income-tax*. Si celui-ci se rallie à notre parti, il nous apportera l'appoint de son talent, mais, d'autre part, il éloignera de nous beaucoup de nos amis. Le duc de Beaufort, un de nos plus fermes partisans, m'a déclaré qu'il nous abandonnerait si nous nous coalisions avec les *peelites* et je me souviens que, lorsque lord Derby a essayé de constituer un cabinet en 1855 et a parlé d'y introduire Gladstone et Herbert, quatre-vingts membres de la Chambre ont menacé de se séparer de lui.

Disraeli a prononcé ce soir un long discours fort éloquent dans lequel il a porté contre le gouvernement l'accusation suivante : « Le croira-t-on? Au moment même où

lord Clarendon prêtait une oreille complaisante aux protestations véhémentes du comte Cavour contre le joug autrichien, à ce moment même il connaissait l'existence d'un traité secret par lequel la France garantit à l'Autriche l'intégrité de ses possessions italiennes, traité conclu, non seulement avec la sanction du noble lord (Palmerston), mais à la requête spéciale de notre gouvernement. » Palmerston a nié, prétendant que Disraeli s'en était rapporté aux racontars des *gobe-mouches* [1] de Paris, affirmant qu'il entendait pour la première fois parler de ce traité et que, le cas échéant, il y aurait fait opposition. Il a qualifié cette histoire de pure fable, sans aucun autre fondement que des communications échangées au début de la guerre d'Orient entre les cabinets autrichien et français, par lesquelles celui-ci s'engageait à ne pas se montrer hostile à l'Autriche. Disraeli a maintenu son accusation et a affirmé que le traité entre la France et l'Autriche avait été signé le 22 décembre 1854, répétant que le gouvernement anglais en avait eu connaissance et l'avait approuvé.

Lord Palmerston a de nouveau pris la parole pour répéter qu'à sa connaissance il n'y avait pas eu de traité par lequel la France garantît à l'Autriche ses possessions italiennes. Mais il a avoué ceci : à la fin de 1854, afin de décider l'Autriche à entrer dans l'alliance anglo-française contre la Russie, une convention avait été conclue, par laquelle, en ce cas et si la Russie fomentait des insurrections en Italie dans le but de créer des embarras à l'Autriche, la France agirait de concert avec celle-ci pour défendre l'autorité impériale contre les insurgés italiens. Il résulte de cette déclaration que Disraeli a cherché au gouvernement une querelle d'Allemand, les faits allégués par lui étant exacts sans doute, mais devant être interprétés tout autrement qu'il ne l'avait fait. Il était très surexcité et son discours n'a pas été aussi habile que d'habitude. En somme, ses révélations, ont fait long feu. Le pays ajoutera sans doute plus de foi aux assertions de Palmerston qu'à celles

1. En français dans le texte.

de Disraeli, mais les vieux diplomates ne sont pas si crédules, car à quoi servirait-il de faire un traité secret, s'il fallait en dévoiler l'existence au premier qui nous interroge là-dessus?

13 *février*. — Une nouvelle discussion a eu lieu hier sur le traité secret et a quelque peu modifié l'aspect de la question. Lord Palmerston a reconnu qu'il s'était trompé l'autre jour en disant que la « convention militaire » comme il l'appelle, entre la France et l'Autriche, n'avait pas été signée; il reconnaît maintenant qu'elle l'a été. Disraeli a pris la parole pour maintenir ses affirmations, à savoir que c'est bien un vrai traité sans restrictions ni réserves. Là-dessus, Palmerston, a perdu tout empire sur lui-même, ce qui ne lui est pas habituel, et fait supposer qu'il ne se sent pas sans reproche. Il a répété avec une extrême vivacité et dans les termes les plus énergiques que cette convention avait été purement temporaire, limitée à la durée de la guerre d'Orient, que, loin d'être conclue à notre instigation, elle l'avait été à notre insu et que nous n'en avions reçu communication qu'après la signature. Ses affirmations vont disculper le gouvernement, mais il est singulier qu'il eût oublié ces circonstances lors de la première discussion.

14 *février*. — Le chancelier de l'Echiquier a déposé son budget. La taxe de guerre de neuf deniers est supprimée, ce qui diminue de neuf millions de livres sterling les impôts annuels. Malgré cette aubaine, le pays est mécontent de ces deux nouvelles guerres de Chine et de Perse. Le budget sera attaqué à la fois par Disraeli et par Gladstone. Celui-ci le déclare pire que le fameux budget de sir Charles Wood qui a été refait une demi-douzaine de fois. — 21 *février*. — Disraeli a prononcé un long et habile discours contre le budget; le chancelier de l'Echiquier lui a fort bien répondu et a parlé plus longtemps encore. — 24 *février*. — Le gouvernement a eu 80 voix de majorité sur son budget.

28 *février*. — Si l'on avait voté hier soir aux Communes sur l'interpellation au sujet des affaires de Chine, lord

Palmerston aurait été en minorité. Il est si inquiet du résultat qu'il menace d'une dissolution au cas où il serait battu. Il me semble que ce serait un mauvais terrain pour des élections générales. Personne ne sait si Disraeli parlera là-dessus. Je l'ai sondé hier et il m'a répondu avec humeur, en n'ayant pas seulement l'air de comprendre ce que je lui demandais. Il a toujours été ennemi d'une discussion sur la Chine, pour quelque raison à lui connue sans doute. Lord Derby a présidé une réunion de son parti ; 160 membres étaient présents. Il a d'abord fait allusion à la défection de quelques membres de l'opposition dans le vote du budget, défection qu'il a entendu attribuer à sa prétendue alliance avec Gladstone. Il a nié cette alliance, mais a déclaré de la façon la plus péremptoire que, si quelque membre du parti conservateur prétendait lui dicter la conduite à tenir vis-à-vis tel ou tel personnage politique, il se regarderait comme personnellement insulté et rejetterait ce membre du sein de son parti. Cette déclaration a été accueillie par de vifs applaudissements et l'on a manifesté la plus grande confiance dans lord Derby.

4 *mars*. — Le gouvernement a été battu à une majorité de seize voix sur la question chinoise soulevée par M. Cobden. Les principaux orateurs ont été Palmerston, Gladstone et Disraeli ; celui-ci a été très acerbe et a fait beaucoup de personnalités, Gladstone a parlé en homme d'Etat, mais il a été sec et lourd. — 5 *mars*. — Lord Granville et lord Palmerston ont annoncé aux Chambres la dissolution du Parlement.

6 *mars*. — Le Dr Ferguson est venu me voir et m'a dit qu'il considère comme défavorable à notre parti l'attitude qu'il a prise dans la question chinoise ; aussi croit-il que les élections seront mauvaises pour nous. Je crains qu'il ne dise vrai ; il n'est pas de meilleur juge de l'opinion publique qu'un médecin en contact journalier avec des gens de tous les milieux. Lord Derby m'a chargé d'aller voir Sidney Herbert et de le sonder sur la possibilité de nous entendre avec son parti en vue des élections, et, plus

tard, d'une politique à suivre en commun. Sidney Herbert a rejeté cette proposition, disant qu'il valait mieux pour nos deux partis rester indépendants et que, d'ailleurs, il ne voulait pas s'engager à ne pas soutenir lord Palmerston. Il paraissait embarrassé et s'est montré fort peu amical et courtois. Au bout de quelques instants, sa femme est entrée avec son chapeau sur la tête et il s'est levé, disant qu'il était obligé de sortir avec elle ; en somme il m'a à peu près mis à la porte. Je lui ai dit que, puisqu'il était si pressé, il ferait bien de prendre le temps de réfléchir à la proposition de lord Derby et d'y répondre par lettre, car aussi bien il avait été si peu explicite que je ne savais trop comment rendre compte de ma mission.

7 *mars*. — J'ai reçu ce matin une lettre de Sidney Herbert. Il me dit que le parti *peelite* est fort divisé, qu'il n'est pour ainsi dire pas un sujet sur lequel tous ses membres soient d'accord, que leur influence est par conséquent fort affaiblie ; que, quant à lui, il n'a qu'un désir, c'est de le voir se dissoudre et de se tenir désormais en dehors de tous les partis ; qu'il ne peut donc répondre que pour lui-même et qu'il me faudrait m'entendre avec les autres *peelites*. — 8 *mars*. — J'ai longuement causé avec Gladstone hier soir au Carlton-Club. Sidney Herbert lui avait parlé de notre entrevue et Gladstone paraissait mécontent de ce qu'il m'eût dépeint leur parti comme faible et désuni. Lui-même paraît pencher vers nous, mais il est tombé d'accord avec moi que nos deux partis n'ont pas à prendre d'autre engagement réciproque que celui de ne pas chercher à se nuire, tout en restant absolument indépendants l'un de l'autre.

16 *mars*. — Mauvaises nouvelles des élections ; le bruit de notre coalition avec les *peelites* nous a fait grand mal, mais la véritable cause du succès de Palmerston sera sa popularité personnelle. — 25 *mars*. — Lord Derby est en proie à une terrible attaque de goutte qui lui prend les chevilles, les genoux et les coudes ; il est impossible qu'il résiste longtemps à ces crises si fréquentes. — 2 *avril*. — La prétendue paix avec la Chine était une manœuvre élec-

torale ; des nouvelles arrivées aujourd'hui il ressort que la guerre continue comme auparavant. — 4 *avril.* — Les élections tournent contre nous ; nous avons perdu quinze sièges.

10 *avril.* — J'ai dîné chez lord Lonsdale avec un médecin qui suit le régime végétarien et n'a mangé pendant tout le repas que des légumes et du raisin. C'est le personnage le plus singulier et le plus repoussant que j'aie jamais vu : âgé de plus de soixante-dix ans, cinq pieds de haut à peine, complètement ratatiné, la peau du visage sèche comme du parchemin et jaune comme une orange. Il a servi dans l'armée et fait toutes les campagnes d'Espagne; d'un naturel querelleur, il a eu plusieurs duels avec ses camarades. — (Il est mort il y a quelques années et l'on a découvert que c'était une femme. Quelle honteuse et sinistre histoire est enterrée dans cette tombe !)

19 *avril.* — J'arrive de Paris et j'ai dîné hier aux Tuileries. L'empereur m'avait engagé pour aujourd'hui, mais, apprenant que je désirais partir, il a eu l'amabilité d'avancer son invitation d'un jour. C'était un dîner tout intime et j'occupais la place d'honneur à côté de l'impératrice qui est toujours charmante. L'empereur a causé très amicalement et confidentiellement avec moi. Son opinion sur Disraeli est que « ce n'est pas un homme d'Etat, que, comme tous les hommes de lettres qu'il a connus, depuis Châteaubriand jusqu'à Guizot, il ne connaît pas le monde, sait parler, mais manque de sang-froid quand le moment d'agir est venu. » L'empereur évidemment ne voit que les faiblesses de Disraeli, et ne rend pas justice à son génie.

21 *avril.* — Le gouvernement a déjà payé à Pisani les 13,000 livres sterling qu'il demande pour son tableau de Véronèse, *la Tente de Darius* ; mais le gouvernement autrichien ne veut pas laisser le tableau sortir de Venise et a même infligé à Pisani pour en avoir trafiqué une amende que nous allons être obligés de payer pour lui. — 30 *avril.* — La duchesse de Glocester, la dernière des enfants de George III, est morte ce matin. — Le nouveau Parlement s'est réuni à deux heures. Lady Palmerston est

fort inquiète de la santé de son mari qui souffre tant de la goutte et se trouve si affaibli qu'il ne peut plus faire d'exercice à pied ni à cheval. Elle redoute la session parlementaire qui va lui apporter un surcroît de fatigues et de soucis au-dessus de ses forces. — 1er *mai*. — Je reçois une lettre de lady Derby, écrite sous la dictée de son mari qui est encore pris par les poignets et les coudes et s'attend à ce que la goutte s'attaque successivement à toutes les articulations. Il sera donc hors d'état de se trouver à son poste le 7 et il me faudra le remplacer à la tête du parti pendant son absence ; le devoir de répondre au discours de la reine va m'incomber. — 6 *mai*. — Lord Palmerston m'a communiqué le discours de la reine aujourd'hui comme il est d'usage du premier ministre au *leader* de l'opposition; je n'ai jamais rien vu de plus incolore, même pour un discours du trône.

7 *mai*. — Nous avons eu une réunion d'anciens ministres chez lord Eglinton. Disraeli n'a pas été satisfait de nos décisions; son avis était que les *leaders* de deux Chambres ne devraient pas répondre au discours de la reine. Mais j'ai tenu à me conformer aux instructions de lord Derby et j'ai pris la parole immédiatement après le membre qui a présenté l'adresse. Mes amis m'ont félicité et lord Campbell a traversé la salle pour me faire son compliment; le duc de Somerset et d'autres partisans du gouvernement en ont fait autant. — 16 *mai*. — Lord Derby a paru à la Chambre. Plusieurs whigs ont quitté leur place pour venir lui demander de ses nouvelles et lui exprimer leur satisfaction de le revoir au milieu d'eux. J'ai été surpris de la froideur avec laquelle il leur a répondu ; mais j'en ai eu l'explication par lord Colville. Il était allé voir lord Derby pour le dissuader de venir à la Chambre et celui-ci lui a dit : « Palmerston prétend que je suis mourant, je veux lui montrer que je suis encore de ce monde. »

18 *mai* — Le mariage de la princesse royale avec le prince de Prusse a été communiqué au Parlement aujourd'hui. — 25 *juin*. — Nous souffrons d'une chaleur excessive; il y a vraiment lieu de s'en inquiéter, car si, étant en-

core invisible, la comète nous grille ainsi, que sera-ce lorsqu'elle se sera rapprochée de notre globe? — Lord Alvanley est mort hier. C'était l'homme le plus spirituel de notre temps; il égayait les repas où il se trouvait d'histoires si plaisamment racontées que les domestiques, gagnés par l'hilarité, étaient obligés de sortir. C'est lui qui, un jour d'ouverture de chasse, s'approcha de lord Cardigan et lui dit, en levant son chapeau avec une courtoisie parfaite : « Je vous prie de me pardonner toutes les offenses que je vous ai faites et toutes celles que je vous ferai encore. » Un jour, un de ses amis vint lui demander son avis sur le cas suivant : « M. *** m'a menacé d'un coup de pied la première fois qu'il me rencontrera dans le monde. Si je le vois entrer, que dois-je faire? » — « Vous asseoir, » a répondu lord Alvanley. Il avait beaucoup lu et beaucoup vu, ce qui donnait un fonds solide à sa conversation. C'est grand dommage qu'un récit de voyage en Russie qu'il a écrit et qu'il m'a montré n'ait pas été publié.

27 *juin*. — Nouvelles alarmantes de l'Inde. La révolte des cipayes de l'armée du Bengale a pris de l'extension; trois régiments sont en rébellion ouverte. Après une sérieuse effusion de sang, ils ont été dispersés par les troupes européennes et se sont réfugiés à Delhi, où les ont rejoints d'autres régiments indigènes. Les mutins sont maîtres de Delhi; ils y ont massacré presque tous les Européens, sans égard pour l'âge et le sexe, ont pillé la Banque et ont proclamé roi le fils du feu empereur mongol.

29 *juin*. — Aussitôt après déjeuner je suis allé chez lord Derby pour le consulter sur la réponse à faire à M. Hamilton, le nouveau rédacteur du *Morning Herald*, qui me demande quelle attitude il doit prendre. Le journal a paru ce matin pour la première fois sous la nouvelle direction. Il m'a semblé bien fait; il est plein de racontars mondains qui amuseront les femmes. J'ai trouvé lord Derby fort indifférent sur cette question et fort inutilement occupé à faire des pointages en prévision du vote sur le bill des Juifs, corvée généralement abandonnée aux secrétaires du parti. Lord Derby n'a jamais pu admettre l'accroissement

rapide de la puissance de la presse politique qu'il n'aime point et dont il n'est point aimé. Par le temps qui court, ce dédain est funeste aux hommes qui veulent arriver aux honneurs et au pouvoir. Lord Derby est trop fier pour flatter qui que ce soit, fût-ce ses amis et ses égaux, à plus forte raison des gens avec qui il n'a aucunes relations. Son fils a eu la sagesse d'adopter la ligne de conduite opposée, pour le plus grand profit de sa carrière politique et de sa popularité.

8 *juillet*. — Dîner chez le ministre du Brésil, M. Moreira; sa femme est aimable et jolie. La réunion était hétéroclite: Don Juan d'Espagne, le cardinal Wiseman, la duchesse d'Inverness, *etc.*, et une quantité de Portugais. Nous nous sommes mis à table à huit heures un quart et nous en sommes sortis après minuit. — 11 *juillet*. — Bal chez la reine; on a beaucoup entouré et admiré madame de Castiglione qui passe pour être la maîtresse de Napoléon. — Sir Charles Wood a dit à la Chambre des Communes, en réponse à une question de sir John Pakington, que « les dernières nouvelles de Chine étaient datées du 10 mai et que, depuis lors, l'amiral Seymour n'avait rien fait, attendant des renforts. » Il a ajouté que « le gouverneur général de l'Inde avait requis lord Elgin de lui envoyer de Ceylan les troupes envoyées d'Angleterre à destination de la Chine, mais que lord Elgin n'avait pas reçu d'ordres du ministère à ce sujet et qu'on ne savait pas encore s'il avait jugé le cas assez grave pour obtempérer à la demande de lord Canning.» (Ce sera un honneur éternel pour lord Elgin d'avoir consenti à envoyer ses troupes dans l'Inde dont le salut est dû à ce secours imprévu). Le général Anson, commandant en chef de l'armée des Indes, est mort du choléra dans sa marche sur Delhi; il est remplacé par le général Barnard. Toutes les provinces du nord de l'Inde sont en pleine révolte. — 12 *juillet*. — Madame Anson est en proie à un terrible désespoir; c'est sa sœur, lady Newport, qui lui a annoncé la fatale nouvelle. Son chagrin s'augmente encore de ce qu'elle n'a pas accompagné son mari là-bas. L'*Observer*, journal ministériel, dit qu'avec de l'énergie et de la vigueur

nous pouvons encore sauver l'Inde. Il y a quinze jours, nous nous serions aussi bien crus exposés à perdre Manchester que l'Inde. Sir Colin Campbell est nommé général en chef et est parti dans les vingt-quatre heures; en Crimée il s'est montré un militaire de premier ordre. Lord Ellenborough a prononcé un discours fort éloquent pour demander au gouvernement quelles mesures il compte prendre; les ministres ont refusé de répondre.

16 *juillet*. — Nous avons eu à dîner les Persigny, les Jersey, les Raglan, *etc*. Madame de Persigny étant en retard, son mari est arrivé seul en fiacre, lui ayant laissé la voiture, comme cela se passe généralement entre eux. Il était très confus, nous a priés de ne pas attendre sa femme et nous nous sommes mis à table. Le pauvre Persigny paraissait extrêmement malheureux, parlait à peine et ne quittait pas la porte des yeux. Madame de Persigny est arrivée en coup de vent au milieu du premier service, les yeux tout rouges; elle a échangé un regard furieux avec son mari et s'est mise à dévorer son pain avec une colère concentrée. Lord Loughborough a fini par la faire rire avec ses plaisanteries et, lorsque nous avons quitté la table, elle avait recouvré sa bonne humeur; il n'en était pas de même de M. de Persigny dont on n'a rien pu tirer. Lorsqu'ils sont partis, le comte de Jaucourt, attaché à l'ambassade de France, les a reconduits jusqu'à leur voiture et est revenu nous dire : « Vous serez bien aises d'apprendre que l'ambassadeur et madame de Persigny se sont embrassés sur l'escalier. »

L'aide de camp du général Anson a écrit un compte rendu de la mort de celui-ci qui le décharge des accusations de lenteur et de mollesse portées contre lui par le parti ministériel. Il se portait très bien quand l'insurrection a éclaté; mais les fatigues incessantes auxquelles il s'est exposé à partir de ce moment, sans prendre de repos ni jour ni nuit, l'ont affaibli à ce point qu'il n'a pu résister à une attaque de choléra. Il a conservé son sang-froid jusqu'à sa dernière heure, a donné tous les ordres nécessaires, a remis le commandement au général Barnard et a donné sa dernière

pensée à sa femme, lui faisant dire qu'il était heureux de la savoir en sûreté en Angleterre.

21 *juillet.* — J'ai déjeuné chez la duchesse d'Aumale à Twickenham. J'y ai vu le duc de Richelieu qui est enchanté de Londres et de la façon dont il y est reçu. — 6 *août.* — Les Persans, informés de nos difficultés dans l'Inde, refusent d'évacuer Herat, de sorte que cette guerre, dans laquelle nos ministres nous ont embarqués si légèrement et pour laquelle ils ont dégarni l'Inde de troupes, ce qui a facilité l'insurrection, aboutit à un vain gaspillage d'argent et de vies humaines. Hier, au dîner de lady Jersey, on a lu des lettres de lady Canning, relatant d'effroyables cruautés commises par les rebelles de l'Inde qui brûlent les enfants, violentent et massacrent les femmes.

10 *août.* — *Achnacarry.* — L'empereur et l'impératrice des Français, accompagnés par les Walewski, sont arrivés à Osborne le 6 à neuf heures du matin et ont été reçus par la reine sur la jetée. Le motif de leur visite demeure secret, mais je suis persuadé qu'il s'agit de discuter la question des principautés danubiennes sur laquelle les gouvernements français et anglais sont en désaccord. L'empereur est depuis longtemps mécontent de lord Palmerston et, Persigny n'ayant pu obtenir de concessions, son souverain sera venu lui-même pour régler l'affaire directement avec la reine. Il a amené son ministre des affaires étrangères et la présence de lords Palmerston et Clarendon donne à la réunion tout l'air d'une conférence.

13 *août.* — Des précautions extraordinaires sont prises pendant le séjour de l'empereur à Osborne ; outre des policiers français, quatre-vingts agents spéciaux y ont été envoyés de Londres. Une surveillance sévère est exercée sur le palais et sur toute l'île ; la côte est gardée par des chaloupes de navires de guerre qui en interdisent l'accès à tous les bateaux.

14 *août.* — Les troupes qui avaient été destinées à la Chine arrivent à Calcutta. — Palmerston a cédé sur la question des principautés, et c'est l'opinion de l'empereur qui a prévalu. La France, d'accord avec la Russie, la Prusse et la Sardai-

gne, voulait l'union des principautés sous un seul hospodar; l'Angleterre, l'Autriche et la Turquie étaient d'un avis opposé. Les élections en Moldavie ayant été favorables à l'opinion de ces dernières puissances, l'autre parti a demandé qu'elles fussent annulées, alléguant qu'elles avaient été faites sous la pression de l'Angleterre. La Porte a refusé, sur quoi les ambassadeurs français, russe, prussien et sarde ont amené leur pavillon. Dans cette conjoncture, au lieu de perdre du temps à des correspondances oiseuses, Napoléon est venu en personne et la question a été réglée immédiatement. Je ne prétends pas décider si Palmerston avait tort ou raison, mais son échec a dû lui être très cruel. Les ministres de Napoléon, surtout Walewski, sont absolument acquis à la Russie.

31 *août*. — Le comte Chreptovitch, qui était venu passer quelques jours avec nous, est parti ce matin, à la satisfaction générale. Nous avions tous conscience de la haine qu'il nous porte et nous ne voulions parler devant lui ni de la politique ni des affaires de l'Inde. Celles-ci sont fort affligeantes; le massacre de toute la garnison de Cawnpore, parmi laquelle 940 femmes et enfants, est confirmé. Le général Havelock a battu les rebelles partout où il a pu les joindre, mais ses forces sont insuffisantes et la position pourrait bien devenir désespérée.

16 *septembre*. — Meilleures nouvelles de l'Inde : le général Havelock a infligé deux nouvelles défaites à Nana-Sahib et lui a pris tous ses canons; mais le choléra a éclaté dans ses troupes et il a dû rétrograder sans secourir Lucknow.

6 *octobre*. — Le corps du général Havelock a fait une seconde tentative sur Lucknow le 22 août, mais il a de nouveau été forcé de battre en retraite; les 5e et 90e régiments sont en route pour le renforcer. Trois régiments de Bombay se sont encore révoltés depuis le dernier courrier et on dit que Lucknow est affamé. Des lettres de Calcutta portent de sérieuses accusations contre lord Canning. C'est un intime ami à moi, ancien sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères avec lord Aberdeen; il a de la valeur et est estimé et aimé à juste titre. Lorsqu'on lui a offert le gou-

vernement de l'Inde, il est venu me demander si j'étais d'avis qu'il acceptât. Connaissant son caractère, je lui ai sans hésiter conseillé de refuser; s'il m'avait écouté, il ne serait pas mort prématurément, se serait distingué au Parlement, et aurait rempli des postes importants dans le gouvernement, nos hommes politiques ayant bonne opinion de ses talents et de la considération pour le nom qu'il portait. Mais l'offre était tentante; il l'accepta, ne se doutant guère des terribles difficultés qui l'attendaient avant même qu'il eût le pied à l'étrier.

18 *octobre*.— Le général Outram a montré la plus grande générosité envers Havelock; il n'a pas voulu le priver de la gloire de sauver Lucknow et lui a laissé le commandement de l'expédition, se contentant de servir sous ses ordres. Le *Daily-News* publie l'ordre du 31 juillet, par lequel lord Canning transfère des autorités militaires aux autorités civiles le jugement des rebelles. Le sentiment est généreux en soi, mais rien ne pouvait être plus inopportun et moins judicieux. Il sera temps de se montrer miséricordieux lorsque nous aurons ressaisi l'autorité et rétabli la paix, et que notre puissance sera assez raffermie pour ne pas donner à la clémence l'apparence de la faiblesse. De plus, si les autorités militaires, au lieu de juger les rebelles sur place, sont forcées de les envoyer à Allahabad, comme le prescrit lord Canning, une grande partie de l'armée sera immobilisée en escortes et en gardes. Cette mesure prouve en faveur des sentiments chrétiens de celui qui l'a prise, mais elle a une autre excuse : c'est qu'elle est inexécutable.

24 *octobre*.— *Chillingham*.— Delhi a été pris d'assaut le 15 septembre; la lutte a été acharnée et nous avons eu 50 officiers et 600 soldats anglais mis hors de combat.

Mon journal renferme naturellement un grand nombre de notes relatives à l'insurrection de l'Inde, mais je n'en cite que juste ce qu'il faut pour ne pas être taxé d'indifférence à l'égard d'événements qui ont à cette époque causé une vive émotion dans tout le monde civilisé. La cruauté des rebelles, qui n'ont épargné ni l'âge, ni le sexe, n'a eu d'égal que le courage des victimes. Quel n'a pas été l'héroïsme de

ces Anglais assiégés à Cawnpore et à Lucknow et qui y ont été massacrés! Quels n'ont pas été les soucis et les souffrances du général Havelock, ce grand soldat, mort pour son devoir! Cette terrible guerre des cipayes est la plus pure de nos gloires militaires et morales. Je passe rapidement sur les détails de ces événements et je renonce à décrire les émotions qu'ils ont apportées dans notre milieu intime et paisible des Highlands pendant cet automne de 1857. Puissent nos gouverneurs de l'Inde être éclairés pour l'avenir par cette terrible leçon.

11 *novembre*.— J'ai été fort affligé ce matin en apprenant la mort de mon cousin George Harris, consul à Venise, qui avait été mon secrétaire particulier. C'était un homme d'une intelligence remarquable et l'influence qu'il avait acquise à Venise, par ses grandes capacités et par son aimable caractère, avait pour ainsi dire transformé son consulat en légation.— Nouvelles de l'Inde. Lucknow a été délivré le 29; les retranchements de l'ennemi ont été emportés d'assaut le 26 et la ville a été prise trois jours après. 450 hommes ont été tués, ainsi que le général Neill, dont la perte est irréparable. Nos pertes à Delhi se montaient à 61 officiers et 1178 hommes; le général Nicholson est mort de ses blessures. Nous payons cher nos victoires. Le vieux roi de Delhi a été pris avec sa famille à quinze milles de la ville par le capitaine Hodson; sa vie et celle de sa femme ont été épargnées, mais deux de ses fils et un de ses petits-fils ont été fusillés sur place et leurs cadavres exposés dans la ville.

12 *novembre*.— La duchesse de Nemours est morte subitement à Claremont hier. Elle était accouchée depuis quinze jours et se sentait si bien remise qu'elle s'était levée. Pendant que sa femme de chambre l'habillait elle s'est écriée : « Je me meurs » et est tombée dans une syncope dont elle n'est pas revenue. Le duc était sorti à cheval et l'a trouvée morte en rentrant. C'est une goutte de sang coagulée dans une artère qui a causé sa mort.

14 *novembre*. — Les réclamations faites à l'Angleterre par des négociants de diverses nationalités, à la suite du

bombardement de Canton, s'élèvent à plusieurs millions de livres sterling.

15 *novembre.* — Havelock a demandé à sir Colin Campbell des renforts pour revenir à Cawnpore, se trouvant maintenant bloqué dans Lucknow. Sir Colin lui a répondu qu'il n'avait pas un homme disponible et que d'ailleurs, en eût-il, il n'avait pas de moyens de transport pour les envoyer. Lord Canning est bien coupable de n'avoir pas encore, depuis que la guerre est commencée, organisé de système de communications. Havelock est dans une position très périlleuse et exposé à un danger aussi imminent que la garnison qu'il allait secourir. — Les dames anglaises qui étaient allées à Compiègne pour les fêtes sont de retour et se sont fort amusées. L'empereur est toujours aussi occupé de madame Walewska. Il règne à la cour une liberté de ton et d'allures fort extraordinaire, particulièrement chez la princesse Mathilde. L'oubli des convenances y est poussé à un point inconcevable et, dans plus d'une circonstance, l'impératrice s'en est montrée choquée.

19 *novembre.* — Le pauvre Auguste Stafford a été tué par ses médecins, si l'on en croit l'enquête. On lui avait administré une dose effrayante de laudanum pour des palpitations de cœur, puis on lui avait tiré trente onces de sang. Le bandage s'étant déplacé, il avait encore perdu beaucoup de sang et, malgré son extrême faiblesse, son médecin et son domestique le promenaient par la chambre pour combattre l'action stupéfiante du laudanum. Cela ne suffisant pas pour le tenir éveillé, ils s'étaient mis à lui battre la plante des pieds pendant plusieurs heures avec une telle violence que la peau en a été arrachée. Cependant il a résisté à ces remèdes énergiques et est allé consulter à Dublin où il est mort d'épuisement peu après. Il s'est plaint de la façon affreuse dont il avait été traité et à laquelle il attribuait sa mort. Son père a provoqué une enquête, mais le jury a acquitté le médecin en faveur de qui ont témoigné tous ses confrères.

25 *novembre.* — Bonnes nouvelles de l'Inde : les 53e et 93e régiments ont fait leur jonction avec le corps d'Have-

lock, lequel, renforcé également par la colonne volante venue de Delhi, se monte maintenant à 7,000 hommes, ce qui lui permettra de se dégager de Lucknow. Le colonel Greathed, qui commande la colonne volante, a remporté deux victoires sur les insurgés entre Delhi et Agra et leur a pris cinquante-trois canons et cinq sacs de roupies. — On annonce le mariage de miss Anson avec l'aide de camp de feu son père, M. Curzon (aujourd'hui lord Howe.)

— 27 *novembre*. — Lord Derby m'écrit que Disraeli ne rêve que plaies et bosses pour la prochaine session et que lord Ellenborough a également l'intention de parler sur l'Inde; mais, comme à son ordinaire, il ne veut opérer que pour son compte. Beaucoup de gens font honneur de nos succès dans l'Inde à l'excellent gouvernement de lord Palmerston. Je ne crois pas, moi, qu'on puisse les attribuer à personne qu'à nos admirables soldats, car ces succès ont été remportés par une poignée d'hommes, au moment où la révolte a éclaté et avant qu'il fût arrivé d'Angleterre le moindre renfort. Et, si Palmerston avait écouté lord Ellenborough et notre parti qui pressaient le gouvernement depuis deux mois d'envoyer des troupes, le massacre de Cawnpore et bien d'autres atrocités auraient été évités. — 1^er^ *décembre*. — On blâme fort la conduite de lord Canning envers les *talookdars,* grands propriétaires indigènes. Le principal d'entre eux est Maun-Singh dont les terres avaient été en grande partie confisquées sous le feu roi. Il avait promis de nous soutenir si nous voulions les lui restituer; le gouvernement de l'Inde avait été pressé par les hommes les plus compétents de souscrire à cet arrangement, mais on a si bien hésité que Maun-Singh a pris parti contre nous en entraînant tous ceux de sa caste. Le résultat de cette faute a été qu'à peine maîtres de Lucknow, nous nous y sommes trouvés assiégés. J'ai vu lord Derby qui est tout à fait en train et se prépare à prononcer un discours très mordant.

3 *décembre*. — La reine a ouvert la session hier. Lord Derby a été très éloquent; il a attaqué lord Canning et le ministère et les a persiflés cruellement. Lord Granville n'a cherché à défendre ni l'un ni l'autre et a dit qu'ils seraient

jugés selon leurs actes. Lord Ellenborough a prononcé un excellent discours, court et énergique, mais d'un ton trop arrogant. Le duc d'Argyll a parlé ensuite, puis lord Panmure avec sa terrible faconde. Lady Stuart de Rothesay, dont les lettres de lady Canning font la grande autorité du jour sur l'Inde, serait fort intéressante à entendre en ce moment si elle faisait part de ses informations avec moins de volubilité. Elle raconte une amusante anecdote sur une cour martiale qui était réunie pour juger un prisonnier. Un officier, étant sorti sous la vérandah pendant la séance, se heurte à quelque chose qu'après examen il reconnaît être le corps de l'accusé; les soldats chargés de le garder l'avaient pendu pendant la délibération, de crainte qu'il ne fût remis en liberté.

12 *décembre*. — Bonnes nouvelles de l'Inde. Nos troupes, admirablement commandées par Grant, Outram, Havelock et sir Colin Campbell sont réunies au nombre de 50,000 hommes en face de celles de Nana-Sahib. — 24 *décembre*. — Grande nouvelle : Lucknow a été pris le 17 novembre. Sir Colin Campbell a engagé la lutte le 13 et a emporté plusieurs positions; le 16 il a passé le canal et pris Secunderabad après une lutte acharnée. Le 17 de grand matin, il est entré en communication avec le corps de place, qui, après une longue canonnade, a été emporté d'assaut avant la nuit. A Delhi, vingt-quatre membres inférieurs de la famille royale ont été mis à mort par sentence d'une commission militaire.

ANNÉE 1858.

7 *janvier*. — On apprend la mort d'Havelock qui a succombé à une dyssenterie causée par la fatigue; il laisse un nom immortel. Le général Wyndham a été battu à Cawnpore par les rebelles; le 64e a beaucoup souffert et a perdu ses tentes et ses bagages. A la nouvelle de ce désastre, sir Colin Campbell a marché sur Cawnpore et infligé aux insurgés une défaite complète.

16 *janvier*. — Un infâme attentat contre la vie de l'empereur Napoléon a été commis le 14. Trois grenades ont été jetées dans sa voiture comme elle s'arrêtait à la porte de l'Opéra et elles ont toutes fait explosion, fracassant la voiture, tuant les chevaux et blessant cent deux personnes. Le chapeau de l'empereur a été mis en pièces et son front légèrement écorché, ainsi qu'une des joues de l'impératrice. Le public de l'Opéra leur a fait une ovation et leur retour aux Tuileries a été un triomphe. On a arrêté vingt-sept Italiens; leur chef Orsini avait été grièvement blessé à la tête, ce qui l'avait empêché de prendre la fuite. Les gendarmes l'ont trouvé dans son lit; en les voyant, il s'est écrié : « Je suis perdu. » Il a ensuite essayé de se faire passer pour un Anglais, mais son accent l'a trahi. — 21 *janvier*. — La reine a été extrêmement gracieuse pour moi, hier à son bal, et m'a exprimé son regret que lady Malmesbury n'eût pu s'y rendre. Je m'y suis fort diverti d'une discussion entre Persigny et sir George Lewis sur le mobile de l'attentat contre Napoléon. Sir George affirmait que c'est l'occupation de Rome par les Français qui a exaspéré les Italiens; Persigny a répondu : « Si nous n'étions pas à Rome, ce sont les Autrichiens qui y seraient. » — « Alors, c'est l'empereur d'Autriche qui aurait été assassiné, » a dit l'autre. Persigny s'est fâché tout rouge, disant que ce n'était pas du tout la même chose; que l'empereur d'Autriche a deux cents héritiers et que l'empereur des Français n'en a qu'un seul. Je me suis efforcé de l'apaiser et je l'ai emmené dans un salon voisin où nous avons causé pendant une demi-heure.

25 *janvier*. — Le mariage de la princesse royale avec le prince Frédéric Guillaume de Prusse, auquel nous étions invités, a été célébré aujourd'hui. Une foule considérable se pressait pour voir le cortège entrer à la chapelle royale. Le *Morning Post* dit que lord Palmerston a porté le glaive de l'Etat « avec aisance et dignité »; le *Times* dit : « avec une solennité pesante. » La princesse était très calme.

1er *février*. — Persigny est fort mécontent de l'état de l'opinion publique à l'égard des réfugiés et dit que, si l'An-

gleterre ne donne pas satisfaction à la France, l'empereur, malgré tout son désir de maintenir la paix, se verra obligé de nous faire la guerre. Cette menace nous forcera à apporter quelques modifications dans nos lois sur les réfugiés, car, en ce moment ou toutes nos ressources sont employées à reconquérir l'Inde, nous sommes hors d'état de soutenir une guerre continentale. (L'Angleterre porte aujourd'hui la peine de la tolérance avec laquelle elle a, pendant si longtemps, donné l'hospitalité à des criminels avérés qui fuyaient la justice de leur pays et qui sont venus enseigner aux nôtres les mystères de la dynamite.)

9 *février*. — Lord Palmerston a déposé hier son bill pour modifier la loi sur les réfugiés; il a été mal accueilli et la discussion est ajournée. Cependant, le seul changement proposé est d'assimiler désormais les complots ayant pour but l'assassinat politique à un crime et non plus simplement à un délit. Mais John Bull se trouve tellement offensé par l'adresse insultante insérée au *Moniteur* et signée de colonels français, qu'il tourne le dos à l'empereur, bien que celui-ci manifeste ses regrets de cette adresse, dont il prétend avoir ignoré l'existence; nous ne sommes donc pas en humeur d'être agréables à la France. Un vote d'éloges au gouvernement de l'Inde a été proposé hier; Palmerston avait ajouté à son texte primitif les noms de lords Canning, Harris et Elphinstone, ce qui a soulevé une violente discussion et a été l'occasion de beaucoup de choses désagréables dites sur lord Canning; Palmerston a dû déclarer que ce vote n'empêcherait en rien de discuter subséquemment la conduite du gouverneur général. Le nom de lord Elphinstone a été très applaudi par tous les partis. — 10 *février*. — Le bill sur les réfugiés a été discuté hier : Russell l'a attaqué, Disraeli l'a défendu et il a été adopté par 299 voix contre 99.

20 *février*. — *Heron-Court*. — Ossulston, qui était parti hier, est revenu à quatre heures pour nous annoncer la défaite du gouvernement sur l'amendement de M. Milner-Gibson au bill des réfugiés, lequel était ainsi conçu : « Cette Chambre a appris, avec beaucoup de regret, que des complots

contre la vie de l'empereur des Français ont été récemment ourdis en Angleterre et manifeste toute son horreur pour ces entreprises coupables. Elle est disposée à porter remède à tous les vices qui peuvent être reconnus exister dans le code criminel; mais elle regrette qu'avant de l'inviter à examiner ces modifications, le gouvernement de Sa Majesté n'ait pas jugé devoir répondre à l'importante dépêche du gouvernement français en date du 20 janvier [1] » Cet amendement a passé à dix-neuf voix de majorité. Lord Palmerston a parlé avec une extrême violence et s'est oublié jusqu'à montrer le poing au groupe de Manchester. La physionomie de Disraeli offrait un mélange de triomphe et d'ironie fort curieux à voir, paraît-il. Ossulston a voté pour le ministère.

21 *février*. — J'apprends que Palmerston a donné sa démission et que la reine a fait appeler lord Derby. Je pars pour Londres. — 22 *février*. — Lord Derby a accepté le pouvoir et m'a demandé de prendre le Foreign-Office.

24 *février*. — Le cabinet est constitué: premier ministre, lord Derby; chancelier, lord Chelmsford; président du conseil, lord Salisbury; sceau privé, lord Hardwicke; affaires étrangères, lord Malmesbury; l'intérieur, M. Walpole; colonies, sir Edward Bulwer-Lytton [2]; amirauté, sir John Pakington; guerre, le général Peel; commerce, M. Henley; travaux publics, lord John Manners; département du contrôle, lord Ellenborough; chancelier de l'Echiquier, M. Disraeli. En me donnant le Foreign-Office, lord Derby m'impose une lourde responsabilité. En ce moment nos relations avec la France sont extrêmement tendues et il faudra dans les deux pays beaucoup de bonne volonté pour détourner l'orage qui les menace. Cependant, j'ai grande confiance, non seulement dans le bon sens de l'empereur, mais encore dans le vif désir que je lui connais de demeurer en bons termes avec l'Angleterre. Dans mes nombreuses con-

1. Il s'agit d'une dépêche de Walewski protestant avec vivacité contre les menées des réfugiés français.

2. Le célèbre romancier, devenu depuis lord Lytton et mort en 1873.

versations avec lui, j'ai toujours discerné ce sentiment dans son esprit et je sais qu'il attribue les malheurs de son oncle à sa constante inimitié pour nous. Je n'ai pas autant de confiance dans son entourage, particulièrement dans Walewski et Persigny; mais j'espère qu'il les a dans la main et qu'il ne laissera pas influencer sa politique par leurs préjugés et leurs passions.

25 *février*. — Tous nos arrangements étant pris, nous allons baiser la main de la reine demain. M. Seymour Fitzgerald est mon sous-secrétaire d'Etat. — 26 *février*. — Le cabinet a failli se disloquer. Lytton a dû renoncer au portefeuille des colonies, dans la crainte de n'être pas réélu [1]. J'ai décidé lord Stanley à entrer dans le ministère de son père, ce qui nous a tirés d'embarras. — 1er *mars*. — Lord Derby a fait sa déclaration aujourd'hui devant une Chambre au complet et a bien parlé. Lady Malmesbury est venue s'installer à Londres, ce qui est un grand soulagement pour moi; je me trouvais sans domestiques ni voiture, obligé de dîner au cercle, où je ne vois que des figures de mécontents ou bien des gens qui m'importunent pour obtenir des places. — 2 *mars*. — Lord Grey a dit à lady Tankerville qu'il se serait rallié à notre gouvernement si Disraeli n'en faisait pas partie et que Gladstone en aurait fait autant si nous lui avions offert d'être *leader* à la Chambre des Communes. La duchesse de Manchester remplace la duchesse de Wellington comme dame d'atours; le duc de Wellington adhère au gouvernement de lord Derby, bien qu'il ait reçu de Palmerston la Jarretière.

Lord Malmesbury à lord Cowley.

Londres, 2 mars 1858.

Mon cher Cowley,

Il faut que je vous dise où nous en sommes avec M. de Persigny sur la question des réfugiés. Il a eu hier deux entrevues avec moi et une avec lord Derby et nous lui avons soumis un projet de note

1. En Angleterre tout membre de la Chambre des Communes qui est nommé ministre est soumis à une réélection. (*Note de traducteur.*)

qui puisse donner satisfaction aux Communes. C'est une protestation contre les insinuations contenues dans la dépêche du comte Walewski en date du 28 janvier ; notre réponse fournirait en même temps au gouvernement français une échappatoire honorable pour sortir de cette situation si pénible pour lui comme pour nous. Persigny n'a pas fait d'objection à l'esprit de la dépêche, mais il insiste pour que nous nous bornions à défendre l'honneur de la nation anglaise, sans entrer dans aucune justification de nos lois. . . . . .

En conséquence, vous avez à préparer les voies pour le règlement de cette affaire, ce qu'il est pour ainsi dire impossible de faire convenablement ici. Avec les meilleures dispositions du monde, Persigny est si emporté que l'on ne peut raisonner avec lui ; son irritabilité et sa véhémence rendent les entrevues avec lui rien moins qu'agréables. Je désire tout particulièrement éviter qu'aucun sujet de blâme contre lui soit fourni à son ennemi Walewski ; mais il est un point sur lequel vous devez particulièrement insister auprès de l'empereur pour qu'il s'en explique avec Persigny : c'est qu'il est impossible de mener à bonne fin une négociation délicate, ni même une simple affaire courante, s'il rapporte à l'opposition tout ce qui se passe entre lui et les ministres de la reine. Il m'a dit lui-même avoir raconté à lord Palmerston notre première conversation et m'a répété les observations faites par celui-ci. Vous comprenez qu'on ne peut traiter les affaires si les ambassadeurs étrangers n'ont pas bouche cousue. Ils s'en sont toujours fait un point d'honneur, de même que les nôtres à l'étranger, lesquels pourtant sont souvent de cœur avec l'opposition. Je vous en prie, faites-lui en faire l'observation par son maître, mais non par son ministre qu'il hait avec toute l'amertume de son cœur. — Sincèrement à vous.

MALMESBURY.

4 mars. — Sir E. Lytton est très blessé de la précipitation avec laquelle lord Derby a pourvu au poste de ministre des colonies. Il paraît qu'il y a eu entre eux un malentendu. Lytton aurait seulement dit que sa réélection était douteuse et lord Derby aurait compris qu'il avait la certitude de perdre son siège.

Lord Malmesbury à lord Cowley.

Foreign-Office, 4 mars 1858.

Mon cher Cowley,

Je vous envoie une dépêche en réponse à la malencontreuse élucubration de Walewski ; vous la communiquerez immédiate-

ment, à moins que vous n'ayez de bonnes raisons d'agir autrement, ce dont vous m'aviseriez par télégramme. Le cabinet juge impossible de reprendre le bill de lord Palmerston sur les réfugiés ; il serait attaqué par Russell, Gladstone et les radicaux qui sont décidés, avec les 140 voix dont ils disposent, à l'empêcher de passer et ce nous serait une rude épine dans le pied. Ne promettez donc pas la moindre réforme des lois. On est en train d'interroger Truelove et le Dr Bernard [1] ; Pyat et deux autres vont être poursuivis pour un infâme libelle prêchant le meurtre de l'empereur. Quand je parle de raisons sérieuses nous empêchant de recourir à la justice contre les réfugiés, j'entends par là le manque de preuves et la crainte où nous sommes de donner aux conspirateurs trop d'importance. Vous devriez rappeler à l'empereur l'opinion qu'il professait au sujet de ces coquins en 1852, alors que je suis entré aux affaires. L'Autriche, la Russie, etc. nous avaient adressé de sérieuses représentations sur l'hospitalité que nous accordons aux proscrits et avaient invité la France à se joindre à elles ; il avait répondu à cette proposition avec un dédain très vivement exprimé par Walewski, alors ambassadeur à Londres. Pour le moment, c'est la passion et non la raison qui gouverne l'opinion publique dans cette affaire et l'opposition exploite ce sentiment contre nous. Si l'empereur a conservé sa sagacité d'autrefois, il comprendra qu'il vaut mieux pour lui ne pas risquer de se brûler les doigts en touchant à cette question et nous répondre dans ces termes ou quelque chose d'approchant : « On s'est mépris sur mes intentions ; je ne demandais rien, mais j'avais voulu informer l'Angleterre, que je crois mon amie et mon alliée, du danger que j'ai couru et l'inciter à faire le possible pour empêcher le retour de pareils actes. Mes paroles ont été mal interprétées et m'ont attiré des réponses malveillantes. Désormais, je mettrai ma confiance en Dieu, en la France, etc. et ne parlons plus de cela. » En le prenant de ce ton digne, il produira une heureuse impression sur tout le monde ici, excepté sur ceux qui ont intérêt à jeter de l'huile sur le feu et la querelle ira rejoindre dans la tombe l'affaire Pritchard. — Sincèrement à vous.

MALMESBURY.

6 *mars*. — Persigny, qui est tout dévoué à Palmerston, est furieux de nous voir aux affaires et, au lieu de m'aider à rétablir les rapports amicaux qui régnaient entre la France et l'Angleterre, il a fait tout ce qu'il a pu pour m'empêcher d'atteindre mon but, non-seulement en rapportant à Palmerston tout ce qui se passe entre nous, mais

1. Impliqués dans un complot contre la vie de l'empereur.

encore en entretenant par ses lettres l'irritation de l'empereur. Je crois que Napoléon, pour plaire aux Français, feint plus de colère qu'il n'en ressent en réalité, et qu'il est résolu à céder si nous tenons ferme. Cependant je crois que ce dernier attentat à sa vie a fortement ébranlé ses nerfs et que, gâté par une vie de plaisir, il n'est plus aussi insouciant du danger qu'autrefois. Brougham prétend que, si Bernard est poursuivi, il trouvera caution pour n'importe quelle somme, ce qui lui permettra de quitter l'Angleterre. Ceci compliquerait fort nos difficultés avec la France. Hier soir, chez lord Palmerston, les membres de l'opposition parlaient avec beaucoup d'amertume; ils considèrent le pouvoir comme leur appartenant par droit de naissance et regardent ceux qui y sont actuellement comme des voleurs qui les ont dépouillés de leur bien.

12 *mars*. — La réponse de Walewski à ma dépêche est arrivée tantôt. Persigny, qui était souffrant, s'est levé pour me l'apporter; il attribue son indisposition aux soucis que lui cause cette affaire. Le ton de la dépêche est très amical et peut être considéré comme donnant pleine satisfaction à l'Angleterre; il est même meilleur que ne me le faisaient pressentir les lettres de lord Cowley. En me remettant la dépêche, Persigny m'a annoncé qu'il donnait sa démission d'ambassadeur. Je suis allé tout de suite chez lord Derby; il a été d'autant plus satisfait de la dépêche qu'elle arrive à temps pour pouvoir être lue aujourd'hui par Disraeli à la Chambre des Communes. Tous deux l'attendaient avec la plus vive impatience et la lecture de ce précieux document a jeté Disraeli dans des transports de joie bien éloignés du flegme avec lequel il reçoit en général les nouvelles de toute nature.

13 *mars*. — Les Communes se sont montrées hostiles hier. Elles n'ont pas témoigné par une seule parole leur satisfaction de la solution pacifique de notre querelle avec la France. Je déposerai lundi sur le bureau de la Chambre des lords toute ma correspondance avec Walewski. Les explications de celui-ci sont plus satisfaisantes que nous ne pouvions l'espérer, n'ayant pas fait la moindre concession;

mais il est à craindre que, si de nouveaux attentats étaient perpétrés par des réfugiés venus d'Angleterre, la guerre ne devienne inévitable. — 14 *mars*. — Lady Tankerville a dîné chez lady Palmerston avec M. et madame de Persigny ; celle-ci est consternée d'avoir à retourner à Paris. Le comte Kielmansegge, ministre du Hanovre, lui a dit qu'il est parfaitement ridicule à M. de Persigny de prendre ainsi à cœur la chute de lord Palmerston et l'avénement de lord Derby; qu'un ambassadeur ne doit avoir d'autres intérêts que ceux de son gouvernement et qu'il doit rester en bons termes avec le ministère du pays où il est envoyé, quelle qu'en soit la couleur. J'espère que Persigny va bien réellement partir, car nos rapports désormais seraient malaisés et pénibles. Il n'a aucune espèce de discrétion, de dignité, ni d'empire sur lui-même. La première fois qu'il est venu me voir au Foreign-Office, il extravaguait absolument, portant la main à la garde de son épée (il était en habit de cour) et criant : « C'est la guerre ! c'est la guerre ! », tandis que je restais parfaitement impassible, seul moyen d'affronter de pareilles explosions de colère.

20 *mars*. — Dîné hier chez lady Molesworth où nous avons rencontré les Palmerston et madame de Persigny qui est inconsolable que son mari quitte l'ambassade; elle en pleurait, disant qu'elle espérait encore rester, lorsque Persigny est arrivé, est allé droit à elle sans faire attention à personne et lui a parlé à l'oreille. Elle l'a suivi dans le salon voisin où ils se sont promenés avec agitation; puis Persigny est sorti avec la même précipitation, sans avoir dit un mot à qui que ce soit, à la grande stupeur de la compagnie. — J'ai eu aujourd'hui une audience de la reine; Sa Majesté m'a gardé une heure et m'a fait asseoir, honneur qu'elle accorde rarement. — 22 *mars*. — J'ai présenté à la reine le baron Brünnow comme ministre plénipotentiaire de Russie (en remplacement de Chreptovitch); il a été très bien reçu. La reine m'avait d'abord donné une audience et Brünnow a dû attendre, ce qui l'a sans doute contrarié, car il m'avait dit hier : « Ne me faites pas attendre au palais; lord Palmerston me faisait poser pendant une

heure ou deux et quelquefois ne venait pas du tout. » L'inexactitude de Palmerston était la terreur du corps diplomatique ; Van de Weyer m'a assuré que, pendant la durée de sa mission, il a lu les huit volumes de *Clarisse Harlowe* dans l'antichambre du ministre en attendant ses audiences. J'ai dîné au palais. — Brougham cherche à réconcilier Palmerston avec Russell et, à la Chambre des lords, il montre beaucoup de malignité envers notre parti.

24 *mars*. — On me raconte que l'empereur n'était pas disposé à accepter la démission de Persigny et qu'il l'avait cachée pendant plusieurs jours à Walewski, mais que celui-ci, en ayant été informé, avait menacé de se retirer lui-même si Persigny était maintenu. L'empereur, que l'on croit être encore sous l'influence de madame Walewska, a cédé et Walewski a aussitôt envoyé à Persigny un courrier porteur d'une seule dépêche contenant ces simples mots : « Votre démission est acceptée. » Le pauvre Persigny est exaspéré de ce procédé injurieux et je ne doute pas que, de retour à Paris, il ne regagne l'oreille de l'empereur en exploitant les inclinations russes de Walewski qui n'est pas d'accord avec son maître sur l'alliance anglaise. C'est le maréchal Pélissier, duc de Malakoff, qui remplace Persigny; le baron Brünnow en est fort contrarié, car il espérait voir arriver son ami le marquis de Moustier, dont la politique est tout à fait russe. — 25 *mars*. — Le bill sur les Juifs a passé aux Communes à une majorité de 153 voix. — On fait une souscription pour offrir un bracelet à madame de Persigny.

Lord Malmesbury à lord Cowley.

Foreign-Office, 25 mars 1858.

Mon cher Cowley,

Le monde d'ici a commencé par être quelque peu troublé par l'arrivée d'un maréchal et les diplomates en particulier se sont montrés passablement renfrognés parce qu'ils considèrent cette nomination comme un compliment de l'empereur et une marque de ses bonnes dispositions pour nous. Presque tous, en effet, voient d'un mauvais œil notre intimité avec la France et s'étaient

fort réjouis de cette pique que nous avons eue dernièrement ; Brünnow est tout à fait mécontent. La reine et le prince ont, à plusieurs reprises, exprimé leur satisfaction de la nomination du maréchal. J'ai soumis au parquet l'affaire de Bernard ; il va être jugé sous l'inculpation de félonie, mais je crains que nous n'arrivions à rien car, en aucun pays, un homme ne saurait être condamné comme complice d'un crime commis à l'étranger, par un étranger sur un autre étranger. Si Orsini avait été Anglais ou s'il y avait eu quelque Anglais compromis dans l'affaire, il aurait été facile de soumettre Bernard au statut anglais... — Sincèrement à vous.

MALMESBURY.

Du même au même.

Foreign-Office, 27 mars.

Mon cher Cowley,

Le parquet a rendu sa décision sur l'extradition de Simon Bernard et m'a mandé que cet homme n'étant pas accusé d'un crime commis « dans la juridiction du demandeur » (l'empereur des Français), le gouvernement de Sa Majesté ne saurait, d'après la convention de 1848, être autorisé à le livrer au gouvernement impérial. Vous informerez Walewski de cette réponse en lui disant que Bernard sera jugé le mois prochain par une commission spéciale.

30 *mars*. — Lord John a refusé son concours à lord Palmerston qui l'engageait à se coaliser avec lui pour nous renverser ; il se rappelle la façon dont Palmerston l'a traité et ne veut pas entendre parler d'alliance. — 14 *avril*. — Le colonel Phipps m'a écrit que la reine nous priait de remettre notre dîner du 17 en l'honneur du duc de Malakoff, l'étiquette voulant qu'il dîne d'abord au palais. J'ai écrit à mes convives pour les ajourner au 24. Deux heures après est arrivé un nouveau message de la reine nous demandant de lui faire connaître la date que nous avions choisie, afin qu'elle ne vienne pas encore déranger nos combinaisons en prenant ce même jour pour son dîner. Peut-on avoir plus de bonté et de bonne grâce que Sa Majesté ?

Lord Malmesbury à lord Cowley.

Foreign-Office, 15 avril 1858.

. . . . . Cet acquittement de Bernard est une bien fâcheuse affaire ; il y a eu des applaudissements et toutes sortes de démonstrations fort malséantes. Pélissier a été très bien reçu ; la reine et lui se sont beaucoup plu mutuellement. Je dîne avec lui au palais le 17, et la reine regrette que vous ne soyez pas arrivé pour être au nombre des convives.

16 *avril.* — Le duc de Malakoff est venu me voir, mais nous n'avons pas parlé d'affaires; nous n'avons causé que de la Crimée. A trois heures je l'ai présenté à la reine. Il ne connaissait pas le prince Albert et, la reine ne l'ayant pas présenté, il l'a pris pour quelque gentilhomme de service, de sorte qu'il lui a tourné le dos pendant toute sa visite. A la fin, il a compris son erreur, s'est brusquement retourné vers le prince et s'est écrié : « Comment, c'est vous! », ce qui a fort amusé celui-ci ainsi que la reine.

22 *avril.* — Je suis allé à la réception de la reine où est venu le duc de Malakoff, très content d'avoir été acclamé tout le long du chemin par une foule d'apparence très respectable. Cet accueil lui a fait une vive impression et il m'a dit: « Après cette démonstration spontanée du peuple anglais, comment puis-je obéir à mes instructions qui me prescrivent d'observer la plus grande réserve vis-à-vis de tout le monde? Cela m'est impossible et je suis résolu à montrer envers le gouvernement comme envers les personnes privées la cordialité qui m'a été témoignée. » Il s'attendait sans doute à être froidement accueilli, mais le peuple n'a pensé qu'à montrer sa reconnaissance au héros de la guerre de Crimée. M. de Jaucourt m'a dit que la démission de Persigny lui avait été dictée par le dépit qu'il avait ressenti de voir Walewski traiter en dehors de lui avec le gouvernement anglais et qu'il avait bien espéré ne pas la voir accepter par l'empereur. La réponse de celui-ci l'a jeté dans la consternation. — 7 *mai.* — Dîner de quatre-vingt-cinq couverts au palais, en l'honneur de la

reine de Portugal; au nombre des convives se trouvaient la duchesse de Kent et la famille royale, le prince de Hohenzollern et son fils, père et frère de la reine de Portugal, le duc et la duchesse de Terceiras, d'anciens ministres et les ministres actuels avec leurs femmes; le dîner était magnifique et a été servi tout entier dans de la vaisselle d'or. Il n'a pas duré longtemps, mais après, on est resté debout jusqu'à onze heures, ce qui était terriblement fatigant. La reine de Portugal est très jolie, grande, de manières gracieuses, avec une physionomie candide.

8 *mai.* — Ellenborough nous a mis dans un terrible guêpier au sujet de sa réponse à la proclamation de lord Canning. A la Chambre des lords, il n'en a lu que des fragments; mais la dépêche tout entière a été, par méprise, déposée sur le bureau de la Chambre des Communes, ce qui nous fera grand mal ici et dans l'Inde. Cette fâcheuse affaire entraînera la chute du gouvernement ou, à tout le moins, une dissolution. — 10 *mai.* — A moins que lord Ellenborough ne donne sa démission, le ministère est perdu; les whigs et les radicaux se coalisent pour proposer un vote de blâme.

Lord Malmesbury à lord Canning.

Londres, 10 mai 1858.

Mon cher Canning,

Soyez persuadé qu'en ma qualité de vieil ami, je suis très peiné des incidents de ces derniers jours. Les lois de la solidarité m'obligent à accepter ma part du blâme que nous attire cet acte d'inexcusable indiscrétion, lequel, cependant, n'a aucun caractère d'hostilité contre votre personne. Je n'ai eu connaissance de votre proclamation et de la réponse de lord Ellenborough que par le *Times*. Quoique faisant partie du cabinet qui s'est rendu coupable envers vous de cette sottise de rendre publique une dépêche secrète, je crois devoir, à titre d'ami, vous engager fortement à ne pas donner votre démission, comme votre premier mouvement vous y aura sans doute poussé. Ni lord Derby, ni votre parti ne le désirent et le pays sait rendre justice à la façon dont vous avez surmonté les difficultés extraordinaires de votre position. Abandonner votre poste au moment où vous touchez au but, serait sacrifier votre gloire future à un moment d'humeur passagère qui

ne doit pas peser une once dans la balance de votre décision. . . . La reine à qui j'ai fait part de mon intention de vous écrire dans ce sens m'en a vivement approuvé. Je vous prie, naturellement, de considérer cet avis comme absolument confidentiel. — Toujours à vous.

MALMESBURY.

11 *mai*. — Lord Ellenborough se retire; il a écrit à lord Derby une très belle lettre pour lui promettre son concours hors du cabinet comme auparavant. Je n'ai jamais entendu de discours plus noble et plus touchant que celui par lequel il a annoncé sa démission à la Chambre. Tout le monde a été surpris et la consternation s'est répandue sur les bancs de l'opposition dont tous les plans se trouvent bouleversés. — 14 *mai*. — La Chambre des lords était bondée aujourd'hui; il y avait foule sur les marches du trône et pas une place vide dans les tribunes des pairesses et des étrangers. On a prêté aux débats une attention profonde et pas une parole n'en a été perdue. Le discours de lord Ellenborough a été très beau. Nous avons eu neuf voix de majorité.

16 *mai*. — Une réconciliation s'est enfin opérée entre Russell et Palmerston; on leur avait ménagé une entrevue chez M. Ellice et ils se sont serré la main. La conséquence en a été le discours de lord John aux Communes vendredi soir sur la proposition de vote de blâme de M. Cardwell; nous craignons une forte majorité contre nous. Nous avons intérêt à ce que la discussion traîne en longueur, car le vote pourra être influencé par les nouvelles de l'Inde. Lord Derby a vu la reine qui l'a autorisé à parler de dissolution sous sa propre responsabilité et sans faire intervenir son nom à elle. — 17 *mai*. — L'autre soir, chez lady Palmerston, lady William Russell a dit à lady Tankerville : « Lord John et lord Palmerston se sont serré la main et se sont embrassés, mais ils se détestent plus que jamais. » — 18 *mai*. — La discussion d'hier aux Communes nous a été favorable; le discours de Whiteside a été très fort. Lord Harry Vane a proposé le renvoi à la prochaine session du bill sur le gouvernement de l'Inde,

ce qui a été rejeté à 390 voix de majorité ; nous en sommes très satisfaits, car cette proposition était un acte de défiance envers le cabinet.

27 *mai*. — *Heron-Court*. — Nous sommes venus passer nos vacances ici, avec lady Jersey et sa fille lady Clementina, les Raglan, les Baillie-Cochrane, Ossulston et H. Bidwell. — 5 *juin*. — Lord Bath, qui a porté la Jarretière à la reine de Portugal, en a reçu un ordre portugais de première classe en diamants et a obtenu l'autorisation de le porter [1].

Lord Clarendon à lord Malmesbury.

Grosvenor-Crescent, 13 juin 1858.

Mon cher Malmesbury,

Je suis heureux de vous trouver de mon avis au sujet du sénat central que les Français prétendent imposer aux principautés et qui aurait pour résultat d'établir l'anarchie sous la forme d'une république oligarchique. Ce projet émane de l'empereur et non de Walewski, aussi je crois qu'il vaut mieux chercher à le rendre inoffensif que d'en exiger le retrait. Mon sentiment est qu'il faudrait faire de ce sénat, non pas une assemblée délibérante et législative, mais un simple conseil consultatif composé d'un petit nombre de membres nommés par l'hospodar et non par les provinces, lequel conseil soumettrait aux deux gouvernements (moldave et valaque), des mesures qui, en cas d'approbation, seraient proposées à la ratification des assemblées provinciales. Modifié de la sorte, le projet français serait acceptable. Si Walewski cherche à se dégager de l'arrangement intervenu l'année dernière à Osborne, n'hésitez pas à recourir à mon témoignage.

21 *juin*. — J'ai mené mon frère baiser la main de la reine qui vient de le nommer ministre à Berne. — 23 *juin*. — La chaleur est intolérable et les émanations de la Tamise sont si pestilentielles qu'il est question de transporter ailleurs le siège des séances parlementaires. Grand dîner chez le lord-maire ; sir Archibald Wilson, qui a pris

1. Les Anglais portent peu leurs ordres nationaux et jamais les ordres étrangers sans une autorisation spéciale du souverain qu'ils sollicitent rarement. (*Note du trad.*)

Delhi, a été acclamé avec enthousiasme. Le lord-maire l'a appelé « Sir Alexandre Wilson, défenseur de Delhi » et est demeuré stupéfait de l'hilarité causée par sa méprise. Pélissier a prononcé un bon discours, très applaudi à sa grande satisfaction, car il se pique d'éloquence. — 26 *juin*. — Nous avons eu hier une majorité considérable aux Communes sur le bill de l'Inde. — 27 *juin*. — Dîné au palais. La reine m'a exprimé le désir qu'elle aurait de me voir l'accompagner en Allemagne, mais elle comprend qu'il m'est, en ce moment, difficile de m'absenter. Sa Majesté m'emmènera sans doute à Cherbourg avec sir John Pakington, premier lord de l'Amirauté. — On a fait jeter dans la Tamise de grandes quantités de chaux pour l'assainir, car on ne peut pas y exécuter de travaux avant que la chaleur soit passée. L'autre soir, en revenant d'un dîner donné à Greenwich par lord Hardwicke, madame Ristori respirait avec délices cet air empesté qui lui rappelait, disait-elle, sa chère Venise.

1er *juillet*. — Le bill de lord Lucan pour l'admission des Juifs au Parlement a été adopté par la Chambre des lords à 46 voix de majorité. — 2 *juillet*. — Dîné au palais avec le roi des Belges, le duc et la duchesse de Brabant; il est venu du monde le soir, en quantité suffisante pour permettre de danser et la reine a paru s'amuser beaucoup. — 4 *juillet*. — Il est décidé que j'accompagne la reine à Coblentz et que j'irai à Cherbourg sur son yacht, tandis que Pélissier ira avec sir John Pakington sur un des navires de l'escadre. Celui-ci est fort mécontent de cet arrangement, car il comptait prendre à son bord lady Pakington avec toute une bande d'amis et faire d'une grande démonstration internationale une partie de plaisir; la présence de Pélissier dérange tous ses projets. — 24 *juillet*. — Le traditionnel dîner ministériel tout en poisson a eu lieu hier à Greenwich. Lord Derby devait porter la santé de « sir John Pakington et la marine »; faisant allusion à la coutume d'offrir une cuiller de bois au membre de la Chambre des Communes qui a le moins voté dans la session, il a dit : « A sir John Pakington et aux cuillers de

bois de la vieille Angleterre », ce qui a fait rire tout le monde excepté la victime de cette plaisanterie. Cependant Pakington ne boude pas à la besogne et est toujours prêt à accepter les départements les plus chargés. Il est mince, leste, élégant, très jeune d'allures pour son âge, passe sa vie à cheval et porte toujours des éperons.

Lord Malmesbury à lord Cowley.

Heron-Court, 4 juillet 1858.

Mon cher Cowley,

Je vous renvoie le projet de convention relatif aux principautés et je vous souhaite d'en avoir bientôt fini avec cette affaire. J'ai apporté quelques modifications à des passages que je ne trouvais pas très clairs et j'ai fait revoir le tout par Hammond Bergne, notre habile commis au protocole, qui est satisfait de la rédaction. Les questions à traiter dans l'entrevue de Cherbourg sont ; 1° celle-ci, si elle n'est pas résolue auparavant ; 2° celle de Naples ; 3° celle de la convention relative aux pavillons maritimes.

4 *août*. — Nous partons d'Osborne pour Cherbourg. — 5 *août*. — Grand vent cette nuit; la reine n'a pas été malade. Nous arrivons à six heures du soir à Cherbourg dont les abords sont très beaux. A huit heures, l'empereur et l'impératrice sont venus à bord du yacht royal sans aucune suite; personne n'y a été admis et le maréchal Pélissier, qui s'y était présenté, a été renvoyé. Le lendemain matin la reine, le prince Albert, le prince de Galles, le duc de Cambridge, Pakington et moi avons déjeuné à la préfecture, après quoi les princes sont allés se promener en voiture dans la ville, et moi à pied avec le consul. Nous avons dîné avec la reine à bord de la *Bretagne*; le général Mac-Mahon et d'autres officiers étaient au nombre des convives. Le lendemain matin, l'empereur est venu prendre congé de la reine. La veille au soir nos vaisseaux avaient été brillamment illuminés avec des verres bleus et le yacht royal avec des verres tricolores; un jet de lumière électrique avait été projeté sur le canot qui emmenait l'empereur à terre et l'avait suivi durant tout le trajet; l'effet de cette

lumière brillante au milieu des eaux noires était très beau. Toutes ces fêtes ont été superbes. L'empereur a été fort amical, mais ni lui, ni l'impératrice ne peuvent prendre leur parti de certains articles injurieux pour celle-ci qui ont paru dans le *Times*; j'ai vainement tenté de leur faire comprendre que la presse en Angleterre est absolument libre et que son langage ne doit faire préjuger en rien des sentiments des personnes privées et publiques.

Un incident ridicule s'est produit au moment où sir John Pakington a débarqué avec lord Hardwicke et l'amiral Dundas qu'il avait pris dans son canot; il tenait la barre en suivant avec son corps le va-et-vient des rameurs, comme s'il eût canoté sur la Tamise et, au moment d'accoster, il manœuvra si mal que le bateau vint se heurter violemment contre la jetée, renversant tout l'équipage et les deux amiraux pêle-mêle. Lorsque ceux-ci se furent relevés, ils exhalèrent leur fureur en apostrophant avec véhémence l'infortuné ministre de la marine, au milieu de l'hilarité générale.

10 *août*. — Je me suis embarqué à Gravesend pour Anvers avec la reine, le prince et leur suite composée de sir Charles Phipps, de lady Macdonald et de miss Cavendish; j'ai, avec moi, mes deux secrétaires Bidwell et Dashwood. Il fait une chaleur accablante.

La reine et le prince voyagent seuls, Phipps avec les deux dames dans un autre compartiment et moi dans un troisième avec lord Bloomfield, notre ambassadeur à Berlin. Nous passons par Dusseldorf, Hanovre, Brunswick et nous arrivons le 14 à Postdam, trop tard pour le souper qui avait été préparé.

Pendant notre séjour j'ai dîné tous les jours avec la reine et la cour prussienne à Babelsberg, beau palais situé à quelques milles de Postdam; mes deux secrétaires ont toujours été invités avec moi. Trois des dames de la cour sont fort belles, la comtesse Lynar, la comtesse Oriola, une fort séduisante Portugaise et surtout la belle et spirituelle comtesse Hohenthal, une demoiselle d'honneur (devenue depuis lady Paget et actuellement ambassadrice à

Vienne). A une grande revue de la garde prussienne où j'assistais en compagnie de ces dames, monté sur un cheval très pacifique, nous avons essuyé les reproches du comte Perponcher, grand écuyer, pour avoir pris des allures trop rapides : il paraît que nous aurions dû aller au pas. Lord Bloomfield, qui a été très aimable pour moi et mes secrétaires, a reçu de Sa Majesté, sur ma proposition, la grand-croix de l'ordre du Bain. Il est très pointilleux sur la question de costume et était tout à fait désolé que je n'eusse pas d'habit bleu à boutons dorés pour aller à l'église.

Je n'ai pas eu grande besogne ici, mais j'ai beaucoup entendu parler du traité du Sleswig, élaboré par Palmerston et signé par moi en 1852. Il me paraît évident que la Prusse saisira le premier prétexte venu pour s'annexer ce pays par la force, action qui sera d'autant plus violente et injustifiable que les habitants ne parlent pas la même langue que les Prussiens et les détestent.

J'ai eu occasion un jour, dans une conversation privée avec le ministre de Naples, d'intercéder vivement en faveur du fameux prisonnier politique Poerio qu'on dit avoir subi de si horribles traitements ; j'ai obtenu du ministre la promesse qu'il ferait son possible pour obtenir la mise en liberté de Poerio, qui, d'ailleurs, cause plus d'embarras au gouvernement dans sa prison qu'il ne ferait étant libre. Le ministre a rempli sa promesse depuis ; Poerio a été relâché avec d'autres et embarqué pour l'Amérique. Mais en route les proscrits ont gagné le capitaine qui les a débarqués en Angleterre où je l'ai vu, frais et bien portant, tel que le représente aujourd'hui sa statue de la *Via Toledo* à Naples.

Les mauvais traitements infligés à Poerio avaient été, pendant plusieurs années, l'objet de vives discussions entre les cabinets anglais libéraux et le gouvernement napolitain ; mais Palmerston et Gladstone avaient eu le tort de prétendre plaider sa cause au point de vue légal, comme si tout gouvernement, aussi bien despotique que parlementaire ou républicain, n'était pas en droit de légitime défense contre ceux qui veulent le renverser. La justice napolitaine était cor-

rompue et tyrannique, mais, ce qui était pire encore, d'une lenteur désespérante ; nous l'avons constaté chaque fois qu'un sujet anglais a eu maille à partir avec elle. L'accusé subissait souvent des années de prison préventive et cela s'est passé ainsi dans le cas de Poerio ; mais je crois faux les récits de tortures physiques auxquelles il aurait été soumis. Un homme ainsi martyrisé n'aurait pas pu, en trois mois, devenir gras et frais tel que je l'ai vu le jour où lord Shaftesbury me l'a présenté à la Chambre des lords. Comme il se tenait sur les marches du trône, je l'avais pris pour quelque nouveau pair débarquant d'un comté particulièrement salubre. Quelques années après ces événements, le marquis d'Azeglio m'a conté qu'une souscription était ouverte parmi les principaux whigs pour faciliter l'évasion de Poerio avec l'aide de Garibaldi, lorsque sa mise en liberté était survenue. A tort ou à raison, le roi Bomba avait une si mauvaise réputation que tout était considéré comme de bonne guerre contre lui ; cependant un tel complot, ourdi par les hommes politiques d'un Etat neutre, était peut-être une action un peu risquée. L'Italie se croyait autorisée à employer contre ses ennemis l'épée et l'intelligence de ce grand boucanier, Garibaldi, de même que chez nous la reine Elisabeth s'était servie de Raleigh et de Drake qualifiés, non sans raison, de pirates par les Espagnols. Les Français ont créé un néologisme pour caractériser cette politique incorrecte : « l'opportunisme ».

28 *août*. — Nous arrivons à Deutz, revenant en Angleterre après avoir souffert pendant tout le voyage d'une chaleur tropicale. La reine m'a gracieusement octroyé la permission de la quitter ici pour aller directement rejoindre lady Malmesbury à Achnacarry. Avant de partir j'ai vu Phipps fort contrarié d'avoir, par mépris, donné une des plus belles tabatières emportées pour faire des présents à *** qui n'y avait pas droit ; il est allé la réclamer, mais elle avait déjà été vendue.

25 *septembre*. — *Achnacarry*. — Les Persigny sont arrivés à minuit, ayant fait le chemin depuis Inverness en poste dans les véhicules les plus hétéroclites. — 26 *septembre*. — Madame

de Persigny est de très mauvaise humeur, comme toujours, quand elle se trouve avec une plus jolie femme qu'elle, ce qui est le cas ici, la duchesse de Manchester étant aussi belle qu'aimable. — 28 *septembre*. — Madame de Persigny est descendue déjeuner dans un état d'humeur massacrante et n'a pas ouvert la bouche. Persigny lui ayant dit de s'asseoir près de moi, elle a répondu en frappant du pied : « Je ne veux pas. » Très contrarié, il lui a dit : « Je vous ordonne de parler », ce qu'elle s'est empressée de ne pas faire. Son caractère s'était adouci au lunch, mais, une circonstance futile lui ayant fait supposer, Dieu sait pourquoi, qu'il était arrivé un accident à « son petit Victor » qui chassait en forêt, elle s'est mise à fondre en larmes. Elle est arrivée pour dîner avec les yeux fort rouges. Après le poisson, elle est sortie brusquement de table, noyée dans les pleurs ; Persigny l'a suivie et ils ne sont rentrés qu'après le premier service, elle avec la mine d'un enfant boudeur, lui ayant l'air très malheureux. Ce sont tous les jours de pareilles scènes. — 30 *septembre*. — Les Persigny sont partis pour Glascow, au soulagement général.

24 *octobre*. — *Londres*. — Le duc d'Hamilton, qui arrive de Paris, m'a parlé du mariage de Pélissier. L'impératrice dit qu'en voyant devant l'autel cette tête blanche à côté d'une belle tête brune, elle s'est repentie d'avoir fait ce mariage et qu'elle craint de le voir mal tourner. — 26 *octobre*. — Le duc et la duchesse de Malakoff sont venus nous voir. Elle est Espagnole, jolie, avec une taille élégante, des manières gracieuses et porte environ vingt-six ans. — 27 *octobre*. — Nous sommes allés à Windsor avec les Malakoff ; j'ai mené à la reine le duc qui avait un livre à lui remettre de la part de l'empereur, puis, à six heures, lady Malmesbury a présenté la duchesse.

28 *octobre*. — *Windsor*. — Le prince Albert est venu causer longuement dans ma chambre. — Le prince Arthur (depuis duc de Connaught, troisième fils de la reine) a battu du tambour à la grande admiration de Pélissier, qui a lui-même déployé sur cet instrument un talent à faire supposer qu'il a débuté dans sa carrière comme tambour. Je

crois, d'ailleurs, qu'il sort des rangs. Son prénom, qu'il dit lui-même être fort peu en harmonie avec son caractère, est Amable [1]; il est gros et court, rude dans ses manières, mais bon au fond, également capable des plus grandes brutalités et d'actes vraiment chevaleresques. Un jour, il avait frappé un soldat, ce qui ne se fait pas dans l'armée française ; l'homme le coucha en joue, tira et le coup rata. — « Maintenant » dit Pélissier impassible, « je vous donne huit jours de salle de police pour armes mal tenues. »

3 *novembre*. — Premier conseil de cabinet aujourd'hui. Lord Derby est en très bonnes dispositions; je crois que nous aurons une session orageuse et que nous ne tiendrons pas plus tard que le mois de mai. Les intrigues vont leur train. — 12 *novembre*. — Lord de la Warr, qui était à Blair avec les Persigny, nous en a raconté des histoires extravagantes. Un jour qu'elle avait voulu assister à une battue, madame de Persigny était postée à côté du duc d'Athole et, comme le daim se dirigeait vers eux, elle a été prise d'une folle terreur, pâlissant, pleurant et criant : « Je serai tuée ! O mes pauvres enfants! » et a demandé à rentrer. Voilà la petite-fille du maréchal Ney... et elle a été ambassadrice à Londres!

19 *novembre*. — Lord Derby a envoyé M. Gladstone aux îles Ioniennes, en qualité de commissaire chargé de rendre compte de l'état des îles. — 21 *novembre*. — Lord Clarendon, retour de Compiègne, est venu luncher avec nous et m'a parlé de l'empereur pendant une heure et demie. Un jour de pluie, tout le monde est parti pour la chasse emmitouflé dans des waterproofs, excepté lord Palmerston qui n'avait rien mis par dessus son habit rouge; l'empereur lui ayant fait observer qu'il serait mouillé : « Rien ne perce un habit rouge », a-t-il répondu. Clarendon prétend que le prince Napoléon et Persigny trament une intrigue contre Walewski.

1. Il complétait généralement ainsi sa plaisanterie : « Je ne suis pas le seul mal nommé des maréchaux : Canrobert s'appelle Certain, et Randon s'appelle César!! (*Note du trad.*)

Lord Malmesbury à lord Cowley.

Foreign-Office, 13 décembre 1858.

Mon cher Cowley,

Nous avons vu la fameuse *machine infernale* qui est exposée publiquement dans une boutique et qui n'est autre chose qu'une sorte de fusil à vingt canons monté sur roues, la plus inoffensive et la plus inutile des machines. Le meilleur de l'histoire c'est que, comme c'est le bottier de lord Palmerston qui en est l'inventeur, celui-ci a été le premier à l'examiner. Cela pourrait à la rigueur servir pour tirer sur une bande de canards, moyennant que le gibier, la machine et le chasseur fussent tous bien d'accord. Que les agents de police français d'ici sont donc bêtes !

Du même au même.

Foreign-Office, 13 décembre 1858.

Mon cher Cowley,

Apponyi est venu ce matin me lire une dépêche de Buol relative à l'Italie, dans laquelle l'Autriche commence par se plaindre de la presse française, puis déclare que les traités de 1815 sont aussi sacrés que ceux de 1856, que la question italienne a été définitivement résolue en 1815 comme la question turque en 1856 et qu'elle ne se prêtera jamais à des négociations ayant pour objet des échanges ou des cessions d'aucune partie de ses possessions italiennes....

Apponyi croit que la France n'agira pas loyalement et qu'elle compte sur des complications qui lui donneraient la Savoie, la Lombardie au Piémont et Naples à Murat.

ANNÉE 1859.

1er *janvier*. — Nous avons dansé hier à Windsor et, lorsque minuit a sonné, les princes se sont embrassés; j'ai eu l'honneur de danser avec Sa Majesté.

Lord Malmesbury à lord Cowley.

Heron-Court, 7 janvier 1859.

Mon cher Cowley,

Je vous enverrai dans quelques jours une note fort importante (il faut d'abord que la reine approuve ma réponse) que j'ai reçue

de Bloomfield, me demandant de la part du gouvernement prussien quelle serait notre attitude dans l'éventualité d'une guerre entre l'Autriche et la France. Je lui réponds : la neutralité en tous cas et aussi longtemps que possible. Nous sommes prêts à donner notre appui moral aux Légations, voire même à en admettre la réorganisation, dans les limites où cela pourrait améliorer la condition du peuple sans affaiblir l'autorité spirituelle du pape. Mais nous ne consentirons à aucune modification aux arrangements territoriaux de 1815 auxquels nous devons la plus longue paix dont on ait souvenir.

Du même au même.

Foreign-Office, 11 janvier.

Mon cher Cowley,

Je vous laisse le soin de marcher avec votre rectitude habituelle dans la voie que nous avons adoptée. Si l'empereur a la moindre considération pour l'opinion publique de ce pays, il peut être assuré de la voir hostile à celui, quel qu'il soit, qui aura troublé la paix européenne. Je ne doute pas que cette imprudence ne lui coûte sa couronne ; l'Allemagne s'unira assurément contre les nations latines et, à titre d'ami, je l'engage à réfléchir avant de risquer un pareil coup de dés. Persigny est parti hier pour aller intriguer contre Walewski et contre notre gouvernement. Pélissier est d'accord avec moi et fort mécontent d'être tenu dans l'ignorance de ce qui se trame à Paris. Les Russes cherchent à avoir des ports militaires en Espagne, en Sicile, en Egypte; vous devriez demander insidieusement à Walewski jusqu'à quel point la France s'accommoderait de ces agrandissements ? Sans doute elle est au mieux avec la Russie, mais serait-elle aise de voir cet Etat en possession d'un pouvoir maritime dans la Méditerranée ?

. . . . . .

Lorsque l'empereur a dit à Clarendon qu'il ignorait la situation de Villafranca, il a joué la comédie. Voyez l'empereur lui-même et dites lui, avec toute la solennité possible, que les conséquences et les calamités d'une guerre européenne retomberont sur sa tête, s'il commence ou s'il permet à la Sardaigne de commencer.

12 *janvier*. — Le roi de Sardaigne a prononcé un discours tout à fait belliqueux. Les choses prennent une mauvaise tournure et il sera difficile d'éviter la guerre si Napoléon la veut. Une grande panique règne à Paris et les fonds subissent une baisse extraordinaire. Le mariage arrangé entre le prince Napoléon et la fille du roi de Sardai-

gne est très impopulaire en France. Lord Cowley m'a écrit qu'à son bal l'empereur paraissait fort abattu ; je le crois perpétuellement hanté par la crainte d'être assassiné, ce qui lui a fait perdre son sang-froid et son intrépidité d'autrefois. Il est poussé à la guerre par la pensée qu'en se faisant le champion de la nationalité italienne, il désarmera ses anciens frères en carbonarisme, à qui il est lié par des promesses et peut-être par des serments ; Cavour exploite ce sentiment. L'Autriche montre une inconcevable légèreté, entourée qu'elle est d'ennemis sur toutes ses frontières ; mais qu'attendre de Buol ? Je ne me soucie ni de l'Autriche, ni de la France, mais nous sommes résolus, lord Derby et moi, à tout faire pour empêcher une guerre qui dévorera cent mille vies humaines et désolera les plus belles régions de l'Europe. Mon esprit est tout entier concentré sur cet objet.

Lord Malmesbury à lord Cowley.

Foreign-Office, 15 janvier 1859.

Mon cher Cowley,

Nous vous sommes extrêmement obligés de nous tenir si bien au fait de tout ce qui se passe dans ce moment critique. J'espère que Walewski comprendra qu'il n'est pas l'homme d'une guerre et qu'il rentrera dans une voie pacifique.... Votre idée de demander des conseils à Palmerston est toute patriotique et, s'il s'y prête comme je le fais, ce sera grâce à vous. Le devoir de toute honnête homme est de s'employer pour détourner le fléau que quelques individus, sans scrupules, voudraient attirer sur l'humanité dans leur intérêt personnel ; et encore suis-je persuadé qu'ils se trompent et qu'une guerre leur ferait perdre leur situation. J'ai vu Laffite jeudi : il est venu négocier un emprunt de deux millions de livres sterling pour Cavour et n'en peut pas trouver deux mille pour l'Autriche. Il dépeint Cavour comme un aventurier qui ruine son pays par ses dépenses et qui veut une guerre pour dissimuler le gâchis financier où il se trouve. Il travaille la séquelle d'Orsini en disant : « Ne soyez pas assez bêtes pour tuer le seul homme qui puisse assister l'Italie, mais forcez-le par la crainte à se mettre avec nous. » Voilà l'origine de cette terreur qu'on entretient autour de l'empereur et dont la publication de Bernard sur la canardière du bottier de Palmerston est un échantillon. Dévoilez à Walewski cette abominable trame. Nous sommes éloignés de former une li-

gue antifrançaise, mais nous engageons les Allemands à rester unis et indépendants de la politique extérieure jusqu'à ce qu'ils soient forcés à s'en mêler.

16 *janvier*. — Je crains que la guerre ne soit inévitable. L'empereur y paraît résolu en dépit de l'opposition de son peuple; j'espère que l'attitude de l'Angleterre le fera hésiter. Il paraît qu'à son dernier bal il a évité de parler à lord Cowley. La reine et le prince sont fort inquiets et celui-ci m'a écrit à ce sujet. L'empereur menace la Belgique pour l'entraîner avec lui et le prince de Chimay penche vers l'alliance française. — 18 *janvier*. — Pélissier est venu me dire de ne pas craindre la guerre, la France y étant fortement opposée. Il est pourtant clair que l'empereur fait son possible pour l'exciter, en contradiction avec sa déclaration : « L'empire, c'est la paix. » — 25 *janvier*. — Lord Cowley me mande que Persigny répand le bruit que l'empereur va le renvoyer comme ambassadeur à Londres; cela aurait été arrangé avec Palmerston lors de son voyage à Compiègne, dans un but évident d'hostilité contre notre ministère. Les préparatifs de guerre continuent. — 26 *janvier*. — Le directeur du *Morning Post*, M. Borthwick, a vu l'empereur à Paris et en a reçu des instructions pour m'attaquer en toute occasion; ce journal étant à lord Palmerston, l'alliance entre eux est évidente.

Le *Charles et Georges*, navire français, avait été saisi par le gouvernement portugais, conformément à nos traités, comme étant gréé en négrier. Le gouvernement français avait jeté des cris de paon et le Portugal nous avait demandé assistance pour résister aux menaces françaises. Après beaucoup de bruit de part et d'autre nous venons d'arranger l'affaire qui, malgré les efforts de l'opposition pour la grossir, n'a été qu'une tempête dans un verre d'eau.

Lord Malmesbury à lord Cowley.

Foreign-Office, 26 janvier 1859.

Mon cher Cowley,

Je vous remercie de la façon dont, en l'absence d'instructions, vous avez accueilli le dessein prêté au gouvernement français de renvoyer Persigny ici. Je vous le dis en toute certitude, il est absolument faux qu'il n'ait vu Palmerston qu'une fois après son départ du ministère. Le contraire ressort de ce qu'il m'a raconté lui-même en maintes occasions.....

Pendant trois semaines après son retour de Paris, on n'a entendu dans les salons autre chose que ses propos d'une si extrême violence contre lord Derby et moi, que tout le corps diplomatique était stupéfait de voir un ambassadeur français se comporter comme un agent électoral. La vérité est que, tout comme son maître qui a toujours été et sera toujours un conspirateur, il a toujours intrigué et intriguera toujours. Ce sont leurs idiosyncrasies. En tous cas, la confiance ne se commande pas ; si Persigny vient, je ne négocierai que par votre entremise, et ma conduite sera parfaitement justifiée par ce que je sais des dispositions de l'empereur pour notre gouvernement. L'autre jour Borthwick a dit à *** qu'il n'a jamais vu quelqu'un d'aussi irrité que l'est l'empereur contre lord Malmesbury. « Il a soulevé l'Allemagne contre moi », a dit l'empereur à Borthwick dans leur entrevue à Paris, « il est absolument hostile à ma politique. J'en ai la preuve de sa main : il a écrit que l'Autriche a les mêmes droits sur la Lombardie que l'Angleterre sur l'Irlande et l'Inde. » Je ne puis douter de la véracité de Borthwick, car ce sont les propres mots de ma dépêche du 7 ; lui en auriez-vous donné communication ? Depuis lors, je suis l'objet des attaques quotidiennes du *Morning-Post*. Je suis donc certain que Persigny prétend restaurer notre ex-premier ministre ; mais nous ne sommes pas en Espagne et ce n'est pas un ambassadeur étranger qui renversera un cabinet anglais.....

Buol a reçu nos conseils d'un air fort grincheux et je crois que nous n'avons rien de mieux à faire qu'à nous croiser les bras comme des gens qui, après avoir vainement essayé d'empêcher des fous de commettre des extravagances, les abandonnent avec regret à leur sort.

27 *janvier*. — La princesse de Prusse est accouchée d'un fils ; la dépêche est arrivée à Windsor en six minutes. — 28 *janvier*. — Walpole et Henley abandonnent leur portefeuille au sujet du bill de réforme ; celui-ci trouve que nous n'allons pas assez loin et celui-là que nous allons trop

loin. Walpole est un tory très consciencieux; Henley est très intelligent et très fin, mais susceptible et fantasque ; il est fort considéré à la Chambre des Communes. — 1er *février*. — Le duc de Malakoff s'attend à être rappelé. Il n'est pas dans les secrets de la cour et ne paraît pas aimer l'empereur dont il ne dit jamais aucun bien. Il prétend que l'armée française n'est pas en état d'entrer en campagne.

3 *février*. — La reine a ouvert la session en personne aujourd'hui; il y avait foule et elle a été accueillie avec enthousiasme. Lord Derby était très nerveux et j'ai dû lui rappeler qu'il fallait toucher la question de l'Inde; mais il est impossible de montrer plus de dignité et d'éloquence qu'il ne l'a fait en parlant de la politique étrangère. Il s'est posé en champion des traités de 1815, a insisté très fortement sur la responsabilité encourue par le souverain qui troublerait la paix européenne dans un but d'ambition et de conquête; il a déclaré que le gouvernement était fermement résolu à observer une stricte neutralité et a affirmé que nous étions libres de tous engagements, traités, obligations ou conventions de nature à nous empêcher de prendre l'attitude que nous considérons comme la plus favorable à l'honneur et aux intérêts du pays. Il a été très applaudi de tous les côtés. Rien n'était curieux comme d'observer la physionomie du comte Corti et du baron Chotek, secrétaires des ambassades d'Italie et d'Autriche ; le premier était tout déconfit et l'autre paraissait enchanté.

8 *février*. — Le discours de Napoléon n'est pas aussi pacifique que lord Cowley nous l'avait fait espérer; il ne dit pas un mot des traités et parle beaucoup de l'honneur et de l'intérêt de la France. Je ne crois pas à la paix; les fonds baissent. — 9 *février*. — Conseil de cabinet sur le bill de réforme. Lord Stanley parle de démission si la mesure n'est pas plus libérale; lord Hardwicke et le général Peel sont mécontents parce qu'ils la trouvent trop radicale. Cela pourrait bien finir par la retraite de lord Derby. Disraeli se conduit fort bien; il se montre très dévoué au

premier ministre et cherche à lui aplanir toutes les difficultés.

16 *février*. — La reine me communique une lettre qu'elle vient de recevoir de Napoléon. Il proteste de son amitié pour l'Angleterre et de son respect pour les traités; mais il se réserve le droit de les interpréter à son gré en ce qui touche l'honneur et les intérêts de la France qui sont les principaux objets de ses préoccupations. La vérité est qu'il est résolu à faire la guerre à l'Autriche pour s'attacher les Italiens et sauver sa vie menacée par eux depuis l'attentat d'Orsini; Cavour lui a persuadé cela dans leur entrevue de Plombières, l'automne dernier. L'intérêt personnel l'emportant toujours sur l'intérêt général, la guerre est certaine, car il a grand'peur des carbonari et à juste titre, connaissant bien cette secte de misérables. J'ai mes raisons pour croire qu'il fait de grands préparatifs militaires, en dépit de ses assertions contraires dans sa lettre à la reine.

23 *février*. — Dîné au palais. La reine a été fort aimable pour lady Malmesbury; la princesse Alice, qui est charmante, m'a beaucoup parlé de musique, sujet sur lequel elle a dû me trouver profondément ignorant. — 24 *février*. — J'ai envoyé lord Cowley à Vienne pour tenter d'arranger les choses. — 3 *mars*. — Lord Henry Lennox a donné sa démission; son frère aîné, lord March, le remplace. Lennox, Walpole et Henley me font l'effet d'être dans la situation de ces trois hommes qui l'autre jour à Calais ont abandonné leur navire, le croyant sur le point de couler, et qui se sont noyés, tandis que le navire était sauvé. Les radicaux, furieux de la modération de notre bill, tiennent des meetings pour entretenir de l'agitation contre nous. — 6 *mars*. — Napoléon a l'intention de commander son armée en personne si la guerre éclate. Il se croit du génie militaire et envoyait des plans d'opérations à l'armée de Crimée; mais Pélissier m'a fait quelques remarques peu flatteuses pour les talents stratégiques de son maître. — 9 *mars*. — J'ai dîné au palais avec lord Derby et le duc de Montrose et je suis rentré très fatigué; je suis épuisé et je

serais bien aise de me retirer. Les conservateurs de la Chambre des Communes sont tous opposés à l'article par lequel nous proposons d'abolir les privilèges des francs-tenanciers de quarante shillings et il a fallu que Disraeli en promît la modification. Je crains, malgré cela, que nous n'ayons pas la majorité à la seconde lecture ; la défection de Walpole et de Henley ont fait le plus grand mal au cabinet.

13 *mars*. — Lord Cowley est arrivé par une affreuse tempête et nous sommes allés ensemble chez lord Derby qui ne paraît pas faire grand fonds sur le résultat de la mission de lord Cowley à Vienne; les Autrichiens sont disposés à toutes les concessions, mais Napoléon veut la guerre et n'en acceptera aucune. Je me suis laissé dire qu'un des assassins de Rossi fait partie de la députation italienne envoyée à Paris et qu'il entretient sans cesse l'empereur de complots dirigés contre sa vie. Lady Londonderry, qui a dîné plusieurs fois aux Tuileries, nous dit que l'empereur est très abattu. Madame de Persigny est toujours aussi sotte et puérile; elle gémit de sa misère qui ne lui permet pas de se faire faire une robe. Pélissier est contrarié de ce que les journaux prétendent qu'il est à Paris; il considère que c'est une critique plaisante de sa vie retirée. Je l'ai engagé à donner un dîner et à communiquer au *Morning Post* la liste de ses invités. — 18 *mars*. — La duchesse de Malakoff est venue voir lady Malmesbury; elle est toujours aimable, mais toujours bien déprimée et ne fait aucun effort pour se secouer. Quant à Pélissier, il ne bouge pas de chez lui.

Lord Cowley télégraphie que l'empereur, dans une conversation avec lui, a émis l'idée d'un congrès des cinq puissances ayant pour mission de régler les affaires d'Italie et dont serait exclue la Sardaigne. Il montrerait par là aux Italiens, dit-il, qu'il a beaucoup fait pour eux, mais qu'il ne peut se mettre en opposition avec toute l'Europe.Ceci prouve bien à quel point il en a peur. — 21 *mars*. — La Russie consent à un congrès sur la question italienne, auquel prendront part les secrétaires d'État, ce qui me forcera à

m'y rendre, au grand ennui de lord Derby. — 22 *mars*. — Le ministre d'Italie se plaint que lord Derby soit si grossier avec lui, qu'il n'ose lui parler de crainte d'amener une brouille. La vérité est que le premier ministre est beaucoup trop franc et trop brusque pour faire un bon diplomate et montrer la duplicité inhérente au métier.

24 *mars*. — Azeglio va à Paris pour s'y rencontrer avec Cavour. Il se dit très satisfait de ma proposition tendant à admettre au congrès des envoyés des États italiens : la Sardaigne, Naples, Rome, Modène, Parme et la Toscane, avec voix consultative mais sans vote. L'Autriche élève des difficultés sur ce point. L'empereur Napoléon continue ses préparatifs militaires et je le soupçonne de n'adhérer à l'idée du congrès que pour gagner du temps. Si cela était, il n'y aurait qu'à laisser aller les choses; l'Autriche n'aurait pas le temps d'écraser la Sardaigne avant que la France ne vienne à la rescousse et ce serait alors une belle lutte entre les deux grandes puissances. Et cependant je me sens le devoir impérieux de prévenir une calamité aussi affreuse que le serait cette guerre sanglante.

25 *mars*. — L'organisation du congrès est laborieuse. Napoléon fait des difficultés et veut temporiser; Cavour brouille tout et dit qu'il a des lettres de l'empereur, des minutes de ses conversations de Plombières et « qu'il le tient ». Je crains que ce ne soit vrai. L'Autriche adhère à mes propositions, mais n'admet pas que la Sardaigne soit représentée au congrès de quelque façon que ce soit; si celle-ci persiste, la guerre aura lieu, car aucune des puissances ne pourra se prêter à une prétention aussi peu équitable. Le comte Apponyi est fort découragé et croit qu'il n'y aura pas de congrès. La situation du cabinet anglais complique tout, car les affaires n'avanceront pas d'un pouce tant que l'on sera incertain sur son sort. Si notre position était assurée, l'Autriche consentirait à tout, ce qu'elle ne fait pas par crainte de voir Palmerston et Russell prendre le pouvoir; quant à Napoléon, entrevoyant la perspective de l'arrivée aux affaires de ses amis, ce qui lui permettrait d'agir selon ses désirs, il fait traîner les négo-

ciations en longueur. Voilà le résultat de la conduite antipatriotique et factieuse de l'opposition, laquelle paraît se soucier fort peu des désastres qu'entraînera sa politique. Le *Morning Post*, organe de l'empereur, de Palmerston et d'Azeglio, attaque avec violence notre politique pacifique.

1er *avril.* — La Chambre des Communes a voté aujourd'hui sur l'amendement de lord John Russell au bill de réforme et nous avons été en minorité de 39 voix. Un conseil a été tenu aussitôt et lord Derby est allé trouver la reine; le résultat de son entrevue sera communiqué lundi aux deux Chambres. Il veut dissoudre le Parlement et non se retirer. — 4 *avril.* — Lord Derby a fait part aujourd'hui de sa résolution à la Chambre des lords; Disraeli a fait la même communication aux Communes dans un discours plus court et meilleur.

9 *avril.* — Mauvaises nouvelles de Paris. Lord Cowley a eu hier avec l'empereur une longue conversation d'où il ressort que celui-ci est résolu à la guerre et dit que le congrès ne fera que la retarder par d'inutiles replâtrages. Ceci concorde avec les rapports que je reçois de Turin : les Piémontais sont sûrs de l'appui de la France et ne veulent entendre à rien d'autre que l'annexion de la Lombardie, la France ayant Nice et la Savoie pour prix de son concours. — 10 *avril.* — On dit que Massimo d'Azeglio vient en Angleterre chargé d'une mission spéciale; ceci nous donnerait quelque espoir d'arrangement. C'est un homme sage et fort distingué qui a été premier ministre à Turin [1]. — 12 *avril.* — Napoléon se refuse à demander à la Sardaigne de désarmer, ce qui détruit tout l'effet de son offre de désarmer en France. Cowley sait de source certaine que l'empereur a dit à Cavour d'attendre jusqu'au mois de juillet, sans tenir aucun compte de ce qu'il dirait et ferait d'ici là : preuve qu'il amuse le tapis pour attendre l'arrivée de Palmerston au pouvoir. — 15 *avril.* — L'empereur fait une autre proposition ridicule : c'est que l'Autriche dé-

1. Il est l'oncle du ministre de Sardaigne à Londres. (*Note de l'auteur.*)

sarme sur la garantie de la France et de l'Angleterre que la Sardaigne ne l'attaquera pas. Il est de plus en plus clair qu'il veut gagner du temps. Clarendon, qui partage mes vues sur la politique étrangère, essaiera d'empêcher Palmerston, Russell et Gladstone de prononcer lundi des discours enflammés en faveur de l'Italie, ce qui ferait grand mal en donnant à Napoléon des encouragements fâcheux.

18 *avril.* — J'ai fait une déclaration à la Chambre des lords. Très contrarié de n'avoir pas de bonnes nouvelles à annoncer, ayant à traiter un sujet extrêmement délicat, il m'a fallu peser scrupuleusement mes paroles. Je suis satisfait de mon discours qui a été fort applaudi. Lord Derby en a improvisé un fort beau et la discussion a tourné en notre faveur. Les Français, n'étant pas prêts, sont fort inquiets; ils ont appris que les Autrichiens marchent sur le Tessin et qu'ils vont sommer les Piémontais de désarmer sous peine d'être immédiatement attaqués. Ceux-ci ont demandé secours à la France qui a envoyé deux divisions au pied des Alpes, mais ne peut faire davantage, car son armée est si peu prête que le général Renaud [1] a refusé d'en prendre le commandement dans l'état où elle se trouve. Walewski nous supplie de consentir à l'admission de la Sardaigne au congrès pour pouvoir obtenir d'elle un désarmement. J'ai refusé et j'ai envoyé les propositions suivantes, les dernières que je fasse : désarmement simultané et général avant la réunion du congrès, sous la surveillance d'une commission militaire; invitation à la Sardaigne d'être représentée au congrès, mais non pas au rang des grandes puissances.

19 *avril.* — La Sardaigne accepte mes propositions. Si l'Autriche refuse, nous abandonnons notre rôle de puissance médiatrice et nous laissons les trois Etats débrouiller leurs affaires à leur gré. — 20 *avril.* — Pas de réponse de l'Autriche. — 21 *avril.* — Pélissier nous dit que la France ne sera pas en état d'envoyer de troupes en Italie avant dix jours, mais qu'alors, elle pourra débarquer cent

1. L'auteur ne voudrait-il pas parler de Regnaud de Saint-Jean-d'Angély? (*Note du trad.*)

mille hommes à Gênes. Nous avons eu à dîner Pélissier, les deux d'Azeglio, sir James Hudson, notre ministre à Turin, *etc.* Les menaces de guerre ont jeté un nuage sur la réunion. Cependant on a ri de l'incident de la dernière réception au palais : le sous-shériff Thomas Jones s'est présenté devant la reine avec le manteau de sa femme sur son bras. Je les ai amusés aussi en leur contant que, dans la circulaire envoyée aux cours étrangères pour leur notifier la confirmation de la princesse Alice, on avait confondu dans les bureaux le chiffre signifiant *confirmation* avec celui qui signifie *accouchement*. Malencontreuse erreur!

25 *avril.* — Le 23, l'Autriche a fait sommation à la Sardaigne de désarmer. Nous avons tenu conseil à Windsor et nous avons trouvé la reine très préoccupée de la guerre. — 26 *avril.* — Le duc de Malakoff est rappelé pour prendre le commandement du corps d'observation du Rhin et Persigny va être nommé ambassadeur à sa place. C'est une démonstration hostile de l'empereur envers notre ministère, car il connaît la conduite de Persigny et de sa femme à la fin de leur séjour en Angleterre et sait combien il me sera pénible d'avoir à traiter les affaires avec lui. Il ira répéter partout et conter à Palmerston tout ce que je lui dirai. Lord Cowley me prie de ne pas m'opposer à sa nomination. M. de Malaret, secrétaire de l'ambassade, me dit que l'empereur avait d'abord songé au duc de Gramont, mais qu'il y avait renoncé parce que le duc a épousé une Anglaise, miss Mackinnon. Plusieurs milliers de soldats français ont débarqué à Gênes et une division est en train de passer les Alpes. — 29 *avril.* — Toute l'Italie est soulevée. Des officiers supérieurs de l'armée de Toscane ont sommé le grand-duc d'abdiquer ou de se déclarer pour le Piémont; il a refusé de se soumettre à cette alternative et a quitté Florence. Victor-Emmanuel est proclamé dictateur. Les Français ont éprouvé de grandes difficultés à passer le Mont Cenis à cause de la neige; il a fallu quatre mille hommes pour frayer un chemin.

30 *avril.* — Le comte Kielmansegge, ministre du Hanovre, dit ouvertement que l'Allemagne devrait déclarer im-

médiatement la guerre à la France et que les Allemands le désirent. Notre devoir à nous est de localiser la guerre en dehors de la Confédération germanique ; mais notre position est bien ébranlée et les élections prennent une mauvaise tournure pour nous. Si les Français entrent dans le Tyrol, la Confédération sera tenue de venir en aide à l'Autriche, ce que la Prusse souhaite vivement ; j'ai adressé à cette puissance une dépêche pour l'adjurer de rester au repos. Il serait avantageux à l'empereur des Français d'opérer cette manœuvre sur son flanc gauche, mais ce serait, pour lui, se fourrer dans un guêpier et mettre l'Europe en feu. Le duc de Saxe-Cobourg, que j'ai vu à Windsor, brûle du désir de conduire l'armée prussienne au combat ; il prétend que le gouvernement prussien ne pourra résister à la pression de l'opinion publique et son aide-de-camp va jusqu'à souhaiter une prochaine défaite des Autrichiens, parce qu'alors l'Allemagne se lèverait en masse pour envahir la France. J'ai dit à Son Altesse Royale qu'en ce cas, la Prusse n'aurait pas à compter sur le moindre appui de notre part.

5 *mai*. — Je suis allé à trois heures au palais pour accompagner le duc de Malakoff qui présentait ses lettres de rappel. Il avait les larmes aux yeux en quittant la reine et, une fois sur l'escalier, il s'est mis à m'embrasser et à pleurer comme un enfant. Il est inconsolable de quitter l'Angleterre. La reine en est fort touchée et m'a chargé d'écrire en son nom à la duchesse pour lui exprimer ses regrets de la voir partir. — Les Autrichiens ont traversé le Pô à Cambio et perdent leur temps à se retrancher, Dieu sait pourquoi, car ils ont 90,000 hommes, 13,000 chevaux et 200 bouches à feu contre 70,000 hommes, 4,000 chevaux et 70 bouches à feu seulement. Leur lenteur les perdra, car, une fois la neige fondue au Mont Cenis, l'artillerie française arrivera. — 6 *mai*. — La duchesse de Malakoff est venue nous faire ses adieux ; elle paraît souffrante, abattue et a beaucoup pleuré en prenant congé de lady Malmesbury.

8 *mai*. — Lady Mary Craven, qui arrive de Paris, me

dit que six cents Anglais en sont partis le même jour qu'elle, car on craint que Paris ne soit pas sûr après le départ de l'empereur. La surexcitation et le mécontentement qui y règnent ont obligé celui-ci à y laisser beaucoup plus de troupes qu'il n'aurait voulu. Ses meilleurs amis ont tenté de le détourner de la guerre, mais il s'y est obstiné. S'il est battu, il perdra sa couronne, car une défaite a des conséquences plus graves pour lui que pour un souverain légitime.

10 *mai*. — M. de Malaret est venu au Foreign-Office, fort inquiet de n'avoir pas reçu ma réponse à la notification de la nomination de Persigny. Il n'a pas pas été satisfait de ce que je lui ai dit « que la reine était prête à recevoir quiconque lui serait envoyé par l'empereur des Français » et m'a fait observer que ma réponse était « un peu courte ». — « Elle n'en sera que plus facile à télégraphier », lui ai-je répondu. — 14 *mai*. — Persigny est venu me voir à mon cabinet et je l'ai reçu amicalement, car il m'a paru désireux de se mettre en bons termes avec notre ministère. Il m'a parlé avec beaucoup de franchise et m'a raconté l'histoire de sa nomination. Il avait été désigné pour remplacer Walewski aux affaires étrangères, mais, au dernier moment, madame Walewska était allée se jeter aux pieds de l'empereur et avait obtenu le maintien de son mari à qui l'empereur avait alors ordonné d'envoyer Persigny à Londres « et sans raisonnements. » Il repart pour Paris en attendant que ses lettres de créance reviennent d'Italie où on les a envoyées à la signature de l'empereur. Peut-être était-ce pour lui ménager une retraite honorable au cas où la reine ne l'aurait pas agréé comme ambassadeur ?

16 *mai*. — Le prince Obrenovitch, fils du prince Milan de Serbie, est venu nous voir avec la princesse, Hongroise réputée pour sa beauté. Ils désirent beaucoup avoir des enfants et sont venus consulter des médecins anglais.

18 *mai*. — Persigny est revenu et je l'ai présenté aujourd'hui à la reine pour la remise de ses lettres de créance. Sa Majesté l'a reçu poliment, mais froidement, et n'a pas

prononcé de discours; il a paru mécontent de cet accueil. Il s'inquiète fort, et à juste titre, de l'attitude menaçante de la Prusse et de toute l'Allemagne; mais le *casus belli* dépend de l'empereur et de son allié qui le feront naître s'ils mettent le pied sur un territoire allemand. Nous faisons notre possible pour localiser la guerre en Lombardie.

19 *mai*. — Il y avait beaucoup de monde à la réception de la reine. M. Dallas a présenté madame Morgan, femme de son collègue le ministre des Etats-Unis à Lisbonne, dont le costume a fait sensation. Elle avait une traîne de soie verte sur un jupon blanc, sans un brin de tulle ni de ruban, rien qu'un simple ourlet en bas, en sorte qu'elle semblait avoir oublié de mettre sa robe.

22 *mai*. — On annonce une victoire remportée par l'armée franco-sarde à Montebello. Les premières troupes engagées ont été les cavaliers piémontais du général Sonnaz qui ont chargé six fois et tenu les Autrichiens en échec jusqu'à l'arrivée de la division Forey, laquelle a enlevé le village à la baïonnette, maison par maison, après deux heures de terrible carnage. Les Autrichiens ont battu en retraite, laissant deux cents prisonniers; les Français avaient six à sept cents hommes hors de combat. Le lendemain 21, Cialdini aurait forcé le passage de la Sésia. La version autrichienne, qui m'est parvenue tantôt, prétend que le général Giulay avait envoyé le comte Stadion en reconnaissance et que celui-ci, ayant rencontré des forces supérieures, s'est replié, conformément à ses instructions; il n'y est fait aucune mention du succès de Cialdini. Le général comte de Flahault, qui se trouvait chez moi quand la nouvelle est arrivée, pense que ce n'est qu'un engagement d'avant-postes. — 23 *mai*. — Le roi de Naples, dit Bomba, est mort. Il paraît que les Autrichiens se vantent d'avoir, avec 15,000 hommes, résisté pendant quatre heures à 40,000 alliés et d'avoir battu en retraite devant ces masses écrasantes sans perdre un seul canon. On se pose naturellement cette question : où était alors le reste de leur armée? Lord Normanby, qui est à Florence, dit que les Pié-

montais paient pour les frais de la guerre des taxes s'élevant à 55 0/0 et que les pauvres paysans sont dans un état lamentable, leurs mûriers, source de leur richesse, étant détruits par les troupes en campagne.

25 *mai.* — Les journaux français prétendent dans leurs comptes rendus de la bataille de Montebello qu'ils étaient 4,000 contre 18,000 Autrichiens. Cowley a demandé à Walewski s'il n'était pas honteux d'envoyer de pareils contes au *Moniteur;* Walewski n'a pas répondu. On raconte que, dans la nuit du 19 au 20, le général Baraguay d'Hilliers ayant fait réveiller l'empereur pour lui dire qu'il s'attendait à être attaqué au petit jour, celui-ci aurait répondu : « Est-ce là tout? Ce n'était vraiment pas la peine de nous déranger, » et serait tranquillement allé le matin visiter le champ de bataille de Marengo. — 27 *mai.* — On dit que l'empereur est à Alexandrie où il suit le dangereux exemple de Marc-Antoine en Egypte. — 29 *mai.* — La reine et le prince, avec qui j'ai dîné, ressentent très vivement la défaite des Autrichiens et voudraient prendre parti pour eux; mais j'ai dit à Sa Majesté que c'était absolument impossible. Le pays ne veut pas la guerre, fût-ce pour soutenir l'indépendance italienne et, quant à la faire en faveur de l'Autriche, on ne trouverait pas à la Chambre des Communes dix membres qui y consentissent. Sa Majesté et Son Altesse Royale le savent bien.

On dit que Garibaldi a remporté trois victoires. Les Français avouent maintenant une perte de 1163 hommes à Montebello. Paris a manifesté peu d'enthousiasme pour cette victoire. On confirme l'histoire de l'empereur allant se promener à Marengo au lieu de rejoindre ses troupes ou de s'occuper à envoyer des renforts. Les Piémontais ont battu les Autrichiens à Palestro et Garibaldi est à Côme. Le roi de Sardaigne montre une grande intrépidité et se jette au plus épais de la mêlée. — 3 *juin.* — Les journaux commencent à faire remarquer la différence de conduite entre Napoléon et Victor-Emmanuel, celui-ci se battant trois jours de suite à la tête de ses soldats et bivouaquant avec eux, tandis que celui-là fait des parties de campagne avec madame C...

6 *juin*. — Grande victoire remportée par les Français à Magenta. L'empereur télégraphie à l'impératrice qu'il a 3,000 tués et blessés et les Autrichiens 15,000. Après la bataille de Palestro, le roi de Sardaigne avait demandé une division française pour permettre à ses troupes épuisées de prendre du repos ; les Français ayant refusé, bien qu'ils eussent 50,000 hommes à portée, le roi avait dû se retrancher et ses hommes avaient couché à côté de leurs fusils en faisceaux. Le lendemain, les Autrichiens les ont attaqués et les ont forcés à reculer. La division du général Trochu s'est avancée, mais a refusé de s'engager sans les ordres de l'empereur qui n'était pas là. Les Piémontais auraient été écrasés si le colonel du 3e zouaves n'était venu à leur secours de son propre mouvement. Il s'est écrié : « Mais ces malheureux vont être abîmés! » et a fait la fameuse charge qui a sauvé l'armée italienne en enlevant une batterie autrichienne. Le pont de Magenta a été pris et repris six fois avec un grand carnage ; les pertes des Français sont si considérables qu'on les cache à Paris ; les généraux Espinasse et Claire ont été tués. Les paysans ont achevé des Autrichiens blessés.

9 *juin*. — Un télégramme de Paris annonce l'entrée à Milan des souverains alliés ; je ne comprends pas comment ils ont mis quatre jours à franchir les douze milles qui séparent Magenta de Milan. Le général Baraguay d'Hilliers et le maréchal Vaillant sont remplacés par le général Forey et le maréchal Randon. Le premier est accusé de s'être laissé surprendre à Montebello et le second est trop gros pour monter à cheval. Cette mesure tranche la question de savoir si Montebello a bien vraiment été une victoire : ce serait le premier exemple d'un général victorieux relevé de son commandement. — 10 *juin*. — J'ai eu une audience de la reine qui est, ainsi que le prince, fort affectée de la situation du cabinet, car ils savent que les sympathies de lord Palmerston sont pour la France et l'Italie.

11 *juin*. — Le ministère a été battu ce matin par une majorité de treize voix, sur un amendement à l'adresse,

nous faisant de vagues reproches de n'avoir pas su empêcher la guerre. Le résultat du vote a été accueilli par les bruyants applaudissements de l'opposition. Azeglio et d'autres étrangers se tenaient dans les couloirs et ont salué Palmerston de véritables vociférations; on dit qu'Azeglio a lancé son chapeau en l'air et s'est jeté dans les bras de Jaucourt, l'attaché à l'ambassade de France. Je ne pense pas que l'on ait jamais vu un ambassadeur, même italien, se livrer à de pareilles extravagances dans un lieu public. A onze heures, lord Derby a tenu un conseil de cabinet et à midi il est allé porter à la reine sa démission et celle de ses collègues. La reine lui a écrit avec beaucoup de bonté qu'elle regrettait de le voir partir, mais qu'elle ne voulait pas se séparer de lui une seconde fois sans lui donner une marque de sa bienveillance et qu'elle lui accordait la Jarretière, bien que l'ordre fût au complet et que dépasser le nombre réglementaire des chevaliers soit une faveur qui n'est guère faite qu'aux princes. Sir John Pakington et moi reecevons la grand-croix de l'ordre du Bain.

Ainsi est tombé le second ministère de lord Derby. Il est évident qu'avec une majorité aussi hostile, il n'aurait pu se maintenir longtemps; mais il est certain qu'il n'aurait pas été battu sur l'adresse, si Disraeli avait jugé à propos de déposer d'avance sur le bureau de la Chambre des Communes le Livre Bleu relatif aux affaires d'Italie. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? Il ne me l'a jamais expliqué et je ne l'ai jamais su. Voyant cela, j'ai au dernier moment déposé ce Livre Bleu à la Chambre des lords; douze ou quatorze membres du Parlement qui avaient voté contre nous m'ont assuré depuis qu'ils auraient agi différemment, s'ils avaient eu connaissance, avant la discussion, de la correspondance diplomatique avec la France et l'Italie. M. Cobden était du nombre et m'a dit avec beaucoup d'insistance qu'il considérait notre conduite relativement à la guerre comme exempte de tout blâme. On peut se demander pourquoi lord Derby n'a pas veillé lui-même à ce que le Livre Bleu fût communiqué en temps utile. La vérité est, qu'épuisé par des attaques de goutte répétées et par le travail acca-

plant du ministère, il désirait se retirer. Étant moi-même malade et fatigué, je n'ai pas eu à regretter cette solution.

16 *juin*. — Lord Derby a fait une courte déclaration sur sa retraite et a attaqué lord Granville pour avoir répété ce qui s'était passé entre la reine et lui. La substance de leur conversation avait en effet paru le lendemain dans le *Times* dont le directeur, M. Delane, avait dîné le même soir chez lord Granville. Il ne pouvait donc exister le moindre doute sur l'indiscrétion de celui-ci qui, seul avec le prince Albert, avait assisté à l'entrevue. Sa Majesté est fort mécontente de cet article.

18 *juin*. — Nous sommes allés à Windsor remettre nos sceaux à la reine qui a été très bonne et gracieuse pour moi. Comme nous revenions tous dans le même wagon, mes collègues m'ont félicité de mon Livre Bleu, excepté Disraeli qui n'a pas dit un mot. Le nouveau cabinet est constitué avec Palmerston premier ministre, Gladstone, chancelier de l'Echiquier, Russell aux affaires étrangères, Sidney Herbert à la guerre. Cobden au commerce, lord Granville président du conseil privé. Lord John est venu, selon l'usage, me demander un résumé de l'état de la politique intérieure; il se préoccupe de la marine et de la défense du pays et est partisan d'une stricte neutralité, bien qu'il sache lord Palmerston désireux de prêter son concours à l'émancipation de l'Italie. Gladstone, de son côté, veut restreindre les dépenses et n'accepte pas notre budget. Je vois dans tout cela des ferments de discorde et je crois que la réunion de tant de talents dans le cabinet entravera la marche des affaires au lieu de la faciliter.

23 *juin*. — Lord John Russell a prescrit que toutes les affaires de son département, sans exception et sans qu'il ait à les désigner d'une façon particulière, soient communiquées au premier ministre et à la reine. Ceci est une leçon donnée à Palmerston qui, étant au Foreign-Office sous Russell, a été remercié pour n'avoir pas transmis la fameuse dépêche relative au coup d'Etat. — 25 *juin*. — Mon beau-père, lord Tankerville a été trouvé mort dans son lit par son valet de chambre; il avait plus de quatre-vingts

ans. Il avait toujours été très bon et amical pour moi.

26 *juin*. — Les Français ont remporté le 24 dans la plaine de Solférino une autre grande victoire due à l'imprudence de l'empereur d'Autriche, lequel, contrairement à tous les principes stratégiques, a traversé le Mincio pour offrir la bataille aux alliés avec la rivière sur ses derrières. La bataille a duré douze heures. L'aile droite des Autrichiens commandée par Benedeck a battu les Piémontais, mais, le centre ayant été enfoncé, ils se sont repliés en bon ordre sans avoir perdu d'artillerie. Les Français disent avoir pris trois drapeaux et fait 7,000 prisonniers, mais ne parlent pas de leurs pertes qui ont dû être considérables, puisqu'ils n'ont pas pu poursuivre les Autrichiens, fait qui s'est produit d'ailleurs dans les deux dernières batailles. Après Magenta, il leur a fallu trois jours pour se réorganiser; au reste, ils avaient perdu la bataille à une heure de l'après-midi, lorsqu'à ce moment, Mac-Mahon est arrivé et a assuré la victoire.

30 *juin*. — Le colonel Claremont, notre représentant auprès de l'armée française, écrit qu'elle a 15,000 hommes hors de combat, parmi lesquels les généraux Dieu et de Ladmirault. La cavalerie piémontaise est anéantie. Il paraît que les blessés souffrent cruellement d'une chaleur intense et du manque d'eau; la sécheresse est telle en effet, que des enfants sont morts de soif dans les villages où campent les alliés. Le colonel ajoute que les Autrichiens se sont repliés dans un ordre parfait au milieu d'un orage terrible; à ce moment, l'assombrissement du ciel, le sifflement de la pluie, la lueur des éclairs, les roulements du tonnerre, le fracas du vent se mêlant aux grondements du canon, formaient la plus effroyable scène qui se puisse imaginer. On est fort mécontent à Vienne; on accuse l'empereur d'avoir perdu l'armée par son impéritie et celle de Giulay.

2 *juillet*. — On commence à connaître l'étendue du carnage lequel, d'après ce qu'on avoue, doit être terrible. Le *Moniteur* déclare 120 officiers tués et 600 blessés, 12,000 soldats hors de combat; mais les rapports privés accusent des

pertes trois fois plus considérables. Les chasseurs d'Afrique envoyés à la poursuite des Autrichiens ont été entièrement détruits par les uhlans. Les Piémontais reconnaissent avoir 5,000 tués et les Autrichiens 2,000 tués et 8,000 blessés. L'empereur Napoléon a télégraphié à l'impératrice que l'arrivée du corps du prince Napoléon, fort de 35,000 hommes, qu'il laisse pour observer Mantoue, lui permet de marcher sur Vérone et qu'il va envoyer un corps d'armée pour garder les passages du Tyrol.

4 *juillet*. — Le roi des Belges qui est à Londres nous a mandés, lord Derby et moi, par simple politesse, car il n'avait rien de particulier à nous dire. Le prince Esterhazy est venu me voir. Il attribue la défaite aux fautes des généraux, les troupes ayant été héroïques. L'empereur François-Joseph a traversé le Mincio contrairement à l'avis du maréchal Hesse ; son armée, après s'être battue quatorze heures, a fait une marche en arrière de quinze milles, sans manger, sous un soleil dévorant et beaucoup d'hommes sont morts de fatigue. — 8 *juillet*. — La chaleur augmente toujours : il fait 90° (Fahrenheit) à l'ombre, 80° la nuit. Les Français et les Autrichiens ont conclu un armistice sur la demande de l'empereur Napoléon, en conséquence de quoi les lords Stratford et Elcho ont retiré la résolution par laquelle le gouvernement était sommé de ne pas sortir de sa neutralité. Je crois que les ministres ont télégraphié à Napoléon pour le prévenir que, si cette proposition passait, ils seraient renversés ou, tout au moins, auraient les mains liées pour l'avenir et ne pourraient lui prêter leur concours. D'ailleurs, la fièvre fait de grands ravages dans l'armée française déjà si éprouvée à Solférino. On dit que les deux empereurs vont traiter sans la médiation d'une autre puissance.

10 *juillet*. — Napoléon et Cavour ne sont pas d'accord, celui-ci voulant tout annexer au royaume de Sardaigne, ce que ne veut pas celui-là. Le pape menace Victor-Emmanuel d'excommunication et le clergé français prend si bien parti pour le pape, que l'archevêque de Paris n'a consenti qu'à grand'peine à officier au *Te Deum* en l'honneur de

la bataille de Solférino. — 11 *juillet*. — Persigny croit à la paix. Les deux empereurs ont dû avoir une entrevue ce matin, après quoi Napoléon partira pour Paris, laissant le commandement au maréchal Vaillant. La chaleur est de plus en plus forte : 97° à l'ombre et les Français sont dévorés de mouches et de moustiques.

12 *juillet*. — La paix est signée par les deux empereurs. L'Autriche cède la Lombardie jusqu'au Mincio à la France qui la rétrocède au roi de Sardaigne ; les duchés de Parme, de Modène et de Toscane sont restitués à leurs princes et le pape sera le chef de la confédération italienne ; Venise et son territoire restent à l'Autriche, tout en jouissant d'une certaine indépendance, combinaison à laquelle je ne comprends rien ; enfin la France a Nice et la Savoie, les plus anciens domaines de la famille de Victor-Emmanuel. Ces arrangements ne sont pas de nature à satisfaire les Italiens qui ont toutes raisons de se trouver trahis.

13 *juillet*. — Tout le monde se moque de cette paix et surtout du titre ridicule de « président honoraire de la Confédération » attribué au pape. Cette combinaison, qui prétend résoudre la question de l'indépendance italienne, est absurde : la Lombardie, qui voulait son autonomie, donnée aux Piémontais qu'elle exècre, les duchés rendus à leurs princes détestés et le pape, dont les Etats sont les plus misérables et les plus mal gouvernés de l'Italie, mis à la tête de la confédération !... Et c'est pour cette mauvaise plaisanterie que cent mille vies humaines ont été sacrifiées. Cavour exaspéré a donné sa démission ; il est particulièrement furieux de l'annexion à la France de Nice et de la Savoie. Mais ceci est de sa part une pure comédie, car il avait promis ces territoires à l'empereur il y a deux ans, lors de l'entrevue de Plombières, pour prix de son concours. On dit qu'il y a eu entre eux une violente altercation ; Cavour l'aurait pris sur un tel ton que l'empereur l'aurait menacé de le faire arrêter ; à quoi Cavour aurait répondu : « Arrêtez-moi et vous serez forcé de retourner en France par le Tyrol. »

20 *juillet*. — Napoléon a fait son entrée à Turin dans

une voiture découverte aux côtés du roi Victor-Emmanuel et a été froidement accueilli ; celui-ci a été acclamé ; il n'y a pas eu un seul cri de : « *Viva l'imperatore* » ou « *Viva la Francia !* » Cavour qui suivait, seul dans une voiture, a été écrasé sous les bouquets. L'empereur est arrivé à Saint-Cloud le surlendemain.

21 *juillet.* — Persigny m'a raconté de quelle façon la paix a été conclue. Après l'armistice, l'empereur avait envoyé à son ambassadeur à Londres l'ordre d'aller trouver lord Palmerston et de lui dire que le moment était arrivé pour l'Angleterre d'offrir sa médiation ; il lui communiquait ses conditions, dont la principale était que la Vénétie serait enlevée à l'Autriche et érigée en Etat indépendant. Palmerston, enchanté, monta à cheval et s'en fut à Richmond trouver Russell dont la satisfaction ne fut pas moins vive ; ils rédigèrent une note et l'envoyèrent à la reine. Sa Majesté se trouvant au camp d'Aldershot, la réponse n'arriva pas immédiatement et, sans l'attendre, Persigny télégraphia à son maître pour lui annoncer l'adhésion du gouvernement anglais. Sur ces entrefaites, la reine répondit qu'il n'y avait pas lieu de faire des propositions à l'Autriche, les places fortes n'étant pas encore au pouvoir des alliés. Mais, pendant ce temps-là, Napoléon avait eu une entrevue avec François-Joseph, lui avait montré la dépêche de Persigny et lui avait dit : « Voilà les conditions de l'Angleterre auxquelles adhérera la Prusse ; les miennes, quoique posées par le vainqueur, sont beaucoup plus douces. Acceptez-les et réglons tout entre nous sans recourir à la médiation des puissances neutres. » L'empereur d'Autriche, ne soupçonnant pas ce tour de passe-passe combiné par Persigny et son maître pour lui faire croire à l'abandon de l'Angleterre et de la Prusse, a souscrit aux propositions de l'empereur des Français et la paix a été signée sur l'heure.

Ici, je crois devoir interrompre mon journal et devancer de deux années le cours des événements pour relater une conversation que j'ai eue avec Napoléon III en 1861 au sujet de la guerre d'Italie.

Pendant la seconde administration de lord Derby en 1858-59, l'empereur des Français a nourri la conviction, sincère ou voulue et encouragée par Walewski et par le parti de Palmerston, que nous étions irréconciliablement hostiles à l'émancipation de l'Italie. Me trouvant en France en 1861, j'ai écrit à Persigny pour le prier de m'obtenir une audience de l'empereur. Je ne l'avais pas vu depuis le voyage de Cherbourg en août 1858, moment où il a commencé à se montrer malveillant pour nous parce que nous avions été portés au pouvoir par la question d'extradition qu'avait fait surgir l'attentat d'Orsini. Depuis lors, ses ambassadeurs m'avaient plus d'une fois fait sentir qu'il considérait notre parti comme hostile à sa personne et mes efforts pour l'empêcher d'intervenir en Lombardie l'avaient confirmé dans cette idée. Palmerston et son séide Persigny, avec leur séquelle des deux sexes tant à Londres qu'à Paris, avaient monté l'empereur au plus haut degré en lui faisant croire que je nourrissais le projet absurde de fomenter contre lui une coalition allemande. Je le savais encore sous l'empire de ces sentiments et je voulais l'en faire revenir, dans l'intérêt des deux nations, si les conservateurs devaient un jour revenir aux affaires.

Il me reçut le 6 avril, à deux heures, aux Tuileries, dans un salon du rez-de-chaussée du pavillon central. Je lui exposai le but de ma visite et il me dit qu'il ne voulait pas récriminer. Mais j'insistai pour m'expliquer. Je lui fis observer que, lorsque nous avons pris le pouvoir au moment de l'affaire Bernard, Persigny était si surexcité par la défaite de Palmerston et par ses querelles avec Walewski, qu'il m'avait été impossible d'avoir une minute de conversation raisonnable avec lui ; que j'avais été en bons termes avec Pélissier, mais que je n'avais jamais pu m'entretenir avec lui de la politique courante, car il n'était pas informé de ce qui se passait à Paris ; en sorte que, pendant mes quinze mois de ministère, j'étais resté, pour ainsi dire, sans relations avec l'ambassade de France. Quant à avoir fomenté une coalition allemande contre lui,

mes dépêches étaient imprimées et il pourrait se convaincre, en en prenant connaissance, que notre gouvernement au contraire avait empêché la Prusse et les autres Etats germaniques de s'allier à l'Autriche lorsqu'il avait passé le Tessin. Il a paru frappé de mes affirmations et m'a dit : « Voilà ce que c'est que d'écouter les ministres des petites cours ; c'est de celui de Saxe-Weimar que je tenais mes renseignements. »

L'empereur s'est alors étendu sur la haine que lui portent l'aristocratie et la presse anglaise, sentiment qu'il ne croit pas partagé par le peuple. Puis il s'est plaint de notre défiance et de nos préparatifs militaires. J'ai répondu à ceci qu'après les merveilles de sa campagne d'Italie, il ne pouvait s'étonner qu'on ressentît de la crainte et qu'on se mît sur la défensive.

Sa Majesté a montré une profonde ignorance du fonctionnement de la presse anglaise dont, comme toujours, il s'exagère beaucoup les vices et l'influence. Il a témoigné de l'humeur contre le gouvernement de lord Palmerston qui prend ombrage de l'accroissement de la marine française ; il a qualifié d'enfantine cette préoccupation. « Que chacun ait autant de vaisseaux qu'il lui plaît », a-t-il dit, « vous devriez, vous, avoir une flotte double de la nôtre, car c'est votre principale défense. »

Il m'a avoué ne savoir quelle attitude prendre vis-à-vis du pape qui, protégé et défendu par lui, donne asile, sous l'étendard impérial, aux pires ennemis de l'empire, les royalistes français. Puis il s'est lancé dans l'histoire de la guerre d'Italie.

« Lorsque j'ai résolu », a-t-il dit, « de prêter secours aux Piémontais dans le cas où les Autrichiens passeraient le Tessin, il a été convenu entre Cavour et moi que la France chasserait ceux-ci de toute l'Italie septentrionale et que les Piémontais paieraient les frais de la guerre. Après la victoire de Solférino, mon armée s'est trouvée à court de munitions, ayant perdu 17,000 de ses meilleurs soldats, dévorée par la fièvre, pire encore que le feu de l'ennemi, et éloignée de 150 milles de sa base d'opérations. Je ne pou-

vais ni avancer, ni reculer, l'armée italienne était disloquée et, fort heureusement pour nous, j'ai pu obtenir la paix de Villafranca. Mais Cavour, qui ne s'entend pas aux choses de la guerre, n'a pas pu ou n'a pas voulu comprendre la situation et a déclaré que, n'ayant pas satisfait à mon engagement de délivrer la Vénétie, je n'avais pas droit au paiement des frais de la guerre. Pouvais-je rentrer à Paris, ayant perdu 50,000 hommes et obligé de faire payer aux Français trente millions ? Il m'a fallu une compensation et j'ai pris la Savoie comme équivalent des sacrifices faits par la France. »

Voilà le récit qui m'a été fait par l'empereur de ce grand marché de 1859. Le gouvernement piémontais a assurément préféré payer en territoire plutôt qu'en numéraire et n'y a point perdu d'ailleurs, puisqu'il s'est ensuite emparé de Modène et de la Toscane.

Je reprends maintenant la suite de mon journal. 5 *septembre*. — *Achnacarry*. — Les Toscans ont offert la souveraineté de leur pays à Victor-Emmanuel qui n'a pas donné de réponse positive ; il se dit disposé à accepter, après avoir consulté les puissances européennes et émet l'idée d'un congrès.

16 *septembre*. — Fâcheuses nouvelles de Chine; si elles sont vraies, M. Bruce [1] a été bien coupable. Une lettre privée publiée par le *Times* rapporte que les autorités chinoises avaient interdit l'entrée du Peï-Ho et l'accès de Pékin par cette voie, en le laissant libre par une autre route plus au nord; M. Bruce a voulu forcer le passage et il en est résulté un échec désastreux. L'amiral Hope, n'ayant pas fait faire de reconnaissances, ignorait l'existence de batteries qui étaient soigneusement masquées. Les troupes, débarquées dans un terrain marécageux sous un feu très vif, se sont trouvées sous les batteries sans moyens d'attaque ni de défense, leurs munitions ayant été mouillées. Cependant, nos hommes ne se sont repliés que sur un ordre exprès et en emportant tous leurs blessés, au nombre desquels se trouve l'amiral Hope lui-même.

1. Depuis lord Elgin.

20 *octobre*. — Un traité de paix vient d'être signé à Zurich entre la France et l'Autriche et les cinq grandes puissances sont conviées à un congrès.

25 *octobre*. — J'ai battu les bois aujourd'hui, et j'ai tué dix-huit coqs de bruyère et un cerf. Cette belle journée de chasse sera mon dernier souvenir d'Achnacarry où j'ai passé tous les automnes pendant quinze années consécutives et où je ne dois plus revenir. J'avais le cœur serré en ramant sur le lac que j'ai traversé en bateau, le soir, pour rentrer. *Vale !*

11 *novembre*. — *Chillingham*. — Le dîner du lord-maire a été tout à fait manqué ; lord Palmerston et lord John Russel n'y étaient point et le seul ambassadeur présent était celui de Turquie. Sir G. C. Lewis, ministre de l'intérieur, a prononcé une sorte de discours sur la politique étrangère, dont le seul point intéressant est que l'Angleterre n'a pas encore été invitée à prendre part au congrès. — 26 *novembre*. — *Londres*. — Cowley est venu me voir. Il m'a dit qu'il se méfie de l'empereur et qu'il engage le gouvernement à ne pas se relâcher de sa vigilance au point de vue de la défense. Napoléon est mal portant, mais, plus il perd de son énergie, plus il devient inquiet et remuant et on ne saurait pressentir ses intentions. — 27 *novembre*. — Le congrès se réunira à Paris et pourra bien durer six mois ; Palmerston ni Russell ne peuvent s'y rendre et ne savent qui y envoyer.

ANNÉE 1860.

Lord Derby à lord Malmesbury.

Knowsley, 15 janvier 1860.

Mon cher Malmesbury,

Je vous retourne la note que vous m'aviez envoyée dans votre lettre du 13. Cette information concorde avec celles qui me viennent de différentes sources, notamment de madame de Flahault que j'ai rencontrée à Bretby. Mais, bien qu'elle ne me l'ait pas dit, je sais que l'offre d'un traité de commerce était doublée d'une pro-

position d'alliance offensive et défensive avec la France et de garantie commune de l'indépendance de l'Italie centrale! Cowley est ici dans le but de pousser à l'adoption de ces propositions. Je sais parfaitement qu'elles ont été discutées dans le conseil de cabinet de mardi dernier et vigoureusement appuyées par Palmerston et John Russell, qui s'étaient engagés vis-à-vis de l'empereur à les faire accepter, et par Gladstone, qui y était poussé par son *italomanie* et par ses doctrines libre-échangistes. Mais la majorité du cabinet les a repoussées, ce qui nuira fort à Palmerston auprès de l'empereur. On croit, non sans vraisemblance, que la cour n'est pas étrangère à cette décision du cabinet. — Toujours sincèrement à vous.

DERBY.

(Cette politique monstrueuse est en effet attribuée à Palmerston dans sa *Vie* écrite par M. Ashley. Si cela est exact, la cour a montré sa sagesse, car quelle aurait été notre position en 1870 si nous avions été liés à la France par une alliance offensive et défensive ?)

22 *janvier*. — *Heron-Court*. — Le capitaine Harrison, qui commandait le *Great-Eastern*, s'est noyé hier matin à l'entrée des docks de Southampton, comme il y arrivait par un gros temps dans une baleinière. Ce *Great-Eastern* est un bateau malchanceux. Lorsqu'on se vantait fort ridiculement d'avoir réalisé un bâtiment qui défiait le mal de mer et la fureur des flots, je me rappelle avoir dit que ce langage lui porterait malheur. Ma prédiction s'est réalisée. Son premier accident est survenu le jour même où on l'a lancé ; il s'est échoué et il a fallu six semaines de temps et 70,000 livres sterling de dépense pour le renflouer. L'ingénieur Brunel est mort du souci et du chagrin qu'il en a éprouvé. A son voyage d'essai, ce malheureux bateau a manqué se mettre à la côte à Greenwich ; puis une de ses chaudières a éclaté, faisant plusieurs victimes, et il est devenu si suspect au public que, ne trouvant plus de passagers, il a dû être remisé à Southampton. Il a atteint l'apogée de son guignon par la mort de son commandant, un excellent marin et un homme fort distingué.

25 *janvier*. — La session a été ouverte aujourd'hui par la reine; discours du trône très long et horriblement mal écrit; débat terne et ennuyeux. Lord Derby a fait l'éloge

des volontaires, de lord Canning, de l'amiral Hope et des marins qui se sont si intrépidement conduits à la malheureuse attaque du Peï-Ho; mais il a déclaré réserver son jugement sur M. Bruce et sur d'autres points du discours royal, notamment sur le traité de commerce.

8 *février*. — Je suis venu à Londres pour la discussion de la motion de lord Normanby sur l'annexion à la France de Nice et de la Savoie. Lord Derby a parlé admirablement et la motion a été retirée, mais la Chambre des lords a été mise à même de faire connaître son sentiment sur ce point et il est évident qu'elle est en grande majorité hostile à la France. Il y a eu un *tolle* général contre le traité relatif à cette cession, conclu avec la Sardaigne par le maréchal Niel le 18 janvier 1859. — 9 *février*. — Persigny est très mécontent du débat sur la Savoie; il le sera plus encore lorsqu'il saura qu'une pétition de Chambéry, protestant contre l'annexion, a été adressée à la nation anglaise par l'intermédiaire de lord Derby qui l'a communiquée aux journaux.

16 *février*. — Sidney Herbert veut supprimer le poste de commandant en chef et subordonner l'armée à la Chambre des Communes; reste à savoir si la reine ne protestera pas contre cet empiétement sur les prérogatives de la couronne.

4 *mars*. — Il est certain maintenant que l'empereur est résolu à se passer de la sanction des grandes puissances pour l'annexion de Nice et de la Savoie. Sir Robert Peel a parlé contre l'annexion à la Chambre des Communes et Bright a prononcé le discours le plus anti-anglais qui ait jamais été entendu au Parlement. Lord John Manners a fait une réponse véhémente et éloquente. — 8 *mars*. — Les journaux donnent la réponse de Cavour aux propositions de l'empereur qui consistent à annexer Parme et Modène au royaume de Sardaigne, à laisser la Toscane indépendante et à donner à la France, sous le nom du pape, le gouvernement des Romagnes; menaçant, en cas de refus, de rappeler son armée et de laisser l'Italie se tirer d'affaire toute seule. Cavour a refusé, parti hardi, pour ne pas dire téméraire; mais avec lui c'est tout ou rien, *per fas aut nefas*.

8 *mars*. — M. Kinglake, membre de la Chambre des Communes, qui doit proposer une adresse à la reine pour protester contre l'annexion de la Savoie, me communique la note suivante qu'il a reçue de Turin l'année dernière à pareille époque : « La veille du mariage de la princesse Clotilde, Walewski a signé, au nom de l'empereur, un *pacte de famille* (non pas un traité, ni une convention) par lequel celui-ci promet son concours offensif et défensif au roi de Sardaigne, qui, de son côté, s'engage à lui céder Nice et la Savoie en échange des acquisitions qu'il pourra faire en Lombardie. » — 16 *mars*. — Le gouvernement a eu une majorité de 30 voix sur la proposition d'adresse à la reine au sujet du traité de commerce, présentée à la Chambre des lords par lord Cork.

17 *mars*. — Le royaume de Naples est dans un état affreux; la tyrannie du roi actuel dépasse de beaucoup celle de son père et l'exaspération générale rend une révolution imminente. Les événements qui se produisent dans le Nord de l'Italie sont de nature à encourager les Napolitains à la révolte. Hier soir, lord John a annoncé à la Chambre qu'il venait de recevoir communication d'une dépêche très importante relative à la Savoie, adressée à M. de Persigny par M. Thouvenel (le nouveau ministre des affaires étrangères en France) et qu'il la déposerait sur le bureau de la Chambre aussitôt que ses collègues en auraient pris connaissance. Cette déclaration a produit un effet extraordinaire sur le banc du gouvernement, car il est contraire à toutes les règles que le ministre des affaires étrangères fasse mention au Parlement d'une dépêche avant qu'elle ait été soumise au conseil de cabinet. — 19 *mars*. — La ville de Nice proteste contre l'annexion et adresse une pétition au roi pour demander, s'il lui faut être séparée du Piémont, à être érigée en état indépendant.

23 *mars*. — Lady Derby prétend que lord John Russell a eu connaissance d'une correspondance secrète entre l'empereur et Palmerston, et que c'est par esprit de représailles contre celui-ci qu'il a fait l'autre soir, aux Communes, sa singulière déclaration relative à la dépêche de M. Thou-

venel. C'est sans doute l'empereur qui a trahi la confiance de Palmerston, car tout Paris parle de cette correspondance et en manifeste son étonnement. Napoléon se venge ainsi de l'opposition que le premier ministre avait dû faire à l'annexion de la Savoie, bien que, dans le désir de lui complaire, lui et ses collègues eussent tenté des efforts désespérés pour étouffer le débat sur cette question, et qu'ils eussent, d'autre part, mis le plus grand empressement à entrer dans ses vues au sujet du traité de commerce. Quoi qu'il en soit, la réunion à la France de Nice, de la Savoie et des territoires neutres du Chablais et du Faucigny est maintenant un fait accompli. Mais la confiance du pays dans le gouvernement de Palmerston est ébranlée. On cite, à propos de cette affaire, un mot de la princesse Clotilde qui mérite d'être rapporté; faisant allusion à son triste mariage et à la cession de la Savoie, elle a dit : « Quand on a vendu l'enfant, on peut bien vendre le berceau. »

26 *mars*. — Lord John Russell a prononcé hier soir aux Communes un discours très violent contre Napoléon et a dit que l'Angleterre ne pouvait pas sacrifier pour la France l'alliance du reste de l'Europe. Persigny, qui assistait à la séance, était furieux et s'écriait : « Quel langage! Faut-il entendre de pareilles choses contre mon maître? C'est à n'y pas tenir. » Lady Palmerston a dit à ma belle-mère que le gouvernement a grand peur de l'empereur qui se serait engagé à laisser la Russie prendre Constantinople, la Prusse s'emparer de la Saxe et qui s'annexerait lui-même la Belgique. Cela me paraît peu vraisemblable.

L'Hon. E. A. J. Harris, ministre de S. M. à Berne à lord Malmesbury.

Berne, 26 mars 1860.

Cher Malmesbury. . . . . .

Je ne crois pas au pacte de famille. Je crois qu'il y a eu une entente verbale entre l'empereur et Cavour à Biarritz dans l'automne de 1858, entente renouvelée entre Cavour et Walewski en janvier 1859, mais qu'on s'est gardé de rien écrire, afin de pouvoir ensuite dire : « Il n'y a pas d'engagements... les circonstances particulières... *etc.* » Seulement c'était le pacte de la fable entre le

nain et le géant et les suites en étaient faciles à prévoir. — Toujours votre frère affectionné.

E. A. J. Harris.

30 *mars*. — J'ai dîné hier au palais. D'après ce que m'a dit le prince, l'empereur s'est excusé de s'être, au mépris de ses promesses, annexé le Chablais et le Faucigny, sur ce que Benedetti avait fait par erreur figurer les territoires dans son traité auquel il était maintenant impossible d'opposer des modifications. J'ai observé qu'il n'y avait pas, en effet, à revenir sur les faits accomplis, mais que le gouvernement anglais, instruit du projet d'annexion de la Savoie, eût dû aussitôt provoquer une protestation collective des grandes puissances. Le prince a été de mon avis.

2 *avril*. — A la soirée de la duchesse de Somerset, lord Palmerston est venu à moi comme je causais avec lord Wodehouse, m'a serré la main très amicalement et m'a dit : « Eh bien ! êtes-vous en train à vous deux d'arranger les affaires européennes ? » Pendant que nous causions, Persigny est passé à côté de nous et l'a à peine salué. Plus tard l'ambassadeur de France est venu s'entretenir avec moi ; il a fort médit du ministère, a dit avec beaucoup de raison, que la menace de Russell de chercher d'autres alliances est fort imprudente et forcerait l'empereur à en faire autant de son côté. « Et c'est déjà fait, » a-t-il ajouté. On dit qu'il va être rappelé à Paris. Il a eu ces jours passés avec lady Palmerston une vive altercation dans laquelle il a perdu toute mesure au point d'insulter, à haute et intelligible voix, la personne même du premier ministre et celle de sa femme. Il a fait des excuses, mais après cette scène il ne saurait rester.

M. de la Rive, qui vient de Suisse, dit que ce pays conçoit de grandes inquiétudes au sujet de son indépendance. Napoléon intrigue avec le parti catholique genevois pour l'amener à demander l'annexion de Genève à la France. Qu'il trouve seulement une demi-douzaine de coquins pour tremper dans ce complot, il appellera cela la voix du peuple et l'affaire sera faite.

16 *avril.* — On dit que l'empereur a offert dix mille livres sterling par an, sa vie durant, à M. Whitworth pour entrer au service de la France et lui fabriquer son nouveau canon. Celui-ci a eu le patriotisme de refuser.

19 *avril.* — Persigny a dit à Mme Bernstorff : « Je vous jure sur tout ce qu'il y a de plus sacré, sur la tête de mes enfants (et vous savez si j'aime mes enfants), que l'empereur n'a pas de vues ambitieuses ; il ne désire et ne veut rien et ne prendrait rien si même on lui offrait quelque chose. » Il a fait une scène violente à d'Azeglio, qu'il accuse de faire de la propagande en Angleterre contre l'annexion de la Savoie. D'Azeglio dit que cette accusation est injuste. Il sait depuis longtemps que Cavour a promis cette province à la France. Son assertion justifie ma conviction que Cavour a toujours présenté cet appât à l'empereur, tout en simulant l'indignation quand celui-ci a voulu mettre la main dessus.

3 *mai.* — On raconte qu'au bal travesti de la duchesse d'Albe, la princesse Mathilde était habillée en Indienne. Elle s'était fait teindre la peau en brun ; son costume était des plus sommaires, fort décolleté, sans manches, avec une simple bande d'étoffe sur l'épaule attachée par une broche, le corsage fendu sous le bras jusqu'à la ceinture. La draperie de derrière était transparente, ce que la princesse ignorait sans doute, car elle ne s'était pas fait teindre cet endroit particulier et l'effet était extraordinaire. — 9 *mai.* — Concert au palais ; la chaleur y était telle que plusieurs dames se sont trouvées mal ainsi que le ministre des Etats-Unis, M. Dallas.

21 *mai.* — La Chambre des lords était bondée aujourd'hui pour discuter la suppression du droit sur le papier. Lord Lyndhurst a parlé le premier avec une netteté, une fermeté et une sûreté de mémoire merveilleuses chez un homme de quatre-vingt-huit ans. C'était précisément son jour de naissance et il avait quitté une réunion de famille qui avait lieu chez lui à cette occasion pour venir, une dernière fois peut-être, servir son pays par l'autorité de sa parole. Lord Derby a clos le débat par un magnifique dis-

cours et le bill a été rejeté à 89 voix de majorité. — 1er *juin*. — Le ministère est en désarroi ; lord John menace de se retirer si le bill de réforme est ajourné et Gladstone veut donner sa démission si le gouvernement ne propose pas aux Communes une résolution de censure contre la Chambre des lords au sujet de son rejet du bill sur le papier. Lord Derby m'a chargé de porter à lady Palmerston l'assurance que notre parti soutiendrait son mari contre les radicaux et ne se coaliserait en aucun cas avec ceux-ci ; Disraeli marchera avec nous. — 2 *juin*. — J'ai eu avec lord et lady Palmerston une entrevue très cordiale. Le premier ministre ne voudrait pas perdre lord John, mais serait heureux d'être débarrassé de Gladstone.

12 *juin*. — L'empereur Napoléon était allé à Bade pour avoir une entrevue avec le prince régent de Prusse (l'empereur d'Allemagne actuel) sans doute dans l'espoir d'obtenir quelque agrandissement du côté du Rhin au dépens de la Saxe et, en se l'attachant, de disloquer la ligue germanique. Mais le prince se tenait sur ses gardes et avait convié tous les princes allemands à venir à Bade ; ils s'y trouvaient tous, jusqu'au roi de Hanovre aveugle, au grand désappointement de Napoléon qui comptait sur un tête-à-tête avec le prince de Prusse. Cependant, il a fait bon visage à mauvais jeu et est resté à Bade du 15 au 17 ; tous les diplomates considèrent ce voyage comme un coup manqué.

Garibaldi, débarqué en Sicile le 15 mai, a emporté Palerme d'assaut; il a permis aux troupes royales de retourner à Naples. On dit que, sur les conseils de Napoléon, le roi va donner une constitution à ses sujets ; mais ceux-ci n'ont aucune confiance en lui et cette concession ne le sauvera pas.

23 *juin*. — La reine a passé les volontaires en revue à Hyde-Park ; je suis allé chez Disraeli pour voir ce beau spectacle. L'enthousiasme était indescriptible. Vingt mille volontaires, robustes jeunes gens de dix-huit à trente ans, ont manœuvré avec beaucoup d'ensemble et de précision. Lorsqu'ils ont fait front à peu de distance de la reine et

que les musiques ont eu fini de jouer le *God save the queen*, ils ont poussé un cri de : « Vive la reine ! » qui a dû s'entendre à des milles de distance. Les spectateurs les ont imités et l'émotion a été générale ; la reine était profondément touchée. Cette démonstration patriotique est de nature à remplir de fierté tous les cœurs anglais et lord Derby a pu, en toute vérité, dire, le soir, dans son discours au banquet de la corporation des tailleurs : « Si la simple apparence d'une insulte faite à l'Angleterre peut, en six mois, armer cent trente mille volontaires, il n'y a pas à douter qu'un péril sérieux n'en rassemble trois fois davantage. »

6 *juillet*. — Palmerston a prononcé hier aux Communes un discours fort habile sur le rejet par les lords du bill du papier. Lord Derby prétend que « il a dansé sur la corde raide mieux que jamais. » Il a réussi à prévenir un conflit entre les deux Chambres. — 8 *juillet*. — Gladstone n'a pas donné sa démission comme tout le monde s'y attendait après son discours virulent contre Palmerston. — 22 *juillet*. — Lord Elphinstone est mort de fièvres rapportées de l'Inde. Il avait montré beaucoup de courage et de capacité pendant la révolte des cipayes. Il avait été mon camarade au collège d'Eton avant d'entrer dans les gardes. — 1er *août*. — Le *Times* publie une lettre de Napoléon à Persigny dans laquelle il proteste de son amitié pour l'Angleterre et de ses intentions pacifiques vis-à-vis du monde entier. Je pense que cette lettre lui a été inspirée par nos revues de volontaires, nos armements maritimes et nos travaux de fortification. — 7 *août*. — Le gouvernement a eu aux Communes une majorité de 33 voix sur le bill du papier.

7 *septembre*. — Garibaldi est entré à Naples, accompagné seulement de son état-major ; la ville est parfaitement tranquille, tout le monde étant d'accord. Les forts ont capitulé, Garibaldi a remis à l'amiral piémontais la flotte napolitaine et les troupes piémontaises ont débarqué ; dans quelques jours elles se monteront à 80,000 hommes, y compris les bandes insurgées. Le dictateur, comme on l'appelle à Naples, et l'amiral anglais ont échangé des visites. Une armée piémontaise a envahi les Etats pontificaux sans dé-

claration de guerre et pris Fano, Urbin et Pesaro où elle a fait 1200 prisonniers. Le général Lamoricière, un des meilleurs généraux d'Afrique, qui commande les troupes du pape, a concentré 8,000 hommes à Ancône.

15 *septembre.* — En conséquence de l'invasion des Romagnes, Napoléon a rappelé son ministre de Turin, n'y laissant qu'un chargé d'affaires. Est-ce une feinte destinée à faire croire à l'Europe qu'il désapprouve la violation du territoire pontifical ? On ne peut guère en douter, car il a eu une entrevue à Chambéry avec Cavour et une à Nice avec le général Cialdini peu avant cette invasion. La ruse est trop transparente pour qu'on s'y laisse prendre et elle augmentera la méfiance qu'inspirent maintenant ses paroles et ses actes. — 21 *septembre.* — Lamoricière a été complètement battu par Cialdini à Castel-Fidardo ; son armée entière a capitulé ; il s'est échappé par les montagnes, escorté de quelques cavaliers seulement, et s'est jeté dans Ancône. Une grande agitation règne à Turin où on commence à suspecter les intentions de Garibaldi. La nomination qu'il a faite de l'ultra-radical Saffi comme dictateur en Sicile, l'arrivée de Mazzini à Naples et sa propre déclaration qu'il ne proclamera que du haut du Quirinal, l'annexion du royaume de Naples à celui de Sardaigne, tout cela fait plutôt supposer chez lui le dessein de fonder une république indépendante que d'abdiquer son autorité en faveur de Victor-Emmanuel.

24 *septembre.* — Mauvaises nouvelles d'Italie. L'anarchie règne en Sicile et une complète discorde à Naples ; les routes sont infestées de brigands et il n'y a de sécurité pour personne. Le roi de Naples est dans Gaëte avec une armée dévouée. Les Piémontais assiègent Ancône par terre et par mer. — 28 *septembre.* — Garibaldi a été battu à Capoue par les troupes royales. Il a nommé Alexandre Dumas, le romancier, conservateur du musée de Naples, à l'immense satisfaction de celui-ci. — 29 *septembre.* — Les nouvelles d'Italie sont défavorables à Garibaldi dont les succès jusqu'à présent n'étaient dus sans doute qu'à l'absence de résistance. A Capoue des régiments entiers de son armée

se sont débandés sans tirer un coup de fusil, à la seule nouvelle que la cavalerie approchait ; cela a été une vraie panique.

1er *octobre.* — Des lettres d'Ancône donnent des détails sur la bataille de Castel-Fidardo. Elle s'est engagée le 18, à dix heures du matin. Les troupes pontificales avaient fait, en six jours, une marche forcée de soixante lieues ; l'armée piémontaise interceptait la route d'Ancône et occupait, avec de l'artillerie, les hauteurs qui la commandent. L'armée de Lamoricière, qui ne comptait que 8,000 hommes contre 35,000, s'est battue vaillamment en dépit de l'écrasante supériorité de ses adversaires ; la mitraille a fait de grands ravages dans ses rangs. Lamoricière s'est frayé un passage au travers de l'armée ennemie par une charge à la baïonnette et il a amené 1500 hommes, dit-on, à Ancône. Mais, le 29 septembre, l'armée pontificale du général Fanti a capitulé et Lamoricière a été fait prisonnier avec toute sa garnison. — 21 *octobre.* — Victor-Emmanuel a fait son entrée dans le royaume de Naples, bien que le roi François II soit toujours à Gaëte.

24 *octobre.* — Les empereurs de Russie et d'Autriche, le prince régent de Prusse et plusieurs petits princes allemands se sont rencontrés à Varsovie le 20 ; on dit la réconciliation entre les deux empereurs complète. L'empereur des Français aurait bien voulu assister à la réunion, mais il n'y a pas été convié.

1er *novembre.* — Dîné à Windsor. La reine et le prince craignent que la guerre ne recommence entre l'Autriche et le Piémont. Après dîner, le prince a fort diverti lady de Grey et lady Malmesbury en leur contant certains incidents grotesques des réceptions de la reine. Dernièrement, un *clergyman* qui devait être présenté dépasse le but et passe devant la reine sans lui donner la moindre marque d'attention. Lord de la Warr, fort décontenancé, lui fait signe de revenir sur ses pas ; le brave ecclésiastique s'arrête, le regarde fixement en imitant tous ses gestes et rien ne peut le décider à recommencer son entrée. L'étiquette n'a pu avoir raison du fou rire général.

5 *novembre*. — Je tiens de source certaine que lord John Russell a écrit à Hudson (notre ministre à Turin) une dépêche qu'il n'a pas communiquée à ses collègues, à leur grande indignation, et dans laquelle il approuve l'invasion par Victor-Emmanuel des Etats-Romains et Napolitains. Il s'était aliéné les radicaux par une première dépêche dans laquelle il reconnaissait les droits de l'Autriche sur la Vénétie et aura écrit celle-ci pour rentrer en grâce auprès d'eux. Le *Times* de ce matin l'attaque violemment à propos des deux dépêches. — Capoue a été bombardée et a capitulé le 2 novembre. — 10 *novembre*. — Quand Brünnow a lu la dépêche de lord John, il a dit : « Ce n'est pas de la diplomatie, c'est de la polissonnerie. » Cavour n'a pas été de cet avis, car il s'est presque évanoui de joie lorsque Hudson la lui a communiquée.

Le 8 novembre, Garibaldi a officiellement présenté à Victor-Emmanuel, dans la salle du trône, le résultat du plébiscite. Le ministre Conforto a prononcé les paroles suivantes : « Sire, le peuple napolitain assemblé dans ses comices vous a proclamé son roi à une immense majorité; neuf millions d'Italiens se réunissent aux provinces que vous gouvernez avec tant de sagesse. Ainsi s'accomplit votre promesse solennelle de donner l'Italie aux Italiens. » Le roi a répondu en quelques mots. L'acte d'annexion a ensuite été signé, le dictateur et ses ministres ont remis leurs pouvoirs et le lendemain Garibaldi est retourné dans son île de Caprera sans avoir accepté ni argent, ni dignités.

14 *novembre*. — Lord Dundonald (le fameux amiral Cochrane) a été enterré ce matin à Westminster; il était mort le 31 octobre et l'amiral sir Charles Napier ne lui a survécu que de peu de jours. Le prince de Galles est arrivé du Canada aujourd'hui. — 16 *novembre*. — L'impératrice des Français est arrivée à Londres avec sa suite et s'est rendue en voiture de place à l'hôtel Claridge. Le lendemain matin elle a fait des courses à pied et dans la journée elle a visité le Palais de Cristal. On ignore le motif de son voyage. Certaines personnes prétendent qu'elle est souffrante et qu'elle est venue pour changer d'air et se dis-

traire du chagrin que lui a causé la mort de sa sœur la duchesse d'Albe. — 25 *novembre*. — L'impératrice Eugénie doit aller à Osborne le 5 décembre.

26 *novembre*. — M. de Flahault remplace Persigny, rappelé à cause d'une altercation qu'il a eue avec Palmerston. Les rapports entre l'Angleterre et la France sont tendus. Palmerston, qui ne voit que par les yeux d'Azeglio, est mécontent de la politique indécise de l'empereur en Italie où il est maintenant favorable aux réactionnaires. Il est certain que les choses vont mal à Naples pour Victor-Emmanuel; M. Elliot, notre ministre, écrit que le nouveau gouvernement est pire que l'ancien. — 28 *novembre*. — Lady Tankerville, qui était ce matin chez lady Palmerston, y a vu Palmerston en proie à une violente colère contre l'empereur des Français qui a empêché le bombardement de Gaëte; il prétend que François II commet des atrocités, qu'il fait crever les yeux et couper les oreilles aux gens et qu'il faut mettre fin à cet état de choses. Ma belle-mère ayant manifesté son incrédulité, il est devenu furieux et lui a dit que c'était vrai puisque c'était officiel. C'est au sujet de Gaëte qu'il a eu avec Persigny une querelle, à la suite de laquelle il a demandé le rappel de celui-ci.

10 *décembre*. — Les Anglais et les Français de l'armée de Chine se détestent [1]. Ceux-ci ont pleine liberté de piller, tandis que les nôtres sont fustigés pour avoir dérobé la moindre bagatelle. Parkes et Loch sont revenus au camp sains et saufs; (ils avaient été pris et tenus un mois captifs à Pékin sous la menace constante de subir le dernier supplice), mais le capitaine Brabazon, le correspondant du *Times* et un autre manquent encore.

28 *décembre*. — La paix avec la Chine a été signée à Pékin le 24 octobre par lord Elgin et le prince Kong, frère de l'empereur. Le palais d'été impérial a été pillé et brûlé en représailles des cruautés exercées sur les prisonniers anglais et français faits le 10 septembre, qui ont été amenés dans ce palais et torturés sous les yeux de l'empe-

1. Il s'agit de l'expédition entreprise par un corps anglo-français pour ouvrir les ports de la Chine au commerce européen. (*Note du trad.*)

reur. Les diplomates et les généraux ont pensé qu'il valait mieux en tirer vengeance sur sa propriété personnelle que sur celles de ses sujets. Après que les deux armées ont eu emporté tout ce qu'elles ont pu, elles ont mis le feu aux bâtiments et ont détruit une valeur de plus de deux millions de livres sterling. Pékin a désappointé tout le monde; cette ville a été magnifique, mais est maintenant tellement ruinée et misérable que lord Elgin a eu peine à trouver une maison pour s'y loger. On craint que le capitaine Brabazon n'ait été décapité avec le missionnaire français Huc; ils avaient été pris par un général chinois qui venait d'être blessé dans un combat et s'en sera vengé sur eux.

ANNÉE 1861.

16 *février*. — Gaëte a capitulé le 13; le roi de Naples, la reine et la famille royale se sont embarqués à bord d'un navire français.

9 *mars*. — L'affaire du banquier Mirès fait grand bruit à Paris. Il y a quelque temps, à la suite d'une discussion avec un de ses anciens associés, celui-ci l'a accusé de fraude dans une spéculation sur les chemins de fer romains; une poursuite a été intentée contre lui, mais l'empereur a arrêté le cours de la justice, de crainte, sans doute, de révélations de nature à compromettre de hauts personnages de la cour. La suspension de paiements de sa banque entraîne des ruines nombreuses, particulièrement chez les petites gens. M. Jules Favre a annoncé son intention de dénoncer, à l'occasion de la prochaine discussion de l'adresse, cette soustraction d'un coupable riche à la sévérité des lois, alors qu'un malheureux poussé au vol par le besoin est poursuivi sans pitié. Cette menace a causé de grandes inquiétudes en haut lieu. Les ministres ont été en majorité d'avis de protéger Mirès pour que les *piliers de l'Etat* ne soient pas impliqués dans son affaire. Persigny a protesté et a demandé sa mise en jugement, l'empereur a fini par y consentir et Mirès a été arrêté et mis au secret. Un des mem-

bres de son conseil, le vicomte de Richemont, s'est suicidé; un autre, le comte Siméon, a quitté la France. — Des orages grondent autour de l'empereur qui a été dénoncé en chaire et dans les lettres pastorales des évêques comme ennemi du pape et de la religion catholique.

Le 23 mars, je suis parti pour Paris et de là j'ai fait une excursion en Bretagne ; j'ai visité Laval, Vitré, le monument druidique appelé la *Grotte des Fées*, Rennes, la baie des Trépassés, site sauvage et pittoresque au possible, fatal aux marins pendant les tempêtes, d'où lui vient son nom sinistre. J'ai visité aussi Quimper d'où j'ai fait une excursion aux dolmens de Carnac, en compagnie d'un prêtre fort intelligent, et à Notre-Dame d'Auray où j'ai vu, entassés dans un caveau profond de plusieurs centaines de pieds, les ossements des royalistes français victimes de notre malheureuse expédition de Quiberon. Le 6 avril j'ai eu de l'empereur l'audience dont j'ai rendu compte plus haut [1]. J'ai trouvé madame Walewska plus en faveur que jamais. J'étais de retour à Londres le 16 avril.

5 *mai*. — La guerre civile a éclaté en Amérique. Le premier coup de canon a été tiré le 12 avril par les sécessionistes sur le fort Sumter dans la baie de Charleston ; après avoir essuyé un bombardement de quarante heures qui n'a pas laissé pierre sur pierre, mais n'a fait aucune victime, le major Anderson s'est rendu. Onze navires de guerre ont été détruits dans l'arsenal de Norfolk pour éviter qu'ils ne tombent aux mains des insurgés.

14 *mai*. — Le duc de Richelieu dit que la rentrée aux affaires de lord Derby pourra seule empêcher la guerre avec la France d'éclater. Celui-ci a été admirable dans son dernier discours où il propose de partager l'Italie en deux royaumes séparés par les Etats pontificaux. — 31 *mai*. — Le gouvernement a eu une majorité de quinze voix que l'on attribue à la stupide antipathie de notre parti pour Disraeli dont il veut à tout prix empêcher l'arrivée au pouvoir. Mais, moi, je crois plutôt que l'on redoute une dissolution. — 6 *juin*. — J'ai dîné chez le duc de Cambridge,

1. V. p. 298.

où j'ai appris la mort du comte Cavour. Il est trop tôt pour juger son caractère, mais on peut dire qu'il a été un grand homme d'Etat habile aux intrigues. — 13 *juin*. — Nous avons reçu la visite de sir John Crampton, qui était ambassadeur à Saint-Pétersbourg et vient d'être nommé à Madrid et de sa femme, une miss Balfe qui a chanté une ou deux saisons à Covent-Garden; elle est très jolie et très comme il faut.

19 *juin*. — Réception chez la reine et soirée intime chez lady Derby. Le comte Vitzthum, ministre de Saxe, y racontait avec indignation que les Napolitains avaient brûlé vifs quatre Piémontais et que les Piémontais avaient fusillé vingt Napolitains. — 21 *juin*. — Terrible incendie dans des magasins au bord de la Tamise ; plusieurs pompiers ont été tués par une explosion. S'il y avait eu un souffle de vent, tout le quartier aurait été détruit. — Le lord-chancelier Campbell est mort subitement. — 26 *juin*. — Sir Richard Bethell a reçu ce matin de la reine le grand sceau de chancelier. — Le sultan est mort. — 27 *juin*. — Nous avons dîné chez lady Truro avec le duc d'Aumale qui est plein d'esprit et de distinction. — 6 *juillet*. — Agréable déjeuner chez la duchesse de Cambridge. Madame de Persigny s'y trouvait; elle avait un chapeau de velours bleu en forme de pâté, un voile blanc lui arrivant au bout du nez, une ceinture nouée par derrière et portait ses cheveux dans une résille ; n'était son grasseyement, je ne l'aurais pas reconnue ainsi accoutrée. Elle se met en frais d'amabilité, dans l'espérance de redevenir ambassadrice à Londres.

Mauvaises nouvelles de Naples au point de vue italien. Une anarchie complète y règne et les « brigands réactionnaires », comme les appellent les Piémontais, se multiplient au point qu'on n'ose plus sortir des villes. On va élever à 60,000 hommes l'effectif de l'armée et en donner le commandement à Cialdini. Ricasoli, le successeur de Cavour, le prend de très haut; il a prononcé à la Chambre un discours très ardent, dans lequel il déclare ne pas vouloir céder un pouce de sol italien. « Le gouvernement », dit-il, « voit un territoire à défendre et un territoire à re-

conquérir : j'ai nommé Rome et Venise. » Ceci ressemble fort à une déclaration de guerre à l'Autriche.

3 *août*. — *Héron-Court*. — Sidney Herbert (devenu lord Herbert) est mort à Wilton. Il était, depuis quelque temps, dans un état désespéré et sa mort est attribuée aux soucis et aux fatigues de la vie publique. Son médecin avait conseillé à lady Herbert d'engager son mari à quitter le ministère, mais elle n'avait pas voulu l'écouter. C'est une grande perte pour le pays, car il était désigné par le sentiment public comme un futur premier ministre. C'en est une encore plus grande pour sa famille et ses amis (je suis de ceux-ci) qui connaissaient la noblesse et la générosité de son caractère. — 6 *août*. — Sir George Lewis remplace lord Herbert à la guerre et est remplacé à l'intérieur par sir George Grey. — On annonce une grande bataille livrée à Bull's Run en Virginie, dans laquelle les fédéraux ont été complètement battus. — 25 *juin*. — Autre défaite à Springfield des fédéraux qui ont perdu le meilleur de leurs chefs, le général Lyons.

30 *août*. — Très beau temps pour la fête donnée dans notre parc à l'occasion de la parade des volontaires. J'ai fait un discours et offert un fusil au sergent-major. Nous avions une bonne musique qui nous a fait danser jusqu'à sept heures; j'ai ouvert le bal avec la princesse Edouard de Saxe-Weimar. On jouait au crocket sur la pelouse, aux boules et à la paume dans le parc. On a énormément bu et mangé et tout le monde a paru s'amuser. Il y avait environ deux mille personnes. — 24 *septembre*. — A Gelding, propriété de lord Chesterfield, nous avons, en un jour, tué trois cents perdrix et une immense quantité de lièvres. Les fermiers ne se plaignent pas de ce que le gibier y pullule à ce point, car, depuis cinquante ans, on ne leur a pas réclamé le paiement des fermages.

Le 27 septembre je suis parti pour Paris et de là j'ai fait une excursion sur les bords de la Loire. J'ai visité les intéressants châteaux de cette région : celui de Blois, théâtre de l'assassinat du duc de Guise; celui d'Amboise si spacieux et si bien aménagé que l'on peut monter en voiture

à quatre chevaux jusqu'à la terrasse qui couronne les remparts; Abd-el-Kader y a été prisonnier jusqu'au jour où Napoléon lui a rendu la liberté. De là je suis allé voir le vieux donjon de Louis XI à Loches; puis le château de Chenonceaux, bâti à cheval sur la Loire, ancienne maison de plaisance de Diane de Poitiers, appartenant aujourd'hui à un dentiste; puis celui d'Azay-le-Rideau fort bien entretenu par son propriétaire, M. de Briancourt. A Tours, j'ai appris la mort de mon cher ami, lord Eglinton, frappé d'apoplexie au milieu d'une partie de raquettes. C'est une grande perte pour moi et pour notre parti.

9 *novembre*. — Les fédéraux ont perdu six à sept cents hommes au passage du Potomac à Leesburg ; ils espéraient surprendre les confédérés, mais ont été entourés par ceux-ci qui se tenaient cachés dans les bois et qui ont fait feu sur eux de toutes parts. Il en est résulté une déroute complète des fédéraux commandés par les généraux Macmillan et Scott. C'est une terrible guerre et qui doit nous inquiéter, car elle donne aux Etats du Nord l'occasion de former une belle armée avec laquelle ils pourront, plus tard, être tentés de conquérir le Canada que nous ne saurions guère défendre.

28 *novembre*. — Graves nouvelles d'Amérique. MM. Sliddell et Mason, commissaires confédérés près l'Angleterre et la France, qui avaient forcé le blocus de Charleston le 18 octobre, s'étaient rendus à la Havane et là, avaient pris passage sur le paquebot le *Trent* de la compagnie anglaise Royal-Mail. Le 8 novembre au matin, le navire de guerre fédéral le *San-Jacinto* a arrêté le *Trent* et a employé la force pour s'emparer de MM. Sliddell et Mason et de leurs secrétaires qui ont été emmenés prisonniers, en dépit des protestations du commandant Moir contre cet acte de piraterie et cette violation des lois internationales. Le *Trent* a continué sa route avec les familles des deux commissaires qui étaient à bord avec eux. Les dépêches du gouvernement confédéré ne sont pas tombées aux mains des fédéraux, madame Sliddell les ayant cachées sous sa crinoline. L'indignation est générale en Angleterre et l'on de-

mande au gouvernement d'exiger une réparation immédiate de cette insulte à notre pavillon. — 6 *décembre*. — Les deux premiers bataillons des gardes se tiennent prêts à partir pour le Canada. Lord Granville me dit que le gouvernement ne veut entendre à rien d'autre qu'à la mise en liberté des commissaires confédérés et que sept jours ont été donnés au gouvernement américain pour prendre une décision. Si satisfaction n'est pas donnée à l'expiration de ce délai, lord Lyons quittera immédiatement Washington. L'empereur des Français appuie énergiquement nos réclamations.

8 *décembre*. — Un télégramme annonce la mort de lady Canning survenue le 14 novembre. Le coup a été terrible pour lady Stuart de Rothesay (sa mère), qui l'attendait en mars prochain.

9 *décembre*. — Le prince Albert est malade d'une sorte de fièvre gastrique ; le bulletin du *Times* n'est pas rassurant. — 12 *décembre*. — Lady Ely nous écrit que le prince se frappe ; son état est inquiétant, les membranes muqueuses de l'estomac étant très enflammées. — 13 *décembre*. — Le docteur Jenner dit que la fièvre du prince prend un caractère typhoïde. La reine, en proie au plus profond désespoir, le veille et ne quitte pas sa chambre une minute. — 15 *décembre*. — Nous recevons la triste nouvelle de la mort du prince, survenue hier soir à onze heures. On se préoccupe beaucoup de la reine, craignant qu'elle n'ait pas la force de supporter sa douleur. Elle a perdu tout ce qu'elle avait de précieux dans la vie, car il était tout pour elle : le plus tendre des époux, le plus dévoué des amis, le plus sage des conseillers, la consolant dans toutes ses peines et cherchant, en toutes occasions, à lui épargner soucis et inquiétudes.

18 *décembre*. — La princesse Edouard de Saxe-Weimar m'écrit que la reine supporte sa douleur avec une grande fermeté. — 20 *décembre*. — Nouvelles satisfaisantes de la reine : elle a pu recevoir lord Granville et donner quelques signatures. — 28 *décembre*. — On dit que les ministres se refusent à communiquer avec la reine par l'intermédiaire

de sir Charles Phipps. Ils ont peut-être raison, mais c'est bien cruel. — Pas de réponse d'Amérique; le gouvernement fait des préparatifs militaires. Lord Palmerston vient d'être gravement malade, mais il va mieux. Sa mort serait, en ce moment, une catastrophe nationale, si l'on songe aux membres du parti whig qui seraient appelés à le remplacer.

ANNÉE 1862.

16 *janvier*. — MM. Sliddell et Mason se sont embarqués pour l'Angleterre sur le *Rinaldo*. Lord Lyons a écrit fort sèchement à M. Seward, sans répondre à aucun des arguments de celui-ci en faveur de la légalité de la prise faite à bord du *Trent*. — 1er *février*. — Lord Russell (lord John est devenu comte Russell) a mandé à l'Amirauté que le bon plaisir de la reine est de défendre l'entrée des ports anglais aux bâtiments soit fédéraux, soit confédérés, à moins qu'ils n'aient besoin de se ravitailler ou de se mettre à l'abri de la tempête.

4 *février*. — Lady Ely est arrivée à Heron-Court, dans un état de dépression justifié par la tristesse des cinq dernières semaines de son séjour à Osborne. La pauvre reine ne cesse de parler du prince et y trouve une grande consolation. Elle est très touchée de la sympathie que lui témoignent toutes les classes de la société. — 6 *février*. — La session a été ouverte aujourd'hui, sans la reine, naturellement. Lord Derby a pris la parole et a prononcé des paroles émues sur la mort du prince-consort.

9 *janvier*. — M. Mason dit que les confédérés ne pourront continuer longtemps la guerre, n'ayant plus d'argent pour payer leurs troupes ; les dépenses de leur armée et de leur marine se montent à un demi-million par jour.

28 *février*. — Lord Derby a posé une question au gouvernement au sujet d'une odieuse proclamation par laquelle le commandant militaire de Lucera, près Naples, enjoint à tous les habitants d'un certain district de l'abandonner dans les trois jours, sous peine d'être fusillés comme bri-

gands, prescrivant, en outre, la destruction des bois, des maisons et du bétail. Lord Russell et le duc d'Argyll en nient l'authenticité et prétendent que c'est une vieille proclamation de Murat qu'on a exhumée ; ils ont écrit à sir James Hudson pour avoir des renseignements. — 20 *février*. — Une lettre d'Italie établit que la proclamation de Lucera signée par Fantoni, que lord Russell en faisait seul responsable, émane du général Della Rovere, ministre de la guerre et qu'elle a été lancée par ordre des généraux Govone et Chiabrera, qui commandent les provinces napolitaines et qui viennent d'être nommés grands-officiers de l'ordre de Saint-Maurice.

2 *avril*. — Un combat naval a eu lieu entre deux cuirassés américains. Le navire confédéré le *Merrimac* a détruit deux frégates, mais, après une lutte acharnée avec le *Monitor*, il a dû se retirer ; le *Monitor* étant moins élevé au-dessus de l'eau que le *Merrimac*, a pu envoyer des boulets dans la partie inférieure de la coque de celui-ci, non protégée par des plaques de fer.

10 *avril*. — Une société s'organise pour élever par souscription un monument au prince-consort ; il y a eu chez le lord-maire une réunion dans laquelle a été nommé un comité dont je fais partie ainsi que lord Derby.

Le 18 avril je suis parti pour Paris et de là pour Dijon. Je suis allé passer une journée à Dôle où j'ai pêché des truites superbes, puis je me suis rendu à Lyon. J'y ai vu le nouveau parc de la Tête-d'Or, trop éloigné de la ville pour être fréquenté ; j'y ai fait l'ascension de Notre-Dame de Fourvières que l'on conseille comme cure aux boiteux. L'église est remplie d'ex-voto placés là en souvenir de miracles que l'on doit bien supposer avoir eu lieu en présence de ces témoignages de reconnaissance ; on a, de là, une vue superbe sur les deux fleuves et sur les Alpes couronnées de neige, bornant à l'horizon une plaine magnifique. J'ai continué mon voyage jusqu'à Nîmes et j'ai vu le pont du Gard, que je considère comme le plus beau des monuments romains qui nous restent, après le Colisée. Dans la Maison Carrée, ancien temple romain transformé en musée, j'ai

admiré le célèbre tableau de Paul Delaroche qui représente Cromwell contemplant le cadavre de Charles II ; j'en ai été si frappé que j'en ai fait faire une copie, très bien réussie par M. Middleton. De retour à Paris je suis allé à un bal des Tuileries ; l'empereur m'a fort bien accueilli.

19 *mai*. — Dîné chez lady Tankerville où j'ai trouvé Wladimir Davidoff que sa femme, une Géorgienne, a quitté pour le prince Bariatinski, son chef à l'armée du Caucase. Il n'a jamais pu obtenir la moindre réparation ni du tsar, ni des lois russes... s'il y en a. Au moment où cet esclandre s'est produit, il était sur le point de passer général et, s'il avait consenti à fermer les yeux sur son déshonneur, il aurait eu une brillante carrière. Mais, ayant provoqué Bariatinsky, un très grand personnage considéré comme un héros, il a dû quitter l'armée et voilà sa carrière brisée.

23 *mai*. — Le bruit court que les confédérés ont été battus et que Beauregard a été fait prisonnier. On s'en afflige ici dans le monde, qui est tout acquis au Sud. — 3 *juin*. — On raconte que le général Butler gouverne la Nouvelle-Orléans avec la plus grande rigueur ; il est impitoyable pour les femmes qui, par un mot, un regard ou un geste, témoignent aux fédéraux de la haine ou du mépris. Pendant que la guerre de sécession se poursuit, l'expédition française au Mexique porte les fruits sur lesquels on devait compter ; l'armée a subi un revers à Puebla, les communications avec la Vera-Cruz sont interceptées. Les Français vont, sans doute, crier haro sur nous parce que nous les avons abandonnés, diront-ils, sans ajouter qu'ils ont perdu le concours de l'Angleterre et de l'Espagne par leur rupture du traité conclu avec ces deux puissances. — 17 *juin*. — Les Français se replient sur Vera-Cruz, à la suite de leur échec de Guadalupe ; l'empereur envoie 5,000 hommes de renfort. Cette expédition est une grande faute dont la responsabilité remonte au parti clérical de France soutenu par l'impératrice.

Lord Canning est mort ce matin. Le pauvre homme n'a guère joui de ses grandeurs. Mis à l'épreuve dans une crise terrible, il s'en est tiré à son honneur avec le concours de

son admirable femme et, une fois délivré de ses soucis, il est rentré dans son pays pour y mourir.

2 *juillet*. — Le duc d'Athole a exposé au concours agricole de Battersea une superbe vache gardée par une fort jolie laitière en costume de fantaisie que les hommes regardent beaucoup. Le duc est si fier de son exposition qu'il ne quitte pas la vache ni sa gardienne, et l'autre jour on l'a vu assis sur une botte de paille côte à côte avec celle-ci, tous deux mangeant des sandwichs, à la grande joie des visiteurs qui admiraient les uns la vache, les autres la vachère.

14 *juillet*. — M. Mason, qui a quatre fils dans l'armée confédérée, me dit que la bataille de Richmond a duré six jours.

11 *août*. — Mauvaises nouvelles d'Italie : Garibaldi se met en rébellion ouverte contre Victor-Emmanuel et lève une armée en Sicile pour marcher sur Rome. Il y a tout lieu de croire que le roi joue un double jeu et l'encourage secrètement. — 24 *août*. — Garibaldi a pris Catane, s'est emparé des caisses du Trésor et lève des contributions forcées. Le sentiment populaire paraît être favorable au roi qui se décide enfin à envoyer en Sicile Cialdini avec des troupes. — 27 *août*. — Garibaldi a débarqué en Calabre et marche sur Reggio. — 1er *septembre*. — Attaqué le 29 à Aspromonte par le colonel Pallavicini, Garibaldi s'est défendu avec acharnement derrière ses retranchements, mais il a été blessé, fait prisonnier et ses 2,000 hommes ont été mis en déroute. — 3 *septembre*. — Les récits des journaux fortifient mes soupçons que cette expédition de Garibaldi est un coup monté de connivence avec Victor-Emmanuel pour prouver à l'Europe que l'Italie ne sera jamais tranquille tant que Rome ne lui appartiendra pas. La presse italienne demande déjà sous ce prétexte le retrait des troupes françaises. — 13 *septembre*. — Rattazzi a envoyé à Garibaldi seize médecins et ses amis d'Angleterre lui expédient un chirurgien.

15 *septembre*. — Le général Lee a remporté un grand succès; les fédéraux ont abandonné leurs blessés sur le champ de bataille. — 1er *octobre*. — Une bataille livrée le

17 par Mac-Clellan contre Lee a été la plus sanglante de toutes celles de cette guerre meurtrière; les fédéraux avouent une perte de 10,000 hommes, un général tué et douze autres blessés. Ils s'attribuent la victoire qui, en réalité, reste indécise.

Le 5 octobre je suis parti pour Paris et, après un séjour d'une semaine, je me suis mis en route pour le centre de la France. Moulins, Nevers, Clermont sont de vieilles villes intéressantes par leurs souvenirs historiques et leur caractère ancien. L'Auvergne est le pays le plus pittoresque du monde, parsemé de vieux châteaux féodaux en ruines perchés sur les hauteurs. J'ai visité le camp de Vercingétorix, le Mont-Dore, le Puy-de-Dôme, le plus élevé des volcans d'Europe. De Clermont, je suis allé à Lyon, puis à Genève et je suis revenu à Paris.

Le 27, j'ai visité Chamarande, un château que l'empereur a donné à Persigny et que celui-ci a meublé avec beaucoup de luxe et de goût; c'est une belle construction de style Louis XIII, située près d'Etampes. Le jour de ma visite, l'empereur et l'impératrice sont arrivés à une heure et sont repartis pour Saint-Cloud le soir même. Le temps s'est passé à déguster un lunch et un dîner substantiels servis à l'anglaise et à se promener en voiture dans le parc qui est grand et tout en rochers et en bruyères, comme la forêt de Fontainebleau.

J'ai trouvé l'empereur très sympathique aux confédérés et préoccupé d'une médiation collective de la France, de l'Angleterre et de la Russie, qui proposeraient un armistice de six mois pendant lequel le blocus serait levé; il pense qu'à l'expiration de cette trêve, les Américains ne seraient pas disposés à reprendre les armes. Sauf cela, l'empereur n'a pas parlé politique. Il paraît s'occuper beaucoup d'améliorations intérieures à introduire en France, m'a questionné sur les provinces que je viens de parcourir et croit à la possibilité d'un grand développement commercial et industriel. Il est aussi très absorbée par la *Vie de Jules César* qu'il est en train d'écrire et m'a parlé d'un magnifique vase d'argent découvert dans un ancien camp romain en

Auvergne et qui ne peut avoir appartenu qu'à son héros. Persigny considère cette origine comme douteuse et dit que Sa Majesté est victime de continuelles mystifications au sujet de sa manie césarienne. Il m'a nommé un officier qui a dû trois grades à des trouvailles de ce genre. Cependant l'empereur possède quelques connaissances sur cette période historique. Il a fait faire à Gergovie des fouilles que j'ai visitées et qui ont mis au jour les fondations très bien conservées d'une grande ville gauloise.

Après dîner nous avons fumé, l'empereur, Morny, Persigny, Piétri et moi. La conversation est tombée sur les peintres et la peinture ; l'empereur a avoué son ignorance profonde sur ces matières et en a fait preuve en confondant, avec sa bonhomie et son laisser-aller habituels, les noms et les œuvres les plus illustres. Il a parlé du grand vice national des Français, la vanité, qui leur fait croire à leur supériorité universelle, alors qu'ils sont médiocres en toutes choses, sauf en mécanique, en physique et en chimie. Nous avons ensuite parlé du spiritisme et il a montré qu'il y croyait à demi. Comme il venait de discuter les attributions douteuses de quelques tableaux du Louvre, j'ai émis l'idée de demander à M. Home, le spirite, d'évoquer l'esprit du Titien pour le questionner sur le portrait de François Ier qui est mis sous son nom. Morny et Piétri ont saisi cette occasion de railler la crédulité de l'empereur qui a paru assez mécontent ; il nous a dit que, si nous pouvions expliquer toutes nos croyances, la foi serait une chose bien aisée.

Je suis retourné à Paris dans la voiture impériale, un grand omnibus, avec M. et Mme de Morny, M. Walewski et sa femme, et les deux dames d'honneur de service dont l'une, Mme de Pierre, née Thorne, une Américaine, n'a cessé pendant tout le trajet, ainsi que Mme de Morny qui est Russe, de fumer au nez de l'impératrice. Celle-ci est beaucoup trop indulgente pour son entourage. Elle rehausse sa beauté remarquable par une grande gaîété naturelle et des manières singulièrement fascinantes. Toutes les femmes qui l'entourent, à l'exception de Mme Wa-

lewska, ont bien mauvais ton. Elles ont leurs cheveux relevés à la chinoise, si bien tirés qu'elles peuvent à peine fermer les yeux et portent des jaquettes et des manteaux écarlates qui leur vont fort mal, étant toutes très blondes.

J'ai parlé politique avec l'impératrice pendant une heure et nous avons principalement discuté la question romaine. Thouvenel vient d'être congédié comme trop anti-ultramontain et trop enclin à abandonner la défense de Sa Sainteté; Drouyn de l'Huys l'a remplacé aux affaires étrangères. L'impératrice n'a pas traité ce sujet en dévote, comme je m'y attendais. Cependant elle dit que ce serait un scandale de laisser le pape sans un pouce de terre lui appartenant et que l'honneur de la France était engagé dans le maintien du pouvoir temporel; que, si la France abandonnait la défense du Saint-Siège, ce serait l'Autriche qui s'en chargerait, comme elle y est tenue par le traité de Zurich; que les Italiens devraient se tenir pour satisfaits de ce qu'ils ont et s'occuper d'organiser leurs nouvelles acquisitions avant d'en faire d'autres, mais qu'ils n'ont pas un seul homme d'État sérieux. L'empereur est revenu d'Italie fort désenchanté des Italiens et particulièrement de Cavour qui, avec le prince Napoléon et d'autres intrigants, avait encouragé Mazzini et le parti républicain à soulever la Toscane et Rome, dépassant ainsi les intentions de Napoléon III, lequel ne songeait pas à créer à côté de la France un grand royaume indépendant.

Puis l'impératrice est revenue à la charge sur la question de la presse anglaise et de ses insultes à l'empereur; c'est aux Tuileries un parti pris de paraître croire à l'hostilité systématique du peuple anglais. J'ai pourtant eu à lui opposer un argument topique : je lui ai rappelé l'accueil qui lui a été fait il y a deux ans en Angleterre et en Ecosse et les ovations telles qu'elle était obligée de s'y soustraire. Elle en est convenue et s'est déclarée enchantée de son voyage en Angleterre. Je lui ai reparlé de ma politique italienne dont j'avais entretenu l'empereur l'année précédente et je lui ai dit que c'était une note de moi qui avait empêché la Prusse de s'allier à l'Autriche en 1859. Ni Cowley ni

Walewski n'avaient fait connaître à l'empereur ce document dont je lui ai depuis envoyé une copie.

Lord Derby à lord Malmesbury.

Knowsley, 31 octobre 1862.

Mon cher Malmesbury. . . . . .

Je crois que Russell nous jette dans toutes sortes de complications et que l'état de l'Europe devient, de jour en jour, plus critique. Que diantre peut être son idée pour entrer dans les vues de la Prusse au sujet des duchés de Sleswig et Holstein ? Comment Palmerston s'en accommode-t-il, lui qui est l'auteur du protocole sur lequel est fondé le traité de 1852 relatif au Danemark ? J'imagine qu'il y a entre eux quelque mésintelligence à ce sujet, d'où le renvoi mystérieux du conseil qui devait être tenu la semaine dernière ; ce conseil a été indéfiniment prorogé et cela si bien au dernier moment que tous les ministres étaient arrivés à Londres, y compris le duc d'Argyll venant tout exprès d'Ecosse. Il me paraît évident aussi que nous sommes sur le point de nous brouiller avec la Russie dont les intrigues, sans doute, ne sont pas étrangères à la révolution qui vient d'éclater en Grèce. Je ne jurerais pas non plus que notre équivoque ami Napoléon n'a pas jugé bon de provoquer quelque *imbroglio* en Orient pour détourner l'attention de la question italienne. Je crains que cette affaire de Grèce ne devienne grave [1]. La Prusse en état de quasi-révolution, les questions italienne, grecque, monténégrine, danoise et polonaise en fermentation toutes à la fois, constituent pour l'Europe l'état le plus fâcheux qui se puisse imaginer. D'autre part, la guerre d'Amérique paraît plus éloignée que jamais de prendre fin. Pendant ce temps la détresse publique arrive ici à des proportions effrayantes.

. . . . Nos perspectives pour l'hiver ne sont pas gaies, surtout s'il doit être rigoureux. Jusqu'à présent le peuple s'est admirablement comporté, mais il est impossible de prévoir où pourront le mener la continuation et l'aggravation de ses souffrances [2].

(Cette période de la vie de lord Derby lui fera éternellement honneur. Il a consacré au soulagement de ses compatriotes son temps si précieux, sa grande fortune, son expérience et son entente des affaires publiques et il faut dire

1. Elle s'est terminée par l'avénement du roi Georges, prince danois. (*Note du trad.*)

2. Il s'agit ici de la crise provoquée en Angleterre par le blocus américain qui arrêtait les envois de coton. (*Note du trad.*)

que sa généreuse conduite a été appréciée à sa juste valeur par toute l'Angleterre.)

2 *novembre*. — *Londres*. — La guerre civile continue à faire rage en Amérique avec des alternatives de succès et de revers de chaque côté. Quelques Anglais ont fait une fortune considérable en forçant le blocus, d'autres s'y sont ruinés; mais la chance en ce genre de contrebande est de celles qui valent la peine d'y risquer de l'argent. Des gens qui n'osent la faire ouvertement y emploient des aventuriers. — 14 *novembre*. — Après une discussion orageuse, le cabinet a repoussé la proposition que lui avait soumise Drouyn de l'Huys d'une médiation collective entre les deux partis américains.

18 *novembre*. — Le baron Gros remplace M. de Flahault à l'ambassade; je le soupçonne de n'être qu'un bouche-trou destiné à céder sous peu sa place à Persigny. — Le *Times* a un vigoureux article contre la note de lord Russell du 24 septembre relative au Danemark. Cette note est en effet fort extraordinaire ; elle s'ingère dans le gouvernement intérieur du Danemark qui ne nous regarde pas et rouvre la question des duchés, ce qui est au moins inopportun à la veille du mariage du prince de Galles avec une princesse danoise, dont M. Paget, notre ministre à Copenhague, poursuit les négociations depuis plus d'un an. — 22 *novembre*. — Le général Mac-Clellan est relevé du commandement en chef de l'armée fédérale et s'est soumis sans murmurer, en professant de son respect pour la constitution.

Lord Derby à lord Malmesbury.

Knowsley, 25 novembre 1862.

Mon cher Malmesbury,

Je partage tout à fait votre sentiment sur la proposition que je crains de voir accepter, ayant pour but de placer le prince Alfred [1] sur le trône de Grèce. Il me semble que ce serait une lourde faute, tant à cause de la tension qui s'ensuivrait dans nos rapports avec la France et la Russie, qu'à cause des complications auxquelles nous exposerait notre connexité avec un tel peuple. Je

1. Second fils de la reine, aujourd'hui duc d'Edimbourg. (*Note du trad.*)

me demande si la reine donnerait son consentement, mais je suis certain que le prince ne s'en soucie point, et il a parfaitement raison. Si on se décide à accepter, le discours du trône en fera mention et il sera difficile de ne pas proposer un amendement de blâme.

Du même au même.

Knowsley, 23 décembre 1862.

D'après ce que m'écrit Stanley, la cession des îles Ioniennes, y compris Corfou, est décidée. Un congrès en réglera les conditions. Cette mesure aurait de tous temps été d'une politique douteuse, mais, en ce moment, elle est particulièrement inopportune. Les îles nous avaient été confiées comme à une puissance maritime en état de combattre la piraterie dont sont infestés ces parages. Cette charge nous créait une situation importante dans l'Adriatique et le Levant et de telles considérations n'auraient pas dû être négligées. D'autre part, il faut reconnaître que cette occupation des îles entraînait des dépenses considérables et d'autres inconvénients ; ainsi la constitution étant inapplicable, le gouvernement de ce pays n'était possible que par la violation continuelle de l'esprit, sinon de la lettre des lois. L'abandon des îles peut donc se justifier, mais il aurait alors fallu les céder à un gouvernement assez fortement établi, au point de vue politique et financier, pour accepter cette responsabilité et assez ferme vis-à-vis de l'opinion publique pour résister aux aspirations populaires qui veulent l'engager dans de folles entreprises militaires. Il me semble que c'est le comble de l'extravagance de jeter ces îles à la tête d'une nation en pleine révolution, qui ne sait rien ni sur la personne de son souverain, ni même sur la forme de son gouvernement, qui est en état de banqueroute, qui ne dispose que d'une puissance navale insignifiante et dont l'unique politique est la poursuite d'un accroissement de territoire aux dépens d'un voisin puissant. Je ne puis concevoir pareille imprévoyance. Si notre offre est acceptée, notre prestige en Orient sera diminué et il s'ensuivra pour l'avenir des complications ; si elle ne l'est pas, notre gouvernement des îles n'en sera pas facilité. Vous voyez que je suis sur ce point à peu près d'accord avec les journaux, si ce n'est que ceux-ci sont peut-être trop absolus dans leur opposition à une cession à n'importe quel moment et dans n'importe quelles circonstances.

ANNÉE 1863.

30 *janvier.* — Les fédéraux ont été repoussés avec de grandes pertes à Vicksburg ; l'armée du Potomac est profon-

dément démoralisée, mortifiée de ses défaites et elle n'a plus la moindre confiance dans ses généraux.

9 *février*. — L'insurrection de Pologne prend tous les jours de l'extension et les Russes ont subi plusieurs échecs. Le roi de Prusse a envoyé à la frontière un fort corps de troupes. La querelle entre lui et son Parlement ne fait que s'envenimer et l'on ne veut céder ni d'un côté ni de l'autre; c'est une lutte entre la liberté et le despotisme. Le roi veut soustraire au contrôle des Chambres les dépenses militaires, ce qui est un attentat à la constitution; mais, au point de vue de la sécurité du pays, il a raison et les événements le prouveront. — 18 *février*. — Victoire navale remportée à Charleston par les confédérés; ils ont coulé deux canonnières et dispersé les autres.

27 *février*. — *Londres*. — Les invitations au mariage du prince de Galles sont limitées aux chevaliers de la Jarretière et leurs femmes, au corps diplomatique, aux princes étrangers et leurs suites et aux maisons de la reine et du feu prince-consort. Le cortège du 7 doit traverser Londres au trot, au grand désappointement de la foule qui ne pourra pas voir la princesse. Le lord-maire n'y devait pas figurer, son équipage et sa suite ne pouvant aller qu'au pas. Mais la corporation ayant protesté contre ce mépris de ses privilèges, on lui laissera prendre la tête du cortège jusqu'à Temple-Bar. — 28 *février*. — Réception dont la princesse de Prusse a fait les honneurs.

6 *mars*. — L'insurrection polonaise prend de l'importance. L'empereur des Français a écrit au tsar pour lui conseiller de faire des concessions « et de donner à la Pologne de sérieuses garanties conformes aux traités et aux principes de la civilisation »; mais il n'est pas probable qu'il prête à la Pologne un concours armé. En effet, il détruirait par là l'entente cordiale avec la Russie, sur laquelle est fondée sa politique vis-à-vis de la Turquie.

7 *mars*. — Nous sommes allés chez lord Willoughby à une heure pour voir l'entrée de la princesse Alexandra. Les maisons étaient presque toutes décorées sur le parcours, mais il y en avait peu qui fussent arrangées avec goût,

C'est la journée la plus froide que nous ayons eue depuis longtemps, sans soleil, avec des averses continuelles et nous étions gelés sur les balcons. Le duc de Cambridge a passé deux ou trois fois à cheval entouré de son état-major et a été très acclamé. Lord Ranelagh a défilé à la tête de sa brigade de volontaires, puis sont venues les voitures qui ont fort désappointé les spectateurs : des équipages ayant mauvaise façon, des chevaux très médiocres, mal harnachés, sans même de rosettes aux oreilles, pas de piqueurs à cheval, bref, on n'a jamais vu cortège plus piteux et tout le monde se demandait : « Qui donc est grand-écuyer? » La princesse saluait très gracieusement à droite et à gauche et sa beauté a été universellement louée.

Tout avait été bien mal organisé par la cour comme par la Cité. On avait refusé la cavalerie du duc de Cambridge et les troupes de police de sir Richard Mayne pour faire la haie, aussi la plus grande confusion a-t-elle régné dans les rues et il a fallu tout le bon esprit de la foule pour éviter une catastrophe. En face de l'hôtel-de-ville il y a eu une grande bousculade qui a fort effrayé tout le monde et dans laquelle le prince de Galles a fait preuve de beaucoup de sang-froid. Par compensation, la chapelle Saint-Georges à Windsor était magnifiquement décorée, dit-on, presque avec excès de luxe. Le départ du train spécial pour Londres a encore été signalé par un affreux désordre : la duchesse de Westminster, qui avait sur elle pour un demi-million de diamants, n'a pu trouver de place que dans un compartiment de troisième classe et le comte Lavradio a eu sa plaque en brillants arrachée et volée.

20 *mars*. — La fête du palais a paru fort triste à cause du motif de l'absence de la reine. — 25 *mars*. — J'ai passé une journée à Windsor. La reine est calme et presque gaie, mais se plaint d'être bien affaiblie. Je suis resté jusqu'à deux heures du matin à fumer avec le prince de Galles.— Des insurgés polonais, commandés par leur dictateur Langiewicz, ont été battus après une lutte désespérée et se sont rendus à des hussards autrichiens qui les ont conduits à Tornau.

Le 28 mars je suis parti pour Bordeaux et l'aspect de

cette ville d'affaires et de plaisir m'a beaucoup plu. Les quais, très animés, rappellent ceux de Hollande. Les rues sont belles, les magasins luxueux, les hôtels tous si bons qu'on ne sait lequel choisir et on y trouve d'excellent vin. Sur la place principale s'élève une magnifique statue équestre de l'empereur. C'est ici qu'il a prononcé son célèbre mot : « L'empire, c'est la paix, » sur la valeur duquel l'Europe n'a pas tardé à être édifiée. J'ai vu dans une vieille tour les effroyables momies d'une famille empoisonnée par des champignons ou abandonnée dans une oubliette pour y mourir de faim et dont les attitudes sont restées celles des convulsions de l'agonie; les cadavres ont été conservés par le sol tourbeux dans lequel ils avaient été ensevelis. On dit que l'empereur, en visitant cette repoussante exhibition, avait donné l'ordre positif de la faire disparaître.

De là je suis allé à Bayonne, Biarritz et Saint-Sébastien, dans cette région qui a vu les hauts faits des paladins de Charlemagne, à Tarbes, célèbre pour ses chevaux, et j'ai visité, dans les environs, les ruines du château féodal de Bidache, berceau de la famille de Gramont. A Toulouse, ville horriblement mal pavée, je me suis fait montrer le champ de bataille sur lequel notre « duc de fer » et le maréchal Soult ont été aux prises. J'ai passé une journée à Carcassonne, ville illustrée par la guerre des Albigeois et dont l'antique cité fortifiée du XIII^e^ siècle, parfaitement restaurée par les soins de l'empereur, qui est très curieux d'archéologie, est extrêmement intéressante. A Montpellier, qui était autrefois pour les Anglais ce qu'est Cannes aujourd'hui, j'ai trouvé un très mauvais temps et je suis rentré à Londres le 10 mai.

27 *mai*. — Le général confédéré Stonewall Jackson est mort des suites de blessures reçues au combat du 2; il avait dû être amputé d'un bras. Sa mort est d'autant plus triste qu'elle est due à ses propres soldats qui l'idolâtraient et ont tiré sur lui dans un bois, par méprise. C'est une grande perte pour l'armée du Sud à laquelle il avait inspiré la plus absolue confiance par ses succès. Il n'avait que trente-huit ans.

7 *juin*. — En France, les élections ont été peu favorables à l'empereur qui devient impopulaire ainsi que Persigny; l'opposition, qui, jusqu'à présent, se composait de cinq membres, en compte maintenant trente-cinq, tous républicains rouges. — 20 *juin*. — Les Français ont pris Puebla et marchent sur Mexico.

1er *juillet*. — Grand dîner à l'hôtel-de-ville, très brillant, mais trop long. Les principaux membres du parti conservateur s'y trouvaient et lord Derby a prononcé un excellent discours d'homme d'Etat, dans lequel il n'a donné aucun espoir de son retour aux affaires. — 5 *juillet*. — Il paraît que la séance de la Chambre des Communes où on a voté sur le rachat des bâtiments de l'Exposition a été extraordinairement orageuse. Sir Stafford Northcote a dû renoncer à parler et Disraeli n'a pu se faire entendre. Le discours de Gladstone a démontré que Palmerston avait trompé la Chambre en lui disant, pour en obtenir l'achat du terrain, que les entrepreneurs de l'Exposition s'engageaient à démolir les bâtiments s'ils n'étaient pas vendus au bout d'un certain temps. L'indignation a été grande; la Chambre exaspérée s'est levée en masse et, après un tumulte indescriptible, le gouvernement a été battu à une énorme majorité.

26 *juillet*. — On annonce d'Amérique que Vicksburg s'est rendu sans conditions le 4 ; la garnison de 31,000 hommes est prisonnière sur parole. Lee a pu passer le Potomac avec son artillerie ; l'insuccès de son expédition nuit à son prestige.

10 *septembre*. — *Heron-Court*. — Le duc de Gramont arrive de Folkestone pour dîner. Il est venu rendre visite à sa tante, lady Tankerville, qu'il n'avait pas vue depuis onze ans et il doit être à Vienne dans six jours. Il m'a dit qu'il viendrait bien quelque jour à Londres comme ambassadeur, mais pas tant que Palmerston serait au pouvoir, d'abord parce qu'il ne pourrait s'entendre avec un gouvernement whig et ensuite parce qu'il est mal avec l'ambassadeur d'Italie, d'Azeglio, tout-puissant sur Palmerston.

Le 5 octobre je suis parti pour Paris et, de là, j'ai fait une

excursion sur les bords de la Loire. J'ai visité Saumur, puis l'ancienne abbaye noble de Fontevrault transformée en prison. Dans les caveaux de ce monument, j'ai découvert les statues couchées, dans leurs vêtements royaux, de notre roi Henry II, de sa femme Eléonore de Guyenne, de leur fils Richard Cœur-de-Lion et d'Isabelle d'Angoulême, femme du roi Jean Sans-Terre. Ces intéressants spécimens de l'art du temps avaient été transportés là pendant la Révolution pour être soustraits aux fureurs populaires. L'idée m'est venue de délivrer ces grands Plantagenet de leur triste captivité et j'ai écrit à Persigny pour le prier de demander à l'empereur de céder à l'Angleterre ces effigies de nos rois, qui seraient évidemment heureux d'aller rejoindre à l'abbaye de Westminster leurs aïeux et leur postérité. Par suite de quelque erreur de la poste sa réponse ne m'est parvenue que trois mois après. Il m'exprimait le regret que le peu de cordialité régnant alors entre les deux gouvernements rendît le moment peu favorable à ma requête; mais il ajoutait que, si notre parti revenait aux affaires, l'empereur s'en souviendrait et me donnerait satisfaction. En effet, lorsqu'en 1866 lord Derby devint premier ministre pour la troisième fois, il fut informé que l'empereur s'était mis en mesure de tenir sa promesse, mais que, lorsqu'on avait voulu enlever les statues, la population du pays, qui jusque-là ne s'en était point souciée, avait manifesté une grande émotion et que l'empereur serait reconnaissant à lord Derby de le tenir quitte de ses engagements.

De Saumur je suis allé à Nantes, riche et belle ville qui doit une triste célébrité aux « mariages républicains » et autres horreurs commises par le féroce Carrier à l'époque de la Terreur, puis à Saint-Nazaire et au château de Clisson où l'on montre l'emplacement, marqué par un beau sapin, d'un grand puits dans lequel ont été enterrés vifs des prisonniers chouans en 1793. Le 1er novembre j'étais de retour en Angleterre.

1er *novembre*. — En Prusse les affaires vont mal pour le roi; les élections sont encore plus libérales que les dernières et il n'a plus la ressource d'une dissolution, en ayant fait

déjà trois dans l'année. Mais il persiste dans sa résolution d'organiser l'armée à son gré. — 7 *novembre*. — Les journaux anglais considèrent le discours de Napoléon comme très pacifique, mais je ne partage pas cette manière de voir. Sans doute il dit n'avoir pas l'intention d'intervenir quant à présent en faveur des Polonais; mais il demande un congrès européen chargé de régler la question polonaise et celle des autres nationalités, ajoutant que les traités de 1815 ne sont plus valables et que, si les grandes puissances refusent de former un congrès, la guerre éclatera tôt ou tard. Les journaux de Paris trouvent ce langage menaçant et il en est résulté de la baisse. — 12 *novembre*. — L'empereur Napoléon a adressé à toutes les cours une circulaire relative au congrès; mais, comme il parle de sacrifices que chacun devra faire à l'intérêt général, je doute qu'elles mettent un grand empressement à répondre à une invitation faite d'ailleurs sur un ton impérieux et agressif. Victor-Emmanuel a aussitôt envoyé son adhésion par le télégraphe ; son empressement montre qu'il espère gagner quelque chose au remaniement de l'Europe. On demandera sans doute à l'Angleterre de céder Gibraltar.

16 *novembre*. — Le roi de Danemark est mort et le prince Christian lui succède en vertu du traité de 1852. — 29 *novembre*. — M. Seymour Fitzgerald, qui arrive de Paris, dit qu'on y est fort irrité du refus de notre gouvernement de prendre part au congrès et surtout du ton insolent de la dépêche de lord Russell à ce sujet. Je l'ai lue aujourd'hui dans la *Gazette* et je ne suis pas surpris du mécontentement des Français, car, non seulement cette réponse est fort peu courtoise, mais encore elle a été publiée dans le *Times* avant d'avoir été transmise à Drouyn de l'Huys ! — 5 *décembre*. — J'arrive de Windsor où la reine m'avait fait demander pour m'entretenir de la question danoise qui la préoccupe fort; elle m'a dit qu'elle ne s'en prenait pas à moi, sachant bien que je n'avais pu faire autrement en 1852 que de signer le traité élaboré par Palmerston. — 7 *décembre*. — Sir Augustus Paget écrit qu'il ne peut quitter Copenhague en ce moment. L'Autriche et

la Prusse menacent le Danemark d'une occupation fédérale et le roi Christian a retiré la patente par laquelle il donnait une constitution au Holstein, ce qui n'était autre chose que l'incorporer au Danemark. Le Sleswig offre un contingent de 35,000 hommes au roi si les troupes austro-prussiennes passent l'Eider et entrent sur son territoire. — 31 *décembre*. — Les troupes fédérales sont entrées dans le Holstein et y ont été reçues avec acclamation. — En Amérique, les Sudistes ont été mis en déroute par le général Grant et ont perdu soixante pièces de canon.

ANNÉE 1864.

9 *janvier*. — La princesse de Galles est heureusement accouchée d'un prince. Comme l'événement n'était attendu qu'au mois de mars, aucun préparatif n'avait été fait à Frogmore où elle se trouvait : pas de garde, pas de layette, pas de médecin. C'est le docteur Brown, de Windsor, qui l'a accouchée, ce qui lui vaudra, dit-on, le titre de chevalier et 500 livres sterling. Lady Macclesfield se trouvait heureusement être de service et, comme elle a eu quantité d'enfants, elle a été d'un grand secours. Lord Granville était là par hasard, étant venu pour dîner avec le prince et on n'a pas eu le temps de mander d'autres ministres, car la princesse n'a pas souffert plus de trois heures ; elle avait été prise des douleurs à quatre heures, en revenant de voir patiner. — Disraeli est venu causer avec moi des dispositions à prendre si notre parti revenait au pouvoir. Il ne se soucie pas d'entrer aux affaires étrangères, car il veut rester *leader* à la Chambre des Communes et il est impossible de suffire à ce double travail ; le Foreign-Office, je le sais par expérience, prend à lui seul dix heures par jour en moyenne.

19 *janvier*. — L'Autriche et la Prusse sont résolues à envahir le Sleswig si le roi de Danemark ne révoque pas la constitution du 18 novembre. Leurs envoyés ont présenté

une note à cet effet le 16 et, sur une réponse défavorable, ont quitté Copenhague hier.

George B. Mathew, chargé d'affaires à Costa-Rica, à lord Malmesbury.

San-José de Costa-Rica, 20 janvier 1864.

Cher lord Malmesbury,

. . . . . .

. . . . . .

Depuis deux ans les affaires du Mexique ont exercé une grande influence sur les petites républiques dans lesquelles je vis. Un rêve de protectorat français ou d'annexion à un empire mexicain ultra-catholique, chimère entretenue d'une façon aussi imprudente qu'indécente par le chargé d'affaires français, a induit le Guatemala et son allié soudoyé, le Nicaragua, à entreprendre une guerre sanglante avec le Salvador et le Honduras. Le parti clérical, tout-puissant en Guatemala, où il s'incarne dans la personne d'un Indien débauché, a réussi à provoquer dans les deux Etats voisins la chute de gouvernements à tendances constitutionnelles qui avaient commis l'acte sacrilège de mettre le clergé sur le pied d'égalité devant la loi avec les autres classes de la société. Plusieurs membres de ces gouvernements ont été massacrés et d'autres, parmi lesquels le dernier président du Salvador, Barrios, ont dû prendre la fuite. Assurément, ce serait un bienfait pour l'humanité et la civilisation de voir ces pays-ci gouvernés par la France, ou par toute autre puissance, mais M. de Cabarras, en marchant dans la voie suivie par M. Dubois de Saligny, ne prend pas le bon moyen de populariser cette idée. Présenter les plus grands excès d'arbitraire, de despotisme, d'iniquité et de cruauté comme le règne de la religion, de la loi et de la justice et qualifier de révolutionnaires les ennemis de ce régime, ce n'est assurément pas le moyen de parvenir à ses fins.

Je suis bien aise d'apprendre par les journaux que l'empereur apprécie enfin à leur juste valeur les renseignements de M. Dubois ; ils auront coûté cher à la France. Cependant, si les lois civiles et religieuses françaises sont mises en vigueur au Mexique, si des hommes comme Miramon, Marquez et autres qui, achetés par le clergé et sans influence réelle sur le pays, ont déshonoré leur cause par leurs cruautés, si ces hommes, dis-je, sont expulsés du Mexique, il sera facile à la France de s'entendre avec le parti national mexicain Je connais assez le caractère honnête et humain de Juarez, qui ne pèche que par entêtement et par ignorance, pour être assuré qu'on obtiendrait de lui dans ces conditions une soumission sans réserve . . . . . .

Toute l'Europe est intéressée à ce que la France établisse son protectorat au Mexique, car ce pays lui servira mieux que l'Algérie d'exutoire pour les cerveaux brûlés ; mais, si la paix ne se fait pas, nous verrons bientôt le peu scrupuleux gouvernement de Washington déverser dans ce pays ses soldats licenciés et sans emploi quand la guerre civile aura pris fin.

L'horizon me paraît aussi chargé de nuages en Europe que de ce côté de l'Atlantique. On ne peut lire sans indignation le récit des horreurs perpétrées en Pologne. J'ai été autrefois à Rome dans des termes familiers avec l'empereur Alexandre et je n'ai pas connu de cœur plus généreux ; mais il a dans le caractère de la faiblesse et de l'irritabilité qui auraient besoin d'être combattues par un bon entourage. La haine sauvage que la vieille noblesse russe porte aux Polonais est aussi profonde qu'elle est inexplicable. . . . — Votre très dévoué.

G. B. Matthew.

24 *janvier*. — Je viens d'être fort malade et pendant un mois je n'ai vécu que d'opiacés. Lord Derby est venu me voir pour me donner un aperçu du discours qu'il compte prononcer à l'ouverture de la session et qui est naturellement une attaque contre la politique étrangère de lord Russell. Il prend parti pour le Danemark. — 25 *janvier*. — La Prusse et l'Autriche refusent au gouvernement danois le délai qu'il demandait pour consulter son Parlement et vont immédiatement envahir le Sleswig. — 27 *janvier*. — Le *Standard* de ce matin dit qu'au conseil de lundi, les ministres ont pris une grande décision au sujet du conflit dano-allemand. Il a été notifié aux cabinets de Berlin et de Vienne que l'invasion du Sleswig provoquerait une attitude hostile de la part de l'Angleterre : le gouvernement français est d'accord avec le nôtre sur ce point et on espère que cette entente fera renoncer à leur dessein les puissances germaniques. — 29 *janvier*. — Le *Standard* avait annoncé la retraite de lord John Russell qui serait en désaccord avec ses collègues et pencherait vers le parti allemand; cette nouvelle est fausse. L'armée austro-prussienne est en marche vers l'Eider et les Danois se préparent à résister; ils ont peu de chance de succès si la France et l'Angleterre ne viennent pas à leur secours. Ici on y serait assez disposé, tant dans la nation que dans le gouverne-

ment, mais la reine ne veut pas entendre parler de guerre avec l'Allemagne.

6 *février*. — Dans leur attaque sur Jagel le 3, les Autrichiens ont été repoussés avec des pertes sérieuses, mais, depuis lors, les Danois ont subi des échecs. La presse prussienne déclare que la guerre met fin aux traités et que le Sleswig-Holstein est d'ores et déjà irrémédiablement séparé du Danemark. — 9 *février*. — Grand combat à Flensburg; des barricades étaient élevées dans les rues et les Autrichiens ont perdu 1100 hommes. Les troupes danoises se sont réfugiées à l'île d'Alsen, mais le chenal n'ayant que mille mètres de largeur, elles n'y sont pas à l'abri du canon. Il a été décidé à Vienne, dans un conseil présidé par l'empereur, que le traité de 1852 ne serait plus admis comme base de négociations. J'ai pris la parole à la Chambre des lords pour expliquer la part que j'avais prise à la conclusion de ce traité. Lord Russell a avoué, en réponse à mes questions, que l'Angleterre n'avait reçu aucune garantie de la Prusse et de l'Autriche pour l'évacuation du Sleswig en échange des concessions du roi de Danemark, mais il a déclaré que ces puissances étaient tenues par traité de respecter l'intégrité de la monarchie danoise. En représailles de cette violation de la foi jurée, je voudrais que l'Autriche perdît la Vénétie. — 11 *février*. — Le duc d'Augustenbourg est proclamé prince régnant dans le Holstein et le Sleswig, sans que les confédérés germaniques y mettent opposition, ce qui rend évidente leur intention de ne pas restituer les duchés au Danemark.

21 *février*. — Lord Russell a dit au ministre du Danemark, M. Bille, que le roi Christian ne devait pas compter sur l'appui matériel de l'Angleterre, même en cas d'invasion du Jutland, et les Allemands allassent-ils à Copenhague. — 23 *février*. — Les Prussiens ont attaqué Düppel, place forte du continent, et ont été repoussés avec des pertes sérieuses. — 24 *février*. — Le gouvernement a eu la majorité à la Chambre des Communes sur la question danoise; lord Palmerston, malade de la goutte, est sorti de son lit à l'appel de ses collègues fort inquiets et est arrivé après

le vote, se traînant à peine. L'Autriche et la Prusse consentent à une conférence qui se réunirait à Londres, mais sans que les opérations soient suspendues. — 1er *mars*. — J'ai dîné chez la princesse de Galles ; elle m'a dit que la santé de son père et de sa mère souffre beaucoup des soucis dont ils sont accablés. — 9 *mars*. — Lord Derby est très préoccupé et ne sait quel parti prendre sur la question danoise ; tous les tories et lui-même sont très Danois, mais la cour est essentiellement allemande. Tout le monde parle du refus du comte Bernstorff de boire à la santé du roi de Danemark au banquet donné hier au palais pour le baptême du jeune prince royal. Lui nie absolument le fait et donne un démenti officiel à l'assertion de lord Russell.

La comtesse de Flahault à lord Malmesbury au sujet de la mort du duc de Morny [1].

Paris, 11 mars 1864.

Hélas ! mon cher lord Malmesbury, tout est fini depuis hier à huit heures du matin et je n'ai plus qu'à vous remercier de votre sympathie qui nous est chère. Nous sommes accablés par un malheur si imprévu, mais M. de Flahault a supporté avec beaucoup de courage et de fermeté cette triste épreuve et va, je l'espère, pouvoir prendre quelque repos. Vous qui connaissiez bien Auguste, vous savez à quel point il méritait notre affection et vous comprendrez tout ce que sa famille perd en lui. A Paris la consternation est générale et ce fatal événement prend les proportions d'une calamité publique. L'empereur est profondément affecté et a passé deux heures au chevet du lit autour duquel nous étions tous rassemblés.

Adieu, mon cher lord Malmesbury, croyez-moi bien sincèrement à vous.

M. M. de Flahault, K. N.

P. S. — Je ne dois pas oublier de vous dire que l'impératrice est venue aussi et a été pleine de bonté.

12 *mars*. — J'ai été présenté au nouvel ambassadeur de

1. Le général de Flahault, père de M. de Morny, était alors grand chancelier de la Légion d'Honneur.

France, le prince de la Tour d'Auvergne, qui m'a paru fort emphatique. Il est très mécontent de l'Angleterre dont le devoir, dit-il, est d'aller au secours du Danemark, que l'empereur Napoléon serait disposé aussi à défendre si nous voulions nous mettre avec lui. A mon avis, ni son armée ni la nôtre, n'étant armées du fusil à aiguille, ne sont en état de soutenir une guerre contre la Prusse.

12 *avril.* — Garibaldi est arrivé à Londres où il a reçu un accueil enthousiaste; il est descendu à Stafford-House. — 13 *avril.* — Nous avons dîné à Stafford-House pour voir Garibaldi. Les convives étaient les Palmerston, les Russell, les Gladstone, les Argyll, les Shaftesbury et autres whigs : pas d'autres conservateurs que les Derby et nous-mêmes. Je crains que notre présence à ce dîner ne soit un pas de clerc qui mécontentera notre parti. Au surplus, lady Shaftesbury m'a dit venimeusement que nous étions tombés dans un piège, à quoi j'ai répondu que j'avais grande obligation à ceux qui nous l'avaient tendu, car j'aurais été très fâché de ne pas avoir l'occasion de rencontrer Garibaldi. Après le dîner, la duchesse douairière de Sutherland a emmené celui-ci dans son boudoir où il a fumé, à la stupéfaction générale, car cette pièce, magnifiquement meublée et tendue des plus riches étoffes, est considérée dans l'entourage de la duchesse comme un sanctuaire où peu de mortels ont le privilège d'être admis; permettre d'y fumer est de sa part une marque de faveur inouïe.

18 *avril.* — J'ai dîné chez les Clanricarde avec Garibaldi et nous avons fumé un cigare ensemble. Il a parlé fort judicieusement et, loin d'être fier de tout le bruit que l'on mène autour de lui, il manifeste la crainte que cela ne le rende ridicule. Sir Robert Peel a dit qu'il ne croyait pas possible de soustraire Rome au joug pontifical, que Garibaldi pourrait bien en chasser le pape, mais qu'un autre le remplacerait et que ce serait ainsi tant que durerait la religion catholique. Garibaldi a répliqué : « Vous l'avez bien fait, cependant. » Quelqu'un ayant dit que la carrière de Napoléon III était plus heureuse que celle de son oncle, Garibaldi a dit : « Il faut attendre la fin. » — Düppel est

pris avec de grandes pertes du côté des Danois. — 20 *avril*. — Garibaldi quitte l'Angleterre vendredi; c'est à cette condition seulement que l'empereur des Français prendra part à la conférence. Il doit y avoir quelque intrigue sous roche. M. Ferguson, le chirurgien, a écrit au duc de Sutherland une lettre rendue publique dans laquelle il dit qu'un voyage à Manchester serait funeste à la santé de Garibaldi; d'autre part, le Dr Basile, médecin de Garibaldi, publie une autre lettre affirmant que celui-ci est parfaitement en état de supporter la fatigue d'une tournée dans les villes manufacturières. Cette lettre a sans doute été écrite à l'instigation de Garibaldi, mécontent de celle de M. Ferguson.

Le 6 mai je suis parti pour Paris, deux jours après pour Lyon d'où j'ai descendu le Rhône jusqu'à Arles, vieille ville dont la population est évidemment originaire d'Italie. La beauté des Arlésiennes est proverbiale; par contre, j'ai remarqué que les hommes sont remarquablement laids et mal bâtis. L'amphithéâtre romain, dont les tours ont été ajoutées au moyen âge, est fort intéressant. J'ai visité le vieux château féodal des Baux, situé à douze milles environ de la ville, dans un pays aride, au sommet d'un côteau de grès jaunâtre brûlé par le soleil, sans autre végétation que quelques cyprès et grenadiers. La vue que l'on a de ce plateau est splendide; on découvre de vastes plaines dans lesquelles Charles Martel a battu les Sarrasins et auxquelles un curieux effet de mirage donne l'aspect de la mer. Je suis allé de là à Grenoble; puis au Grand-Saint-Bernard et à Berne où mon frère est ministre d'Angleterre. Je suis revenu par le chemin de fer de Bâle à Paris, où j'ai eu une conversation intéressante avec Drouyn de l'Huys; j'y ai appris la mort du duc de Malakoff, attribuée en partie au souci que lui a causé une insurrection qui vient d'éclater dans son gouvernement d'Algérie. Le 1er juin j'étais de retour à Londres, et je dînais chez les Derby dont le second fils, Frédéric Stanley, avait épousé la veille lady Constance Villiers.

20 *juin*. — Les journaux d'aujourd'hui donnent le

compte rendu d'un engagement naval qui a eu lieu dans les eaux de Cherbourg entre le célèbre coureur des blocus l'*Alabama* et le vaisseau américain le *Kearsage*. Au bout d'une heure l'*Alabama* a coulé ; l'équipage a été en grande partie sauvé par un vapeur anglais qui a ramené à Southampton le commandant, treize officiers et beaucoup de matelots.

27 *juin*. — L'armistice entre les Allemands et les Danois ayant pris fin, les Prussiens ont ouvert le feu sur l'île d'Alsen. A la Chambre des lords, devant une assistance considérable, le gouvernement a fait sa déclaration relativement à la guerre. Pendant la première demi-heure on n'a rien entendu du discours de lord Russell, mais j'ai fini par comprendre qu'on voulait la paix et qu'on abandonnait les Danois. Lord Derby qui était là, quoique malade de la goutte, a répondu et a engagé son parti à ne pas prolonger la discussion. — 29 *juin*. — Tout le monde parle de la ridicule conclusion du discours de lord Palmerston. « Si le gouvernement voyait un jour Copenhague exposé aux horreurs d'un assaut, à la destruction de la propriété, au massacre de ses habitants pacifiques, à la confiscation et au pillage, à la capture du souverain comme prisonnier de guerre, si ces événements devenaient possibles, il prendrait assurément en considération la situation de ce pays. »

8 *juillet*. — A la place de lord Derby, qui est en proie à une cruelle attaque de goutte, j'ai présenté aujourd'hui à la Chambre des lords une motion contre la politique étrangère du cabinet. Le duc d'Argyll a répondu, lord Brougham lui a répliqué et nous avons eu neuf voix de majorité. Aux Communes, où la même motion avait été présentée par Disraëli, le gouvernement a eu dix-huit voix de majorité.

Le 27 septembre, je suis parti pour Lyon et Avignon où j'ai trouvé un froid si vif que je me suis réfugié à Aix-les-Bains. La température n'y était pas meilleure et je suis revenu à Paris, où il faisait beaucoup plus chaud. Le 19 octobre je repartais pour Londres, Lady Malmes-

bury et moi avons passé un mois à faire des visites à la campagne chez différents amis : les Disraëli, les Charteris, sir William Rose, *etc.* En passant à Salisbury nous avons eu la curiosité de visiter l'ancienne maison de ma famille, sombre et lugubre demeure qui contient cinquante et une chambres. Nous sommes arrivés à Heron-Court par une grosse neige.

23 *novembre.* — En chassant, j'ai reçu dans la figure un coup de fusil et j'ai dû garder le lit plusieurs jours. — 30 *novembre.* — Les nouvelles d'Amérique sont défavorables aux confédérés. — 20 *novembre.* — On dit que l'empereur des Français nous offre une alliance défensive au cas où nous serions en guerre avec l'Allemagne.

ANNÉE 1865.

14 *janvier.* — Nous quittons brusquement Heron-Court, ainsi que nos hôtes, lady Malmesbury ayant appris que sa mère venait d'être frappée de paralysie. — 18 *janvier.* — *Londres.* — Lady Tankerville est morte en trois jours; l'abbé Tourzel lui a administré l'extrême-onction et elle a donné des signes de connaissance pendant la cérémonie. C'était une femme remarquable que nous pleurons tous sincèrement. — 26 *janvier.* — Lady Willonghby d'Eresby, amie intime de ma belle-mère, est morte aujourd'hui. Ces deux dames, lady Jersey, et lady Palmerston étaient extrêmement liées; elles étaient du même âge, avaient fait en même temps leur entrée dans le monde, s'étaient mariées en même temps et avaient été pendant quarante ans les reines du monde élégant.

4 *mars.* — Charleston a été évacué le 17 février par les confédérés qui y ont laissé deux cents bouches à feu. — Tout Londres est en émoi au sujet des termes dans lesquels le corps diplomatique a été invité à la réception de la reine. Autant que j'ai pu comprendre, les invitations étaient ainsi conçues : « La reine recevra avec plaisir à Buckingham-Palace le corps diplomatique *mâle et fe-*

melle. » A la cour chacun se rejette la responsabilité de cette bévue. Les diplomates ont communiqué leurs cartes d'invitation à leur cour respective, de façon que le monde entier en sera informé et daubera là-dessus, les mots *mâle* et *femelle* en français ne s'appliquant qu'aux animaux. — 15 *avril.* — Tout est fini pour les confédérés. Après trois jours de lutte désespérée, Grant et Sheridan ont réussi à tourner l'aile droite de Lee et à le jeter dans Pittsburg; celui-ci a perdu beaucoup d'hommes et de canons. — 25 *avril.* — Le tzarévitch est mort hier. La princesse Dagmar, sa fiancée, qui avait exprimé le désir de le voir, est arrivée la veille de sa mort.

26 *avril.* — Le président Lincoln a été assassiné au théâtre à Washington; il a reçu une balle dans la tête. L'assasin, un acteur nommé Wilkes Booth, s'est fait introduire dans la loge présidentielle sous prétexte de remettre à Lincoln des dépêches du général Grant et a tiré avec un pistolet à deux coups; puis il a sauté sur la scène en brandissant un poignard et en s'écriant : *Sic semper tyrannis.* Il a été arrêté. En même temps un attentat était commis sur la personne du vice-président, M. Seward. — 1er *mai.* — L'empereur des Français est parti pour l'Algérie en dépit des représentations de ses ministres; sa santé est ébranlée et il va boire des eaux reconstituantes. On dit qu'il a été vivement frappé par l'assassinat de Lincoln; jusqu'à présent il craignait le poignard et non le pistolet. — 12 *mai.* — Je suis parti pour aller visiter l'Exposition de Paris. Cette ville a atteint l'apogée de sa magnificence et elle est la merveille du monde. Mais on y est consterné des nouvelles reçues du Mexique. Juarez a remporté des avantages sur les Français et, maintenant que la guerre d'Amérique prend fin, un grand nombre d'aventuriers quittent l'armée fédérale pour rejoindre les bandes de Juarez qui sera ainsi en état de tenir tête à Maximilien et à ses alliés français. — 29 *mai.* — Le parti confédéré est absolument écrasé, en dépit de son héroïque résistance; on s'attend à ce que Jefferson Davis soit fusillé par le gouvernement fédéral ou *lynché* par la populace.

11 *juillet*. — Nous avons dîné chez la duchesse de Wellington avec la reine des Pays-Bas qui m'a beaucoup parlé de politique dont elle s'occupe fort. — Les élections sont mauvaises pour nous; au lieu de gagner une trentaine de sièges comme nous y comptions, nous en perdons quinze, dont plusieurs de nos meilleurs, en sorte que nous n'avons pas grande chance de rentrer aux affaires. Il faut que nos agents aient été stupides et notre parti est très découragé. Les whigs n'ont rien gagné, c'est le parti radical qui s'est accru.

Le 1er octobre je suis parti pour passer trois semaines en Bretagne. Le 19 à Nantes, j'ai appris la mort de lord Palmerston, survenue la veille à onze heures du soir. Il s'était affaibli peu à peu et s'est éteint sans souffrir. Je me souviendrai toujours de l'extrême bienveillance qu'il me témoignait dans la vie privée et que j'attribue à son affection pour mon grand-père dont il avait été le pupille. Quoique différant d'opinion politique avec lui, je le considère comme un de nos plus grands ministres; il était remarquable pour sa profonde connaissance des caractères des nations étrangères et pour la netteté de son esprit; sachant toujours ce qu'il voulait, il marchait au but avec une détermination et un courage admirables. De longtemps, nous ne verrons pas son pareil. Il était Anglais jusqu'à la moelle des os.

23 *octobre*. — J'arrive à Londres et je trouve lord Russell premier ministre. — 27 *octobre*. — Les funérailles de Palmerston ont eu lieu aujourd'hui et, sur le désir de la reine, il a été enterré à Westminster, à côté de lord Canning.

Lord Derby à lord Malmesbury.

Knowsley, 6 novembre 1865.

Mon cher Malmesbury,

Je veux vous écrire depuis quelque temps, mais vous savez que je n'ai pas eu un moment à moi la semaine passée et maintenant je me trouve aux prises avec un arriéré que je ne suis pas encore parvenu à liquider. Notre réception du prince et de la princesse de Galles s'est très bien passée, sans le moindre accroc; le temps a été magnifique, sauf un seul jour, et l'enthousiasme

manifesté à Liverpool est indescriptible. Tout était parfaitement organisé et, dans cette foule de deux cent cinquante mille personnes, il ne s'est pas produit le moindre accident. Le prince et la princesse se sont montrés parfaitement aimables, sans souci de l'étiquette, mettant chacun à son aise ; ils étaient très gais et se sont dits très satisfaits de leur visite. Bien que la saison ne soit pas tout à fait assez avancée, je me suis arrangé de façon à ménager à S. A. R. deux bonnes journées de chasse ; le premier jour, avec cinq fusils, on a tué 717 pièces, dont 280 faisans et le second jour, où le prince a tenu à chasser malgré la pluie, on en a tué 967, dont 440 faisans, avec six fusils. . . Deux mots de politique. Quelques personnes pensent que la solution des difficultés est dans une fusion ; je suis de leur avis, mais je ne vois pas clairement sur quelle base elle pourrait s'effectuer. Si ma retraite devait faciliter la constitution d'un parti conservateur homogène, je n'hésiterais pas à me mettre à l'écart.

On parle d'un bill de réforme que déposerait le gouvernement, assez modéré pour que nous puissions le voter. Mais alors il le serait trop pour Bright, Baines et Cie, à moins de leur être présenté comme un simple à-compte, auquel cas nous ne pourrions guère lui donner notre appui et, entre deux selles, le cabinet tomberait par terre. Notre politique se réglera sur la sienne et, jusque-là, nous ne pouvons prétendre à être fixés sur l'attitude à prendre.

16 *novembre*. — La princesse Hélène [1] épouse le second fils du duc d'Augustembourg ; la reine leur prête Frogmore et ils habiteront l'Angleterre.

17 *novembre*. — Une insurrection a éclaté à la Jamaïque. Il paraît que le projet des mutins était de se livrer à un massacre général de la population blanche du sexe masculin et de se partager les propriétés et les femmes. Mais l'arrestation de l'un des meneurs a occasionné un mouvement prématuré qui a été réprimé par une vigoureuse action des autorités. Les généraux O' Connor et Nelson ont fait preuve d'une grande fermeté et le principal meneur a été pendu. — 10 *décembre*. — Les négrophiles demandent le rappel du gouverneur Eyre dont le courage a sauvé la Jamaïque; le ministre, M. Cardwell, a fort honorablement refusé. Nul homme n'a été plus maltraité que M. Eyre et nul ne mériterait davantage d'être récompensé ; mais il

1. Seconde fille de la reine.

faut bien compter avec l'humanitarisme à la mode. — 14 *décembre*. — Le gouvernement a cédé à la pression anti-esclavagiste et a suspendu M. Eyre jusqu'à ce qu'une enquête soit faite : belle récompense pour un homme qui a fait son devoir.

ANNÉE 1866.

11 *janvier*. — Le général Prim, un des meilleurs généraux espagnols, a fait un *pronunciamento*. Le général Zabala est envoyé contre lui et l'état de siège est proclamé en Catalogne et en Aragon; à Madrid on a fermé les cercles et les théâtres. — 6 *février*. — La reine a ouvert la session aujourd'hui. Elle est venue au Parlement dans son carosse de gala à huit chevaux isabelle,comme de coutume, mais elle n'avait pas revêtu son costume royal qui avait été déposé sur le trône et c'est le lord chancelier qui a lu son discours[1]. Je n'ai pu assister à la cérémonie, étant pris de la goutte. Le ministère a été vivement attaqué sur la négligence qu'il a montrée à l'égard de la peste bovine. J'ai le regret d'apprendre que lord Russell paraît vieilli et fatigué.

17 *février*. — Le gouvernement a demandé aux deux Chambres la suspension de l'Habeas Corpus en Irlande où la conspiration des fenians prend un caractère alarmant. Les Communes l'ont accordée par 364 voix contre 6; avant cinq heures les lords l'avaient votée et elle était immédiatement envoyée à la signature de la reine à Osborne. — 18 *février*. — Un groupe peu important de conservateurs tente de remplacer lord Derby à la tête du parti par lord Stanley ou Disraeli, sans l'aveu, je crois, de l'un ni de l'autre. J'ai été sondé à ce sujet par un des conspirateurs, mais je l'ai reçu de telle sorte qu'on n'y reviendra plus.

19 *février*. — Une dame, qui arrive de Paris, me conte qu'à un bal des Tuileries madame Korsakoff portait une

1. C'était la première fois qu'elle paraissait au Parlement depuis la mort du prince Albert.

robe décolletée presque jusqu'à la ceinture, avec une très longue traîne sur laquelle un homme vint à marcher: « Fichu maladroit! » lui dit-elle avec humeur. « Madame » a-t-il répondu, « le fichu serait mieux placé sur vos épaules que dans votre bouche ».

12 *mars*. — Gladstone a présenté son bill de réforme aujourd'hui. Il ne remanie pas la distribution des sièges, mais se borne à traiter la question de franchise et donne la prépondérance aux villes au détriment des comtés; on le qualifie plaisamment de *bill à un coup*. Il a été mal accueilli par la Chambre et l'on ne pense pas qu'il passe. — 20 *mars*. — Lord Grosvenor a proposé aux Communes un amendement ainsi conçu : « La Chambre juge qu'il est inopportun de discuter la réduction de la franchise en Angleterre et dans le pays de Galles avant que le gouvernement ait complété son projet de loi sur la réforme. » Il a été très applaudi par l'opposition et les ministres sont furieux de l'amendement et de ce qu'il ait été présenté par le fils d'un des principaux pairs whigs. C'est pour eux le premier symptôme de désertion et ce ne sera pas le dernier.

30 *mars*. — Le bruit court d'une guerre entre l'Autriche et la Prusse au sujet du Holstein que cette dernière puissance voudrait s'annexer; c'est l'histoire des deux larrons.

13 *avril*. — Discussion intéressante hier soir aux Communes. Gladstone n'a pas donné d'éclaircissements et s'est borné à des personnalités injurieuses envers M. Lowe qui a répondu avec verve; lord Grosvenor a fort bien présenté son amendement et lord Stanley l'a appuyé par le plus beau discours qu'il ait encore fait. — 23 *avril*. — Chaque jour diminue les chances de victoire du cabinet sur la seconde lecture du bill de réforme. J'ai dit à lord Derby que l'état de ma santé ne me permettrait pas de me charger des affaires étrangères et il a été assez aimable pour me répondre que ce sera une difficulté de plus pour lui. Il donnera, je pense, ce département, à lord Stanley, si toutefois nous entrons aux affaires, ce qui me paraît peu probable; nous avons une majorité moins forte qu'en 1852 et 1858 aux Communes et je ne vois pas de possibilité d'une coalition

pour nous fortifier. — 28 *avril*. — Le gouvernement n'a eu que cinq voix de majorité en seconde lecture.

1er *mai*. — La guerre est dans l'air et je crains que l'Autriche ne marche vers un désastre; la Prusse s'alliera évidemment avec l'Italie et le comte Apponyi soupçonne que Napoléon lui prêtera son concours en échange des provinces rhénanes. — 3 *mai*. — Lady Augustus Loftus, ambassadrice à Vienne, qui arrive de Berlin, dit que Bismark est le seul en Prusse à désirer la guerre. — 4 *mai*. — M. Rouher déclare que la France gardera une stricte neutralité et que, si l'Italie s'attaque à l'Autriche, ce sera à ses risques et périls. Il est positif que, depuis un mois, l'Italie fait des préparatifs militaires qui ont, naturellement, provoqué des mesures défensives de la part de l'Autriche. La Prusse prétend empêcher cette puissance d'augmenter le corps d'occupation de la Vénétie; c'est absolument comme si la France s'opposait à ce que nous envoyions des troupes en Irlande.

8 *mai*. — Les chances de paix diminuent tous les jours. Le discours de Napoléon à Auxerre encouragera le parti de la guerre : « Ce département a été le premier à me donner ses suffrages en 1848, sachant, avec la majorité de la nation, que ses intérêts étaient les miens et que, comme elle, je détestais les traités de 1815 que l'on cherche maintenant à donner pour base à la politique étrangère. » Ces paroles ont causé à Paris une grande consternation et personne ne doute qu'une entente n'existe entre M. de Bismark, la France et l'Italie contre l'Autriche. Le bruit court aussi que ce paragraphe relatif aux traités de 1815 a été rajouté après coup au *Moniteur*, ce qui serait encore plus grave. — 12 *juin*. — Le comte Karolyi, ambassadeur d'Autriche à Berlin, a été rappelé par son gouvernement qui considère l'ingérence de la Prusse dans les affaires du Holstein comme une infraction au traité de Gastein et un *casus belli*. M. Rouher a lu au Corps législatif une lettre de l'empereur à M. Drouyn de l'Huys, dans laquelle se trouve ceci : « Si la conférence s'était réunie, la France y aurait déclaré répudier toute idée d'accroissement territorial, tant que l'équilibre européen serait respecté. Mais il n'en serait pas

de même si la carte de l'Europe devait être modifiée au profit d'une grande puissance; en conséquence, la France continuera à observer une neutralité attentive. » — 16 *juin*. — On annonce l'entrée des Prussiens en Hanovre et en Saxe, ce qui est le commencement de la guerre.

19 *juin*. — Le gouvernement a été battu hier à une majorité de onze voix sur un amendement au bill de réforme. — 20 *juin*. — Gladstone a annoncé qu'à la suite du vote de la veille, le cabinet avait à consulter la reine qui est à Balmoral et que le Parlement était ajourné à lundi. Lord Russell a fait la même déclaration à la Chambre des lords. — 22 *juin*. — Il y aura demain une discussion sur les affaires étrangères et, si l'attaque dirigée contre lord Clarendon réussit, ma politique de 1859 sera justifiée. On montrera ainsi combien il est injuste d'accuser le parti tory de n'avoir pas su empêcher la guerre d'Italie, alors qu'il en est de même aujourd'hui pour les whigs au sujet de la guerre d'Allemagne.

25 *juin*. — L'armée italienne commandée par le roi et l'armée autrichienne sous les ordres de l'archiduc Albert ont engagé près de Vérone, à Custozza, une bataille qui a duré toute la journée et s'est terminée par la défaite des Italiens, lesquels ont repassé le Mincio.

27 *juin*. — Lord Russell et Gladstone ont annoncé aux deux Chambres la démission du ministère.

Voici le résumé de cette crise parlementaire. Après la mort de Palmerston, qui avait suivi de près la dissolution, le ministère libéral s'était trouvé à l'ouverture de la session avec une soi-disant majorité de soixante et dix voix que l'on croyait acquises à lord Russell; mais cette majorité était dans les idées de Palmerston, c'est-à-dire opposée à tout bill de réforme. Celui qu'a proposé le gouvernement, tout fait de pièces et de morceaux, a, dès l'abord, déplu à la Chambre; la manière impérieuse de Gladstone lui a encore fait du tort et, finalement, le cabinet a été battu par onze voix. Il n'a pas osé recourir à une dissolution de crainte qu'elle ne lui fût pas favorable et la reine, qui se trouvait à Osborne, n'ayant pas voulu abréger son séjour, le pays

est resté un mois avec un gouvernement provisoire. Enfin, la reine est revenue et a fait appeler lord Derby qui a d'abord essayé de s'entendre avec un groupe de whigs et a fait des offres dans ce sens à lord Clarendon et au duc de Somerset. Sur le refus de ceux-ci, il s'est décidé à gouverner avec les seuls conservateurs et a constitué le ministère suivant : chancelier, lord Chelmsford; président du conseil, le duc de Buckingham; lord du sceau privé, lord Malmesbury; intérieur, M. Walpole; affaires étrangères, lord Stanley; guerre, le général Peel; marine, sir John Pakington; colonies, lord Carnarvon; département de l'Inde, lord Cranborne; département de l'Irlande, lord Naas; commerce, sir S. Northcote; travaux publics, lord John Manners; chancelier de l'Echiquier, M. Disraeli.

28 *juin*. — On dit les Prussiens battus à Josefstadt. — 1er *juin*. — Les nouvelles d'Allemagne sont très contradictoires; le comte Apponyi prétend qu'en dépit des apparences défavorables, Benedeck est satisfait de la tournure que prend la guerre et qu'une grande bataille est imminente. Le duc de Richelieu dit qu'à Paris l'opinion publique est favorable aux Autrichiens et que les soldats avaient voulu illuminer à la nouvelle de la bataille de Custozza. Voilà qui empêchera sans doute l'empereur d'intervenir.

2 *juillet*. — Les affaires vont mal pour l'Autriche qui a eu le dessous dans plusieurs engagements. Le fusil à aiguille donne un grand avantage aux Prussiens ; il se charge par la culasse et tire au moins cinq coups pour un des fusils de l'ancien système. — 5 *juillet*. — Les Autrichiens ont été battus à Koeniggraetz. La bataille a duré treize heures et les Autrichiens se sont vaillamment comportés, mais ils ont été écrasés par le nombre. Les Prussiens leur ont pris 116 pièces de canon et fait 1400 prisonniers, parmi lesquels le prince de Lichtenstein et le comte Windischgraetz; trois archiducs sont blessés, le beau comte Festetics, qui était la coqueluche de Milan, a eu une jambe emportée. Le feld-maréchal von Gablenz s'est rendu en parlementaire au quartier-général prussien. — 7 *juillet*. — Nous sommes allés à Windsor recevoir les sceaux. — Les succès

extraordinaires des Prussiens jettent l'alarme dans toute l'Europe qui ne va pas perdre de temps à adopter le fusil se chargeant par la culasse ; l'ancien système doit être relégué avec les arcs et les flèches.

9 *juillet*. — La Prusse et l'Italie consentent à un armistice de six semaines ; les Italiens demandent à occuper immédiatement deux places fortes du quadrilatère autrichien, prétention singulière, lorsqu'ils viennent d'être battus à plusieurs reprises. — Nombreuse assemblée aujourd'hui à la Chambre des lords. Lord Derby était pâle, nerveux et a paru bien affaibli par la maladie ; cependant son discours a été fort éloquent. Il s'est montré très réservé sur la question de la réforme. Après lui, ont parlé les lords Russell et Brougham, tous deux bien vieux et bien cassés.

12 *juillet*. — Les détails de la bataille, dite maintenant de Sadowa, sont désastreux pour les Autrichiens dont la déroute a été complète. Benedeck avait commis l'insigne folie de laisser sans défense la clef de sa position et il a été tourné par ses derrières ; il s'était appuyé à une rivière sans ponts où beaucoup d'Autrichiens ont été noyés pendant la retraite. L'Autriche a cédé la Vénétie à la France et en a retiré ses troupes, en sorte que l'Italie pourrait en prendre possession sans rencontrer de résistance, si Napoléon s'y prête. Mais elle a refusé de tenir la Vénétie des Français et Cialdini a passé le Pô. — 15 *juillet*. — L'empereur François-Joseph refuse de souscrire aux conditions de l'armistice et veut continuer la guerre. Benedeck est remplacé par l'archiduc Albert, le vainqueur de Custozza ; le corps d'occupation de la Vénétie s'est replié sur Vienne, laissant seulement des garnisons dans les places fortes. Les Prussiens ont été victorieux dans plusieurs engagements et sont maîtres d'Olmütz. En somme, la médiation de Napoléon n'a abouti à rien.

22 *juillet*. — Le meeting de la ligue réformiste est interdit et les portes de Hyde-Park seront fermées demain. — 23 *juillet*. — La ligue réformiste, escortée d'une armée de vauriens, a demandé l'accès de Hyde-Park qui lui a été refusé. Elle s'est alors dirigée vers Trafalgar-Square ; mais

la populace s'est ruée sur les grilles du parc, les a arrachées et n'a pu être dispersée qu'après une lutte acharnée avec la police à laquelle les gardes du corps ont dû porter secours. — 24 *juillet*. — Une nouvelle échauffourée s'est produite ce matin dans le parc, que le ministre de l'intérieur fait garder par des troupes et qu'il a fallu faire évacuer par une charge de cavalerie. Toute la journée, des voyous ont lapidé les voitures et les passants. — 27 *juillet*. — Les troubles de la rue continuent ; le duc de Cambridge fait venir trois nouveaux régiments de cavalerie. — 28 *juillet*. — L'ordre est rétabli à Londres. — Les préliminaires de paix entre la Prusse et l'Autriche ont été signés à Nicholsbourg. Un combat naval a eu lieu à Lissa entre la flotte italienne commandée par l'amiral Persano (l'homme qui a trahi le roi de Naples) et l'escadre autrichienne sous les ordres de l'amiral Tegethoff; le vaisseau-amiral italien, un cuirassé, a été coulé par le vaisseau-amiral autrichien.

1er *septembre*. — *Heron-Court*. — Les ratifications entre la Prusse et l'Autriche ont été échangées à Prague. — 23 *septembre*. — Les Vénitiens se préparent à célébrer leur réunion à l'Italie, alors que Venise est encore occupée par les Autrichiens ; ceux-ci ont la bonté de les laisser faire. L'empereur Napoléon est parti fort malade de Vichy et est allé à Biarritz.

ANNÉE 1867.

11 *février*. — Disraeli a déposé aux Communes notre projet de réforme ; son discours, trop long et très équivoque, a mécontenté la Chambre. Le projet se résume ainsi : 680,000 voix à la propriété et 360,000 à la démocratie. La presse en masse le critique. — 19 *février*. — Le général Peel donne sa démission, n'étant pas d'accord avec nous sur la réforme.

Le 20 février j'ai été appelé à Heron-Court par une grave maladie de lady Malmesbury ; atteinte d'une congestion pulmonaire, elle a été considérée comme perdue pendant

trois semaines et ne s'est rétablie que par miracle. Pendant mon absence lord Cranborne et lord Carnavon, qui jusque-là, n'avaient fait aucune objection au projet de réforme, ont donné brusquement leur démission, le jour même où Disraeli devait le défendre à la Chambre des Communes. Cette difficulté inattendue a tout paralysé et nous a exposés à beaucoup de blâme et de ridicule. J'ai écrit à lord Derby pour lui conseiller d'accepter les trois démissions, quelque grande que fût pour le cabinet la perte de ces hommes aussi distingués qu'honorables, et de renvoyer à la semaine suivante la discussion du bill. Il a suivi mon conseil et le cabinet a été remanié de la façon suivante : Sir John Pakington a pris la guerre et a été remplacé à l'amirauté par M. Corry ; sir Stafford Northcote est passé du département du commerce à celui de l'Inde et a été remplacé par le duc de Richmond, enfin le duc de Marlborough a pris le portefeuille des colonies.

19 *mars*. — *Londres*. — A mon retour, j'ai le regret d'apprendre la mort de ma vieille amie lady Jersey, âgée de quatre-vingts ans. Cette femme remarquable était une célébrité européenne et pas une tête couronnée n'est venue en Angleterre sans paraître dans son salon. Principale intéressée de la banque Child, elle possédait une fortune considérable, et son mari avait été un parfait grand seigneur d'esprit et de manières. La fin de sa vie, jusque-là exceptionnellement heureuse et brillante, avait été assombrie par la perte de son mari et de tous ses enfants, mais jusqu'au bout elle avait fait preuve du courage et de la fermeté d'âme qui l'avaient toujours caractérisée.

25 *mars*. — Le bill de réforme a passé en seconde lecture, grâce à un excellent discours de Disraeli. — 13 *avril*. — Les débats sur le bill continuent à la Chambre et dans le cabinet ; lord Derby est éloigné du conseil par la goutte. Gladstone renonce à son poste de *leader* de l'opposition.

Lord Stanley à lord Malmesbury.

Foreign-Office, 23 avril 1867.

Cher Malmesbury,

La paix est subordonnée au retrait de la garnison prussienne du Luxembourg. Si Bismarck y consent, la France ne mettra pas d'obstacles à ses arrangements territoriaux; s'il refuse, c'est la guerre. Il est parti pour la campagne, évidemment dans le but de se soustraire à la discussion jusqu'à ce qu'il ait pris un parti. Voilà tout ce que nous savons, mais chaque jour, chaque heure même, peut apporter des nouvelles décisives. On a eu recours à nos bons offices et nous conseillons à la Prusse de céder ; la concession est légère, la justice de la réclamation est indiscutable et il faut, à tout prix, maintenir la paix. Je ne suis pas sûr de pouvoir conjurer la guerre ; dans quelques jours nous serons sans doute fixés. — Toujours à vous.

STANLEY.

Mai. — Pendant tout le mois, les conseils de cabinet ne se sont occupés que de la réforme. Le gouvernement laisse aller les choses, tâchant de retenir le plus possible, mais cédant constamment sur quelque point. Nous avons été battus par une majorité de 127 voix sur l'amendement de M. Baines, pour lequel ont voté 72 conservateurs, et qui enlève un député à chacun des bourgs au-dessous de 10,000 âmes ; cela fait perdre quinze membres aux intérêts agricoles. — Le sultan doit venir à Londres ; c'est le seul des souverains actuellement à Paris qu'ait invité la reine.

La reine de Hollande à lord Malmesbury.

La Haye, 4 mai 1867.

Cher lord Malmesbury.

Le porteur de ces lignes, le baron Fagel, un des grands noms historiques de la Hollande, désire entrer en relations avec vous et je lui remets cette lettre, me rappelant toute l'amabilité que vous m'avez témoignée lorsque j'ai eu la bonne fortune d'aller à Londres il y a deux ans.

Le baron Fagel a hérité des papiers de son oncle l'ambassadeur, ami intime de votre grand-père. Il possède de nombreuses lettres de lord Malmesbury, dont plusieurs, datées de 1813, m'ont paru

extrêmement intéressantes et montrent l'élévation d'esprit et la lucidité de jugement de cet éminent homme d'Etat. Leur publication jetterait un jour nouveau sur les événements et les négociations du commencement de ce siècle et j'ai conseillé au baron Fagel de l'entreprendre. Je suis d'avis — et vous penserez sans doute comme moi — qu'au bout d'un certain laps de temps, de semblables documents appartiennent à l'histoire, laquelle est souvent mieux expliquée par les lettres privées d'un homme politique que par les pièces officielles où n'apparaît jamais qu'une partie de la vérité.

Puis-je vous prier de me rappeler au souvenir de lady Malmesbury dont la santé nous a causé de sérieuses inquiétudes.

Croyez-moi, cher lord Malmesbury, bien sincèrement à vous.

SOPHIE.

La reine de Hollande était une femme d'une haute distinction et plus au courant des affaires européennes que bien des ministres. Parmi les papiers pris aux Tuileries en 1870 et publiés depuis, on a trouvé plusieurs de ses lettres ; elle y entretenait l'empereur des intentions hostiles et de la force militaire de la Prusse. Mais ses avis ont été négligés comme ceux de Stoffel, l'attaché militaire français à Berlin.

Juin. — Le bill de réforme devient tous les jours un peu plus radical. Il a enfin passé à la Chambre des Communes, après bien des vicissitudes, et a été voté en seconde lecture à la Chambre des lords. Lord Derby dit de ce bill que « c'est un saut dans les ténèbres ». Beaucoup de pairs de notre parti y sont hostiles, mais lord Derby en fait une question de cabinet.

Le traité du Luxembourg a été signé à Londres le 11 mai ; la guerre entre la Prusse et la France a ainsi été évitée, à la satisfaction des deux souverains. — Le roi de Prusse et l'empereur de Russie sont à Paris, où celui-ci a été victime d'une tentative d'assassinat.

10 *juillet.* — Les journaux donnent un récit touchant de l'exécution de l'empereur Maximilien qui est mort en chrétien et en soldat; sa pauvre femme a complètement perdu la raison. L'expédition du Mexique et son tragique dénouement seront une tache sur la mémoire de Napoléon III.

Lord Stanhope ayant proposé à la Chambre des lords d'abolir le vote par procuration passé en usage sans avoir jamais été discuté au point de vue constitutionnel, Disraeli a rédigé à ma requête le curieux mémoire suivant :

« La constitution de ce pays comporte une monarchie contrôlée par l'autorité collective des Etats du royaume. Un Etat est un ordre politique investi de certains privilèges dans l'intérêt public. Il y a trois Etats : les lords spirituels, les lords temporels et les Communes. Les lords spirituels et temporels constituant un Etat peu nombreux, peuvent tous siéger dans leur Chambre. Les Communes, plus considérables par le nombre, nomment des représentants, au lieu de siéger en assemblées générales comme le font les diètes polonaises. Aussi la Chambre des Communes n'est-elle pas un Etat du royaume, mais représente-t-elle par procuration un Etat du royaume. Donc les pairs, en votant par procuration, exercent le même privilège que les membres de la Chambre des Communes et pas davantage. S'il ne leur convient pas d'assister aux réunions de leur ordre, ils ont le droit de choisir leurs représentants. »

12 *juillet*. — Nous sommes allés aux *Horse-Guards* pour voir l'entrée du sultan; deux régiments de gardes du corps faisaient la haie et la garde à pied occupait Saint-James's-Park. Le sultan a une physionomie noble et triste. Le prince de Galles était à côté de lui dans la voiture et l'ambassadeur Musurus sur le devant. — 18 *juillet*. — Le sultan est allé à Portsmouth et a été reçu par la reine sur son yacht en vue d'Osborne. Il a été investi de l'ordre de la Jarretière. Lord Derby avait engagé Sa Majesté à lui donner l'Etoile de l'Inde, mais Fuad-Pacha a dit que le sultan, considérant cet ordre comme inférieur à celui du Bain qu'il a déjà, se trouverait offensé qu'on le lui offrît et n'accepterait que la Jarretière. La reine la lui a remise en grande pompe, sur la dunette de son yacht, au bruit du canon qui grondait et du vent qui soufflait en tempête. La cérémonie ayant été organisée au dernier moment, on n'avait pas de ruban et la reine a pris celui du prince de Hesse; on a voulu ensuite l'échanger contre un neuf, mais

le sultan n'a pas consenti à rendre celui qu'il tenait de la reine et a déclaré qu'il n'en porterait jamais d'autre. — 19 *juillet*. — Le bal offert au sultan au ministère de l'Inde a été féerique, mais un sinistre événement l'a attristé : la femme de l'ambassadeur ottoman Musurus est tombée morte subitement comme elle se dirigeait vers le souper et je traversais précisément la salle de danse au moment où l'on emportait son cadavre.

29 *juillet*. — Lord Derby étant encore retenu au lit, c'est sur moi qu'est retombée la tâche peu aisée de mener à bonne fin le bill de réforme à la Chambre des lords, en dépit de l'opposition de beaucoup de nos amis. — 6 *août*. — Lord Derby a pu venir à la Chambre et le bill a passé en troisième lecture.

27 *septembre*. — Garibaldi a été arrêté au moment où il se disposait à envahir les Etats pontificaux; quelques manifestations en sa faveur se sont produites en Italie, mais l'ordre a été bientôt rétabli. — 27 *octobre*. — Garibaldi s'est échappé de Caprera et a rejoint les insurgés sur la frontière des Etats-Romains. Les zouaves pontificaux se sont bien conduits et leur ont infligé plusieurs échecs ; une tentative d'insurrection à Rome a échoué devant l'indifférence de la population. Il n'y a pas à douter que le gouvernement italien n'ait encouragé le mouvement; mais il a été intimidé par la ferme attitude de l'empereur Napoléon. — 1^er^ *novembre*. — L'armée française a débarqué à Civita-Vecchia, les Italiens ont passé la frontière et les garibaldiens sont à trois milles de Rome ; une collision entre Français et Italiens est imminente et, comme la Prusse prendrait parti pour ceux-ci, ce serait une guerre générale [1].

Le 2 décembre nous sommes partis pour Paris, lord Derby m'ayant autorisé à accompagner à Pau lady Malmesbury que les médecins y envoient passer l'hiver. Je suis reparti pour Londres le 26, fort désillusionné sur le climat de Pau qui est lourd et déprimant. Cette ville offre

1. Cette campagne s'est terminée par la défaite infligée à Mentana aux garibaldiens par les troupes pontificales et le corps français du général de Failly.

pourtant un séjour agréable à cause de la présence d'une société russe fort gaie. J'y ai laissé lady Malmesbury avec miss Dashwood.

ANNÉE 1868.

Le 13 février le Parlement s'est réuni et lord Derby, retenu à Knowsley par la maladie, n'a pu y paraître; le 16 les nouvelles de sa santé étaient inquiétantes et lord Stanley a été mandé auprès de lui. Deux jours après, son état s'est amélioré, mais le 24 il a envoyé sa démission. Le lendemain Disraeli, nommé premier ministre, m'a fait appeler pour me prier de prendre l'emploi de *leader* à la Chambre des lords. En prévision de la retraite de lord Derby, nous étions convenus, les ducs de Richmond, de Marlborough et moi, de rester aux affaires soit avec Disraeli, soit avec Stanley. J'ai su depuis que Disraeli avait d'abord offert l'emploi de *leader* au duc de Marlborough qui avait refusé avec beaucoup de délicatesse, arguant de mes droits antérieurs. Lord Cairns remplace lord Chelmsford comme chancelier, au grand mécontentement de celui-ci que Disraeli n'a pas pris la peine de prévenir et M. Ward remplace Disraeli comme chancelier de l'Echiquier. C'est un géant de plus de six pieds et il pèse cent cinquante kilos ; quand il s'est agenouillé pour baiser la main de la reine, il se trouvait, dans cette posture, être encore à son niveau.

5 *avril.* — Le gouvernement a été battu sur le bill de l'Eglise irlandaise. Nous ne démissionnerons pas et nous ferons une dissolution. — 24 *avril.* — Un télégramme d'Australie, adressée au duc de Buckingham, annonce qu'on a tiré sur le duc d'Edimbourg à un banquet public ; le chiffre est si peu intelligible que l'on ne peut comprendre s'il a été tué ou blessé. Le duc a écrit à sir Charles Grey, lui donnant mission d'en informer la reine s'il le jugeait à propos. — 25 *avril.* — Une autre dépêche dit que le prince a été blessé dans le dos par un fenian nommé O' Farrell ; la balle a frappé une côte près de l'épine dor

sale et a contourné le corps sans léser aucun organe vital. — 26 *avril.* — On annonce la prise de Magdala et la mort du roi d'Abyssinie, Théodoros. Une grande bataille a été livrée le vendredi saint sous les murs de la ville et l'armée abyssinienne a été mise en déroute. Théodoros a envoyé à notre camp tous les prisonniers : hommes, femmes et enfants; le général Napier (élevé depuis à la pairie sous le nom de lord Magdala) a exigé qu'il se rendît prisonnier lui-même. Le roi a refusé et s'est enfermé dans la très forte place de Magdala qui a été aussitôt prise d'assaut; Théodoros a été trouvé mort sans qu'on pût savoir s'il a été tué ou s'il s'est suicidé. — Le duc d'Edimbourg va bien. Le duc de Buckingham était allé samedi à Osborne pour informer de l'événement la reine qui, après avoir versé quelques larmes, a aussitôt recouvré son calme.

2 *mai.* — Les ministres sont très montés contre Disraeli qui a eu un entretien avec la reine sans avoir au préalable réuni un conseil; le duc de Marlborough voulait se retirer, mais je l'en ai dissuadé. — 4 *mai.* — Disraeli et moi avons annoncé aux deux Chambres que la reine refusait la démission de ses ministres et les autorisait à dissoudre le Parlement s'il était nécessaire. — 6 *mai.* — Gladstone a attaqué le gouvernement avec une très grande véhémence, demandant des explications sur ce qui s'est passé entre la reine et Disraeli. Celui-ci a répondu que la permission de dissoudre donnée par Sa Majesté ne s'applique qu'à la question de l'Eglise irlandaise et que, si d'autres difficultés venaient à s'élever, il lui en référerait de nouveau. Rien n'est comparable à la colère que cause à Gladstone l'élévation de Disraeli; il aurait voulu refuser les crédits, mais ses amis n'ont pas consenti à le suivre. — 8 *mai.* — Très vive discussion sur le bill de l'Eglise irlandaise. Disraeli a dit que cette question avait fomenté la discorde et que chacun voulait pêcher en eau trouble; Bright l'a attaqué sur un ton de réunion publique des plus violents, l'a qualifié d'homme emphatique et servile et l'a accusé de tromper la reine. Disraeli a répliqué avec beaucoup de modération et a été applaudi par les deux côtés de la Chambre.

14 *juin*. — Le prince de Serbie a été assassiné comme il se promenait dans son parc; sa cousine, la princesse Anka et la fille de celle-ci, qui l'accompagnaient, ont été également victimes de l'attentat. Le prince a été tué sur le coup, la princesse est morte au bout de quelques heures et sa fille n'a été que légèrement blessée. — 22 *juin*. — La reine a donné dans le jardin du palais un déjeuner de six cents couverts; elle a été très gracieuse, avait très bonne mine et il a paru qu'elle prenait plaisir à recevoir ses convives.

Le 23 septembre je suis parti pour la France. De Paris je suis allé à Nancy, qui est une ville intéressante et j'ai parcouru en voiture jusqu'à Remiremont la belle vallée de la Meurthe : je ne connais rien de supérieur à ces paysages des Vosges. A Remiremont j'ai pêché de belles truites, puis je me suis rendu à Gérardmer, sorte de ville d'eaux située dans les montagnes au milieu d'épaisses forêts de sapins, de lacs et de rivières limpides excellentes pour la truite; le pays est magnifique, mais encore peu fréquenté. J'ai visité Plombières, petite ville propre mais triste, qu'a rendue célèbre l'entrevue de Napoléon et de Cavour en 1858, où le sort de l'Italie a été décidé.

En arrivant à Strasbourg, j'ai appris une affreuse nouvelle : à l'hôtel même où je descendais, le comte Walewski venait de mourir subitement. Il arrivait avec sa femme qui était malade et l'avait portée en haut de l'escalier; soudain il avait appelé sa fille en criant : « Un verre d'eau, vite, et un médecin. » On s'était précipité dans sa chambre et on l'avait trouvé mort sur le parquet. Il était atteint d'une affection au cœur et on pense que l'effort qu'il avait fait en portant sa femme aura provoqué la rupture d'un vaisseau. J'avais eu pendant longtemps avec lui des relations tant officielles que privées et je l'avais toujours trouvé un homme fort aimable et parfaitement élevé. De Strasbourg je suis revenu directement à Londres et Amiens.

18 *novembre*. — Sir Henry Wolff a été battu à l'élection de Christchurch. On voit tous les jours davantage combien le bill de réforme de lord Derby était radical, car sir Henry

était appuyé par tous les propriétaires de la circonscription ; presque tous mes tenanciers d'Heron-Court ont voté contre lui. Les élections sont aussi mauvaises que possible dans tout le pays et notre sort est décidé. — 26 *novembre*. — Voyant que nous aurons contre nous une forte majorité, M. Hardy est d'avis que nous nous retirions dès à présent sans attendre d'être renversés. — 28 *novembre*. — Nous avons décidé en conseil de démissionner; Disraeli part pour Windsor. Les comtés nous ont été fidèles; aussi le *Times* parle-t-il déjà de les réformer, nous reprochant notre misérable minorité de 272 voix. Madame Disraeli est faite vicomtesse Beaconsfield. — 5 *décembre*. — Le *Times* dit que Gladstone a son cabinet tout prêt et les noms qu'il publie sont assurément aussi radicaux que possible. — 10 *décembre*. — Le nouveau ministère est entièrement constitué avec Gladstone premier ministre, lord Clarendon aux affaires étrangères, lord Granville aux colonies, le duc d'Argyll au département de l'Inde, M. Bright au commerce, lord Hartington aux postes, M. Childers à l'Amirauté, etc. — 15 *décembre*. — Les Chambres s'ajournent au mois de février pour le discours de la reine. — 19 *décembre*. — J'abandonne la direction du parti conservateur à la Chambre des lords et c'est lord Cairns qui me remplacera.

ANNÉE 1869.

26 *janvier*. — Lord Derby m'approuve d'avoir renoncé à la direction du parti à la Chambre des lords. Il reconnaît avoir eu tort de déconseiller la retraite du cabinet avant la réunion du Parlement; il craignait alors que cela n'indisposât nos amis, mais il voit qu'au contraire ceux-ci applaudissent à ce qu'ils considèrent comme une conduite digne et honorable. — Le petit prince royal de Belgique est mort après une longue maladie; c'était un fils unique et il est, comme tel, très regretté. — 15 *février*. — J'ai donné un dîner parlementaire à vingt-trois pairs; je leur ai annoncé ma résolution d'abandonner l'emploi de *leader* de

l'opposition et leur ai proposé comme successeur lord Cairns qui a été agréé.

16 *février*. — La session a été ouverte aujourd'hui; la reine n'était pas présente. Lord Derby va mieux et avait pu venir à la Chambre. L'adresse a été votée sans débats. On parle beaucoup du discours prononcé par M. Bright au banquet de la corporation des marchands de poisson; il a dit que ses collègues n'écoutaient pas ses avis et a parlé dans des termes si inconvenants qu'on le suppose décidé à donner sa démission à la première occasion. Il se montre tout à fait impropre aux affaires; son indolence est telle qu'il ne va presque jamais à son bureau. — 2 *mars*. — Gladstone a présenté hier son bill sur l'Eglise irlandaise et a parlé pendant trois heures. L'Eglise d'Irlande est amoindrie et entièrement dépouillée; ses évêques ne siégeront plus à la Chambre des lords à partir de janvier 1871 et ses biens, qui se montent à plus de seize millions, tombent entre les mains de l'Etat. C'est une véritable spoliation dont l'audace dépasse toutes les prévisions.

8 *mars*. — Je pars pour Florence où je vais voir sir Augustus Paget, qui y est ministre d'Angleterre. — 25 *mars*. — Nous apprenons que le bill sur l'Eglise d'Irlande a été voté aux Communes par une majorité de 118 voix. Le temps ici est très mauvais; il pleut sans discontinuer. Florence a beaucoup gagné depuis qu'elle est devenue capitale de l'Italie; on fait de grandes dépenses pour y construire de nouveaux bâtiments et y percer de nouvelles rues. Mais l'Italie est dans un triste état et paie bien cher cette liberté longtemps rêvée; elle est ruinée par la conscription, par les impôts qui ont triplé; le numéraire y est si rare qu'on a dû émettre du papier-monnaie jusqu'à des coupures de valeur insignifiante; elle marche à la banqueroute. Et cependant les Italiens réclament toujours Rome capitale; si leur vœu se réalise, ce sera la ruine des gens qui font construire à Florence.

20 *avril*. — De retour depuis huit jours, je trouve lord Derby bien affaibli par l'effort qu'il a fait en allant hier à la Chambre. — 27 *avril*. — Le bill sur les pairies à vie est

en discussion à la Chambre des lords; les lords Derby et Cairns l'ont appuyé en seconde lecture et il a passé sans scrutin. Je compte le combattre en troisième lecture. — 1er *mai*. — La discussion s'est engagée dans les deux Chambres sur la situation de l'Irlande qui est pire que jamais. La semaine dernière deux assassinats ont été commis et un grand nombre de lettres menaçantes en annoncent d'autres. Il est évident que, loin d'apaiser les esprits, la confiscation des biens de l'Eglise les a surexcités et les classes populaires se sentent assurées de tout obtenir désormais par la violence. Ce qu'elles veulent, maintenant, c'est la terre. — 6 *mai*. — Les affaires d'Irlande vont de mal en pis. Le gouvernement a résolu de révoquer le maire de Cork qui, un matin, s'est rendu au tribunal deux heures avant les autres magistrats et a acquitté tous les accusés, sans avoir entendu les témoins. — 12 *mai*. — Mon oncle, l'amiral Dashwood, ancien compagnon d'armes de Nelson, est mort à Genève.

17 *mai*. — Une curieuse découverte vient d'être faite à Madrid. Précisément comme on discutait aux Cortès la question de la liberté de conscience, des ouvriers occupés à niveler un terrain sur lequel Serrano voulait faire bâtir, ont trouvé des amas d'ossements humains, de crânes, de chaînes, de tresses de cheveux. On s'est alors rappelé que sur cet emplacement avaient lieu autrefois les auto-da-fé; la foule s'y est précipitée pour assister aux fouilles. On a mis au jour des couches superposées de restes humains provenant de centaines de victimes de ces horribles sacrifices. Il en est résulté dans la population une indignation et une surexcitation terribles dont le parti libéral a pris avantage, ce qui a fait passer la loi à une majorité énorme.

29 *mai*. — Un groupe de pairs a reçu plusieurs députations des corps religieux d'Irlande. Les presbytériens se sont déclarés réconciliés avec l'Eglise établie, depuis qu'ils se sont aperçus que la spoliation en avait profité aux catholiques. Un grand meeting va avoir lieu à Glasgow et il semble qu'une réaction se prépare. — 1er *juin*. — Un

meeting de pairs conservateurs s'est tenu ce matin au Carlton-Club au sujet du bill sur l'Eglise d'Irlande que la majorité a décidé de combattre. Si notre parti était uni, nous aurions quelques chances de succès; mais il est certainement des membres qui voteront pour le gouvernement ou qui s'abstiendront, entre autres les deux archevêques. — 17 *juin*. — Nombreuse assistance à la Chambre des lords pour entendre lord Derby parler sur le bill; les tribunes ont été pleines de bonne heure et plusieurs pairesses n'ont pu y trouver de place. Le discours de lord Derby a été beau, la péroraison particulièrement éloquente et touchante; mais il était bien pâle et fatigué, sa voix était faible et il a perdu toute sa vivacité d'autrefois, tristes symptômes pour ceux qui l'aiment; et pourtant son esprit est plus net et plus ferme que jamais. A trois heures du matin le bill a été voté en seconde lecture par 179 voix contre 146; une cinquantaine des nôtres ont voté pour le gouvernement.

28 *juin*. — Brillant déjeuner chez la reine en l'honneur du vice-roi d'Egypte et dîner pour lui le même jour à Stafford-House.

Discours prononcé par lord Malmesbury à la troisième lecture du bill sur la pairie à vie le 8 *juillet* 1869.

« Mylords,

Je vous avais prévenus de mon intention de combattre le projet de loi du noble comte (Russell) et d'en demander le renvoi à trois mois. Il y a exactement trois mois aussi que le noble comte vous l'a présenté et c'est à lui d'expliquer pourquoi il l'a laissé si longtemps livré aux méditations de vos Seigneuries, mais je crois pouvoir dire que, plus vous le connaissez, moins vous l'aimez. Le sentiment qui a dicté ce projet au noble comte est sans doute fort généreux. A ce que je crois, il a voulu fortifier les capacités pratiques de la Chambre en en ouvrant les portes à des hommes éminents qui ne possèdent pas la grande fortune indispensable ou crue telle, pour soutenir le rang de pair héréditaire.

En premier lieu, je ne pense pas que cette Chambre éprouve le besoin de voir sa valeur et son prestige s'accroître. Je sais qu'on l'a souvent représentée comme n'étant pas dans le courant de l'o-

pinion et comme ne pouvant, par conséquent, marcher *pari passu* avec la Chambre des Communes ; mais cette assertion me semble erronée.

Examinons, en effet, la composition de cette chambre, la plus ancienne des assemblées législatives de l'Europe et la plus considérée de toutes. On a dit qu'elle était une réunion de propriétaires fonciers, c'est-à-dire d'espèces de fermiers d'ordre supérieur, comme tels inaptes à discuter les questions générales qui agitent le monde. En est-il bien ainsi ? Beaucoup d'entre nous, assurément, sont propriétaires fonciers, ce qui, je pense, ne les rend pas absolument incompétents sur des questions d'ordre général ; mais nous ne sommes pas tous propriétaires ou, du moins, tous les genres de propriété sont représentés dans cette Chambre : la terre comme les mines et la propriété industrielle. Nous avons dans notre sein des banquiers, des directeurs de chemins de fer, des hommes remarquables par leur connaissance des affaires commerciales, comme le marquis de Salisbury et d'autres pairs. Nous avons aussi des officiers distingués des armées de terre et de mer, prêts à apporter leurs lumières à vos Seigneuries dans les discussions relatives à leur spécialité. Plus de cinquante pairs ont été antérieurement des membres éminents de la Chambre des Communes. Nous avons des diplomates distingués, comme lord Stratford de Redcliffe et lord Cowley ; nous avons des historiens, parmi lesquels je pourrais citer mon noble ami, assis derrière moi (le comte Stanhope), qui pourrait redresser vos Seigneuries sur n'importe quel point de l'histoire. Nous avons des écrivains en prose et en vers auxquels aucun autre écrivain anglais n'est supérieur, comme mon noble ami assis en face de moi (lord Houghton) et un autre noble lord (lord Lytton). Douze ou quinze d'entre nous, qui possèdent dans la métropole des immeubles considérables, sont en état de nous éclairer sur les questions de propriété immobilière et sont familiers avec les besoins des classes inférieure et moyenne. Nous avons des hommes de loi, des magistrats expérimentés dans les affaires judiciaires, qui sont présidents de cours d'assises. Si vos Seigneuries considèrent la variété des états représentés ici, penseront-elles qu'il peut exister une assemblée législative plus complète que la Chambre des lords ?

Cette assemblée a quatre siècles d'existence et je ne sache pas qu'elle ait jamais rien fait de nature à porter atteinte à son caractère et à sa dignité. Ce n'est pas à un membre de la Chambre de le dire, mais, depuis quelques semaines — que l'on en réfère à la presse et à l'opinion publique — vos Seigneuries ont par leurs débats montré au pays leur haute capacité sur d'importants sujets. Quelle nécessité, je vous le demande, de modifier une des règles fondamentales de notre constitution, l'hérédité de la pairie ? Je me permets de croire qu'il n'y en a point. Quant à l'opinion émise par le noble comte qu'une telle mesure est nécessaire pour

donner de la popularité à cette assemblée, je me vois forcé également de me mettre en contradiction avec lui. Ce que nous pouvons considérer comme l'expression de l'opinion populaire nous a été communiqué récemment par un honorable *gentleman* qui passe pour représenter les idées les plus démocratiques du jour et qui est en même temps un membre éminent du gouvernement de Sa Majesté ; il a déclaré publiquement que ce bill « n'est qu'un puéril cliquetis législatif. » C'est M. Bright lui-même qui s'est exprimé en ces termes. Je voudrais savoir si le gouvernement de Sa Majesté est d'accord avec lui sur ce point. En tout cas, pour ce qui concerne l'argument du noble comte, je crois le témoignage de l'honorable *gentleman* en question digne d'être pris en considération

Le second motif déterminant du projet du noble comte est de faciliter l'accès de cette Chambre aux hommes de valeur dépourvus de fortune. Mais il n'en a point cité qui, capables de rendre des services dans cette assemblée, aient refusé la pairie parce qu'elle est héréditaire. Il ne serait guère convenable de parler des vivants, mais je puis nommer deux hommes éminents qui ont refusé d'entrer à la Chambre des lords parce qu'ils étaient sans enfants et j'ai toujours pensé qu'on ambitionne un siège au milieu de vos Seigneuries, moins dans un intérêt de vanité égoïste, que pour la satisfaction de transmettre cet honneur à ses descendants. Vos Seigneuries se rappellent sans doute la lettre si touchante écrite à M. Pitt par M. Burke qui refusait la pairie en lui disant que l'ambition n'existait plus pour lui, depuis la mort de son fils unique. Lord Kingsdown, dont la perte a causé un si grand vide parmi nous, avait plusieurs fois — quoique si distingué dans sa profession et si bien fait pour honorer cette Chambre par sa présence — refusé la pairie en raison de son manque de postérité ; le sentiment du devoir seul l'a enfin décidé à accepter. Je ne sais s'il est des hommes qui voudraient d'une pairie à vie, mais ce n'est pas ceux-là que le noble comte doit désirer voir siéger ici. Il me semble que la fausse position dans laquelle ils se trouveraient éloignerait tout homme doué de fierté et de dignité. En effet, ces pairs à vie ne seraient point les *pairs* de vos Seigneuries au sens propre du mot, puisqu'ils ne jouiraient point des mêmes privilèges. Ils n'auraient pas de titres à transmettre à leurs descendants, ce qui les mettrait sur un pied d'infériorité vis-à-vis de vous ; ils ne seraient point nobles, l'essence de la noblesse étant l'hérédité. Je ne parle même pas de la position équivoque qui serait faite à leurs enfants.

Je ne pense donc pas que le projet du noble comte soit de nature à attirer dans cette assemblée ceux que vos Seigneuries pourraient désirer y voir entrer. Et de plus, je vous prierai de remarquer l'influence politique que cette réforme donnerait au premier ministre. J'ai lu dans les papiers publics que l'ancien député de Westminster, M. Mill, pourrait parfaitement s'accommoder d'une pairie

à vie. Je ne vois pas quel avantage cette Chambre aurait trouvé à recevoir dans son sein un homme rejeté de celui de la Chambre des Communes par les suffrages populaires. La création de pairies à vie, bien plus que celle de pairies héréditaires, donnerait à un ministre un facile moyen de fortifier son parti et l'exposerait à de trop fréquentes sollicitations. Cela seul constitue une objection sérieuse au projet du noble comte. M. Bright a parlé de ce bill avec le plus profond dédain, prétendant, à tort ou à raison, qu'il ne donnera aucune satisfaction aux classes moyennes et populaires. Quoi qu'il en soit de cela, je suis persuadé que ceux qui accepteraient ces pairies ne tarderaient pas à le regretter. Comme il ne m'est pas démontré que cette modification à une constitution consacrée par plus de quatre siècles soit nécessaire, je propose le renvoi du bill à trois mois. »

9 *juillet*. — Le bill est venu hier en troisième lecture et, bien que lord Derby, lord Cairns et nombre des nôtres l'eussent d'abord appuyé, j'ai été assez heureux pour les ramener à mon avis et pour voir le bill rejeté par 106 voix contre 77. Ce succès remporté au dernier moment m'a causé une grande satisfaction.

16 *juillet*. — Les Communes ont rejeté tous les amendements apportés par les lords au bill sur l'Eglise d'Irlande, à l'instigation de Gladstone qui témoigne à notre Chambre beaucoup d'hostilité. — 21 *juillet*. — Le bill est revenu à la Chambre des lords qui a décidé, sur la proposition de lord Cairns, de maintenir ses amendements et lord Granville a renvoyé la discussion afin de pouvoir consulter ses collègues. — 22 *juillet*. — La Chambre des lords est convenue d'un compromis arrangé entre lord Granville et lord Cairns. Celui-ci en a assumé la responsabilité sans consulter les membres de notre parti, ce dont beaucoup sont fort mécontents; lord Derby en a été si irrité qu'il a quitté la Chambre. Gladstone voulait abandonner le bill à la suite de la dernière discussion, mais ses collègues l'en ont dissuadé et lord Granville l'a menacé, s'il le faisait, de résigner ses fonctions de *leader* du parti ministériel à la Chambre des lords. Gladstone aurait voulu amener un conflit entre les deux Chambres, mû, en cette occasion comme en bien d'autres, par son animosité contre notre assemblée.

13 *août*. — Lady Palmerston est morte après une courte maladie. C'est la dernière des quatre amies intimes dont j'ai parlé plusieurs fois. Elle était la sœur de lord Melbourne et avait épousé en premières noces lord Cowper.

14 *octobre*. — Les nouvelles qui m'arrivent de lord Derby m'affligent beaucoup; j'ai reçu une triste lettre de Frédéric Stanley qui pourtant n'a pas perdu tout espoir. — 16 *octobre*. — Je suis venu à Londres pour m'informer de l'état de lord Derby auprès de son gendre, le colonel Talbot; il me dit qu'on n'a plus d'espoir. — 18 *octobre*. — Lady Malmesbury a reçu de lord Stanley une lettre touchante dans laquelle il dit son père perdu. Il paraît que son médecin de Liverpool n'a pas tenu compte de l'état de faiblesse du malade et lui a administré une dose d'opium aussi forte que celles qu'il lui donnait auparavant. Lord Derby est tombé dans un état comateux dont il ne peut sortir; il n'a plus sa connaissance et n'a rien pris depuis plusieurs jours. — 23 *octobre*. — Lord Derby est mort ce matin. Je perds en lui mon plus cher ami et le pays un homme d'État brillant et accompli.

CONCLUSION.

Les actes publics auxquels est particulièrement associée la mémoire de lord Derby sont : l'émancipation de nos esclaves dans les Indes-Occidentales, alors qu'il était ministre des colonies ; la reconnaissance immédiate du second empire français en dépit de la mauvaise volonté des grandes puissances; enfin le bill de réforme de 1867 qui régit encore aujourd'hui notre système électoral. Les trois ministères à la tête desquels il s'est trouvé se sont toujours trouvés en minorité à la Chambre des Communes, ce qui a mis obstacle à l'application de sa politique. Il est mort avant d'avoir vu la roue de la fortune tourner en faveur des conservateurs, ce qui n'est arrivé qu'en 1874 et a permis à Disraeli, plus heureux, de donner libre carrière à ce génie

qui fera de son administration une des grandes époques de l'histoire d'Angleterre.

On a toujours été unanime sur l'éloquence de lord Derby qui peut être considéré comme le premier orateur de son temps. Il n'a jamais parlé à la Chambre des lords sur une question importante sans que la salle fût comble et les tribunes remplies. Le timbre de ténor de sa voix avait un charme particulier et sa diction éclatante un caractère essentiellement anglais. On l'a appelé « le Rupert de la tribune », faisant ainsi allusion à la vigueur de son attaque seulement, car il n'avait pas la folle témérité du brillant général de Charles Ier, mais au contraire beaucoup de calme et de sang-froid dans l'action; il était toujours très surexcité au moment de prononcer un discours préparé.

La mort de lord Derby a été suivie en 1870 par celle de lord Clarendon, l'éminent ministre des affaires étrangères. Cette année a aussi été marquée par la guerre franco-allemande et par l'effondrement du second empire français. Je me suis trouvé en relations si intimes avec Napoléon que je crois devoir, en terminant ces mémoires, dire quelques mots des événements de la fin de sa vie.

Le 18 avril 1870, j'ai quitté Londres pour Florence où j'ai passé très agréablement une quinzaine de jours chez sir Augustus et lady Paget à la légation d'Angleterre. A mon retour je me suis trouvé à Paris comme on venait de voter le plébiscite qui a approuvé par sept millions de voix la nouvelle constitution libérale accordée par l'empereur sous les auspices du ministère Ollivier. Le duc de Gramont venait d'être nommé ministre des affaires étrangères et le 19 mai je fus invité à un dîner donné en son honneur par l'empereur.

Je trouvai Napoléon III très changé depuis trois ans que je ne l'avais vu. Il me reçut avec son affabilité habituelle et me fit placer à table à côté de l'impératrice dont je pus admirer les épaules toujours magnifiques. A sa droite se trouvait le duc de Gramont et parmi les autres convives étaient sir John et lady Stanley, née Talleyrand. L'impératrice, ainsi que Gramont, ont daubé sur la presse qui est toujours la bête noire de Sa Majesté; tous deux

trouvaient dangereuse l'extension de liberté accordée aux journaux, quelque favorable qu'eût été le plébiscite. Après dîner, l'empereur me mena dans le fumoir où j'eus avec lui une conversation très intéressante. Je commençai par le féliciter du résultat du plébiscite, mais je le trouvai mécontent de ce que cinquante mille votes militaires eussent été négatifs. Il m'expliqua que ces votes provenaient de certains corps où les officiers ne sont pas aimés et où les conscrits sont nombreux, mais qu'en somme trois cent mille soldats lui avaient donné leurs suffrages. Je fus frappé de cette déclaration singulière, car je croyais que l'armée comptait six cent mille hommes et je lui en fis l'observation à laquelle il ne répondit rien, mais qui parut l'assombrir. Un moment après il me parla de la tranquillité de l'Europe et il me paraît évident qu'à ce moment il n'avait aucune prévision de la tempête qui a éclaté deux mois plus tard.

Il me parut plus calme que je ne l'avais jamais connu et ne se lança dans aucune de ces théories spéculatives qui lui étaient familières. Je suis certain qu'il n'avait alors aucune idée de la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne. Le comte de Bismark avait bien gardé son secret, ce qui est une forte présomption de son parti pris d'engager la France dans une querelle. Au cours de la conversation, l'empereur ne me cacha pas la déconvenue que lui avait fait éprouver l'unification de l'Italie sous un seul souverain et reconnut avoir commis une grande faute politique en contribuant à la fondation d'un royaume fort sur la frontière française et sur la Méditerranée. « Que fera l'Italie pour me témoigner sa reconnaissance ? » demanda-t-il. Deux mois plus tard les événements avaient répondu.

Je rapportai de cette entrevue l'impression que c'était, non point une conviction sérieuse, mais bien plutôt une certaine faiblesse d'esprit résultant de ses souffrances physiques qui l'avait conduit à donner à la France un régime constitutionnel. Peut-être aussi avait-il le pressentiment de sa fin prochaine et pensait-il donner à son fils plus de chances de stabilité, en lui léguant un pouvoir irresponsable et

moins personnel. La tentative eût pu réussir avec de bons ministres; mais la maladresse dont ceux qu'il avait choisis ont fait preuve en présence des provocations de la Prusse, peut être considérée comme un exemple de la plus complète incapacité diplomatique dont on ait souvenance.

En somme j'ai emporté une pénible impression de cette visite à l'empereur en qui je n'ai plus retrouvé aucune trace de sa ferme énergie d'autrefois et qui m'a paru prématurément vieilli et affaissé. Le duc de Gramont, homme aimable et agréable dans le monde, mais présomptueux et téméraire, s'est trouvé avoir plus de liberté d'action qu'aucun de ses prédécesseurs aux affaires étrangères sous le régime impérial. Lui-même m'a rendu compte de la façon suivante de la scène qui a précédé la déclaration de guerre du 14 juillet.

L'empereur était décidé à accepter la renonciation du prince de Hohenzollern à la candidature au trône d'Espagne et comptait ainsi mettre fin à la querelle en se targuant d'un succès diplomatique. Mais ses ministres n'avaient rien eu de plus pressé que de publier par toute la France cette prétendue insulte et la presse avait surexcité jusqu'à la folie la vanité et l'irritation publiques. Avant de prendre une décision définitive, l'empereur, l'impératrice et les ministres se rendirent à Saint-Cloud. Là, m'a raconté Gramont, après quelques instants de discussion, l'impératrice très surexcitée prit la parole et déclara avec véhémence que « la guerre était inévitable si on avait souci de l'honneur de la France. » Elle fut aussitôt appuyée par le maréchal Le Bœuf qui jeta avec violence son portefeuille par terre en jurant que, si on ne faisait pas la guerre, il ne le ramasserait pas et renoncerait à son bâton de maréchal. L'empereur céda et Gramont courut au Corps législatif pour y faire sa fatale déclaration.

Voilà ce qui m'a été raconté de la plus grave décision prise en Europe depuis 1815. Dans cette action téméraire de Napoléon III je n'ai reconnu ni la prudence avec laquelle, en 1859, il avait si soigneusement pris son temps pour

attaquer l'Autriche, ni l'habileté à laquelle il avait dû, après bien des échecs, un trône dont le monde le croyait si éloigné. Ce changement de caractère de l'empereur doit être attribué d'abord à l'affaiblissement de sa santé, ensuite à celui de son esprit qui avait perdu toute sa vigueur depuis qu'il avait substitué l'action de ministres responsables à celle de son gouvernement personnel. A partir du moment où il est entré dans cette voie, en 1869, ses anciens ennemis l'ont attaqué avec plus de puissance et avec le concours des anciens partis orléaniste et légitimiste renversés autrefois par leur propre incapacité.

Le 20 mars 1871 Napoléon débarqua à Douvres, venant de Wilhelmshoe et le lendemain même je fus le voir à Chislehurst. L'impératrice et son fils avaient été au-devant de lui à Douvres et l'accueil cordial de la foule lui a montré la générosité du peuple anglais, ainsi que sa gratitude pour la constante amitié dont, pendant vingt années, il lui avait donné des preuves. On se rappelait la guerre de Crimée et la sympathie qu'il nous avait témoignée lors de notre conflit avec les Etats-Unis. Il avait fait plus encore au moment de la révolte des cipayes lorsque, le salut de l'Inde dépendant de l'arrivée rapide des renforts, il nous avait offert pour nos troupes le passage par la France. Pendant tout son règne, les Anglais ont été reçus à Paris avec une extrême cordialité, bien différente de l'accueil que leur avaient fait les régimes précédents.

Il entra seul dans le salon où je me trouvais et me serra cordialement la main avec ce sourire qui éclairait si singulièrement sa physionomie naturellement sombre. J'avoue avoir été extrêmement ému. Sa dignité calme et tranquille, son absence de toute surexcitation et de toute irritation étaient l'indice d'une force morale digne du stoïcien le plus sévère. Tout le passé me traversa la mémoire : notre jeunesse à Rome en 1829, ses rêves ambitieux de cette époque et les tentatives désespérées qu'il fit dans la suite pour les réaliser; sa captivité dans laquelle je l'avais trouvé si ferme et si plein d'espoir ; puis sa miraculeuse évasion de Ham, son séjour à Londres où, pendant les émeutes de

1848, il avait fait fonction de constable spécial, comme un sujet anglais ; ensuite son élection à la présidence de la république française en 1850, son avénement au trône impérial également ratifié par des millions de suffrages et la part que j'avais prise, comme ministre anglais, à cet événement qui réalisait ses rêves de jeunesse ; enfin la gloire et l'éclat de ses vingt années de règne pendant lesquelles il avait enrichi la France au delà de toute vraisemblance et fait de Paris la reine des capitales, tous ces souvenirs affluèrent dans mon esprit quand je vis devant moi cet homme, dont la carrière avait été si aventureuse et si prospère, sans couronne, sans armée, sans patrie, sans un pouce de terre qu'il pût appeler sien autre que la maison qu'il avait louée dans un village anglais.

Ma physionomie décela sans doute mes sentiments, car il me serra de nouveau la main en me disant : « A la guerre comme à la guerre.C'est bien bon à vous de venir me voir.» Puis, d'un ton naturel et tranquille, il se mit à me vanter les bons procédés que les Allemands avaient eus pour lui à Wilhelmshoe. Pas un mot de plainte ne lui échappa pendant notre entretien. Il me dit avoir été trompé sur la force et l'état de son armée, mais sans faire de reproches à personne, jusqu'au moment où je parlai du général Trochu, qui avait abandonné l'impératrice, après avoir juré de la défendre, et qui avait livré Paris à la populace. L'empereur alors s'écria : « Ah! en voilà un drôle! » Pendant une demi-heure il causa avec moi aussi tranquillement qu'aux meilleurs jours de sa vie, avec une résignation telle que le fatalisme seul peut l'inspirer, et que ne pourrait donner aucune autre foi. Et ce n'est pas la première fois que je fus frappé de cette tendance de son esprit.

Je le revis plus tard et le trouvai beaucoup plus affecté des calamités de Paris et de l'anarchie qui régnait en France qu'il ne l'avait été de ses propres malheurs ; le fait que les communards se rendaient coupables de semblables horreurs en présence des armées prussiennes lui paraissait le comble de l'humiliation et de l'infamie.

Le 9 janvier 1873, la mort vint le délivrer des agita-

tions de son orageuse existence et des souffrances d'une cruelle maladie. Il rendit le dernier soupir dans les bras de l'impératrice et, plus heureux qu'elle, ne vit pas la lamentable fin du fils sur lequel reposaient toutes leurs espérances.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I. Introduction 1
— II. Années 1832 et 1833 30
— III. Année 1834. 37
— IV. — 1835. 38
— V. — 1836. 43
— VI. — 1837. 44
— VII. — 1838. 49
— VIII. — 1839. 56
— IX. — 1840. 60
— X. — 1841. 68
— XI. — 1842. 71
— XII. — 1843. 75
— XIII. — 1844. 77
— XIV. — 1845. 80
— XV. — 1846. 84
— XVI. — 1847. 92
— XVII. — 1848. 102
— XVIII. — 1849. 121

— XIX. — 1850 130
— XX. — 1851 135
— XXI. — 1852 147
— XXII. — 1853 177
— XXIII. — 1854 196
— XXIV. — 1855 212
— XXV. — 1856 229
— XXVI. — 1857 236
— XXVII. — 1858 253
— XXVIII. — 1859 275
— XXIX. — 1860 301
— XXX. — 1861 314
— XXXI. — 1862 320
— XXXII. — 1863 329
— XXXIII. — 1864 336
— XXXIV. — 1865 344
— XXXV. — 1866 348
— XXXVI. — 1867 354
— XXXVII. — 1868 360
— XXXVIII. — 1869 369
— XXXIX. Conclusion 370

Imprimerie générale de Châtillon-sur Seine. — A. Pichat.

This book is DUE on the last date stamped below

DEC 2 1912

Form L-9–15*m*-11,'27

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 965 336 1

DA
565
M2A2F

UNIVE CIFORNIA
LOS ANGELES
LIBRARY